



Jane Addams, W.E.B. Du Bois et le vote des femmes
Élection de 1912, organisations civiques et Parti progressiste

Daniel Cefai

Suivi d'une série de textes de Jane Addams

La bibliothèque
**PRA
GMA
TA**

**Jane Addams,
W. E. B. Du Bois et le vote des femmes**

**Jane Addams,
W. E. B. Du Bois et le vote des femmes**

Élection de 1912, organisations civiques
et Parti progressiste

Daniel Cefai

Suivi d'une série de textes sur le suffrage féminin
par

Jane Addams

La Bibliothèque de Pragmata

© La Bibliothèque de Pragmata, 2023

N° ISBN : 978-2-9589629-0-6

Couverture dessinée par Anaïs Cuillier,

Two to Tango Studio, Bruxelles

Édition par Guillaume Braunstein

Collection créée et dirigée par Daniel Cefai

pour l'association Pragmata

SOMMAIRE

Jane Addams, W.E.B. Du Bois et le vote des femmes Élection de 1912, organisations civiques et Parti progressiste

Introduction	9
Chapitre premier. La socialisation de la démocratie selon Jane Addams	25
Chapitre 2. L'archipel des publics de la réforme sociale	51
Chapitre 3. Naissance du Parti progressiste de Theodore Roosevelt	87
Chapitre 4. L'attitude des pragmatistes face à l'élection de 1912	101
Chapitre 5. <i>Empowerment</i> : la capacité politique des femmes	117
Chapitre 6. Du soin domestique à la compassion publique et à l'internationalisme antimilitariste	139
Chapitre 7. Suffrage féminin et émancipation raciale : un dialogue difficile	157
Chapitre 8. La prise de position de W. E. B. Du Bois et de la revue <i>Crisis</i>	183
Chapitre 9. L'accélération du mouvement pour la conquête du vote	207
Chapitre 10. La question sociale dans le programme du Parti progressiste	231
Chapitre 11. L'électorat noir et le système des partis	253
Chapitre 12. Dénouement	269

Annexes

Textes de Jane Addams sur le suffrage féminin et le Parti progressiste

• Les femmes, le ménage public et le scrutin municipal (1907-1910)	277
• Pourquoi les femmes devraient voter (1910)	283
• Philanthropie et politique (1912)	298
• Discours de soutien à la nomination de Theodore Roosevelt au Coliseum de Chicago (7 août 1912)	313

• Un contrat avec le peuple. Programme du Parti progressiste (1912)	315
• Le dilemme du progressiste : le nouveau parti (1912)	331
• Et si les hommes réclamaient le droit de vote ? (1913)	337
• Les clubs de femmes et les politiques publiques (1914)	345
Liste des illustrations	367
Bibliographie	379

La pensée de Jane Addams est redécouverte depuis les années 1990¹. Elle est au centre de l'attention d'un réseau de chercheuses et de chercheurs, intéressés par le croisement entre féminisme et pragmatisme (Deegan, 1988a ; Seigfried, 1993 et 1996 ; Hamington, 2010). Cette nouvelle vague d'enquêtes a montré comment le travail des femmes dans les *settlements*, dans les crèches, les écoles et les universités, ou dans les milieux d'activistes réformateurs et progressistes, avait été injustement sous-évalué. Dans le domaine de la pensée, elle a dépoussiéré la lecture d'un certain nombre d'auteures qui étaient tombées hors du « canon » du pragmatisme (Huebner, 2019) : outre Jane Addams, ont trouvé place dans la galerie des ancêtres du pragmatisme Emily Greene Balch, Ella Lyman Cabot, Mary Whiton Calkins, Elsie Ripley Clapp, Anna Julia Cooper, Alice Chipman Dewey, Mary Parker Follett, Charlotte Perkins Gilman, Lucy Sprague Mitchell, Jessie Taft ou Ella Flagg Young (Whipps & Lake, 2020). C'est ainsi que s'est développé un « pragmatisme féministe » (redoublé d'un « féminisme pragmatiste »). Le corpus s'est accru de nouveaux textes, hypothèses et catégories. La tessiture de sensibilités morales et civiques qui constituent le pragmatisme en a été considérablement enrichie. Jane Addams a été au cœur de ce renouveau. Au début des années 2000, la plupart de ses livres ont été réédités par les Presses de l'Université de l'Illinois, avec des appareils critiques et de nouvelles préfaces. 2002 constitue un tournant puisque c'est à cette date qu'est lancée cette entreprise collective de réédition de ses œuvres², tandis que, coup sur coup, se tiennent les colloques de Swarthmore College, « Rediscovering Addams » (1^{er}-2 février 2002), et de l'Université de Dayton, « Exploring Jane Addams » (8-9 novembre 2002)³.

Parmi les thématiques que l'on retrouve au cœur de cette relecture d'Addams, rappelons sa conception radicale de la démocratie, attentive à la situation des plus vulnérables, soucieuse de définir et de résoudre des problèmes sociaux, orientée autant que faire se

peut vers le *self-government* et très à cheval sur le respect des libertés publiques et privées – sous bien des aspects, proche des thèses de Mead, de Tufts et de Dewey (Elshtain, 2002; Knight, 2005; Fischer, Nackenoff & Chmielewski, 2009; Fischer, 2019). On peut encore mettre à son crédit, et à celui des femmes qui vivaient avec elle : la question de la socialisation du « *care* », étendu de la sphère privée à la sphère publique, en phase avec la promotion d'une éthique sociale (Hamington, 2004 et 2022); un véritable effort de compréhension pluraliste et perspectiviste pour se mettre à la place des « absents », des « négligés » ou des « oubliés » du progrès social (*outcasts*) – femmes, enfants, migrants, pauvres; un engagement sans faille en faveur de la paix, depuis la fin du non-interventionnisme américain et les incursions impérialistes des États-Unis aux Philippines, au Mexique ou à Cuba, jusqu'à leur entrée en guerre aux côtés des Forces de l'Entente en 1917 (Addams, Balch & Hamilton, 1915); des pratiques de « soin civique (*civic care*) » et de « ménage municipal (*municipal housekeeping*) » et des innovations en matière d'administration publique (Stivers, 2000; Shields, 2003 et 2006) – inspection du travail, infirmerie communautaire et protection des enfants; ou un projet de gouvernement municipal fondé sur l'enquête et l'expérimentation, à l'encontre des pratiques de patronage des machines politiques (Davis, 1967).

Addams et les femmes des *settlements* ont également participé, avec Mead, Tufts et Dewey à leurs côtés, à la bataille pour la propriété municipale d'un certain nombre d'équipements et de services d'intérêt public (transports, eau, électricité) (Howe, 1905), afin de les arracher au marché des biens privés. Elles ont été aux avant-postes des luttes multiples pour le « développement civique » (Zueblin, 1905), à savoir l'embellissement des villes, l'aménagement de leurs places, rues et monuments, l'installation des égouts, du gaz et de l'électricité. Le tournant du siècle a aussi été un moment d'invention de politiques de la santé, de la justice et de l'éducation, de création de bibliothèques, d'opéras et de musées publics, de développement des

dispositifs d'assistance sociale et de rationalisation de la fonction publique (Zueblin, 1916). Toutes ces réformes ont été portées par des groupes civiques, que l'on rassemble sous l'étiquette de « mouvement progressiste ». Si on ne les garde pas à l'esprit, il devient impossible de comprendre la langue morale, civique et politique que parlaient les auteurs aujourd'hui dignifiés comme « pragmatistes ». Tout en favorisant l'action rapprochée, les *settlements* – Hull House, Chicago Commons, South End House, Henry Street, Greenwich House, la College Settlements Association, etc. – ont en particulier été à la pointe de l'innovation civique et ont quadrillé le pays de réseaux d'organisations, échangeant, mutualisant et diffusant leurs découvertes, mobilisant en commun ressources, savoirs et personnels, modifiant le rapport de force en leur faveur et inscrivant leurs conquêtes dans le droit, bâtissant des institutions qui pérennisent leur action à l'échelle nationale (Cefaï, 2021: 442 sq.).

C'est ce dossier que nous voudrions ici explorer, en nous centrant sur l'élection présidentielle de 1912 à laquelle Addams a pris une part active. 1912 est une date-clef dans l'histoire politique des États-Unis. Fait exceptionnel: un nouveau parti politique, le Parti progressiste, a bâti son programme en ralliant toutes sortes d'organisations réformatrices dont, pour prendre des exemples dans des domaines distincts, l'Association américaine d'économie (American Economic Association), la Conférence nationale des Charities and Correction (qui rassemblait tous les travailleurs sociaux, de quartier et de *settlement*), ou la Ligue de réforme des services publics (Civil Service Reform League) (Addams, 1912h); et c'est un fait tout aussi extraordinaire qu'un ensemble d'associations qui avaient émergé depuis la Guerre de Sécession, avec une accélération à partir des années 1890, et qui, d'ordinaire, s'en tenaient à des opérations philanthropiques, se spécialisaient dans la défense de telle ou telle cause, en ordre dispersé, ou s'en tenaient à des tâches de service social, décident de franchir le pas de la politique et de configurer en de nouveaux termes leurs thèmes de revendication.



Jane Addams (1860-1935).



W. E. Burghardt Du Bois (1868-1963).

En quoi cette enquête sur le moment 1912 intéresse-t-elle le pragmatisme ?

Elle fait tout d'abord apparaître que ce que nous traitons rétrospectivement, en 2022, comme « le pragmatisme » n'a pas d'unité politique. Celui-ci n'est en 1912, pas plus qu'il ne l'est aujourd'hui, le nom d'une communauté bien définie, que l'on peut circonscrire par une frontière bien identifiable, moyennant le partage entre un dedans et un dehors, et qui se caractériserait par des opinions uniformes, communes à tous ses membres. Comme mode de pensée philosophique, le pragmatisme est alors au plus haut. Mais A. O. Lovejoy (1908) écrit un article retentissant sur « Les treize pragmatismes » qu'il aurait identifiés, et A. W. Moore (1910) riposte qu'il doit en exister un bien plus grand nombre d'espèces⁴. Si l'on peut dégager après coup une « attitude pragmatiste », et peut-être un noyau d'hypothèses communes à quelques auteurs issus des Universités de Harvard et de Chicago, et plus tard de Columbia, il est difficile d'en inférer des préférences politiques. Le pragmatisme comme philosophie n'est pas la philosophie d'un parti. Ce n'est pas une idéologie bien établie. Les personnes qui se réclament de cet enseignement ou de cette littérature sont, de fait, pour la plupart, liées au mouvement réformateur, de plus en plus qualifié, après 1912, de mouvement progressiste. Ce point est en tout cas vrai pour les noms qui nous intéressent, outre ceux de Dewey et Mead, Tufts et Follett, ceux de Addams et Du Bois. Notre enquête sur le « moment 1912 » poursuit celle, décalée par rapport aux enjeux et aux méthodes de l'enquête philosophique, que nous avons engagée sur le « pragmatisme en action », en relation aux « *social settlements* » (Cefaï, 2021). Il confirme le constat que les engagements dans l'action civique sont d'une grande variété selon les causes, les acteurs et les contextes, et ceci même s'ils se rejoignent autour d'un souci d'enquête et d'expérimentation, d'un projet de démocratie sociale et raciale, ou d'un désir d'élargissement de la participation politique. On constate que les leaders des « travailleurs sociaux », qui sont pour un bon nombre, jusqu'à la Première Guerre mondiale, de

véritables activistes, rejoignent massivement le Parti progressiste. Mais à ce moment-clé de l'histoire politique des États-Unis, il n'y a pas d'alignement des votes des auteurs pragmatistes – ou en tout cas, identifiables comme tels, aujourd'hui – autour de l'un ou l'autre candidat.

Ensuite, deuxième objectif, l'élection de 1912 nous intéresse très directement par son exacerbation de questions qui ont gardé, pour nous, toute leur vivacité. En premier lieu, celles *du genre et de la race* et de leurs modes d'existence et d'expression publique se retrouvent au cœur des débats de la campagne électorale. Le droit de vote des femmes et la participation des Noirs au scrutin, ce dont ils sont empêchés dans la plupart des États du Sud, et tout simplement leur participation, aux côtés des Blancs, aux mouvements sociaux et aux partis politiques, sont encore des sujets très problématiques cette année-là. En relation au suffrage, il faudra encore huit ans aux femmes avant d'avoir gain de cause, en 1920, mais plusieurs décennies aux Africaines-Américaines et aux Africains-Américains, qui ne s'appellent pas encore comme ça, avant que la déségrégation sociale et politique ne passe dans les lois, puis, tant bien que mal, dans les actes (*Brown v. Board of Education*, 1954 ; *Civil Rights Acts* de 1957, 1960 et 1964). Par contre, le projet d'une démocratie sociale, qui réarticule démocratie directe et démocratie représentative, qui soit tendue vers des idéaux d'équité, de fraternité (mais aussi de sororité et de maternité), de droit, de liberté, d'autonomie et de justice, et qui donne progressivement corps à ces idéaux dans l'action, trouve un écho politique dès 1912. La photographie de cette élection opère comme un « analyseur » ou un « révélateur ». Elle nous offre l'occasion d'une plongée dans un champ d'expérience collective. Elle permet de saisir le paysage de problèmes publics qui se donnent aux citoyens-électeurs, avec leurs hiérarchies et leurs urgences, leurs appariements et, parfois, leurs incompatibilités. Elle fournit des clefs pour comprendre la façon dont des troubles personnels sont thématés par les réformateurs dans l'arène publique et transformés en critiques, dénonciations

et revendications. Elle révèle toutes sortes de doutes, d'impasses et de contradictions. Elle laisse aussi apercevoir la difficulté pratique, du point de vue des acteurs, des choix d'organisation : les femmes doivent-elles former leur parti ? Jouer la carte du lobbying réformiste en coulisses ou frapper les esprits par des actions radicales ? Former des *settlements*, des centres communautaires, des clubs civiques ? Ou, dans un autre registre, le vote des Noirs passe-t-il avant le vote des femmes, ou inversement ? Noirs et femmes doivent-ils, s'ils le peuvent, collaborer ? Leur faut-il dissocier leurs luttes pour l'émancipation ? Ou en privilégier une par rapport à l'autre ?

Jane Addams et W. E. Burghardt Du Bois sont deux acteurs majeurs de ces dynamiques collectives qui se recomposent autour du Parti progressiste, et qui vont plus particulièrement intervenir en faveur du droit de vote des femmes. L'une et l'autre entretiennent un lien fort, privilégié, avec les pragmatismes de Chicago et de Harvard, tout en restant des *outsiders*. Ils ne sont, ni l'une ni l'autre, des philosophes de profession. Mais Addams fréquente assidûment Dewey, Mead, Tufts, ou encore Thomas, et leurs épouses, qui font partie du premier cercle de Hull House, au point que l'on peut penser que ceux-ci s'initient auprès d'Addams à la politique de quartier et à celle de Chicago ; elle est proche de l'Université, impliquée dans la Laboratory School, porte avec les femmes de Hull House et Graham Taylor des Commons la création de la Chicago School of Civics and Philanthropy, et était pressentie pour le poste du département de sociologie que prendra Robert E. Park. Elle ne cesse de défendre une vision de la politique comme enquête et expérimentation, sur la base d'une coopération avec les citoyens ordinaires. Du Bois a, lui, un rapport plus intellectuel avec les professeurs de Harvard, dont Josiah Royce, avec qui il se sent des affinités, mais aussi William James, qui vient juste de publier les *Principes de psychologie* (1890), Francis Greenwood Peabody, à la recherche d'une éthique sociale chrétienne à la Divinity School, ou le jeune instructeur George Santayana avec sa célébration de la créativité et de la vie⁵. Albert Bushnell Hart lui enseigne les techniques

d'interprétation des documents d'histoire politique et constitutionnelle et il lui permettra de présenter son « Reconstruction and Its Benefits » (1910) au Congrès de l'Association américaine d'histoire en décembre 1909. Addams et Du Bois jouent tous les deux, dans les années 1890, un rôle clef dans la naissance de l'enquête sociale aux États-Unis, elle avec les *Hull House Maps and Papers*, lui avec *Les Noirs de Philadelphie*⁶. En 1912, ils sont avant tout engagés dans l'action, orientée vers des objectifs concrets : Du Bois dirige la revue *The Crisis* et il est en train de s'affirmer comme le leader de l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (National Association for the Advancement of Colored People – NAACP) ; Addams est alors une célébrité nationale, connue comme la pionnière du mouvement des *social settlements* et la championne des causes de la réforme sociale, qu'il s'agisse de vote ou de paix, de délinquance ou d'enfance. Ils vont se suivre et se croiser au cours des années⁷. L'élection présidentielle



A Militant Suffragette (1914, Moving Picture World).

va jouer pour eux un rôle de révélateur des questions de genre et de race, qui passent parfois au second plan dans la littérature sur le pragmatisme.

Enfin, troisième préoccupation : ce formidable élan « populaire » – la catégorie alors en usage – qui a submergé les campagnes des candidats en lice, et a trouvé une traduction politique dans une bataille électorale, nous offre un excellent poste d’observation des *dynamiques collectives de transaction entre société civile, partis politiques et pouvoirs publics* qui ont cours avant la Première Guerre mondiale. La participation aux mouvements sociaux se conjugue, ou non, avec une demande de participation à la vie politique, qu’il s’agisse – pour les femmes, les Noirs et les immigrants – de contribuer par le vote à la vie publique, d’occuper des postes d’élus à tous les échelons de l’exécutif, du législatif et du judiciaire, ou de forger des politiques publiques dans la haute administration locale, étatique ou fédérale. « Tout au long de la campagne, écrit après coup Addams dans “Lessons of the Election” (1912u), j’ai été impressionnée par le fait que de nombreuses causes qui, jusque-là, n’avaient été défendues que par de petits groupes de personnes – par les sectes (*cults*), si vous voulez, des syndicalistes, des philanthropes, des réformateurs civiques, des *city clubs*, et ainsi de suite – ont été enfin, grâce à l’action politique, propulsées au grand jour (*in the open*). » On parlerait aujourd’hui d’un processus de publication et de politisation des problèmes. Les foyers d’attention de l’opinion publique ou d’excitation du « sentiment public » se déplacent ; les façons de faire et de dire, de juger et de penser, de s’engager et de revendiquer se transforment. L’étude du matériau empirique va nous permettre d’assister à la formation de différents types d’arènes publiques : des arènes en miroir – l’arène électorale et les arènes liées à des problèmes particuliers se déployant de concert, avec des logiques similaires sinon spéculaires ; des arènes gigognes emboîtées les unes dans les autres, reproduisant à différentes échelles les enjeux formulés et les conflits articulés au niveau national ; et des arènes ségréguées et sécessionnistes, auxquelles sont réduits les exclus de la citoyenneté

politique, les femmes dont une frange se radicalise entre 1912 et 1920, et les Noirs condamnés à créer leurs propres organisations et institutions – ce que l'on appellera, beaucoup plus tard, les contre-publics de la *Black public sphere*. Outre que nous avons là un objet d'enquête empirique très actuel, pour une sociologie des problèmes publics, des mobilisations ou des élections, ces expériences concrètes, auxquelles Addams et Du Bois, mais aussi Dewey, Mead, Tufts ou Follett, ont été confrontés, nous permettent de comprendre leur façon d'articuler les questions civiques et politiques, à un moment donné, singulier, du passé. Le lecteur s'étonnera d'être ainsi balancé entre l'exotisme de certaines de ces expériences, la familiarité de certaines autres. L'élection présidentielle de 1912 est un moment fort qui nous renseigne sur l'usage des catégories de « réforme sociale » par Mead ou de « moralité sociale » par Tufts, de « communauté » par Follett, et plus tard de « public » par Park, Lippmann et Dewey. L'histoire des idées philosophiques est réancrée dans l'histoire de la vie civique et politique, qu'elle contribue, à distance, à éclairer.

L'objectif de cette reconstruction historique est donc multiple.

- 1.) Contextualiser les catégories et les raisonnements philosophiques, du point de vue de la pensée pragmatiste : à quelles expériences les textes que nous lisons dans un corpus canonique se réfèrent-ils ?
- 2.) Réinterpréter des processus sociaux, civiques et politiques d'il y a un siècle en mettant à l'épreuve des catégories et des raisonnements pragmatistes : quelle relecture du moment 1912 le pragmatisme nous autorise-t-il ?
- 3.) Enfin, au-delà de l'intérêt historique et philosophique, attester de l'actualité du pragmatisme dont les questions – du public, des enquêtes et des droits, du genre et de la race – continuent de résonner dans notre propre expérience.

NOTES

1 L'enquête ici présentée a été achevée pendant la pandémie du Covid, en 2020-21. Un certain nombre de documents avaient pu être consultés lors de séjours aux États-Unis en septembre-novembre 2016 au CIRHUS (Center for International Research in the Humanities and the Social Sciences) à New York (bourse de recherche NYU-CNRS), à Harvard et à Chicago (invitation au Radcliffe Institute) en juin-septembre 2017, et en septembre-octobre 2018 au SCRC (Special Collections Research Center) de l'Université de Chicago (financement EHESS). La plus grande part des matériaux sur lesquels cette étude est fondée se trouve au SCRC de l'Université de Chicago, dans les collections de l'Université de l'Illinois ou de la Newberry Library de Chicago, à la Schlesinger Library de l'Institut Radcliffe à Harvard, au Rare Book and Manuscript Library de Columbia ou à la New York Public Library. Nombre ont été numérisés et sont en libre accès sur le web – les documents publiés avant le 1^{er} janvier 1928 étant par ailleurs tombés dans le domaine public, selon la loi sur le copyright aux États-Unis (depuis le 1^{er} janvier 2023). En croisant Jstor, Hathitrust, Org, Archive.Org, Proquest.Com (pour les thèses et la presse), et les fonds en ligne de la Bibliothèque du Congrès, on dispose déjà d'un bon nombre de pièces d'archives.

Les articles et une partie de la correspondance de Jane Addams sont par ailleurs disponibles en édition

numérique grâce au Jane Addams Papers Project at Ramapo College of New Jersey (<https://janeaddams.ramapo.edu/>). On peut également consulter les trois volumes de *The Selected Papers of Jane Addams*, Urbana, University of Illinois Press, 2003, 2009 et 2019 (édition par Mary Lynn McCree Bryan, Barbara Bair & Maree de Angury pour les vol. 1 et 2; et par Mary Lynn McCree Bryan, Maree de Angury, Ellen Skerrett & Richard R. Seidel, pour le vol. 3). Outre la documentation rendue disponible par le musée Jane Addams, que l'on peut visiter dans un des bâtiments préservés de Hull-House par l'Université de l'Illinois à Chicago (UIC, 800 S. Halsted Street, Chicago), des lettres et des documents sont conservés dans les collections de Swathmore College (PA) et de Smith College (Northampton, MA).

Le Fonds David Graham Du Bois a par ailleurs scanné et mis en ligne un certain nombre de documents concernant William Edward Burghardt Du Bois, aux Special Collections and University Archives de l'Université du Massachusetts à Amherst. Outre les ouvrages publiés de Du Bois, une des sources les plus intéressantes est la série des revues *The Horizon : A Journal of the Color Line* (1907-1910) et *The Crisis : A Record of the Darker Races* (1910-).

2 Parmi les rééditions de livres de Jane Addams par les Presses de l'Université de l'Illinois (Urbana,

University of Illinois Press), on signalera, successivement, en indiquant entre parenthèses la date de parution et l'auteur de l'introduction : *Democracy and Social Ethics* (2002, Charlene Haddock Seigfried); *The Long Road of Woman's Memory* (2002, Charlene Haddock Seigfried); *A New Conscience and an Ancient Evil* (2002, Katherine Joslin); *My Friend, Julia Lathrop* (2004, Anne Firor Scott); *Newer Ideals of Peace* (2007, Berenice A. Carroll & Clinton F. Fink); *Peace and Bread in Time of War* (2002, Katherine Joslin); et *Women at The Hague : The International Congress of Women and its Results* (avec Emily G. Balch et Alice Hamilton, 2003, Harriet Hyman Alonso).

3 *Jane Addams and the Practice of Democracy*, édité par Marilyn Fischer, Carol Nackenoff et Wendy Chmielewski (2009), en est issu.

4 « Il y a quelques années, le “pragmatisme” était un terme technique connu d'un petit cercle de métaphysiciens et de rédacteurs de dictionnaires philosophiques. Aujourd'hui, il s'agit d'une friandise dans la bouche des étudiants de premier cycle, d'un thème favori des clubs de “culture” et des chaires “avancées” et d'un “sujet” pour le journal du dimanche et les magazines populaires. La chasse à de nouvelles espèces de pragmatisme est à présent devenue la distraction favorite de certains philosophes. Il n'y a pas si longtemps, le professeur Lovejoy

a annoncé qu'il en avait découvert treize variétés, mais comme certains pragmatistes nient appartenir à aucune d'entre elles, il paraît certain qu'il doive en exister d'autres espèces. » (Moore, 1910 : 1).

5 Du Bois aura suivi les premiers cours de Santayana avec Herbert Croly, les frères Norman et Hutchins Hapgood. Sur l'expérience de Du Bois à Harvard, outre ses propres considérations, par exemple dans « A Negro Student at Harvard at the End of the 19th Century » (Du Bois, 1960), voir Lewis (1993 : 83-99).

6 W. E. B. Du Bois s'installe avec son épouse Nina pour commencer son enquête à Philadelphie, en août 1896. Leur appartement dans le 7^e district (*Seventh Ward*) leur est fourni par Katharine Bement Davis, pionnière des recherches sur la délinquance et la sexualité féminines, qui était alors la résidente en chef du College Settlement de St. Mary's Street à Philadelphie. *Les Noirs de Philadelphie* est conçu comme une enquête sociale, analogue à celle que commençaient à mener les *settlements* à New York, Chicago ou Boston. La commande émanait de Susan P. Wharton, philanthrope quaker de la College Settlements Association, tout comme de la Warton School, dans un montage où Du Bois était nommé instructeur assistant de l'Université de Pennsylvanie. Tandis que les autres enquêtes sociales portaient essentiellement sur des populations immigrantes originaires

d'Europe, celle de Du Bois était la première à être exclusivement centrée sur la population noire d'une grande ville.

7 Dans quelques-unes de leurs lettres disponibles dans le Fonds David Graham Du Bois, Special Collections and University Archives de l'Université du Massachusetts à Amherst, on peut suivre certains épisodes de cette relation. On découvre qu'Addams s'est rendue à Atlanta, en 1903, et a cherché, sans succès, à y rencontrer Du Bois. Du Bois était donc très tôt en contact avec Jane Addams et avec Sophonisba Breckinridge. Il avait été encore plus tôt en contact avec Hull House : Isabel Eaton, une jeune quaker, boursière de la College Settlements Association, lui avait été recommandée pour l'enquête sur les Noirs employés dans le service domestique, in *Les Noirs de Philadelphie* (1899/2019 : 491-585), après qu'elle eut participé aux *Hull House Maps and Papers* (1895 : 79-90) avec son « Receipts and Expenditures of Cloakmakers in Chicago, Compared With Those of That Trade in New York ». Dans une lettre datée du 25 janvier 1907, Eaton dit à Du Bois combien elle envie sa visite à Hull House et lui demande de transmettre ses salutations à Addams, « *the biggest heart and the noblest, most Christlike soul in the world – she is that. Isn't she?* ». Du Bois, à l'occasion de ce voyage à Chicago, donne un discours sur Abraham Lincoln à Hull House – Lincoln qui était un ami du père d'Addams, John Huy Addams,

sénateur de l'Illinois entre 1854 et 1870, et à qui elle se souvient avoir rendu visite, enfant, à Madison, Wisconsin (sur « Old Abe », Addams, 1910 : chap. 2).

Du Bois avait invité Addams à la 10^e Conférence d'Atlanta sur les problèmes des Noirs, le 30 mai 1905 (*Negro Problems*, dont Du Bois avait écrit en 1898 qu'ils étaient des problèmes de Blancs) (lettre du 19 avril 1905). Addams avait dû décliner l'invitation, mais le Fonds Slater permet à Du Bois de l'inviter à la 13^e Conférence de 1908 autour de la publication de *The Negro American Family*. Celle-ci contient, outre les descriptions de cas de familles, de leurs mœurs, alimentation, habillement ou éducation par les étudiants de Du Bois, les quarante-trois photos sur « l'évolution des maisons noires », depuis les huttes et les cabanes à rondins et les plans de huit propriétés familiales de Géorgie, des extraits de « The Negro Family in New York » de Mary W. Ovington (p. 132-134), ou une longue citation d'Addams (p. 152). Addams met en regard la différence entre Africains-Américains et Italiens, Grecs ou Russes à qui elle a affaire à Chicago, à la recherche de compromis entre les « coutumes » de leurs « ancêtres » et leur mode de vie américain. « Si je comprends bien, vos difficultés sont tout à fait différentes. Les habitudes que vous avez pu hériter de vos ancêtres ont toutes été brisées, elles ont toutes été dispersées, en particulier les habitudes liées à la vie de famille. L'absence de

traditions et d'habitudes en la matière présente des avantages et des inconvénients » : parmi les avantages, une plus grande adaptabilité et l'efficacité des apprentissages de l'éducation dans la vie de famille, parmi les inconvénients, le manque de retenues, de contraintes et de contrôles (*restraints*) que la culture héritée peut assurer.

Le 26 mai 1908, Addams passe la journée à l'Université d'Atlanta en compagnie de Du Bois – qui l'y avait invitée le 25 octobre 1907. Du Bois lui recommande dans une lettre du 19 mai 1908 de louer une voiture conduite par une personne de couleur (*colored hackman*) pour l'amener jusqu'au South Hall de l'Université, West Mitchell Street, et lui propose de séjourner à l'Université plutôt qu'en ville, chez des amis, afin d'éviter toutes sortes de contretemps qui pourraient entraver son chemin vers le campus. Le 14 juin 1908, c'est au tour d'Addams d'inviter M. et Mme Du Bois à la rejoindre à Hull House

en fin d'après-midi, après qu'elle sera elle-même rentrée d'une conférence à Milwaukee. Les choses vont ensuite se précipiter : émeutes de Springfield en août 1908 ; dernier meeting du Niagara Movement le 28 août 1908 à Oberlin, Ohio ; appel par Du Bois, Ovington, Baker, Moskowitz, Villard, Walling, Wells, et quelques autres, à fonder une organisation de défense des droits des Noirs avec des membres blancs et noirs, hommes et femmes, juifs, catholiques ou protestants ; et fondation effective de la NAACP le 12 février 1909, dans les rangs de laquelle on retrouve Jane Addams, Lillian Wald, Celia P. Woolley, John Dewey. Addams et Du Bois auront de nombreuses occasions de collaborer, comme lorsque Addams écrit l'éditorial du numéro de *Crisis* de janvier 1911, aidant ainsi à lui donner une plus grande visibilité, ou au moment de la mobilisation contre la sortie du film de David Wark Griffith, *Birth of a Nation*, en 1915.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIALISATION DE LA DÉMOCRATIE SELON JANE ADDAMS

Addams (1910 et 1912) revient à plusieurs reprises sur certains de ces points dans la série d'articles préparés et publiés pendant la campagne électorale du Parti progressiste. Elle le fait à des fins de justification et de mobilisation, ainsi que pour attirer l'attention du public sur certains mots d'ordre. Mais elle laisse du même coup apparaître une certaine conception de la politique en démocratie. Les femmes ont là, nous dit-elle, une occasion unique de requalifier leurs entreprises humanitaires. Elles s'étaient déjà déplacées, au tournant du siècle, des *charities* vers le travail social et l'organisation communautaire, reformulant leurs exigences sur le terrain du droit. La nouvelle donne politique leur permet de passer de l'action sociale au coup par coup à une formulation de la question sociale à l'échelle nationale, comme relevant des affaires publiques et devant être prise en charge par les institutions municipales, étatiques et fédérales. La naissance d'un nouveau parti politique et l'invitation à en composer le programme offrent ainsi une occasion inédite d'enrichir les agendas de la politique officielle d'un éventail de nouveaux problèmes publics (Gusfield, 1981b), jusque-là négligés par les hommes au pouvoir – que ce soit en matière de *welfare*, mais aussi d'éducation, de santé ou d'immigration, de services publics ou de démocratie industrielle. Ce qui se dessine avec la participation d'Addams au Congrès du Parti progressiste, le 7 août 1912, est par ailleurs une première. Jamais aucune femme n'avait été conviée à monter à la tribune et à prendre la parole dans un tel événement. Certains hommes découvrent alors que les femmes sont des animaux rationnels et politiques comme

les autres. La bataille pour le suffrage féminin est le principal enjeu dans les esprits, mais Addams va au-delà de la simple revendication de citoyenneté politique : son combat est de réformer la politique elle-même. En se lançant dans la campagne de l'élection présidentielle, les femmes des *settlements*, des clubs et des syndicats espèrent faire passer leur éthique sociale dans ce qui était jusque-là le domaine exclusif et réservé de l'action politique : elles « socialisent » la démocratie en ce qu'elles la tirent de l'horizon de la politique instituée, où elle était cantonnée dans les gouvernements, les assemblées législatives, les partis politiques ou les agences administratives, pour la porter sur le terrain de la vie quotidienne... Et en transgressant la frontière entre « sphères séparées » des hommes et des femmes (Freedman, 1979 ; Kerber, 1988), qui s'entrecoupe avec celle de l'éthique au quotidien et de la politique comme profession, elles sont conscientes de bouleverser la façon, jusque-là très exclusivement masculine, de faire de la politique. La convention nationale du Parti progressiste est vécue comme un rassemblement inédit, où souffle un vent nouveau : jamais un congrès politique n'avait autant ressemblé à une assemblée de travailleurs sociaux et jamais il n'avait donné à voir un public avec une telle proportion de femmes.

Le mot « social » renvoie à la prise de conscience d'un autre problème, corrélatif de l'engouement pour la sociologie : comment résister aux forces centrifuges qui détruisent les communautés rurales tout en déversant dans les grandes métropoles, en plein boom industriel, des masses de ruraux qui se retrouvent livrés à eux-mêmes ? Comment accueillir les migrants – plus de 15 millions entre 1900 et 1915 – dont les familles ont perdu, en partie, les repères de leur monde d'origine ? Le premier point est qu'il faut resocialiser ces individus désorientés, en proie aux urgences de la survie et aux conflits de valeurs. Il faut rebâtir leurs environnements matériels, institutionnels et culturels en leur fournissant des supports et des prises et en leur assurant des ressources élémentaires. D'un point de vue sociologique, cela conduit à prendre en compte, à rebours de l'individualisme libéral, une

écologie sociale : ce qui prime, ce sont les relations d'interdépendance entre personnes, leur appartenance à des groupes et leur protection par des institutions, hors de quoi il est impossible de comprendre les choix et les parcours des individus. Il faut sortir des dilemmes de la charité organisée, qui oscille entre assister des pauvres méritants sans les inciter à la paresse et réprimer les éléments irrécupérables ; et il faut développer un projet politique de reconstruction des milieux de vie des personnes en difficulté pour changer leurs conduites, réarmer leurs capacités d'action et les amener à refonder une communauté. Ces idées se transforment en hypothèses de travail pour la réforme sociale. Invoquer le « social », dès 1889, pour les résidents des *settlements*, revient à identifier et à renforcer les liens d'entraide et de solidarité entre citoyens, à abroger des privilèges en direction d'une égalité des droits et des devoirs, et à lancer des passerelles par-delà les genres et les classes, les cultures nationales et les groupements raciaux ; et c'est sortir de la sociabilité des classes supérieures et se mêler aux gens ordinaires, partager des expériences communes par l'exercice d'une compréhension sympathique, mettre en place des mécanismes de régulation des conflits par le dialogue et tenter de déterminer et de résoudre en commun les problèmes sociaux. Se battre au nom du « social », c'est aussi affirmer l'existence de biens communs (santé, éducation, hygiène), ou d'utilités publiques (transports, eau, énergie), qui transcendent les intérêts, les préférences et les volontés des individus et des classes (Cefaï, 2021 : 456-461) – le mobile des Liges pour la propriété municipale ; et c'est faire advenir des formes de vie collectives, coopératives ou communautaires, qui touchent à la production, à la distribution et à la consommation, et, donc, aller à l'encontre de l'individualisme libéral au fondement de la conception et de l'organisation du droit et du marché.

Cette mise en œuvre d'une nouvelle « éthique des relations humaines » a pu être attribuée à un sens de la « *fellowship* » ou de la « vicinité », à un amour du prochain, propre au christianisme social (« *Love thy neighbor* »). De fait, le protestantisme libéral du Social

Gospel, en lutte contre les « péchés de la société », fournit une bonne part des troupes électorales du mouvement progressiste. Walter Rauschenbusch publie *Christianity and the Social Crisis* en 1907, à la veille de la fondation du Conseil fédéral des églises (Federal Council of Churches). Cette association d'Églises protestantes adopte, le 4 décembre 1908, le « Credo social (*Social Creed*) »¹ : les chrétiens doivent prendre en charge les « problèmes pratiques » de la vie urbaine et industrielle et s'inspirer des « principes sociaux » des Évangiles comme remèdes à la « Crise sociale » et comme mots d'ordre pour le « Réveil social (*Social Awakening*) ». Wilson comme Roosevelt ont de fait consulté Rauschenbusch. Les « forces progressistes de l'Église », au service de la « christianisation de l'ordre social », sont aux avant-postes des mouvements pour la paix et pour la prohibition et elles irriguent de leur vitalité les associations locales de soins infirmiers, éducatifs et sociaux. Parler de religion implique cependant de prendre en compte les divergences entre les différentes églises, mais aussi d'autres clivages, entre hommes et femmes, sur la question « noire » ou « asiatique », ou sur le rôle de l'État. *Questions de genre* : une des forces civiques au moment de l'élection de 1912 est le Men and Religion Forward Movement, mouvement œcuménique d'évangélisation qui bat son plein entre septembre 1911 et avril 1912 et qui se rallie le YMCA et l'Association internationale des écoles du dimanche (Sunday schools). Il couvre quatre-vingt-huit villes, et il est perçu par certains comme une réaction à la féminisation des Églises protestantes. *Question raciale* : les activistes chrétiens sont loin d'être sur la même longueur d'onde. Tandis que Josiah Strong se fait le défenseur de la supériorité anglo-saxonne, et que l'idée d'une hiérarchie raciale resurgit ici et là dans les discours de Roosevelt et de Wilson, Washington Gladden, avocat de la propriété municipale, partisan du syndicalisme ouvrier et pourfendeur de la ségrégation raciale, incarne une autre sensibilité. Il invite Roosevelt à donner des conférences, en automne 1911, à Columbus, Ohio, dont il est un temps membre du conseil municipal. *Question de l'État* : Rauschenbusch et Roosevelt auraient partagé la métaphore du « navire du socialisme » destiné à couler,

mais dont l'État devrait « sauver la cargaison » (Sharpe, 1942 : 413-414)². Rauschenbusch, dans *Christianizing the Social Order* (1912 : 395), indique clairement qu'il n'est pas question d'imposer le socialisme avec le programme du Parti progressiste, mais un « correctif au socialisme ». Il est possible d'extraire un noyau de mesures du socialisme sans mettre à mal l'héritage de la démocratie américaine. Mais beaucoup d'autres chrétiens, en particulier dans les *charities*, sont davantage sensibles à l'argument de la responsabilité individuelle et du salut par la bonne conduite. Et ces suiveurs du Social Gospel vont s'aligner, qui sur William Howard Taft, qui sur Wilson, dont la tenue cléricale n'est pas sans déplaire, qui sur Roosevelt, pour la frange la plus radicale (Cooper, 1984)³.

Signe de l'intrication du politique et du religieux, les délégués à la Convention du Parti progressiste chantent l'hymne « En avant, Soldats du Christ! (*Onward, Christian Soldiers*) », tandis que Roosevelt appelle dans son discours de nomination à une « croisade sans fin contre le mal » et compare la campagne présidentielle à venir à la bataille d'Armageddon : « *We stand at Armageddon, and we battle for the Lord* » (Roosevelt, 1912). On pourrait s'en tenir là, et affiner encore en évoquant la marqueterie des protestantismes – Baptistes, Luthériens, Presbytériens, Méthodistes, Adventistes, Quakers, Épiscopaliens, Anabaptistes. Les uns rêvent du Royaume théocratique de Dieu, les autres acceptent l'évolutionnisme darwinien, les uns proviennent de communautés rurales, rigoristes, les autres, urbains, sont nourris de théologie libérale, certains attendent avec ferveur le Millenium, d'autres se convertissent progressivement à une version quasi-laïque de la science progressiste. On pourrait encore rappeler l'activisme catholique, réveillé par l'encyclique du pape Léon XIII, *Rerum Novarum*, publiée en 1891, à la recherche d'un capitalisme à visage humain, en quête de justice sociale, mais hostile au socialisme. John A. Ryan, intellectuel public central après-guerre, a fini sa thèse sur le salaire vital (*living wage*), ancêtre du « revenu de subsistance », et publie *A Programme of Social Reform by Legislation* en 1909, aligné sur

les thèmes de l'évangile social, à savoir « un salaire minimum fixé par la loi, une journée de travail limitée à huit heures, une législation protectrice pour les femmes et les enfants, une protection pour le piquet de grève et le boycott syndical, une assurance chômage, une protection contre les accidents, la maladie et la vieillesse, des logements municipaux, la propriété publique des services publics, des mines et des forêts, le contrôle des monopoles et un impôt sur le revenu. »

Enfin, le rabbin Stephen Samuel Wise, qui avait été Commissaire d'enquête sur le travail des enfants dans l'Oregon, où il avait créé le People's Forum of Oregon, établit en 1907 la Synagogue libre à New York. Il y élimine la lecture de la Torah, y programme les services du Shabbat le dimanche, et y crée un département dédié aux services sociaux. Wise participe à la fondation de la NAACP en 1910 et du Comité américain sur les atrocités en Arménie en 1915. Proche de Herzl, fondateur de la fédération new-yorkaise des sociétés sionistes dès 1897, il se joint à Louis Brandeis et Felix Frankfurter pour demander au président Wilson de soutenir la déclaration Balfour en 1917 sur l'établissement en Palestine d'un « foyer national pour le peuple juif ». Wise était républicain jusqu'en 1912, date à laquelle il décide de soutenir Wilson et le Parti démocrate. Il n'en est pas moins à l'origine, avec Paul Kellogg, Florence Kelley, Lillian Wald, Jane Addams et Samuel McCune Lindsay – proches du Parti progressiste – de la Commission sur les relations industrielles (Wise, 1949). Après l'incendie de l'usine de chemises, la Triangle Shirwaist, le 25 mars 1911, Wise appelle au meeting du Metropolitan, le 22 avril, marquant dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il donne lieu au groupe d'études sur la sécurité du travail industriel, le Committee on Safety, d'Abram I. Elkus, Belle Moskowitz, Frances Perkins et Al Smith – puis à la Commission d'enquête (Factory Investigating Commission) de l'État de New York (30 juin 1911).

Mais ce serait une erreur de s'en tenir au constat de cette présence massive de la religion dans le mouvement progressiste. La religion

pouvait nourrir des programmes très fédérateurs, comme celui, par exemple, de la Social Reform Union (*Bulletin*, 1899, n°1/1), rassemblée par le Révérend W. D. P. Bliss, où l'on retrouvait aussi bien Josiah Strong que Jane Addams, des proches de Debs ou du mouvement populiste, des syndicalistes et des prohibitionnistes que des défenseurs de la législation directe, Henry D. Lloyd, Florence Kelley que Booker T. Washington. En outre, un processus de sécularisation était en cours depuis le début des années 1890 pour beaucoup de ces activistes, nombre d'entre eux adhérant à des versions libérales de leur religion, repoussées dans le domaine de l'opinion privée et substituant parfois une lecture sociologique à la théologique – au point que l'on assistera à un retour de bâton théocratique avec les fondamentalistes à partir de 1910. En vérité, le mouvement progressiste fondait ensemble un grand nombre de sources d'inspiration. Si l'on s'en tient à Hull House, la base de Jane Addams, elle était un milieu de discussion intense où les juifs russes anarchistes venaient rencontrer des membres du Parti socialiste d'Eugene V. Debs, où Victor Yarros se réclamait encore de l'anarchisme, Florence Kelley correspondait avec Engels, mais où la plupart de leurs co-résidents se sentaient proches des Fabiens ou des Georgistes, et peu sensibles à la propagande par le fait de l'action directe ou au projet de révolution prolétarienne. Mais ce n'est pas tout. Addams ou Starr se réclamaient aussi bien de l'histoire de Thomas Carlyle que de l'esthétique de John Ruskin, faisant de Hull House un centre du mouvement Arts & Crafts, et ont eu, à la fin des années 1890, leur période tolstoïenne (Addams, 1910 : chap. XII). Les femmes de Hull House entretenaient une véritable foi dans l'enquête scientifique dont Charles Booth, Sidney et Beatrice Webb étaient les héros, et avaient importé, avec le modèle du *settlement* de Toynbee Hall et Oxford House, ce mélange de théologie progressiste, de « socialisme praticable » (Barnett) et de réformisme municipal propre à la fin de l'ère victorienne en Angleterre. Bientôt, elles seraient sensibles à cette synthèse britannique que l'on a appelée le « nouveau libéralisme », qui étoffait le Vieux libéralisme de la critique des problèmes sociaux issus de l'industrialisme, qui composait

la défense des libertés négatives avec celle d'une liberté positive des individus de se développer selon leur projet et qui appelait à la création de conditions sociales qui rendent possible cette réalisation de soi. Sous bien des aspects, les femmes de Hull House, tout comme les philosophes inspirés du pragmatisme, rejoignaient ce programme. En même temps, leur éducation était avant tout américaine. Elles étaient passées par des collèges de jeunes filles (Vassar, Wellesley, Rockford Female Seminary pour Addams, Starr et Lathrop); leurs collègues avaient pour la plupart étudié à l'Université (Cornell, Chicago, Michigan, Northwestern, Harvard). Elles provenaient de familles marquées par l'événement originaire qu'était la Guerre de Sécession et, pour plusieurs d'entre elles, héritaient d'un fort bagage politique: John H. Addams et William Lathrop étaient parmi les fondateurs du Parti républicain dans l'Illinois, de même que le père de Kelley (Pennsylvania) et celui de Breckinridge (Kentucky) étaient respectivement représentants républicain et démocrate au Congrès américain. Leurs familles – leurs mères, directement, pour Lathrop ou les sœurs Abbott, sa grand-tante, Sarah Pugh, pour Kelley – étaient parties prenantes des milieux abolitionniste et suffragiste⁴.

L'éthique sociale résonne de ces multiples influences. Et la lecture du pragmatisme doit être recadrée dans ce foisonnement d'expériences. Qu'en est-il d'une autre thématique, celle de l'élargissement et de l'approfondissement de la république, corrompue par les grands trusts et les machines politiques et gangrenée par la question sociale? Certains ont pu rêver une nouvelle république, plus radicale que celle de la Révolution de 1776, plus fidèle aux idéaux des Pères fondateurs ou d'Abraham Lincoln, qui n'exclue pas les femmes et les Noirs, et plus largement les minorités immigrantes. Une nouvelle république qui ne se paie pas de grands principes, mais qui agisse pour répondre aux problèmes sociaux les plus urgents, ceux issus de l'urbanisation et de l'industrialisation accélérées – la santé, l'éducation, le logement, la justice, le droit du travail. Une nouvelle république qui, traumatisée par la guerre civile, penche davantage du côté d'une recherche de paix

et d'harmonie qu'elle n'est tentée de fonder liberté et progrès sur la reconnaissance des conflits. Une nouvelle république qui déborde le programme du gouvernement représentatif du *Federalist* (encore opposée pour Jay, Madison et Hamilton à la démocratie, par peur de la « tyrannie de la majorité ») et qui ménage une nouvelle place au « gouvernement populaire ». Ce thème de la république est somme toute peu traité – il est absent de *Democracy and Social Ethics* (1902) d'Addams, par exemple, et peu présent, à cette époque, sous la plume de Dewey ou de Mead ; et alors que la démocratie et ses dérivés apparaissent plus de trois cents fois dans *The New State* (1918) de Follett, la République fédérale n'y est mentionnée qu'une fois (dans une citation de James). Le désir d'« éthique sociale », au service du « bien commun » ou de l'« intérêt public », se dit dans la langue de la démocratie. C'est du côté des « insurgés » du Parti républicain, autour de La Follette, puis du Parti progressiste, autour de Roosevelt, que la catégorie de république est la plus présente. Dans la politique des partis, donc. Encore que dans deux livres à fort tirage, cruciaux pour Roosevelt, *The Promise of American Life* de Herbert Croly (1909) et *The New Democracy* de Walter Weyl (1912), la république fasse pâle figure. Hormis une référence à la République américaine et une critique de l'« oligarchie républicaine », le terme n'apparaît guère chez Weyl que dans le titre même du Parti, les Républicains, à mettre en regard des centaines de fois où la démocratie est mise en avant : et de même, chez Croly, la démocratie et ses dérivés apparaissent plus de mille fois, tandis que la république n'est guère présente que dans l'examen du « républicanisme », comme famille de pensée à l'époque de la Révolution américaine, ou dans la désignation de cette tradition politique.

La République « a échappé aux mains du peuple », « capturée par des intérêts qui sont particuliers, et non généraux » (Wilson, 1913 : 22-23). Pour Roosevelt, « aucune république ne peut durer si les citoyens privés restent assis sans rien faire et encouragent ou tolèrent la corruption parmi leurs représentants » (Roosevelt, « Corruption »,

1910a : 209). «La propriété doit être au service de la *commonwealth* et non point lui commander» (Discours d’Osawatomie, 1910a). De son côté, Wilson (1913) ne cesse de dénoncer la collusion des partis politiques et du monde des affaires. Le citoyen n’est pas seulement le sujet libre de commercer en vue d’accroître sa propriété privée. Le citoyen est aussi un travailleur salarié, soucieux des conditions de travail et de salaire dont dépendent son bien-être et celui des membres de sa famille, et des opportunités de développement de tous les travailleurs, d’où l’importance de la redistribution d’une partie des richesses par l’État (Roosevelt, «Labor and Capital», 1910a : 125-126). L’égalité des chances est au cœur de la définition d’une république qui soit une «véritable démocratie d’un point de vue économique et politique» (Roosevelt, «The Public Press», 1910a : 178) : avoir un niveau de vie décent, une bonne éducation et une bonne santé, et donc éviter les énormes injustices que favorise la corruption, est nécessaire pour pouvoir se gouverner soi-même et pour pouvoir participer au gouvernement – de l’échelle locale à l’échelle nationale. Cette égalité des chances, où se combinent les apports de la République et de la démocratie, est sur la sellette, et pour beaucoup de progressistes, la guerre pour l’Indépendance nationale, la Déclaration unanime des Treize États-Unis d’Amérique, puis la conclusion de la Guerre civile n’ont pas suffi à déterminer si l’égalité et la liberté s’étendaient aux femmes et aux Noirs. D’après la Constitution (art. IV, sec. 4), «les États-Unis garantiront à chaque État une forme républicaine de gouvernement», et donc l’égalité et la liberté de tous devant la loi, le consentement des citoyens aux lois de la législature et aux décisions du gouvernement. Comment concilier cette mesure avec la restriction du droit de vote ? Dans *The Souls of Black Folk*, Du Bois écrit que nous vivons dans «un pays dont la liberté (*freedom*) [les libertés de parole, d’exercer une religion, de circuler, de s’assembler et de s’associer, de critiquer ou de pétitionner] est pour nous un simulacre (*mockery*) et dont la liberté (*liberty*) [la capacité d’agir sous la protection des lois et dans la limite des droits reconnus – les libertés privées ou publiques vis-à-vis des autres ou de l’État] est un mensonge (*lie*)» (Du Bois, 1903 : 209). Cette

phrase valait pour les Noirs, selon Du Bois et les militants de la NAACP, mais elle aurait tout autant pu valoir pour les femmes, selon Addams et les suffragistes. Très tôt, la Déclaration des sentiments (Seneca Falls, 1848), que les Mères de la Rébellion des femmes (Mothers of the Woman's Rebellion : Elizabeth Cady Stanton, Lucretia Mott, Martha C. Wright, et Ann McClintock) ont opposée à la Déclaration des droits des Pères de la Révolution (Johnson, 1909 : 42-44)⁵, a explicitement critiqué le statut de « mort civile » et d'inexistence politique des femmes. Et nombre de griefs qu'elles ont formulés – le déni de citoyenneté, la privation des droits de vote, de représentation politique et de délibération législative, le refus de propriété de soi, de son corps et de ses biens, la subordination à l'autorité et à la responsabilité de son maître, le maintien dans l'ignorance par manque d'éducation, le cantonnement à des places subalternes dans l'église et dans l'État, la destruction de son respect de soi et de sa confiance en ses propres forces – pouvaient, en 1848, s'appliquer à la race comme au genre, et avaient encore leur validité en 1912. Le traitement des femmes et des Noirs était une insulte à la République ; et la reconnaissance d'une éthique sociale devait nécessairement être attentive à ces inégalités et injustices de genre et de race.

Mais cela avait une implication. Concrétiser les idéaux de la République impliquait de se battre contre un certain nombre d'intérêts particuliers, bien établis, et pour certains bien organisés. Cela ne pouvait aller sans conflit. L'évaluation du type de conflit nécessaire pour réaliser l'éthique sociale était variable, au sein même de Hull House. Des résidentes proches du Parti socialiste, comme Florence Kelley, ou des syndicats, comme Alzina Stevens, en avaient certainement une vision forte : les femmes, les ouvriers, et pour Kelley les Noirs, devaient se battre contre des adversaires pour se faire entendre et conquérir leurs droits. Pour d'autres résidentes, le combat ouvert entre intérêts antagoniques était perçu comme anti-social, et il fallait à tout prix privilégier les efforts de conciliation. Addams – comme Mead ou Tufts plus tard – était en porte-à-faux par rapport à des

militants plus radicaux dans son appréciation des relations au travail. Les syndicats de travailleurs avaient une conscience du conflit de classes d'autant plus aiguë que leurs réclamations sur les conditions de sécurité et de salaire au travail étaient rarement entendues. Les grèves dans l'industrie du bois, du charbon ou de l'acier étaient brisées dès les années 1880 par des travailleurs « jaunes » (par exemple les centaines d'Africains-Américains déplacés de St. Louis pour briser la grève des Teamsters en 1905), protégés par des milices privées, sinon par les troupes de la Garde nationale ou de l'Armée fédérale ; et les organisations ouvrières étaient infiltrées par les « espions » de l'agence Pinkerton, par la Coal and Iron Police en Pennsylvanie, et de plus en plus par les agents de propagande et de sabotage de la Corporations Auxiliary Company. On parlera à partir des années 1920 d'*union busting* et de *goon squads*, mais les épisodes sanglants étaient déjà nombreux, bien avant : Haymarket riot, 1886 ; Homestead struggle, 1892 ; Pullman strike, 1894 ; Colorado labor wars, 1903 ; Ludlow massacre, 1914. Briser les grèves était une entreprise lucrative, quand les tentatives de corruption des syndicats (comme lors du scandale des syndicats de Teamsters en 1905) échouaient. À Chicago, les gangs et le crime organisé seront de plus en plus impliqués dans les conflits du travail, que ce soit par des actes d'intimidation et de violence des entrepreneurs contre les travailleurs, dans l'embauche de gangsters par les syndicats contre les patrons, ou dans les règlements de compte entre organisations rivales... La violence de classe était omniprésente, et le malaise ressenti jusque dans les maisons confortables et les rues arborisées de la cité modèle de Pullman. Les positions d'Addams, comme celles de Dewey, s'infléchissent après la rude répression de la grève Pullman. Mais son éthique sociale reste tendue vers la pleine participation à la vie commune, où chacun incorpore les expériences de tous les autres et tente de comprendre et de dépasser les malentendus qui le séparent des autres. « Il est très difficile de tenir à notre démocratie politique et d'en faire une expression sociale et non un simple artifice gouvernemental, si nous ne nous efforçons pas de conserver un terrain commun à nos expériences humaines » (Addams, 1902 : 221-222).

La démocratie se joue dans la défense du pluralisme, couplée à la quête d'une synthèse communautaire. L'idéal de « retissage constant du tissu social (*constant reweaving of the social fabric*) » (Dewey, 1916 : 4/MW.9.6), à travers des efforts de coopération et de communication tous azimuts, peine cependant à se réaliser et se heurte sans cesse à des conflits d'intérêts et à des divergences de perspectives entre différents groupes.

Pour Dewey (1901, MW.1.310), la démocratie sociale signifie le dépassement de la « séparation rigide entre les choses du monde et de l'esprit », et donc des « lignes fixes entre classes » du travail manuel et intellectuel. Ce dualisme qui confie aux uns les tâches nobles du raisonnement et de la décision et réduit les autres au statut d'exécutants, au déni de leur expérience, de leur intelligence et de leur créativité, était loin d'être réalisé dans les groupes civiques. De même que la mixité, sans égard pour les « inégalités de naissance, de richesse ou d'éducation » (Dewey, 1916b : MW.10.138), et la rencontre, crainte autant que rêvée, entre genres, classes, religions ou races, butaient sur les préjugés ambiants et étaient tributaires des frictions qui vont avec (Dewey, 1922/2022 ; et Stavo-Debaugé, 2023). L'idéal d'égalité et, pour Addams, le rejet de « l'attitude aristocratique » « fondée sur le mépris des classes inférieures », entraient par exemple en tension avec les modes de recrutement et de fonctionnement des clubs de la ville, des associations civiques ou de la Ligue civique de Chicago (Civic League). Ces clubs restaient très sélectifs, réservés à quelques élus (*happy few*) ; leur accès était contrôlé et exclusif d'un certain nombre de catégories sociales et raciales. Mead (1912a : 214-215) regrettait que le City Club de Chicago n'accueille pas les représentants des organisations du travail. Le renversement de la « hiérarchie naturelle » des genres par les « féministes⁶ » était une autre source de trouble. Dewey prendra l'exemple de « Votes for Women » pour rendre compte des blocages dus à la perception et à l'évaluation des « propositions de changement » comme « contraires à la nature », dans une « société immobile (*stationary*) régie par la coutume »

(Dewey, 1932 : 352). En matière de revendication des femmes, les résistances prenaient souvent la forme de la moquerie. Toutes sortes de caricatures mettaient en scène le pouvoir féminin qui allait se répandre jusque dans la sphère domestique si la barrière du suffrage politique était levée. La hantise du désordre sexuel, dès lors que les femmes transgressent la place qui devrait être la leur par nature, était largement partagée, et ce même dans les rangs du mouvement progressiste. Mais l'ouverture aux femmes du Parti progressiste a joué comme si une digue avait cédé : les autres partis ont été contraints de prendre en compte leurs revendications et les États ont, les uns après les autres, entériné leur droit de vote. Les sensibilités se sont transformées, et de façon accélérée pendant la guerre. Le statut de mineure réservé aux femmes, déjà bousculé par leur implication dans divers mondes professionnels et civiques, allait l'être plus encore une fois conquis le droit de cité dans les partis, et bientôt le droit de vote. Et le droit de vote entraînerait des séries de réformes transformant la vie des femmes, hors politique : ainsi du vote du Sheppard-Towner Act, garantissant à partir de 1921 un financement fédéral pour la maternité et les soins aux enfants. Il résultait de la coalition du Bureau de l'Enfance (Children's Bureau) et de la Ligue nationale des consommateurs (National Consumers' League – NCL), amplifiée au Congrès par le lobbying du Women's Joint Congressional Committee, comprenant, outre la NCL, la Ligue des électrices (League of Women Voters) et la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League).

Addams, Kelley ou Lathrop à Hull House, comme Dewey, Mead ou Tufts parmi leurs proches, se battaient contre les préjugés de classe et de genre. Elles et ils étaient étrangers à la hantise du désordre racial des nativistes (Scisco, 1901), qui craignaient l'implantation de souches inférieures qui pervertissent les « standards anglo-saxons » (Kallen, 1915 ; Bourne, 1916), ou la peur de l'hybridation des suprémacistes, affolés par le mélange des sangs qui pervertit la pureté de la race (Grant, 1916) et par la « marée montante de la couleur » (Stoddard, 1920) – jaune, brune, noire, rouge – qui menace le pouvoir blanc. Mais

cette hantise était répandue jusque dans les groupes civiques du mouvement réformateur. Elle était parfois défendue par Roosevelt, et tout autant par Wilson. De ce point de vue là, une frange des progressistes, en particulier ceux frottés de philosophie pragmatiste, aurait eu de la peine à se trouver des champions dans l'univers politique. C'est sans doute Du Bois, fidèle à l'enseignement pluraliste de James, qui avait la vision la plus radicale des choses. Quelques années plus tard, dans *Darkwater*, il formule ce qu'il appelle « le véritable argument en faveur de la démocratie », depuis lequel il est possible d'apercevoir ce qui fait « la faiblesse et la force de la critique actuelle de l'extension du vote ».

Un peuple donné aujourd'hui peut ne pas être intelligent. Mais grâce à un gouvernement démocratique qui reconnaît la valeur de l'individu pour lui-même et la valeur pour tous de ses sentiments et de ses expériences, il [ce peuple] peut éduquer les unités individuelles, jusqu'à accumuler, génération après génération, de vastes réserves de sagesse. La démocratie est la seule méthode qui permette de montrer l'importance de l'expérience



« The New Woman : Wash Day ». Stéréogramme d'une femme en knickers, fumant cigarette, regardant de haut un homme qui fait la lessive dans un baquet.

de la race pour le bénéfice du futur ; et si la démocratie essaie d'exclure les femmes ou les Noirs ou les pauvres ou toute autre classe, à cause de caractéristiques innées qui n'interfèrent pas avec l'intelligence, alors cette démocratie se mutile elle-même et dément son nom. (Du Bois, 1920 : 144-145)

L'argument est similaire à celui d'Addams. L'exclusion du « dixième submergé (*submerged tenth*)⁷ » signe « la perte pour le monde d'une expérience d'une valeur inouïe », et il est indispensable « d'étendre aussi rapidement que possible le nombre de personnes d'âge mûr qui ont la capacité de voter ». Non seulement pour la défense de leurs intérêts particuliers, mais contre la mutilation de l'expérience commune et publique. « Le remède aux maux de la démocratie est plus de démocratie » (Addams, 1902 : 11-12). La démocratie doit être toujours plus inclusive, et c'est à travers la revendication et la reconnaissance de nouveaux droits qu'elle s'étend.

Finalement, la démocratie n'est pas seulement politique (élargissement de la capacité électorale des Noirs et des femmes, droit universel d'élire et d'être élu, participation aux institutions publiques). Elle est aussi économique (contrôle sur les moyens et les conditions de production, assurances industrielles contre chômage accident et vieillesse, égalité de participation au processus de travail) (Knight, 2005 : 187-188) et sociale (sens de l'égalité, de la liberté et de la justice éprouvé dans les interactions sociales et inhérent à des modes de vie) (Dewey, 1939/1995 ; Frega, 2020). Mais Dewey et Tufts, dans *Ethics* (1908 : 474 / MW.5.424) n'en affirment pas moins que les droits politiques, comme le droit de vote, ont une espèce de prééminence sur les autres droits : « Le suffrage représente une participation directe et active à la réglementation des conditions dans lesquelles la vie associée doit être maintenue et la recherche du bien poursuivie. La liberté et la responsabilité politiques *expriment le pouvoir et l'obligation de l'individu de rendre effectives toutes ses autres capacités en fixant les conditions sociales de leur exercice.* » L'argument est triple.

1. La démocratie politique peut être vue comme une simple « pièce de machinerie, à conserver ou à rejeter en fonction de l'économie et de l'efficacité de son fonctionnement » ; mais « moralement, elle est l'incarnation effective de l'idéal moral d'un bien qui consiste à développer toutes les capacités sociales de chacun des individus, membres de la société » (*ibid.*). Sans la démocratie politique, sans le jeu électoral, la capacité d'accepter le meilleur argument dans une discussion publique, la capacité pour une minorité de s'effacer sans violence devant le vote majoritaire ou pour la majorité de respecter malgré tout le point de vue de cette minorité, et encore la capacité à former leur jugement, assumer leur choix, penser en premier lieu au bien commun, formuler leurs préférences et prendre leurs responsabilités, ne sont pas exercées et ne peuvent mûrir. L'éducation des citoyens est incomplète et ils agissent de façon fantasque, irrationnelle, déréglée. Et cela s'en ressent dans les autres domaines de leur vie : les femmes, les Noirs et autres minorités, faute de droits politiques, sont systématiquement « minorés » dans les autres secteurs d'activité. On retient souvent de Dewey que la démocratie ne se limite pas à la vie du gouvernement, de la législation, du judiciaire et de l'administration, mais qu'elle est avant tout un « mode de vie » (Dewey, 1939/1995). Ici, il affirme, à l'inverse, que la démocratie politique contribue au façonnage et à la garantie de ce mode de vie et à l'accomplissement de soi des individus autonomes. Le droit de vote a des conséquences sur l'articulation de l'expérience des citoyens, et il en aura sur celle des citoyennes.

2. Le vote des femmes est nécessaire pour une autre raison. Dewey pointe « l'immoralité inhérente au principe de l'influence indirecte » de l'opinion des hommes par « le charme et la personnalité » des femmes – un argument souvent utilisé, à l'époque, pour justifier le *statu quo* : les femmes sont maintenues dans l'ombre plutôt que de « développer et exprimer leur propre caractère » (*New York Sunday Times*, 1909)⁸. Addams (1912y) rajoute ailleurs combien il est déplaisant pour les femmes de devoir recourir à cette « influence indirecte »

– ce en quoi elle rejoint Carrie W. Clifford, de la Fédération des clubs de femmes de couleur de l’Ohio, qui demande pourquoi devoir passer par des « méthodes indirectes » pour obtenir des réformes alors que la méthode directe du vote permettrait de faire avancer plus vite des objectifs comme les jardins d’enfants et les écoles de vacances, la lutte contre la cruauté vis-à-vis des enfants et des animaux, la limitation de consommation d’alcool et l’embellissement des quartiers et des villes (Du Bois, Symposium, 1915b : 185). Elles doivent convaincre des personnes, qui ont légitimement des avis différents, de changer leurs intentions de vote ; et surtout, elles doivent s’effacer derrière les actions d’un autre, alors qu’elles sont « habituées à des actions bien franches et bien menées dans d’autres affaires ». On les prive d’exercer leur liberté et leur responsabilité dans le domaine politique. Les droits politiques sont indispensables à l’accomplissement de soi autant qu’à la réalisation de la démocratie. La formidable mobilisation des femmes pour le droit de vote ne vise pas seulement un droit formel, mais leur permet d’affirmer une égalité sociale, de développer des capacités sociales, de réaliser des idéaux sociaux, de gagner un véritable contrôle social sur leurs milieux de vie et sur leurs histoires de vie.

3. En outre, tant qu’« une moitié des citoyens (*one-half of the citizenship*) se charge de penser politiquement pour l’autre moitié », il lui est impossible « d’atteindre un point de vue social englobant (*comprehensive*) (qui est le point de vue sympathique et raisonnable) depuis lequel juger des problèmes sociaux (*social issues*) » (Dewey & Tufts, 1908 : 480 / MW.5.429). Mary Church Terrell (Du Bois, Symposium, 1915b : 191), alors présidente d’honneur de l’Association des femmes de couleur, surenchérit, avec la même référence à la « moitié de l’humanité » : « Comment quelqu’un qui est capable de faire usage de la raison, et qui croit à la justice pour toutes les créatures de Dieu, peut-il penser qu’il est juste de refuser à une moitié de la race humaine des droits et des privilèges librement octroyés à l’autre moitié, qui n’est ni plus méritante ni davantage capable de les exercer? »

Refuser le droit de vote aux femmes (d'autres rajoutent aux Noirs) est injuste à moins d'affirmer que cette moitié (ou cette minorité) souffre d'une incapacité de réfléchir, de juger, de s'exprimer, de contribuer au débat et de prendre ses responsabilités, de voter, sinon d'être élue : beaucoup d'hommes (de Blancs) tiennent encore ce discours, mais l'avancée du droit dans le sens de l'égalité, l'entrée des femmes dans de nouvelles professions jusque-là réservées aux hommes et leur participation toujours plus forte à la vie civique locale et nationale les démentent de plus en plus. Et argument très contemporain : la moitié de l'humanité en capacité de voter et d'être élue se trouve dans l'incapacité de tourner les problèmes de différents points de vue, ne dispose que d'un ensemble tronqué d'informations et d'hypothèses et se condamne à un exercice du jugement mutilé par ses partis pris. En privant les autres de leur capacité politique, ceux qui en disposent se privent eux-mêmes de leur capacité à être efficaces et responsables, justes, objectifs et impartiaux.

Reste une dernière réserve que nous avons commencé de lever. La communauté civique de Dewey et de Mead n'est pas très différente de celle qu'imagine Addams – sinon que la référence au genre y est moins marquée, en dépit de l'engagement de leurs auteurs. L'intérêt public est de créer des milieux de vie dans lesquels les personnes puissent s'épanouir, disposent des moyens de définir un projet qui leur soit propre et de le réaliser, dans des conditions qui soient équitables et décentes pour tout un chacun. Dewey et Tufts posent la question dans *Ethics*, dans un paragraphe intitulé « Le critère moral de l'activité politique » (1908 : chap. XXI, § 4) : en quoi « des institutions sociales et des mesures politiques » libèrent-elles « les capacités individuelles de façon à les rendre disponibles pour le développement du bonheur général ou du bien commun » ? Et réciproquement, « le test est de savoir si l'organisation et l'ordre, généraux et publics, sont promus de manière à égaliser les chances pour tous » (*ibid.* : 482-483 / MW.5.431). L'individu, avec l'histoire de vie qui lui est propre, avec le champ d'expérience dans lequel il se singularise, est au centre



Emmeline Pankhurst, entourée de Emmeline Pethick Lawrence et Christabel Pankhurst, à la tribune d'un meeting de la Women's Social and Political Union (WSPU), 1912.

des préoccupations civiques et politiques. Le bien public n'étouffe pas les « variations individuelles », il « ne vise pas la subordination intellectuelle et morale », « mais [il] encourage l'expérimentation individuelle de nouvelles idées et de nouveaux projets, en veillant seulement à ce qu'ils soient mis en œuvre dans des conditions qui permettent d'assurer la responsabilité de leurs conséquences » (*ibid.*, MW.5.433). Il en va de même chez Addams, à une autre échelle. Le développement personnel est indissociable d'un environnement juridique et institutionnel qui fournisse un certain nombre de ressources matérielles, de schémas d'action, d'idéaux normatifs, de modèles de rôles et qui, par ailleurs, enserre les personnes dans des trames denses d'interactions sociales. C'est d'ailleurs la façon dont sont conçus les *social settlements* en tant qu'habitats existentiels qui offrent une gamme de possibilités de rencontres stimulantes, d'apprentissage imaginaire et de coopération créatrice. Les *settlements* sont de surcroît un lieu d'initiation pratique à l'éthique sociale, en ce qu'ils façonnent un sens de l'obligation et de la responsabilité vis-à-vis

des co-résidents, des usagers, et, au-delà, des habitants du quartier, quels que soient leur genre ou leur race, leur langue ou leur religion.

C'est cela qu'il faut entendre par l'institution d'un « critère moral de l'activité politique » (Dewey & Tufts, 1908 : 482 *sq.*) : infuser l'éthique sociale dans la vie publique et dans la politique nationale. Les politiques publiques doivent rester compatibles avec l'élargissement et l'enrichissement des capacités individuelles, et donc de la liberté personnelle. Elles doivent, écrit Addams (1912n) dans son discours de soutien à la nomination de Roosevelt, réaliser la « promesse de la démocratie » qui est de permettre à chacun d'être autonome, de jouir de la possibilité de réclamer et de réaliser ses droits et de faire appel afin de réparer des injustices. L'enjeu est de mettre en place un régime politique qui, à l'échelle fédérale comme à l'échelle étatique ou locale, donne les bonnes impulsions en termes d'efficacité et d'exemplarité morale, mette les moyens collectés par l'impôt au service d'une égalisation des conditions, conçoive les cadres légaux et institutionnels les plus adéquats, et garantisse le bon fonctionnement d'une démocratie sociale – sans confisquer l'initiative aux citoyens. Car c'est aussi cela qui se joue en 1912 : l'État fédéral, ainsi que tous les échelons des trois pouvoirs et de l'administration, doivent être réceptifs et réactifs (*responsive*) aux critiques, aux demandes et aux propositions des groupes civiques. C'est une dynamique complexe qui doit être respectée : celle d'incorporer aux activités des pouvoirs publics un certain nombre de revendications, de données d'enquêtes et de résultats d'expérimentations provenant de la société civile (moyennant un travail de problématisation et de publicisation, au sens que Dewey donnera à ces termes en 1927) ; celle d'intégrer comme institutions municipales ou étatiques des dispositifs de résolution de problèmes publics (en matière de propreté urbaine – le nettoyage des rues –, d'éducation – les aires de jeu ou les camps d'été –, ou de santé – les infirmières visiteuses ou la médecine scolaire). « L'expérimentation sociale d'hier est devenue le programme municipal d'aujourd'hui », comme l'énonce James B. Reynolds⁹. Cette dynamique collective

n'est viable qu'à condition de réformer l'État, d'établir une règle de sélection et de promotion au mérite dans le « service civil », d'en finir avec la nomination aux postes publics en fonction de l'affiliation à un parti et de faire émerger une nouvelle élite politique compétente techniquement et attentive d'un point de vue civique. Addams défend cette position dans *The Survey* (1912p), puis dans son discours du 3 décembre 1914, devant la Ligue de réforme de la fonction publique nationale (National Civil Service Reform League), rejoignant un débat public en cours depuis les années 1890. L'éthique sociale doit pénétrer l'ethos des gouvernants, élus et fonctionnaires. Elle doit infuser dans les partis politiques, les chambres législatives et les services publics.

NOTES

1 Ce « Credo social » du Conseil fédéral des Églises protestantes vaut la peine d'être traduit, tant il condense les revendications progressistes en matière de travail : « Les églises doivent se battre : Pour l'égalité des droits et une justice totale pour tous les hommes dans toutes les situations de la vie / Pour le droit de tous les hommes à l'autosubsistance (*self-maintenance*), un droit qui doit toujours être protégé, avec raison et fermeté, contre les empiètements de toutes sortes / Pour le droit des travailleurs à une certaine protection contre les difficultés qui résultent souvent des crises rapides des changements industriels / Pour le principe de la conciliation et de l'arbitrage dans les disputes industrielles / Pour la protection du travailleur contre les machines dangereuses, les maladies professionnelles, les blessures et les risques de mort / Pour l'abolition du travail des enfants / Pour une réglementation des conditions de travail des femmes qui garantisse la santé physique et morale de la communauté / Pour la suppression du « *sweating system* » / Pour la réduction graduelle et raisonnable des heures de travail au point le plus bas possible, et pour l'accès à un niveau de loisirs pour tous, qui est une condition de la vie humaine la plus élevée / Pour une relâche du travail un jour sur sept / Pour un salaire vital minimum dans chaque industrie, et pour le salaire le plus élevé que chaque industrie peut

se permettre / Pour le partage le plus équitable des produits de l'industrie / Pour des dispositions appropriées pour les travailleurs âgés, ou handicapés pour dommage corporel / Pour la réduction de la pauvreté. Aux travailleurs d'Amérique et à ceux qui, par un effort organisé, cherchent à alléger le fardeau écrasant des pauvres, à réduire les souffrances et les privations et à maintenir la dignité du travail, ce Conseil envoie le salut de la fraternité humaine et prend l'engagement de la sympathie et de l'assistance, au nom d'une cause qui appartient à tous ceux qui suivent le Christ. » (Federal Council of Churches, « Social Creed », 4 décembre 1908).

2 Sur la distinction entre projet progressiste et projet socialiste, cf. De Witt (1915 : 90-91).

3 Richard T. Ely et John R. Commons sont les grands noms de l'économie institutionnelle et les représentants d'une sociologie chrétienne (*Christian sociology*). Woodrow Wilson a été un étudiant de Ely à la Johns Hopkins et, comme Roosevelt, il a adopté une vision tempérée de l'intervention de l'État, une politique du juste milieu entre individualisme et socialisme. Cependant, Ely rejoignait plutôt Roosevelt dans sa méfiance pour les effets du Sherman Anti-Trust Act (Hofstadter, 1948 : 222-224). Commons, homme du Wisconsin, était proche de La Follette qu'il a soutenu jusqu'au Congrès de

Philadelphie en février 1912. À ce moment-là, les votes progressistes se sont reportés sur Roosevelt (Commons, 1934/1963 : 185-187). Mais Commons sera invité en juin 1913 par Wilson (moyennant l'entremise de La Follette) à faire partie de la Commission des relations industrielles (Industrial Relations Commission) (*ibid.* : 166-167).

4 Aux États-Unis, le terme « *suffragist* » désignait toutes les femmes (et les hommes) qui se battaient pour la reconnaissance légale du droit de vote des femmes, alors qu'il était réservé aux « constitutionnalistes », menant une « campagne modérée » en Angleterre. Le terme « *suffragette* », dont Bijon & Delehaye (2017) nous disent qu'il est apparu pour la première fois en Angleterre dans *The Daily Mail* en 1906, était péjoratif. Il était réservé aux femmes qui avaient opté pour des stratégies plus radicales, qui n'hésitaient pas à sortir du cadre du droit et à recourir à la violence pour faire valoir leur cause. Les « *suffragettes* » ont renversé le stigmaté et adopté la catégorie. Aux États-Unis, il en allait de même, nous disent Bijon & Delehaye (2017), sinon que les « *suffragettes* » étaient présumées copier le modèle britannique. La catégorie de « *militant* » était de même réservée à la frange la plus radicale (actions violentes, attaques contre biens et personnes, piquets de grève). L'Union parlementaire (Congressional Union) revendiquait ainsi, en 1914, dans

sa déclaration de principes, une stratégie « militante ».

5 « Les rapports des conventions sur la Paix, la Tempérance et l'Abolition de l'esclavage ont été examinés, mais tous semblaient trop réservés et pacifiques pour l'inauguration d'une rébellion telle que le monde n'en avait jamais vue auparavant. Nous savions que les femmes subissaient des torts, mais comment les énoncer était la difficulté [...] Après un long moment, l'un des membres du cercle a pris la Déclaration de 1776 et l'a lue à haute voix, avec esprit et emphase, et il a été immédiatement décidé d'adopter le document historique, avec quelques légères modifications, comme de remplacer "King George" par "tous les hommes". » (Stanton, Anthony & Gage, 1881 : 68).

6 La catégorie de « *feminist* » ou « *feminism* » n'est guère utilisée aux États-Unis jusque dans les années 1910, nous dit Nancy Cott dans *The Grounding of Modern Feminism* (1987). On parlait de *women's movement* et ce n'est que par anachronisme que nous parlons aujourd'hui de « mouvement féministe », de « féminisme d'avant-garde » et de « féminisme de la première vague » à propos du mouvement des femmes du début du siècle. En suivant ce constat, on peut rechercher les mots « féministe » ou « féminisme » dans la littérature de l'époque. De fait, ils n'apparaissent qu'une seule fois dans le volume « Women in Politics », qui publiait les actes de *The International Congress*

of Women (Londres, T. Fisher Unwin, 1900, vol. V : 2). On y lit en préambule : « Tous ceux qui ont assisté aux réunions ont dû constater que, après tout, les intérêts de la vie domestique (*home-life*) étaient prioritaires, et que les orateurs de cette section n'étaient pas "féministes" dans le sens de magnifier leurs propres vertus par rapport à celles des hommes, ou de faire valoir leurs propres intérêts à l'encontre des intérêts réels des hommes. » Quinze ans plus tard, le mot « féministe » n'apparaît qu'une fois dans *Women at the Hague*, le volume publié par Jane Addams, Emily G. Balch et Alice Hamilton au retour de La Haye en 1915, et ce, pour désigner « un dignitaire de l'Église romaine catholique, pacifiste, et également, féministe déclaré » (1915 : 41).

7 Le « dixième submergé » renvoie aux 10 % de la population la plus défavorisée, vivant en permanence dans la misère. L'expression avait été forgée par le Général William Booth, pasteur méthodiste, fondateur avec Catherine Mumford-Booth de l'Armée du Salut. « *There is an uppercrust and a submerged tenth* » (in *Darkest England and the Way Out*, 1890 : 258).

8 Ces articles se trouvent dans les *Miller NAWSA Suffrage Scrapbooks* (n° 7, 1908-1909), Library of Congress : <https://www.loc.gov/resource/rbcmil.scrp5010802>.

9 James B. Reynolds était un ancien responsable (*head worker*) de l'University Settlement et il était membre en 1900 de la Tenement House Commission de New York, la première commission d'enquête sur les conditions de vie dans les immeubles de rapport (*New York Tribune*, 16 juillet 1902). La personne « qui vient s'installer en tant que résidente vient non seulement comme une travailleuse, mais aussi comme une chercheuse. Elle vient pour étudier les conditions de vie des habitants de notre quartier, pour enquêter sur les forces qui contrôlent leur vie et les analyser » (*New York Times*, 25 novembre 1900). Et elle aspire à voir passer les résultats de ses enquêtes et de ses expérimentations dans l'action publique.

CHAPITRE 2

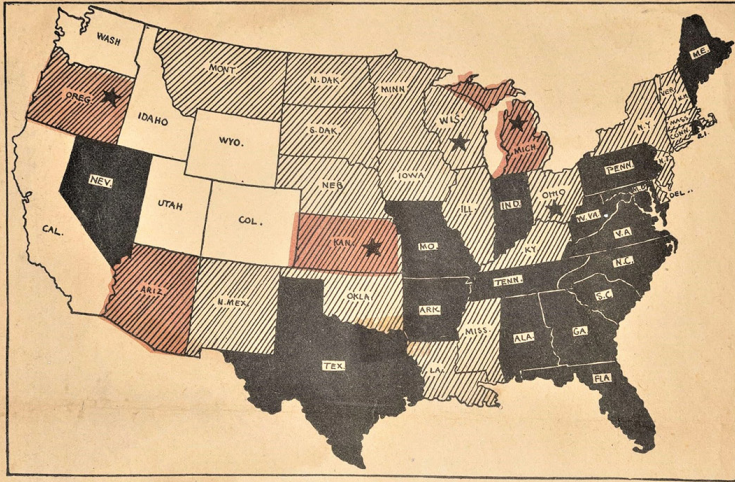
L'ARCHIPEL DES PUBLICS DE LA RÉFORME SOCIALE

1912 est un tournant dans l'histoire des multiples associations de business, clubs civiques, sociétés commerciales, associations internationales, sociétés scientifiques, universités, instituts, collèges, fondations, charités, syndicats, ligues, unions, guildes, *settlements*, missions, églises qui forment la trame de la société civile (Dewey & Tufts, 1908). C'est un tournant dans l'histoire de leur capacité à se donner une représentation nationale, afin de peser sur les partis politiques et les institutions publiques. Le bouillonnement civique depuis la Guerre de Sécession avait engendré de nombreux réseaux : les trois grandes causes de l'abolition de l'esclavage, de la prohibition de l'alcool et du vote des femmes avaient petit à petit accouché des répertoires d'action dont hérite la génération réformatrice. La lutte pour la tempérance ou l'abstinence de consommation d'alcool, pour l'affranchissement des esclaves et contre la ségrégation raciale, pour l'obtention du droit de vote des femmes et contre le travail des enfants ou des femmes de nuit, avait ainsi permis d'éprouver de nombreuses formes d'organisation et de mobilisation. L'effervescence collective a conduit, pendant plusieurs décennies, à faire naître toutes sortes de formats d'engagement et de stratégies d'action, dessinant une nouvelle architecture de la société civile, des partis politiques et des politiques publiques. C'est cette nouvelle conception de la démocratie domestique, industrielle, urbaine, sociale et raciale qui fait irruption sur la scène politique nationale, au moment de la campagne pour l'élection présidentielle de Theodore Roosevelt. En 1912, les associations civiques découvrent qu'elles peuvent poursuivre leurs actions dans un

horizon politique qui leur donne bien de plus de force, d'amplitude et de portée. Roosevelt parle de « l'opportunité de rassembler plusieurs causes sociales sous la tente de la réforme » ; Addams fait, en miroir, le calcul qu'« aucun autre homme en Amérique n'est aussi capable de concentrer l'énergie morale, dispersée dans notre vaste nation, et de la rediriger vers des réformes pratiques » (Addams, 1912v/2023 ; Milkis, 2009 : resp. 337 et 156). Cette alliance de circonstance a rendu possible la constitution du Parti progressiste, mais elle a aussi facilité l'interpénétration entre le civil, le civique et le politique, et accéléré le déplacement et la réarticulation des enjeux de bataille, de l'échelle locale à l'échelle fédérale. Ce qui se passe en 1912 est inédit, mais s'inscrit en même temps dans un processus de moyenne durée : c'est une nouvelle étape dans l'histoire de la « politique volontaire (*voluntary politics*) », qui passe du « *lobbying* extra-partisan et extra-électoral » des femmes à leur inscription au cœur même de la vie des partis et de leur compétition pour le pouvoir.

Prenons un premier exemple, celui de la question sociale, qui va être un enjeu politique central pendant l'élection de 1912. La question sociale est au cœur du projet de « socialisation de la démocratie » (Addams, 1910 : 116 et 453). Deux ans avant l'agitation électorale de 1912, dans son livre-anniversaire *Twenty Years at Hull House*, Addams parlait de « champ du développement social » (1910 : 389) et de développement des « agences d'amélioration sociale (*agencies for social betterment*) » (1910 : 114). On retrouve dans le « programme du Parti progressiste » une traduction politique de revendications issues de la société civile depuis les années 1890, et sans doute même avant. On peut ainsi remonter à la naissance des Sociétés d'organisation de la charité (Charity Organization Societies) à partir de 1882 – par les soins de Josephine Shaw Lovell à New York –, qui elles-mêmes regroupaient, fédéraient et transformaient les nombreuses associations de bienfaisance et de philanthropie qui les avaient précédées, avant même la Guerre de Sécession, des organisations d'aide caritative et de réforme morale, comme la Société de bienfaisance féminine

VOTES FOR WOMEN



White states, full suffrage; shaded, partial suffrage; black, no suffrage.

★ States where the question will be voted upon this year.

Red States—Victories This Year!

WOMEN HAVE FULL SUFFRAGE IN

ARIZONA, KANSAS, MICHIGAN, OREGON. Won November, 1912

WHITE STATES	Date granted	Number of women eligible to vote	Percentage of women who do vote
Wyoming	1869	34,000	80 to 90
Colorado	1893	160,000	75 to 85
Utah	1896	55,500	85 to 90
Idahe	1896	68,000	75 to 85
Washington	1910	175,000	85 to 95
California	1911	670,987	90 to 99

Why Not Make Yours A White State, Too?



NATIONAL AMERICAN WOMAN SUFFRAGE ASSOCIATION
505 FIFTH AVENUE
NEW YORK CITY

Carte de l'Association nationale pour le suffrage des femmes américaines (NAWSA), dans le cadre de la campagne « Votes for Women », montrant les États (en blanc) où le suffrage est déjà acquis et indiquant ceux (en rouge) où il pourrait l'être.

(Female Benevolent Society) et la Société féminine de réforme morale (Female Moral Reform Society). On pourrait aussi, à Chicago, retracer l'histoire de l'assistance dont un repère historique fort est le travail de la Société de secours et d'assistance de Chicago (Chicago Relief and Aid Society), l'organisation privée mise en place après le Grand Incendie de 1871 et qui avait, avec une efficacité remarquable, grandement contribué à la reconstruction de la ville (Skarbek, 2014 ; pour une comparaison avec San Francisco, après le tremblement de terre de 1906 : Davies, 2012). Ce qui frappe les esprits, à partir de la fin des années 1890, c'est la « *coordination des agences sociales* ». Mead publie un texte à ce propos en 1913. Il atteste de la systématisation du travail de communication et de fédération, de rationalisation et de standardisation qui s'est mis en place et qui a conduit d'une vision de la charité privée à celle du secours social (*social relief*). La relation « une-à-un » entre les dames-visiteuses et leurs protégés a laissé la place à des campagnes d'action centralisées, orientées par des projets d'intervention sociale et financées par des levées de fonds. Celles-ci ont progressivement remplacé les âmes charitables par des professionnels du travail social et les pauvres nécessiteux par des usagers-citoyens porteurs de droits sociaux. En parallèle, la question sociale n'est plus perçue en termes de réparation des déficiences personnelles des individus ou des familles que l'on rencontre dans des quartiers déshérités : des enquêtes rendent compte des dynamiques économiques, sociales et institutionnelles qui conduisent ces personnes dans des situations de misère. Elles y sont davantage exposées aux risques de la délinquance ou de la criminalité, de l'alcoolisme ou de la prostitution, de l'absentéisme scolaire et de l'explosion familiale ; elles s'engagent plus facilement dans des histoires de vie où elles échouent à se réaliser, sinon dans des groupes ou vers des objectifs « anti-sociaux ». C'est sur la base de ce diagnostic qu'il devient possible d'imaginer d'autres « hypothèses de réforme sociale » (Mead, 1899/2020). Le tournant du siècle est un moment d'expérimentation interactionnelle et institutionnelle dans le domaine social. Sur le terrain s'invente la profession de travailleur social, à la recherche de solutions

pratiques, avec différentes options, certaines plus techniques, d'autres plus critiques. Une profession soutenue par des écoles, des hospices et des tribunaux, appareillée par des dossiers et des programmes d'enquête et de suivi, médiatisée par des « écoles de philanthropie », des associations professionnelles et des *social settlements*; et dont la naissance va de pair avec des efforts de problématisation et de publication, à nouveaux frais, de la question sociale. 1912 est le moment où cette question sociale, telle qu'elle a été élaborée dans les milieux réformateurs – et nous le verrons plus loin, telle qu'elle a été discutée, réfléchi et formulée par les membres de la Conférence nationale des Charities and Correction – entre, comme jamais précédemment, dans l'arène politique. Le Parti progressiste accepte de l'intégrer à son programme.

Mead passe en revue les « agences sociales » qui se sont mises en place tout au long des années et qui débordent de beaucoup la simple question du *welfare* pour toucher à des questions d'éducation, de justice, de santé, de migration ou d'administration.

Les associations de la fonction publique (*civil service*) surveillent les commissions de la fonction publique de la ville et du comté. Les associations du barreau (*bar associations*) surveillent les tribunaux et leur pratique du droit. Les associations de protection de la jeunesse suivent les modes de traitement des jeunes délinquants par la ville. Les foyers et les sociétés d'aide aux enfants accordent une attention similaire aux enfants dépendants. Les clubs de la ville (*city clubs*), par l'intermédiaire de leurs comités, attentifs au gouvernement municipal, discutent continuellement les actions de chacune de ses branches et de chacun de ses départements, allant jusqu'à examiner les dossiers dont ils s'occupent ou sont censés s'occuper. (Mead, 1913 : 197)

Par ailleurs, ces multiples agences sociales ne font pas que surveiller et évaluer, elles agissent directement. Les « charités organisées »

prennent soin des familles et enfants à problèmes ; les instituts de tuberculose traitent la « peste blanche qui résulte des conditions de logement » ; les ligues de protection des immigrants « prennent en charge la cause des étrangers à nos portes et les protègent de l'exploitation de chaque côté » ; le mouvement des terrains de jeux attire « l'attention du public » sur la nécessité de ménager de tels espaces dans les quartiers surpeuplés ; « les associations d'infirmières-visiteuses font prendre conscience à la communauté de l'extravagance humaine de notre taux de mortalité sans audit, du gaspillage de la vie des bébés, des crimes urbains [que sont] la typhoïde ou la tuberculose, les maladies contagieuses des enfants ». Mead voit dans l'effort des personnes privées et de leurs organisations ce qui a conduit à la diffusion d'informations à travers le pays et à la prise de mesures par le gouvernement contre le travail et pour l'éducation des enfants. Il parle de cet effort organisé comme d'un « *gouvernement indirect* par des individus privés et par des organisations privées » (*ibid.* : 198). « Ils sont orientés vers l'accomplissement des tâches que les gouvernements sont supposés assumer plutôt que vers la simple éviction d'un groupe de fonctionnaires pour un autre groupe supposé meilleur » (*ibid.*). Mead n'idéalise pas cet investissement collectif, extrêmement coûteux et à l'efficacité discutable, dit-il, alors qu'en Europe ce sont les États qui remplissent de telles fonctions. Mais « la communauté américaine est en train d'être éduquée aux fonctions de contrôle social et à la signification des conditions sociales » (*ibid.*). Elle acquiert une « *conscience élargie* » où opère une « *intelligence collective et réflexive* ». Cela lui permet d'identifier des problèmes en faisant un diagnostic des « conditions sociales », et en enquêtant sur les solutions à donner à ces problèmes ; cela lui assure un « contrôle social » sur des situations problématiques. Cela lui permet en outre de se constituer comme une communauté à travers l'« effort organisé » d'actions conjointes et de se donner les médiations légales et institutionnelles, moyennant lesquelles l'intelligence collective et réflexive s'organise et s'incorpore, se stabilise et se pérennise.

C'est cela qu'il faut entendre dans l'expression « agences sociales », et c'est là un autre sens de la socialisation de la démocratie : faire bouger les repères de l'expérience collective, si possible par l'action, éprouver le caractère social des problèmes à déterminer et à résoudre, embarquer des personnes privées dans des actions civiques, ménager le fonctionnement d'un « gouvernement indirect » qui déjà anticipe et fasse advenir une puissance publique. C'est dans ce mouvement de la réforme sociale, dans le langage de Mead et d'Addams, que se joue ce qu'à peu près à la même époque Follett (1918) qualifie de formation de « communautés » et ce que, quinze ans plus tard, Dewey (1927/2010) appellera l'émergence de « publics ». Avant même que n'opère un État constitué qui prenne en charge la question sociale, Mead espère voir naître « une coopération adéquate entre les individus privés et les sociétés privées, engagés dans ce champ ». Ces différentes entités sont jusque-là tiraillées par des besoins et orientées vers des objectifs distincts, quand elles ne sont pas concurrentes. Mead appelle de ses vœux un effort de mutualisation de ces entreprises, médiatisé par un « bureau central du travail social » (Mead, 1913 : 200), auquel serait envoyé un rapport de chacune des enquêtes des différentes agences. Quand Mead écrit ces phrases, cette fonction de coordination est, du reste, partiellement remplie depuis une dizaine d'années par divers magazines, dont le journal de la « philanthropie constructive », *Charities and the Commons*, devenu *The Survey : A Journal of Constructive Philanthropy* en 1909. Cet hebdomadaire rend compte de toutes les expérimentations et innovations en matière de vie communautaire, rapporte les enquêtes en cours et énonce des prises de position. En parallèle à ce « service de correspondances », Mead évoque un travail d'enquête qui détermine des variables, mesure et analyse des corrélations, cartographie et compare entre conditions, qui n'est pas sans rappeler celui qui est mené à Hull House et dans les *settlements*. La « coopération intelligente entre les activités des agences sociales » leur permettrait ainsi d'être beaucoup plus efficaces dans l'étude et le traitement des cas problématiques (*ibid.* : 201) et, pourrait-on ajouter, d'entrer dans de nouvelles formes de transaction avec

les pouvoirs publics. De fait, Mead signale quelques-unes des nombreuses arènes d'auto-organisation de la société civile, sans davantage de précisions sur ce processus d'institutionnalisation.

Ce que l'on sait, c'est que les groupes civiques ont de nombreuses façons de s'engager publiquement, en puisant, en fonction de leurs objectifs, dans un répertoire d'action déjà bien rodé : sensibilisation de l'opinion dans la presse ou dans des circuits de conférences ; circulation de pétitions, de tracts et de brochures ; harcèlement des représentants à Boston, Chicago ou Springfield, New York ou Albany, Philadelphie ou Harrisburg, par des campagnes de courriers ; meetings, parades, marches et manifestations ; travail de lobbying en coulisses auprès des machines politiques, à la Mairie, dans les « législatures étatiques » et au Congrès fédéral ; participation à titre de témoins ou d'experts à des auditions des assemblées législatives au niveau de l'État ; rédaction de projets de lois ; menée d'enquêtes publiques ; activité d'information, d'éducation, de coordination et de mobilisation dans des réseaux civiques ; effort de rationalisation organisationnelle et budgétaire des agences administratives ; création et développement de services et de sites de vie alternatifs ; élaboration de dispositifs de droit, de santé ou d'éducation destinés à s'institutionnaliser au sein de l'État... Certaines de ces activités peuvent se combiner les unes avec les autres. De très nombreuses activistes sont les *intermittentes d'une cause*, dans laquelle elles replongent quand une mobilisation intense est requise, pour exercer une pression et faire passer une loi, ou pour manifester et faire entendre une revendication. Addams est, autour de 1910-12, sollicitée pour ses souvenirs de Hull House, mais aussi pour son livre sur la délinquance juvénile. *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909) est un immense succès, paru par extraits dans le *Ladies' Home Journal* ; son amie Harriet P. Thomas, épouse de William Isaac, membre du Conseil exécutif de la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League), en écrit une très bonne recension. Addams intervient par ailleurs sur le travail des enfants (1911, 1911b et 1912l), sur les

conditions du crime juvénile (1913e), la nécessité des loisirs récréatifs (1911a et 1912i), l'éducation religieuse (1911e), les femmes à l'université (1912q), la justice sociale par opposition à la charité (1910a), ou la nécessité d'un concours pour entrer dans la fonction publique (1912p). De la fin de 1912 à la fin de 1914, elle continue d'aborder ces thèmes, mais elle est, tout d'abord, très absorbée par la publication de son livre sur la prostitution. Elle est surtout embarquée dans la bataille pour le suffrage, et elle part en tournée pour promouvoir le Parti progressiste auprès de différents auditoires. Elle s'interroge sur le sens du vote, l'élargissement de la citoyenneté des femmes (1913-14) et leur rôle dans l'élaboration des politiques publiques (1914/2023). Mais à partir de 1915 – avec les deux dates-clefs du 10 janvier pour la naissance du Parti des femmes pour la paix (Woman's Peace Party) et du 28 avril-1^{er} mai pour le Congrès international de femmes de La Haye – et jusqu'à la fin de 1918, Addams sera presque à plein temps happée par la lutte contre la guerre. Ce n'est qu'en 1919 que des thématiques comme la paix et la faim, l'américanisation ou l'immigration, feront leur retour sur son agenda.

Par ailleurs, les activistes, à la façon de Jane Addams, sont presque toujours *des porteuses de causes multiples* : elles circulent entre prohibition, pacifisme et féminisme, se battent pour les droits des enfants, des travailleurs du vêtement et des minorités juive ou italienne ; elles font partie d'associations pour les progrès de l'efficacité dans l'administration ou contre les grands monopoles du pétrole ou de l'acier. Elles font bloc lorsqu'il s'agit de signer des appels, des lettres ou des pétitions – nombre étant discutés dans la salle à manger de Hull House ou, à New York, du Henry Street Settlement, qui voit, par exemple, la naissance de la NAACP. La même cause peut du reste amener la même personne à lutter sur des scènes publiques d'une grande variété, à différentes grandeurs d'échelle spatiale et temporelle. Addams (1910 : 209-212) s'implique ainsi à l'échelle locale dans l'assistance sociale et l'animation culturelle des blocs qui entourent Hull House ; elle discute des méfaits du *sweating system* à l'Hôtel de

ville (*ibid.* : 224) ou dans le club des femmes de Chicago ; elle contribue au lobbying auprès du Bureau du travail (*ibid.* : 201) et dans les couloirs du Congrès à Springfield, capitale de l'État de l'Illinois, où est discutée la législation sur le travail des femmes et des enfants ; elle participe à la création de la Ligue des consommateurs à New York, qui étend la bataille du travail à la maison ou à l'usine aux grands magasins (*ibid.* : 210) ; elle accompagne la création de la Ligue des syndicats de femmes (Woman's Trade Union League) (*ibid.* : 227) et son action dans différentes villes des États-Unis ; elle est un temps présidente du Comité sur le travail des enfants (Child Labor Committee), pour la Fédération générale des clubs de femmes (*ibid.* : 303 et 357), qui parviendra, en 1912, sitôt le gouvernement Wilson installé, à obtenir la création du Bureau de l'enfance ; ou encore, elle parle devant une commission parlementaire à Washington au nom de la Ligue pour la protection des immigrants, cette main-d'œuvre sous-qualifiée et surexploitée (*ibid.* : 222-223). Enfin, elle s'engage dans la bataille pour la paix qui la propulsera vers des réseaux internationaux.

Il peut aussi arriver qu'une même cause – ici, le droit de vote municipal pour les femmes à Chicago et dans l'Illinois (*ibid.* : 339-340) – suscite la *fédération d'un ensemble d'organisations féminines*, et que, du coup, elle accélère la *coalition entre des causes a priori éloignées les unes des autres* :

Nous avons été rejointes par les centaines de femmes luthériennes d'une société religieuse, parce que les femmes scandinaves avaient exercé le droit de vote municipal depuis le XVII^e siècle et trouvaient les villes américaines étrangement conservatrices ; par des organisations de femmes ouvrières qui avaient vivement senti le besoin du droit de vote municipal afin d'assurer à leurs ateliers l'hygiène la plus rudimentaire et d'obtenir la considération que le vote seul obtient pour les travailleurs ; par des fédérations de réunions de mères, préoccupées par la distribution de lait non frelaté et par l'extension des



Congrès national de la National Women's Trade Union League
(NWTUL, fondée en 1903) à St. Louis en 1913.

jardins d'enfants ; par des femmes propriétaires, qui se retrouvaient impuissantes dans leur protestation contre des impôts injustes, par des femmes exerçant une profession libérale, par des étudiantes d'université et des anciennes élèves de collèges, et par des clubs de femmes intéressés par les réformes municipales.

Il faut encore y ajouter des femmes russes qui réclamaient des marchés couverts ou des femmes italiennes qui avaient besoin de lavoirs publics (*ibid.* : 339-340) et dont les revendications resteraient lettre morte, pensaient-elles, faute de pouvoir voter. Le vote des femmes devient ainsi une *cause-parapluie* qui en abrite une multitude d'autres. La bataille pour le suffrage ouvre une arène dans laquelle les autres arènes vont se caler et se reconfigurer. Soit sur le modèle d'*arènes-gigognes* : chaque ville reproduit à son échelle une arène homologue à celle ayant cours à l'échelle nationale, par une sorte de démultiplication fractale et d'emboîtement scalaire des conflits et des controverses ; soit sur le modèle d'*arènes en miroir*, dans une relation d'aimantation les unes par rapport aux autres : la perspective de participer aux élections crée un paysage d'expectatives, incarné matériellement, dans lequel toutes les autres causes vont gagner en visibilité, en maturité et en pugnacité, mais aussi se reformuler, dans le champ de coalitions et de confrontations de la campagne électorale ; et inversement, les multiples causes qui viennent peupler l'arène électorale renforcent la revendication commune du suffrage féminin en démultipliant les ressources, les compétences, les argumentaires, en galvanisant les énergies, les personnels, les auditoires. Par contre, les activistes noirs, ceux de la NAACP et des autres organisations, se heurtent à un refus d'intégration tant de leurs personnes que de leurs revendications : les exclusions à répétition des clubs et des *settlements* et autres groupes civiques centrés sur la ville, la santé ou l'éducation, la ségrégation au sein même de la NAWSA et, enfin, la fin de non-recevoir du Parti progressiste, sont vécues comme des échecs et des affronts. La douleur du rejet se retourne en révolte. Le racisme conduit au développement d'*arènes ségréguées et sécessionnistes*. C'est ainsi

qu'émerge ce que l'on appellera plus tard une *Black public sphere*, avec ses multiples arènes « noires » qui dédoublent et redoublent les arènes « blanches », qui nourrissent, en contrepoint des demandes d'intégration, des conduites de radicalisation : création de mondes noirs, à part, utopie du « rapatriement » vers l'Afrique ou stratégies de violence révolutionnaire.

Bien entendu, tous ces processus ne sont pas synchrones. Ils portent sur des topiques et engagent des publics très différents les uns des autres. Ils ont des points d'appui dans des mondes économiques, sociaux, religieux, raciaux, linguistiques à la fois disjoints et connectés. Ils s'appuient essentiellement sur des actions bénévoles, mais les organisations doivent aussi trouver des sources de revenus, d'autant que les carrières professionnelles sont fermées à beaucoup de femmes. Elles dépendent souvent des largesses d'amies fortunées. Jane Addams, tout en ayant une fortune personnelle et en multipliant les cachets, n'aurait jamais pu donner une telle ampleur à Hull House sans le soutien financier de sa compagne bien-aimée, Mary Rozet Smith, ou sans celui d'autres femmes, régulières mécènes de Hull House, en premier lieu Louise DeKoven Bowen. Outre les bénévoles, les groupes civiques ont parfois besoin de payer des experts. Edward Bemis, le spécialiste des « monopoles municipaux », est employé par le Club réformateur (Reform Club) de New York pour ses connaissances sur les utilités publiques ; Jacob Riis, à côté de sa vie d'écrivain et de conférencier, prend du service auprès des Clubs pour un bon gouvernement (Good-Government Clubs) (Tucker, 1894), une alliance entre citoyens de tous bords politiques à New York, et plaide, en leur nom, pour la réforme des quartiers déshérités (Skolnik, 1970). Les arènes publiques se déploient avec une variété d'enjeux, de configurations d'acteurs, d'environnements matériels et de médiations techniques et symboliques, à diverses échelles de pertinence territoriale, électorale ou institutionnelle. Elles recourent à différentes méthodes pour « faire public », elles s'ancrent dans divers milieux de puissance et d'argent et s'adressent à des grappes variées

de destinataires, plus ou moins concernés ou mobilisés. On pourrait filer la métaphore de l'« archipel des publics de la réforme », proposée par Andrew Abbott (2010), pour rendre compte de la multiplicité des causes de Charles R. Henderson et celle des « écologies liées » (Abbott, 2005), pour identifier les « charnières (*hinges*) » entre différents individus et environnements. On a vu plus haut comment la cause du vote municipal des femmes à Chicago a conduit à un remaniement et à une accélération des causes dans les autres arènes où des femmes étaient impliquées. Le même processus se produit à l'échelle nationale. De fait, l'écologie de l'expérience publique est bouleversée par la formation d'une nouvelle arène qui engendre de nouveaux « alignements » organisationnels et idéologiques – en termes pragmatistes, elle fait émerger de nouveaux processus à travers des cascades de conséquences. Elle marque des tournants et elle induit des bifurcations dans les histoires de problèmes publics. Elle fournit de nouvelles ressources matérielles et autorise des économies d'échelle. Elle met en circulation des personnes-clefs qui pollinisent idées et idéaux d'un groupe civique à l'autre. Elle active l'imagination en matière d'attribution de causes et de responsabilités et forge de nouvelles définitions de problèmes. Elle fournit de nouveaux modèles d'association, de coopération et de direction. Elle crée des torsions dans la formulation des revendications – en raison de dynamiques de discussion ou de délibération, ou tout simplement de compromis. Elle étoffe les rangs des soutiens qui rejoignent de nouvelles causes et procure de nouveaux auditoires à des causes pourtant déjà bien installées – au milieu des années 1910, les suffragistes adhèrent ainsi en bloc à la lutte pacifiste tout en contribuant, fréquemment, à l'effort de guerre à l'échelle locale.

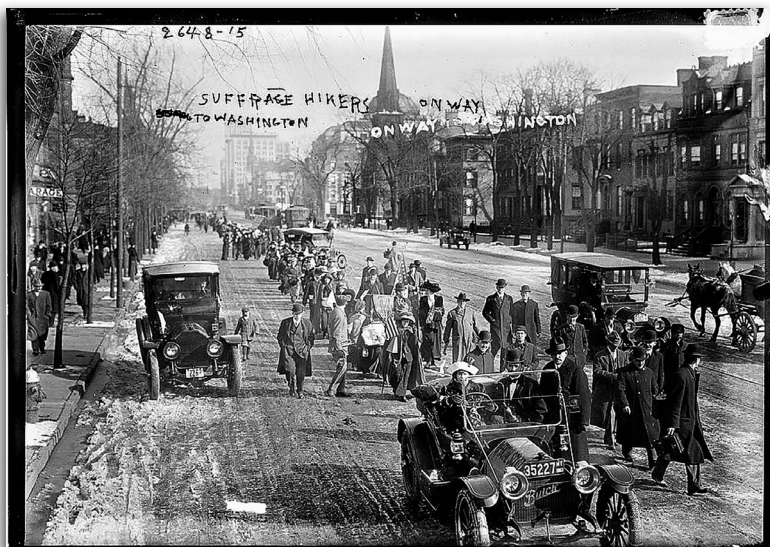
Quittons cette grandeur d'échelle pour celle d'une personne, et prenons l'exemple d'Alice Hamilton, qui est une fidèle de Hull House où elle réside de 1893 à 1919, avec sa sœur Norah (l'illustratrice de *Twenty Years at Hull House*), et où elle revient régulièrement après avoir été nommée (la toute première) professeure-assistante

à Harvard. Hamilton est connue pour avoir inventé la toxicologie industrielle, en articulant des « charnières » entre les mondes de la mobilisation civique (syndicat), de l'enquête chimique (science), du diagnostic médical (profession), de l'innovation normative (législatif), et de la décision politique (gouvernement). Hamilton tire ses méthodes d'enquête de terrain du modèle des *Hull House Maps and Papers* (1895) et des multiples recherches engagées par les sociologues des *settlements* – méthodes qu'elle a eu l'occasion de mettre à l'épreuve dans une enquête écologique sur la diffusion territoriale de la typhoïde (1943: 98-100). C'est, comme elle le raconte elle-même dans ses mémoires, *Exploring the Dangerous Trades* (1943), son implication dans l'Association de protection de la jeunesse (Juvenile Protective Association) qui l'a sensibilisée à la dépendance d'enfants et adolescents à la cocaïne vendue dans les drugstores (*ibid.* : 100-104) et qui l'amène à enquêter sur l'empoisonnement au plomb de travailleurs dans la fonderie, l'émaillage et la peinture (*ibid.* : chap. IX) – des préoccupations décalées par rapport au système d'intérêts de la corporation des médecins de l'époque. Hamilton fait partie d'une minorité active, à la charnière de plusieurs milieux sociaux, professionnels et civiques. Elle va se révéler extrêmement novatrice dans ses recherches médicales et ses entreprises politiques ; et elle va être l'une des inventrices de ce qui est devenu aujourd'hui le domaine de la santé professionnelle et de la santé environnementale.

Un autre point sur lequel il vaut la peine d'insister est l'espèce de révolution culturelle, à l'œuvre pendant l'ère progressiste, dont les discours d'Addams se font la caisse de résonance et le vecteur de propagation. Si les mouvements ont pour la plupart des fins relativement claires, qu'ils visent selon une logique linéaire moyens-objectifs, ils se répandent aussi selon des dynamiques fluides (Gusfield, 1981a) d'embrasement des affects et de contagion des sensibilités, de diffusion des croyances et d'imprégnation des idées (Addams, 1914 ; Park & Burgess, 1921). Les mouvements antialcoolique, abolitionniste ou féministe se caractérisent par leur puissance d'altération de

l'expérience publique (en orientant l'attention et l'énergie des publics vers de nouveaux problèmes – *public issues*) et de façonnage de l'expérience privée (en instaurant de nouveaux contextes d'expérience personnelle et interpersonnelle – *intimate troubles*). L'élection de 1912 va être un moment de rencontre, de confrontation et de communication entre différentes écologies de l'expérience publique. Par la nécessité de condenser dans un seul programme toutes sortes de revendications, l'élection fait que s'entrecroisent et s'interpénètrent, en un moment extraordinaire, des arènes publiques centrées autour de problèmes d'ordinaire disjoints. Dans chacune d'entre elles, l'attention du public est orientée sur une série de thèmes : alcool, prostitution, éducation, logements insalubres, corruption politique, inefficacité administrative, mortalité infantile, délinquance juvénile, maltraitance des immigrants, travail des femmes et des enfants, dysfonctionnement des services publics, propriété des utilités publiques, discrimination raciale vis-à-vis des Africains-Américains, refus du droit de vote aux femmes, etc. Lorsque tous ces thèmes sont agencés sur un agenda politique, rapportés à des causes et à des motifs convergents, inscrits dans des schémas explicatifs et interprétatifs cohérents, et qu'ils deviennent des cibles de politique publique, les consciences s'éveillent. Les lignes d'intérêts sont brouillées et un travail du sens est requis pour réarticuler, hiérarchiser et stabiliser à nouveau l'ordre des priorités et des urgences, dans un menu d'action beaucoup plus riche. Les habitudes et les croyances d'action bougent. Les préoccupations se diversifient. L'esprit public s'élargit.

Ces entrecroisements et ces interpénétrations ne vont pas de soi. Les arènes publiques sont ancrées dans des mondes sociaux, raciaux, professionnels ou institutionnels qui peuvent être parfaitement compatibles ou, au contraire, s'avérer impossibles. Les dénonciations et les revendications autour de causes qui peuvent paraître imparables, avec leur cortège d'explications et de propositions de solution, induisent pourtant de nouveaux clivages. Jane Addams (1912z) en fait elle-même l'expérience quand elle publie, en avril



Newark, N.J., 1913 : Marcheuses et marcheurs pour le suffrage (*suffrage hikers*) en chemin pour Washington, D.C..

1912, *A New Conscience and an Ancient Evil*, paru en parallèle en feuilletons, à partir de novembre 1911, dans le magazine *McClure's*, qui fait d'elle une championne de la lutte contre la prostitution (Davis, 1973 : chap. X). Fondé sur des cas recensés par l'Association de protection de la jeunesse (Juvenile Protective Association), le livre a un énorme succès, alors que la croisade contre le sexe tarifé et les quartiers du vice est au plus haut¹. Les rumeurs de traite des blanches battent leur plein (trafic humain imputé dans un numéro de *The Woman Voter* de mars 1913 à une « combinaison de *white slavers*, de police et de politique»). Ces rumeurs sont confirmées en partie par le sort réservé à de jeunes migrantes à leur arrivée aux États-Unis, que les femmes des *settlements* s'efforcent d'accueillir ; elles sont rendues concrètes par le récit de Rose Livingston, « l'ange de Chinatown », enlevée à l'âge de dix ans, devenue opiomane et mère de deux enfants à l'âge de seize, qui consacre le reste de ses jours à lutter contre la prostitution forcée, avec le soutien financier de Harriet Burton Laidlaw (active pour le passage du Mann Act, on la retrouve dans l'une des marches – Suffrage Hikes – de Manhattan à Albany en 1914, et elle participe à de nombreux événements en faveur du vote des femmes). Le suivi des jeunes filles migrantes est par ailleurs au cœur de l'activité de la Ligue de protection des immigrants (Immigrants Protective League) (IPL Reports ; et Abbott, 1917 : chap. III). Mais les auditoires sont partagés. Une partie des progressistes applaudissent, se reconnaissent dans le portrait moral que dresse Addams, prônent l'abstinence hors du mariage, réclament l'abolition des maisons closes et acclament les mesures répressives prises dans les grandes villes contre les quartiers du vice ; les autres sont plus sceptiques, doutent que cette croisade pour la pureté morale (Burnham, 1973) résoudra les problèmes, et proposent plutôt de réguler les services sexuels afin de limiter la propagation des maladies vénériennes et de ne pas pénaliser davantage les prostituées.

Plus problématique pour le Parti progressiste – on y reviendra plus loin : la non-convergence entre la cause de l'émancipation raciale et

la cause du vote féminin. Nombre de femmes suffragistes du Sud ou du Midwest et prêtes à adhérer au Parti progressiste sont proches du Ku Klux Klan, ou en tout cas attachées à leurs privilèges de caste. Elles s'opposent aux mesures de déségrégation raciale. Il en va de même pour la cause de l'éducation progressiste au cœur de l'évangélisme social. Nombre de protestants de la Bible Belt, suiveurs de William Jennings Bryan, démocrate défait par Taft en 1908, veulent des réformes sociales, mais ils adhèrent déjà aux visions ultra-conservatrices des « fondamentalistes », qui seront fixées dans une série d'essais publiés entre 1910 et 1915 sous le titre de *The Fundamentals*. Ce clivage entre évangélisme social et fondamentalisme évangélique commence alors à peine à être opérant. Il s'exprimera avec force dans le procès Scopes à Dayton, et la mise en scène de la controverse entre Bryan et Darrow autour de l'enseignement de l'évolution dans les écoles publiques, et il innovera alors, et aujourd'hui plus que jamais, le clivage entre blocs politiques. Une autre ligne de fracture se dessine dans l'arène de l'anti-impérialisme entre ceux qui acceptent en 1912 de se renier, pour la bonne cause, et de rejoindre Roosevelt qu'ils ont longtemps combattu, et ceux qui honnissent le héros des Rough Riders et de la bataille de San Juan, qui a justifié les interventions à Cuba, au Nicaragua ou aux Philippines, qui a réinterprété la doctrine Monroe et qui a inventé la diplomatie du Big Stick. Wilson accueillera quelques-uns de ces réfractaires. De la même manière, les activistes « *dry* », avec leur soif de sobriété rédemptrice, n'ont que peu de sympathie pour le pécheur Roosevelt. Ils ne retrouvent pas leurs demandes de fermeture des saloons et d'interdiction de l'alcool dans le programme du Parti progressiste, et ils refusent de voter pour un amateur notoire de cocktails au bourbon et à la menthe (*mint juleps*). Ils préfèrent rejoindre Eugen W. Chafin, une des stars de Chautauqua qui, après avoir voyagé 36 000 miles et prononcé 875 discours en dix mois, emportera 1,38 % du vote populaire pour le Parti de la Prohibition. Dernier cas de figure : l'une des racines du mouvement de conservation de l'environnement, visant à l'utilisation raisonnable des « ressources naturelles », est le Boone and Crockett Club, dont

Roosevelt était l'un des fondateurs, une association de chasseurs de gros gibier qui s'inquiétaient de ce que la chasse effrénée, l'exploitation minière, le développement ferroviaire et la coupe forestière ne menacent la survie de certaines espèces. Ces activistes de la chasse équitable (*fair chase*) ont eu un rôle crucial dans la sauvegarde de Yellowstone dès 1894, avant que Gifford Pinchot, chef du Bureau des forêts dans l'administration Roosevelt, n'institue 4 réserves nationales de gibier, 150 forêts et 5 parcs nationaux, et 51 réserves fédérales d'oiseaux. Mais les conservationnistes sont déjà en conflit avec les préservationnistes, dont John Muir en première ligne, partisans de la sanctuarisation de territoires naturels.

Les enjeux propres à la race, la religion, l'impérialisme, l'alcool et l'environnement sont extrêmement clivants. Le Parti progressiste va devoir louvoyer entre ces différents blocs de réseaux sans pouvoir espérer tous les rassembler. Les forces centripètes existent tout autant que les forces centrifuges entre des publics multiples, qui charrient chacun ses problèmes, ses cultures et ses organisations, ses méthodes, ses opérateurs et ses auditoires. Addams va être propulsée à la tête de ce grand tohu-bohu et elle travaillera, avec beaucoup de conviction, à rallier le plus grand nombre de groupes civiques et à les coaliser au service du Parti progressiste. Mais un point crucial reste à traiter : quand, comment, pourquoi franchir le pas et entrer dans la sphère politique ? A fortiori : qu'est-ce qui peut pousser des femmes, déjà engagées dans une multiplicité de causes, tout en étant interdites de scrutin, à prendre le risque de se frotter aux machines partisanes ? Qu'ont-elles à gagner à se lancer dans une campagne électorale ? Jane Addams (1912d) doit ainsi se justifier, dans un article du *Woman's Journal*, « Why I Seconded Roosevelt's Nomination » (17 août 1912), où elle réitère son accord avec la « position non-partisane » de la NAWSA, du bureau duquel elle est membre (ce après avoir reçu une lettre de désapprobation d'Anna Howard Shaw, le 16 août²).

Why I Seconded Roosevelt's Nomination

BY
JANE ADDAMS

In response to the telegrams and letters sent me concerning the attitude of suffrage associations to the Progressive Party, I am glad to avail myself of the invitation of THE WOMAN'S JOURNAL to state what I have already replied to such associations, that in my judgment women wishing to join the Progressive Party should do so as individuals and should, in no case, urge their suffrage associations to such action.

I quite agree with the wisdom of the non-partisan position held by the National American Woman Suffrage Association, a position it has consistently maintained during many years. While I hold to this position with the other members of the Board, in becoming a delegate to the Chicago Convention of the Progressive Party I merely claimed my right to act as an individual, as the members of the National Board have always done in respect to other political parties.

It is possibly an advantage that in a great association composed of the many women of the nation who desire enfranchisement, that different points of view should be represented, quite as the association makes an effort to have representation on its Board of various geographical sections of the country.

The non-partisan woman suffrage associations may be helped because women participated in a great national convention and voted the adoption of a platform, which represented their sincerest convictions.

I cannot state my position more succinctly than to quote from the speech in which I seconded the nominee of the Convention:

"Measures of industrial amelioration, demands for social justice, long discussed by small groups in charity conferences and economic associations, have here been considered in a great national convention and are at last thrust into the stern arena of political action.

"A great party has pledged itself to the protection of children, to the care of the aged, to the relief of overworked girls, to the safeguarding of burdened men. Committed to these humane undertakings, it is inevitable that such a party should appeal to women, should seek to draw upon the great reservoir of their moral energy, so long undesired and unutilized in practical politics—one is the corollary of the other, a programme of human welfare, the necessity for woman's participation in political life.

"We ratify this platform not only because it represents our earnest convictions and formulates our high hopes, but because it pulls upon our faculties and calls us to definite action. We find it a prophecy that democracy shall be actually realized until no group of our people shall fail to bear the responsibility of self-government. * * *

"The new party has become the American exponent of a world-wide movement toward juster social conditions, a movement which America, lagging behind other great nations, has been unaccountably slow to embody in political action."

Addams justifie son soutien à Roosevelt dans *The Woman's Journal*,
17 août 1912 : « *Why I Seconded Roosevelt's Nomination* ».


Mais elle plaide aussi pour son droit à l'engagement, à titre individuel, dans le Parti progressiste. Elle réaffirme ainsi l'utilité et l'opportunité de la mobilisation d'une « énergie morale si longtemps indésirée et inutilisée dans la politique pratique », celle des femmes, et elle en escompte des conséquences qui ne peuvent qu'être positives, y compris pour les associations qui refusent de prendre parti lors des élections. Cette nécessité, pour Addams, de se justifier est révélatrice. Les groupes civiques hésitent quant au profil de combat à adopter. Comment réformer le monde social ? Quelle stratégie de lutte adopter ? Comment infléchir les institutions ? Quel type d'organisation privilégier ? Et quel type de relation entretenir avec les politiciens ? Ce qui est en jeu, c'est ce que l'on appelle les rapports de la société civile avec la sphère politique, et dont on devine ici la complexité, la fragmentation et la diversité en termes de réseaux, d'organisations ou de territoires. Depuis les années 1890, tout le monde est d'accord pour diagnostiquer que s'invente une nouvelle politique, avec de nouveaux modes d'enracinement dans les mondes sociaux et de nouveaux modes de participation et de représentation de ceux-ci. On peut en examiner quelques exemples.


Une vignette célèbre met en scène les rondes de nuit que Roosevelt, alors président du Conseil des commissaires de la police de NYC, fait avec Jacob Riis dans les logements à bas prix et les ruelles du Lower East Side. Riis n'est jamais entré en politique, il s'en est tenu à son travail de charpentier ou de publicitaire, de reporter de police, de journaliste *muckraker* et de photographe documentaire, de dénonciateur des conditions de logement et de fondateur du King's Daughters Settlement. Quand il écrit « Some Things We Drink » (21 août 1891, *Evening Sun*) et photographie le déversement des égouts dans les réserves d'eau, mettant en garde contre les risques de choléra, il informe, émeut et mobilise l'opinion publique en vue de faire bouger les politiques – sans pour autant rejoindre un parti, ou se présenter aux élections. Roosevelt était connu pour son travail de Commissaire à la fonction publique (Civil Service Commissioner), où il avait

subordonné nominations et promotions à un examen des compétences. Il avait refusé la place de Commissaire au nettoyage des rues, offerte par le maire William L. Strong en 1895, et avait choisi de rejoindre le Département de police. Roosevelt est très marqué par la lecture de *How the Other Half Lives* (Riis, 1890) et propose ses services à Riis, alors journaliste à l'*Evening Sun*. Riis, qui a créé en 1892 le Neighborhood Settlement (jardins d'enfants, bibliothèque et gymnase, soins infirmiers, camp d'été), sillonne Mulberry Street, l'une des rues les plus mal famées du sud de Manhattan, en compagnie de Roosevelt (Riis, 1901 : chap. XIII, en part. 329-332). C'est ainsi qu'il l'initie aux difficultés de la misère, de la promiscuité et de l'insalubrité, de la maladie et du crime. Riis lui ménage un accès aux problèmes par expérience directe.

Cette éducation de personne à personne n'est cependant pas la méthode la plus courante. À la différence de Riis, certains réformateurs sont, par contre, prêts à se jeter dans les batailles électorales, tout au moins à l'échelle locale. C'est le cas à New York des membres de la People's Municipal League, de la Public Education Association, du City Club et de la Citizen's Union (Villard, 1902 ; Skolnik, 1970 : 415). Oswald Garrison Villard – fils de Fanny Garrison Villard de la NAWSA, avec qui il sera impliqué dans la création de la NAACP – note, dans une brochure sur « les femmes dans la campagne municipale de New York de 1901 », le changement d'attitude : le fait que les femmes distribuent des tracts, collectent des fonds, organisent des réunions, envoient des orateurs à la tribune, choque de moins en moins. La prophétie de leur « déssexualisation (*unsexing*) » ou de leur « masculinisation (*masculinization*) » ne semble pas se réaliser (Villard, 1902). En 1901, la participation des femmes républicaines à la campagne contre Tammany, menée par la Ligue municipale des femmes (Woman's Municipal League) et par la Ligue des femmes pour l'éducation politique (Woman's League for Political Education), ne choque plus le « sentiment public ». Ces femmes constituent un comité de campagne, après un meeting public à Carnegie Hall, dix jours avant l'élection. Le Juge Jerome, candidat au poste de procureur

ALL ABOARD for CLEAN CHICAGO!!



"Chicago, Chicago, Chicago, quoth I,
"Whither, oh whither, oh whither, so spry?"
"To clean up the alleys
And chase out the fly!
Then I'll have fewer
Small coffins to buy."
 CLEAN-UP WEEK - MAY 5-10, 1913.

Chicago Health Dept Educational Poster N°161. Designed by Dr. G.B. Young

POSTER USED FOR CLEAN-UP WEEK

« All Aboard for Clean Chicago »
(Tous en route pour un Chicago propre !).
Affiche appelant à la semaine du nettoyage de la ville,
entre le 5 et le 10 mai 1913.

du district (*district attorney*), y prend la parole. Elles financent encore 900 000 copies d'une brochure intitulée « Facts for Fathers and Mothers », qu'elles distribuent à travers la ville, avec l'aide de la Cathédrale de la rue Stanton et de l'église de Henry Ward Beecher à Brooklyn, des Working Girl's Clubs, de Teachers' College ou du Nurses' Settlement. Seth Low, nouveau maire républicain en 1902, remerciera explicitement le mouvement des femmes pour son aide durant la campagne municipale.

À Chicago, Addams (1902 et 1910) raconte comment Hull House se lance dans trois campagnes frontales contre le *boss* John Powers, *alderman* de la 19^e circonscription qui contrôlait le Conseil municipal. Mais le pouvoir de celui-ci est bien assis. Par contre, la campagne pour le ramassage des ordures est un succès grâce à la mobilisation des femmes, impliquant, dans un second temps, des hommes dans leur mouvement (Knight, 2005/2022). La South End House de Boston, sous la direction de Robert Woods, choisit par contre de ne pas menacer le *boss* local, mais de coopérer avec lui de façon à l'amener à accomplir un certain nombre de réformes (Davis, 1964b et 1967). La démarche est moins radicale, mais s'avère plus efficace. Les réformateurs entrés en politique déchantent souvent. Ils découvrent les limitations de moyens, les arbitrages d'intérêts auxquels la fonction les contraint ou la défection des citoyens, ralliés de circonstance, qui restent davantage attachés à leurs leaders ethniques ou à leurs *bosses* politiques. Plutôt que de se substituer aux machines partisans et de subir des déroutes électorales, bon nombre de réformateurs finissent par adopter des méthodes de collaboration de l'extérieur, de composition et de compromis. Ils apprennent que les institutions présentent des marges de manœuvre, qu'elles sont beaucoup moins monolithiques qu'il n'y paraît et qu'il est souvent plus facile de proposer des idées ou des services à des fonctionnaires et à des élus qui en sont demandeurs que de prendre leur place. Les membres des *charities* sont « en position d'agir comme des pionniers, comme des alliés officieux ou des

consciencés municipales [...] tandis que les fonctionnaires de la ville vont et viennent » (Devine, 1902 : 477).

Ce qui étonne les contemporains, cependant, c'est la sorte de porosité qu'ils constatent entre société civile et pouvoirs publics, à l'échelle locale. Les livres de Follett, *The New State* (1918) et *Creative Experience* (1924), fourmillent d'actions qu'elle a menées, de première main, tout au long des décennies 1900 et 1910, aux côtés de la Boston Social Union de Robert A. Woods et à travers son engagement dans la Fédération nationale des centres sociaux, la Home and School Association, la Boston Equal Suffrage Association for Good Government et la Women's Municipal League. Follett, passée du rôle d'activiste à celui d'analyste, revient sur son parcours personnel au sein des agences les plus actives des réformes municipales à Boston (Tonn, 2003). C'est cet ensemble d'expériences qui la conduit à imaginer un système de gouvernement ancré dans les communautés locales. Mead (1910/2021), de son côté, traite les *settlements* comme des forces d'enquête et d'expérimentation sociale engagées dans la transformation des quartiers ; il parle, nous l'avons vu, de « gouvernement indirect », à propos des organisations sociales et éducatives. Lawrence Veiller (1949 : 205) y voit un « gouvernement officieux (*unofficial*) par les citoyens » sans lequel il y aurait peu de progrès au sein du « gouvernement officiel ». Dans les faits, les réformateurs se retrouvent dans une position de conseillers, fournissent des propositions et des soutiens, parfois même indiquent des listes de personnel à embaucher. Ils sont à l'origine d'un grand nombre d'innovations civiques qui sont ensuite reprises, officialisées et converties en institutions publiques, en matière d'éducation et de santé, de nettoyage et d'embellissement, d'art et de sport, d'assistance et d'administration. Certains de ces collectifs sont orientés vers un objectif déterminé – comme à New York, la Society for the Prevention of Crime, la City Beautification Association ou la Tax Reform Association ; d'autres visent un spectre de problèmes plus étendu – le City Club, la Citizens' Union, le Bureau of Municipal Betterment, la Woman's Municipal

League ou le Good Government Club. À Chicago, la Fédération civique, qui naît au lendemain de la Foire universelle de 1893, suite à une conférence de William T. Stead – qui publie l’année suivante le best-seller *If Christ Came to Chicago* (1894) –, est pensée sous le signe du « renouveau civique (*civic revival*) ». Implantée dans toutes les circonscriptions (*wards*) de la ville, elle se veut tout entière dévolue à l’« enquête sur les faits » (Small, 1895 : 100) en vue d’améliorer le gouvernement municipal. Elle fédère dès 1895 différentes ligues citoyennes, de réforme de la fonction publique (Civil Service Reform League) et de l’ordre municipal (Municipal Order League) (*ibid.* : 69), et elle espère avoir une base « aussi représentative que possible de tous les intérêts » civiques de la ville (*ibid.* : 96), opérant comme un organe de « coordination et de concentration du patriotisme municipal » (*ibid.* : 98). Mais elle reste extérieure aux partis et ne cherche pas à conquérir le pouvoir.

Ce travail de sensibilisation des publics et de pression sur les gouvernants, d’organisation de la société civile et de coopération compétitive avec les autorités publiques s’avère payant. Il confirme l’hypothèse des « minorités actives » : un petit nombre d’activistes, relativement à la population, parvient à faire levier sur le gouvernement municipal. Il arrive même que certains de ces citoyens de choc, qui ont fait en première ligne les preuves de leur dynamisme, de leur créativité et de leur honnêteté, soient nommés à des postes de la fonction publique à l’échelle municipale. Les femmes de Hull House occupent différents postes, appointés par la Mairie ou par l’État : Julia Lathrop au Conseil des *charities* de l’Illinois en 1893, Florence Kelley et Alvina Stevens inspectrices du travail à la même époque, ou Addams inspectrice du ramassage et du traitement des ordures en 1898. Lillian Wald et Mary Brewster développent à partir de 1893 le service des infirmières-visiteuses de New York (VNSNY), qui s’installe en 1895 au Henry Street Settlement. Charles Beard, qui contribue au débat sur l’initiative, le référendum et le rappel (Beard & Shultz, 1912), et qui enquête sur les transformations du fonctionnement de

la démocratie urbaine (Beard, 1912a), en particulier sur le nouveau régime, en train d'émerger, du *city management* (Beard, 1913), écrit un petit texte sur les clubs, qui auraient, selon lui, « pris la tête des associations non-partisanes ».

Les citoyens, par l'intermédiaire de leurs associations spécialisées pour la législation du travail, la réforme des prisons, la purification des produits laitiers et cent autres objectifs publics, menacent de prendre possession de vastes domaines de la législation et de l'administration par un processus de « *pénétration pacifique* ». Des citoyens, en droit personnes privées, font maintenant un travail qui était autrefois tenu pour la mission réservée des fonctionnaires publics ; ils analysent les questions de préparation et d'application des lois ; ils rédigent ces lois, surveillent les agents de l'administration, emploient des experts pour améliorer la gestion des affaires publiques et suscitent les sentiments publics sur les questions de politique publique. La frontière entre les autorités publiques et les intérêts privés s'est défaite (*is broken down*). (Beard, 1912b : 431)

Le club de Milwaukee a par exemple l'ambition d'organiser « un forum ouvert pour la discussion des affaires publiques », de « créer un idéal d'amélioration civique » et de « disséminer la connaissance civique par la publicité des journaux », de « promouvoir un esprit de coopération entre les citoyens sur les problèmes publics » (*ibid.* : 431-432). Au-delà de cette fonction d'intelligentsia publique, les clubs agissent concrètement : ils ont contribué à la rédaction de la charte de la ville, participent aux commissions d'éradication du vice, sont aux avant-postes de la bataille pour les équipements publics, dans un contact permanent de proposition, d'incitation et de surveillance des agences municipales. À Philadelphie, ils enquêtent sur l'approvisionnement en électricité, ils mobilisent des volontaires pour le service civique à St. Louis, ils imposent l'usage des écoles pour des activités de loisirs à Boston ou Chicago, ils préservent des parcs menacés et

suivent de près le développement du métro à New York. Et partout, ils interpellent les entrepreneurs et les politiciens qui font la ville, exercent une pression directe sur le conseil municipal et dénoncent des actes de corruption. Addams dit quelque chose de similaire quand elle décrit « la ligne vacillante entre action philanthropique et action gouvernementale » (1912/2023 et 1913-14 : 2139-2140), entre « bienfaisance privée » et « effort public ». « Pénétration pacifique », réponse aux interpellations publiques, mais aussi utilisation des enquêtes statistiques, reprise des expérimentations et des innovations, et parfois intégration des services et des personnels : c'est une figure du public municipal et de ses fonctionnaires qui se dessine.

Les femmes, comme les hommes, sont alors pris dans une espèce d'amour-haine pour la démocratie. Joseph Medill, éditeur du *Chicago Tribune* en 1897, « accusait la démocratie galopante de nombre de maux de la ville – une démocratie qui avait accordé la citoyenneté politique à un électorat [en particulier les “étrangers non américanisés”] irresponsable et peu instruit des obligations solennelles de l'auto-gouvernement [...] Il croyait par ailleurs que seule la démocratie pourrait sauver la ville, que la réforme ne se produirait que si une majorité d'électeurs la voulaient » (Nord, 1982-83 : 128-129). Ce paradoxe, fait d'attraction et d'aversion pour la démocratie, investit le gouvernement populaire comme le seul capable d'accomplir les plus grandes réformes et, dans le même mouvement, s'en méfie comme de la peste et tend à ne croire que dans les « classes les meilleures (*better classes*) », éduquées et raisonnables, pour résoudre les problèmes et maintenir l'harmonie. Ce mélange d'élitisme et de populisme travaillait sans doute les membres de l'Association des citoyens (Citizens' Association) de Chicago, comme sa Ligue municipale des électeurs (Municipal Voters' League) (Roberts, 1960). On le retrouve dans les clubs, masculins ou féminins, qui restent réservés à une élite, tout en se battant au nom et en faveur du plus grand nombre. Ce sont des groupes exclusifs qui se ménagent des espèces d'espaces sûrs (*safe spaces*) avant l'heure, où se réunissent, dans la

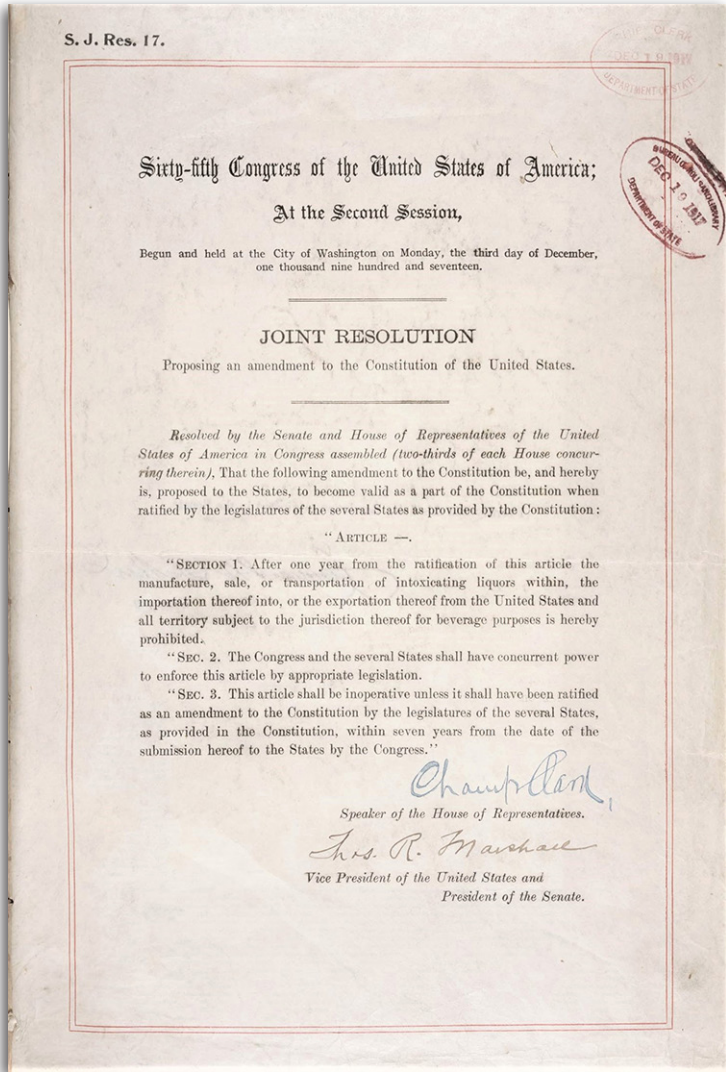
confiance et la reconnaissance de l'entre-soi statutaire, hommes d'affaires portés à la philanthropie, politiciens progressistes, professionnels – travailleurs sociaux, urbanistes, architectes, paysagistes, avocats, médecins, journalistes –, universitaires éclairés et femmes réformatrices. Ces espaces sûrs fonctionnent comme des générateurs d'énergie civique, des incubateurs d'expérience publique, des milieux conducteurs d'idées nouvelles, des voies de canalisation de réclamations et de leur médiation avec le pouvoir politique. Mais ce sont aussi des lieux de conclusion d'affaires, de patronage et de clientélisme politique, de faveur et de service entre privilégiés, de levée de fonds philanthropiques, parfois aussi de manipulation de nouvelles par des groupes de pression, d'entente entre chefs politiques et leaders civiques... Ce sont aussi des lieux de défense localiste des intérêts de la ville : Chicago s'affirme, avec « patriotisme municipal » – une formule que John H. Barrows (1890), pasteur presbytérien, dans un sermon de Thanksgiving à Plymouth Church, attribue à Franklin McVeagh, alors directeur de la Commercial National Bank de Chicago –, vis-à-vis des autres métropoles, et bientôt à l'encontre de la montée en puissance de la capitale fédérale, Washington (Clemens, 2010).

Comment agir ? Dans quelle forme ? Les femmes ont été confrontées au problème du choix d'une forme d'organisation. Jennie June Croly, la mère d'Herbert Croly, fondatrice de la Fédération générale des clubs de femmes (à la suite du Club Sorosis), en a une vision idéalisée. Elle raconte l'histoire des clubs de femmes et parle de « réveil moral (*moral awakening*) » quand ceux-ci se sont distancés des associations religieuses ou caritatives. Dans l'héritage de Goethe, les femmes ont « déverrouillé les portes de la tradition ». Elles ont développé des pratiques d'éducation et de communication, élargi leur « communauté de sentiment » et leur « sens de la justice distributive », en relation à leurs « intérêts coopératifs au travail et dans la vie ». Elles ont intensifié leur liberté dans ce « centre d'activité purement altruiste et démocratique » (J. J. Croly, 1898 : 9-14). À côté des clubs, des associations en tout genre ont été vécues comme des forces

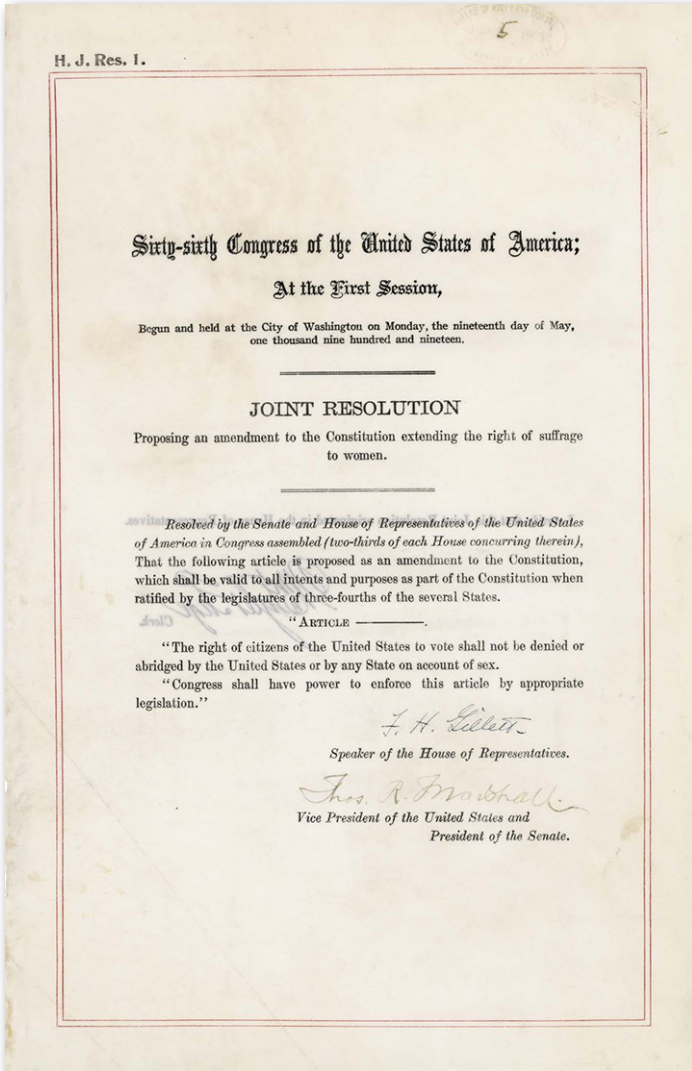
d'émancipation, se coulant dans la forme du *settlement*, du groupe d'études, du salon de discussion ou de la société de bienfaisance. Elisabeth Clemens (1993) a montré comment les femmes ont de plus en plus copié les fonctionnements de l'entreprise, à la fois comme méthode pour lever des fonds en vendant des produits de consommation et comme idéal d'efficacité propre à cette période d'invention des méthodes d'organisation et de management ; et comment elles se sont également tournées en direction des lieux des pouvoirs exécutif et législatif, réclamant des lois pour réguler contrats et conditions de travail et confiant à des agences étatiques leurs programmes éducatifs, sanitaires et sociaux. La Women's Christian Temperance Union a développé de nouvelles méthodes d'agitation – alliant style de vie, « croisade morale » et « politique statutaire » (Gusfield, 1963). Elle mène campagne à l'échelle nationale en associant manifestations de rue, harcèlement épistolaire des représentants, lobbying intensif auprès du pouvoir législatif, rhétorique des vertus religieuses et remue-ménage dans les médias. Le mouvement pour le suffrage amplifie et perfectionne ce répertoire d'action multiforme : constitution de réseaux de militantes, de mécènes et de supportrices ; démarchage par des escouades de porte à porte (*canvassing squads*) (dont la technique est décrite par Notman, 1917) et organisation de petites réunions pour convaincre des petits groupes ; stratégie du scandale, du désordre, jusqu'au recours à la grève de la faim en prison et à la dégradation de biens privés et publics ; tactique de piquet de revendication devant la Maison Blanche – la démarche inouïe à l'époque du Parti national des femmes (National Woman's Party), extrêmement choquante ; ou à l'opposé de cette démarche tapageuse, ce que Maud Wood Park décrit comme la pratique du *Front Door Lobby* (1920 ; et Catt & Shuler, 1926 : 244 *sq.*) – le lobbying ouvertement mené au Congrès, à partir de 1910, par le Congressional Committee, sous la direction de Carrie Chapman Catt de la National Association Woman Suffrage Association. Après la ratification du droit de vote des femmes, que C. C. Catt et Nettie Rogers Shuler raconteront dans *Woman Suffrage and Politics* (1926), le Women's Joint Congressional

Committee prend le relais, coalition établie en 1920 entre la League of Women Voters (qui succède à la NAWSA), la National Consumers' League (dirigée par Florence Kelley) et la Women's Trade Union League (dirigée par Margaret Dreier Robins).

La métaphore de l'archipel atteint peut-être ici ses limites : elle fige dans une géographie de la réforme sociale des publics en mouvement, dont les lignes de front ne cessent de bouger, qui s'adressent les uns aux autres, se repoussant ou s'impulsant, dont les problèmes se corroborent parfois, tout en induisant de nouvelles fractures dans leurs organisations et parmi leurs auditoires. La spatialisation de la vie publique – espaces, territoires, arènes, réseaux, archipels... – est nécessaire pour fixer à un moment donné une topologie et une morphologie des publics, mais elle n'est qu'un arrêt sur image. Elle embaume la dynamique de temporalisation. En 1912, cette dynamique gagne en vitesse et en rythme. Une nouvelle donne se joue, au niveau national, par l'accélération de l'accès des femmes, de leurs organisations et de leurs revendications à la vie médiatique et politique. De nouvelles formes d'action collective émergent, de nouvelles stratégies vis-à-vis des partis – avec, au cœur de l'histoire, la formation du parti météore qu'est le Parti progressiste – et de nouvelles figures de leadership civique se dessinent – parmi les plus marquantes, sous les bannières multiples du *Votes for Women*.



Résolution du Congrès pour le 18^e Amendement
sur la Prohibition, 1919.



Résolution du Congrès pour le 19^e Amendement
sur le suffrage féminin, 1919.

NOTES

1 Vingt et une villes ont nommé des Commissions du Vice au début du XX^e siècle. Le Committee of Fourteen est créé à New York le 16 janvier 1905 par la Ligue anti-saloon avec pour objectif la suppression des hôtels Raines Law, du nom de la loi de 1896 qui interdisait la vente d'alcool le dimanche, sinon dans des hôtels d'au moins dix chambres servant des repas avec la boisson. Un an plus tard, en 1897, mille cent de ces maisons avaient été créées, hauts lieux de prostitution où l'on servait des sandwiches faméliques avec de la bière ou du bourbon.

Le 31 janvier 1910, un meeting d'une fédération de six cents congrégations religieuses se réunit au YMCA de Chicago. La Vice Commission est créée par une ordonnance du Conseil municipal le 27 juin 1910. Elle comprend un certain nombre de sous-commissions sur le saloon, la police,

le crime, l'éducation, la réforme, le droit, la médecine... Elle publie en 1911 *The Social Evil in Chicago* et prescrit la destruction du quartier central de la Levee. Elle sera suivie par la création de la Commission du Vice de l'Illinois.

2 Anna Howard Shaw écrit à Jane Addams le 16 août 1912 : « J'aimerais pouvoir croire qu'il a l'intention de faire une seule chose honnête ou qu'il réalisera une seule des propositions de la plate-forme s'il est élu. Je suis convaincue qu'il ne sera pas élu, mais que l'agitation créera un nouveau mouvement progressiste, qui trouvera un leader digne de lui. Et combien j'aimerais que les conditions soient telles que vous puissiez être ce leader. » (<https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/4697>).

CHAPITRE 3

NAISSANCE DU PARTI PROGRESSISTE DE THEODORE ROOSEVELT

Tel est le paysage qu'il faut avoir à l'esprit si l'on veut apprécier l'importance de la mobilisation électorale de 1912 et des alignements partisans qui s'y produisent. « Plus que tout autre dirigeant, Theodore Roosevelt a contribué de manière décisive à une combinaison de réforme politique et de réforme sociale et à la constitution d'un corps d'opinion publique nationale derrière cette combinaison. Sous sa direction en tant que président, la réforme a commencé à revêtir les caractéristiques, sinon le nom, de progressisme » (Croly, 1914 : 11). La multitude d'initiatives civiques, déjà en voie d'organisation et de fédération, capables d'engendrer des agences de réflexion, de délibération et de décision – ce que l'on appelle depuis les pragmatistes une intelligence créatrice, collective et organisée – est alors confrontée à un contexte électoral qui va en accélérer le rassemblement et la recomposition, et bientôt l'institutionnalisation.

Pourtant, la personnalité de Roosevelt (1859-1919), pionnier du Grand Ouest, chasseur de lynx, de grizzlys et de cougars, aventurier dans la jungle africaine et la forêt amazonienne, champion d'une vie intense de conquête et de combat (*strenuous life*) (Roosevelt, 1909), clivait autant qu'elle séduisait et fascinait. La vie de Roosevelt opérait une synthèse entre la figure du politicien favorable aux causes progressistes, attentif aux questions de justice et la figure du colon américain, à la force prométhéenne, pouvant aller jusqu'à la brutalité. Les membres des différents publics réformateurs pouvaient être

sensibles à l'énergie légendaire de Roosevelt comme homme d'État, à sa capacité de manier dans ses discours des thématiques comme la conservation des parcs naturels et des ressources nationales, la bataille contre la corruption politique et la défense de la presse publique (Roosevelt, 1910a). Il endossait volontiers les idéaux « progressistes » d'Abraham Lincoln ou de John Brown (1910b : 45-90)¹. Mais les mêmes pouvaient aussi se méfier de sa défense d'un exécutif fort, un « gouvernement national » qui ne s'arrête pas aux désaccords et aux résistances. Roosevelt promettait d'agir dans les limites de la Constitution, sans hésiter toutefois à étendre la sphère d'action de la présidence et en revendiquant l'autonomie de l'administration fédérale par rapport au Congrès et aux autres échelons des pouvoirs publics – en particulier quand il s'agissait de se battre contre la corruption dans les services publics. De même les publics réformateurs pouvaient-ils s'inquiéter de sa position mesurée vis-à-vis des monopoles, qu'il fallait réguler sans détruire, parce qu'ils étaient le prix de la modernisation économique de l'Amérique et en faisaient la force dans la concurrence internationale. Wilson mettait en avant sa collusion avec le grand capital : alors que lui-même s'attaquait au Triple Mur du Privilège (Triple Wall of Privilege), à savoir les tarifs douaniers, les banques et les trusts, il accusait Roosevelt d'avoir fondé le Parti progressiste, « branche du Parti républicain [...] avec l'aide manifeste de Mr. George W. Perkins, organisateur du Steel Trust et du Harvester Trust » (Wilson, 1913 : 192-197)². Roosevelt pensait qu'il ne fallait pas tuer la poule aux œufs d'or en étouffant le dynamisme économique par une législation rigoriste. Il disait distinguer entre les « bons » et les « mauvais » trusts. C'était un point sur lequel Roosevelt s'affrontait avec Woodrow Wilson (1856-1924), ancien président de l'Université de Princeton, plus porté à manier la rhétorique du gouvernement populaire. Son recueil de discours, « La Nouvelle Liberté » (1913), portait comme sous-titre : « Un appel à l'émancipation des généreuses énergies du peuple ». Wilson accusait le Parti républicain d'avoir rompu avec l'attitude anti-aristocratique de Lincoln, le gouvernement d'être devenu « l'enfant adoptif des intérêts particuliers »

(1913 : 55-8). Les conventions des partis adoptaient leurs programmes préparés à l'avance par acclamation et le Congrès n'était plus qu'un corps législatif, opérant à l'ombre des commissions techniques, au lieu d'être un véritable corps parlementaire, qui débattait ouvertement, en public (*ibid.* : 90-91). Contre cette dévitalisation de la démocratie, Wilson voulait activer un « Parlement du Peuple » (*ibid.* : chap. V). Il évoquait comme modèle les discussions publiques à Cooper Union (*ibid.* : 98-99), dont le Grand Hall (Great Hall) résonnait encore des prises de parole des ouvrières de la confection en grève et accueillait, depuis 1897, les débats du People's Institute. Il en voyait aussi les linéaments dans les réunions de quartier dans les écoles publiques (*ibid.* : 95-8), cette renaissance des *town-meetings* par les centres communautaires dont une des fonctions était de discuter des affaires publiques.

Roosevelt était également capable de donner des conférences sur « l'éthique appliquée à la vie publique » à Harvard, mais il était un partisan de la centralisation de la vie publique et de sa concentration à Washington. Sa défense d'une ligne Jackson-Lincoln (contre l'école Buchanan-Taft), qui affirmait qu'un président devait avoir du courage et du jugement et être responsable de décisions fortes, était interprétée par ses adversaires comme une tentative de transformation de la présidence en un « directoire (*board of directors*) ». Herbert Croly avait déjà développé ce point dans *Promise of Democracy* (1909 : 150) en plaidant contre l'orthodoxie et le moralisme : « La réforme, en tant qu'éveil moral, est condamnée à la stérilité. Les réformateurs, entendus exclusivement comme protestataires et purificateurs moraux, sont voués à l'échec des efforts mal orientés, d'un puritanisme illibéral et de l'auto-paralysie (*stultification*) personnelle. » Roosevelt a repris à son compte le « principe des droits égaux pour tous et des privilèges spéciaux pour personne », posé avant lui par Frederic C. Howe dans *Hope of Democracy* (1905), William Smythe dans *Constructive Democracy* (1905) et Henry George dans *Menace of Privilege* (1905) (Croly, 1909 : 151). Mais il a aussi renoncé au principe de non-interférence de Jefferson et s'est convaincu de la nécessité hamiltonienne

d'assumer une « responsabilité nationale » et de créer un « gouvernement central », pour être efficace dans les affaires internationales ou nationales (*ibid.* : 152). Roosevelt, réagissant contre les restrictions des pouvoirs du Président, responsables selon lui de la soumission de la politique aux « intérêts particuliers », proclame dans son discours sur le « nouveau nationalisme », le 31 août 1910, à Osawatomie, Kansas, que « le pouvoir exécutif [est] un intendant du bien-être public (*steward of public welfare*) », tout comme le « judiciaire devrait être intéressé en premier lieu par le bien-être humain plutôt que par la propriété ». Dans le même temps, il promet d'actionner le gouvernement fédéral pour coordonner et accélérer les réformes sociales (*ibid.* : 167-175). Ce faisant, il rejoint les préoccupations de nombreuses femmes qui se battaient pour une législation du travail ou pour le droit de vote et qui désiraient des lois à couverture nationale plutôt que de se battre État par État, avec à chaque fois des résultats aléatoires.

À l'élection de 1912, le nouveau parti, le Parti progressiste (Progressive Party), tiers parti créé par Theodore Roosevelt (secondé par Hiram Johnson), réussit donc à rallier le plus grand nombre de progressistes (Gable, 1978). Roosevelt, 26^e président des États-Unis de 1901 à 1909, était jusque-là membre du Parti républicain. Il raconte dans son autobiographie le chemin parcouru depuis le temps où il était gouverneur de New York (1913 : chap. VIII), alors que le Parti républicain n'était déjà plus perçu comme la formation politique la plus progressiste, débordé par des franges plus radicales sur les questions des relations internationales, de la marine ou de la monnaie. Après la mort du Président McKinley le 6 septembre 1901, assassiné par Leon Czolgosz, un anarchiste (*ibid.* : chap. X), et son arrivée au pouvoir, il décrit les blocages qu'il rencontre avec une partie de l'élite du Parti républicain, qui ne le suit pas dans tous les chapitres de son « Square Deal » – conservation des ressources naturelles, contrôle des entreprises et protection des consommateurs, bataille contre les méthodes qui faussent la concurrence, manipulent les instruments financiers ou favorisent des mouvements spéculatifs. Les rivalités internes au

Parti républicain s'aiguisent. Roosevelt se fâche avec W. Howard Taft, qui lui a succédé à la présidence. Les deux motifs de dissension les plus notables sont que Taft désavoue la politique de régulation des trusts de son prédécesseur et applique de façon plus stricte la Loi Anti-Trust Sherman (en particulier contre l'U.S. Steel en 1910). Taft défend par ailleurs son secrétaire d'État Richard Ballinger, lequel défait les politiques de conservation mises en place par Gifford Pinchot, alors directeur de l'administration des Eaux et Forêts (Forest Service), proche de Roosevelt : en restituant à l'usage privé des terres classées comme parcs publics, il détricote le travail accompli par les multiples commissions (Public Lands, Inland Waterways, Country Life, National Conservation) pour préserver et redistribuer les « ressources naturelles de la nation » (*ibid.* : 384 et chap. XI). Par ailleurs, de nombreuses manœuvres agitent le Parti républicain : Chase S. Osborn, dans un discours à Lansing le 2 janvier 1912, se désolidarise de La Follette ; il propose avec d'autres, comme Frank Knox, le retrait de Taft et de La Follette au profit de Beveridge ou de Roosevelt ; puis, un groupe de gouverneurs se mobilise pour appeler à la candidature de Roosevelt (Warner, 1959).

Roosevelt bénéficie de l'occasion qui se présente à lui de l'émergence d'un courant d'insurgés progressistes à l'intérieur du G. O. P. et de leur remise en cause du leadership de Taft. Ils étaient initialement alignés derrière Robert « Fighting Bob » La Follette. La Follette avait été représentant du Wisconsin au Congrès de 1884 à 1890, puis gouverneur de 1900 à 1905, avant d'être élu sénateur républicain. Dans son autobiographie, La Follette (1913) raconte comment un « groupe progressiste » se rassemble derrière son nom (chap. X), puis fédère les mécontents du Parti, défendant les primaires directes, s'opposant à Taft sur les taxes douanières (le Payne-Aldrich Bills sur les *tariffs*, chap. XI) et réclamant la régulation des chemins de fer (Railroad Rate Bill). Les « insurgés » sont pour beaucoup des sénateurs originaires du Midwest et élus en 1908 : Joseph Little Bristow (Kansas), Moses Clapp (Minnesota), Albert Cummins et Jonathan

Dolliver (Iowa), William E. Borah (Idaho), Albert Beveridge (Indiana), Joseph Dixon (Montana), Coe Crawford (Dakota du Sud) et Jonathan Bourne (Oregon). Ils créent en janvier 1911 la Ligue nationale progressiste républicaine (National Progressive Republican League) (*ibid.* : 494-495; Murphy, 2009). Roosevelt n'adhère pas à la NPRL. Il écrit un article dans *The Outlook*, « Nationalism and Popular Rule » (21 janvier 1911), où il formule sa conception du pouvoir du peuple, à distance du « contrôle par la foule » et du « contrôle par une ploutocratie », et s'efforce d'avoir une position mesurée et raisonnée sur l'initiative et le référendum, au cœur du programme de la NPRL. Roosevelt est courtoisé par la NPRL, quoique La Follette voie en lui un opportuniste, mais pesant lourd dans la balance électorale ; NPRL que Roosevelt ne veut pas rejoindre, pour ne pas rompre ouvertement avec Taft et la Old Guard. La compétition entre La Follette et Roosevelt fait qu'un certain nombre de républicains progressistes tendent à s'aligner derrière l'un ou l'autre. Mais le discours de La Follette à un meeting national de journalistes à Philadelphie est un échec et, le jour suivant, une bonne partie de ses soutiens, sur l'aile progressiste du Parti républicain, se rallient à Roosevelt (Commons, 1934/1963 : 185-186). La Follette ne rebondira qu'à l'élection présidentielle de 1924, créant un nouveau Parti progressiste contre les deux candidats, à sensibilité conservatrice, des Républicains (Calvin Coolidge) et des Démocrates (John W. Davis). Mais nombre de propositions défendues par la Ligue nationale progressiste républicaine – relevant des traditions de réforme du Wisconsin à travers La Follette et de l'Oregon à travers Jonathan Bourne (Murphy, 2009 : 521-528) – se retrouveraient dans le programme du Parti progressiste.

Roosevelt se présente donc aux primaires (du 19 mars au 4 juin 1912) pour la nomination du candidat du Parti républicain à la présidentielle – contre Taft et La Follette³. Roosevelt jouit alors d'une forte assise électorale (Link, 1954). « *My hat is in the ring!* » « L'excitation ordinaire d'une convention nationale était largement amplifiée par l'anticipation générale de l'acmé dramatique de la querelle au vitriol



1912 : Ouvriers du textile pendant la grève de Lawrence de 1912, dite du Pain et des Roses, encerclés par la garde civile du Massachusetts.

entre Taft et Roosevelt » (Catt & Shuler, 1926 : 235 *sq.*). Taft avait déclaré que Roosevelt était « la plus grande menace, depuis longtemps, pour nos institutions » ; Roosevelt présentait Taft comme l'agent des « forces de la réaction et de la malhonnêteté politique ».

Et cette perspective était d'autant plus fascinante que Roosevelt tentait l'exploit sans précédent et apparemment impossible de bloquer une nouvelle nomination d'un homme qu'il avait, pour ainsi dire, lui-même désigné pour la présidence. Chaque lobby [dans les hôtels] au bord du lac [Michigan], bouillonnait de comérages et de chuchotements d'intrigues, alors que les véritables

meneurs du jeu se trouvaient loin de la foule en délire, derrière les portes verrouillées et mystérieuses de suites bien gardées. En marchant à peine vingt mètres, on pouvait entendre autant d'accusations que de contre-accusations de trahison. Et après le coucher du soleil, alors que la foule déferlante, murmurante et hurlante se déversait dans les rues, les fanfares et les processions aux flambeaux rendaient la nuit épouvantable et le sommeil difficile. La facture payée par Munsey et Perkins pour les fanfares des Progressistes devait être énorme – le secrétaire de Perkins m'a confié qu'elle s'élevait à 50 000 dollars, ce qui n'est probablement pas exagéré. (Pinchot, 1958 : 159)



Teddy Roosevelt chevauchant un orignal mâle (*bull moose*).



Teddy Roosevelt chevauchant un orignal mâle (*bull moose*) – cette photo est un montage qui provient du *New York Tribune* (8 septembre 1912), où elle était publiée entre les photos de Taft juché sur un éléphant et de Wilson monté sur un âne.

Roosevelt remporte au bout du compte neuf États sur dix-neuf, soit 278 délégués (contre 48 à Taft et 36 à La Follette). Mais s'il gagne largement la bataille populaire⁴, il perd celle des délégués, désignés par l'*establishment* du Parti républicain : Taft rallie au bout du compte sur son nom les deux tiers des délégués républicains. Roosevelt fait alors sécession et fonde le Parti progressiste – qui se veut une nouvelle organisation, opposée au vieux système des partis. Sa stratégie est d'emmener avec lui les franges les plus progressistes du G. O. P., par exemple Joseph M. Dixon, sénateur du Montana, figure du mouvement progressiste. La candidature politique de Roosevelt surfe sur les vagues de la protestation publique : le Bull Moose Party – du nom de l'élan adopté pour effigie, contre la mascotte des Républicains, l'éléphant, et l'âne des Démocrates – espère capter l'énergie collective des multiples mouvements sociaux qui agitent le pays.

Woodrow Wilson (secondé par Thomas Marshall) est le candidat du Parti démocrate, Eugene V. Debs (secondé par Emil Seidel) celui du Parti socialiste. Les agendas du « Nouveau Nationalisme (*New Nationalism*) » de Roosevelt (un slogan soufflé par Herbert Croly) et de la « Nouvelle Liberté (*New Freedom*) » de Wilson (un programme dont Louis Brandeis était l'un des architectes) rivalisent pour rassembler les militants de base du « mouvement progressiste » (Addams, 1912b : 10). Déjà, deux ans plus tôt, en avril 1910, le magazine *The Outlook* avait pressenti la rupture à venir au sein du mouvement progressiste et mis en scène l'opposition entre la couleur plus jeffersonienne des positions de Wilson, alors président de Princeton, bientôt gouverneur du New Jersey, et le caractère davantage hamiltonien du credo de Croly, dans *Promise of American Life* (1909). À vrai dire, Croly recherchait une synthèse entre démocratie forte à la Jefferson et gouvernement fort à la Hamilton, d'un côté, « le principe de liberté individuelle sous la protection du gouvernement » et la bataille contre les puissances économiques ou politiques qui pourraient étouffer la démocratie locale, de l'autre, « le principe d'action coopérative pour le bien-être commun », le besoin d'un leadership énergique et charismatique et d'une bureaucratie qui régule, sans les démanteler, les grands trusts. Son livre sera une source d'inspiration directe pour Roosevelt. En avril 1912, Walter Weyl, autrefois résident de l'University Settlement à New York, fait paraître *The New Democracy*, où il mène une critique en règle de la ploutocratie et dessine les grandes lignes d'un programme économique, social et politique pour la démocratie. Il rejoint le Comité national du Parti progressiste dont il sera un membre actif. Un troisième personnage s'engage aux côtés de Roosevelt, avec qui il partage cette sorte de confiance dans les entrepreneurs et les experts. Walter Lippmann avait créé en 1908 le Club socialiste de Harvard alors qu'il était étudiant de James (Forcey, 1961 : 96-97) et de Santayana – un point qu'il avait en commun avec Croly, entré à Harvard en 1886, où il avait troqué la « religion de l'humanité » de son comtien de père pour un expérimentalisme à la James, tout en suivant les cours de Santayana et de Royce, et ce avant de goûter, plus



Les partisans de Theodore Roosevelt quittent la Convention nationale du Parti républicain et vont créer le Bull Moose Party, le 22 juin 1912.



Theodore Roosevelt s'adresse aux 10 000 participants à la Convention nationale du Parti progressiste, Coliseum de Chicago, le 6 août 1912.

tard, au pragmatisme de Dewey (*ibid*: 19-20). Nourri du fabianisme des Webb, de G. B. Shaw et H. G. Wells (dont il se défait dans *A Preface to Politics* en 1912), séduit par-dessus tout par le « nouveau libéralisme » de Graham Wallas, assistant de Lincoln Steffens qui lui apprend le métier de journaliste, en même temps qu'à John Reed (Shapiro, 1971), Lippmann rejoint Roosevelt en 1912.

Le même trio Croly-Weyl-Lippmann, engagé dans les rangs du Parti progressiste, créera *The New Republic* le 7 novembre 1914, lequel sera, dans ses premières livraisons, ouvertement rooseveltien. Les trois sont reçus par Roosevelt dans la salle des trophées de sa maison à Oyster Bay, sur Long Island. La lune de miel sera de courte durée, et la rupture se produira dès le mois suivant, après que Roosevelt aura attaqué violemment la politique de Wilson au Mexique. Mais *The New Republic*, où Dewey publiera des dizaines d'articles, perpétuera pendant quelques années encore l'esprit du mouvement progressiste.

NOTES

1 «Roosevelt a choisi de prononcer son discours sur le “nouveau nationalisme” le 31 août 1910 à Osawatomie, Kansas, le site où John Brown et des abolitionnistes radicaux ont combattu une force pro-esclavagiste beaucoup plus importante en 1856, afin de signifier son intention de prendre le commandement des forces de contestation, croissantes dans le pays» (Milkis & Tichenor, 2019 : 77). Il se pose comme le leader d’une coalition de mouvements civiques, à même de réaliser leurs revendications une fois parvenu à la Maison Blanche. Un siècle plus tard, le 6 décembre 2011, Obama reviendra à Osawatomie pour y faire un discours important sur l’économie.

2 Wilson n’avait pas au départ de stratégie précise sur la question. C’est Louis Brandeis, qui précédemment avait soutenu La Follette (avec qui il avait élaboré un paquet de lois anti-trusts qui n’avaient pas été votées par le Congrès) au sein du Parti républicain, qui va le rencontrer à sa maison de Sea Girt et élaborer avec lui une ligne de démarcation du Parti démocrate de ses adversaires républicains et progressistes.

«La concurrence peut et doit être maintenue dans toutes les branches de l’industrie privée; la concurrence peut et doit être rétablie dans les branches de l’industrie où elle a été supprimée par les trusts; et, si à l’avenir le monopole devait paraître souhaitable dans une branche quelconque de l’industrie, ce monopole devrait être public» (Milkis, 2009 : 205). George W. Perkins, dénoncé par Wilson, était contesté au sein même du Parti progressiste, mais il en était l’un des principaux donateurs.

3 Un grand nombre de documents sur le Parti progressiste sont accessibles au Theodore Roosevelt Center, à la Division des manuscrits de la Library of Congress, en particulier les minutes de la première Convention nationale : <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o284845>.

4 Le score final est de 36 délégués pour La Follette (336 373 voix), 466 pour Roosevelt (1 183 238 voix) et 566 délégués pour Wilson (avec 791 425 voix – soit près de 400 000 de moins que Roosevelt).

CHAPITRE 4

L'ATTITUDE DES PRAGMATISTES FACE À L'ÉLECTION DE 1912

Quelle est alors l'attitude des auteurs que l'on perçoit aujourd'hui comme relevant de la galaxie pragmatiste ? Ceux-ci sont partagés entre différents candidats. Leurs prises de position autour de l'élection de 1912 sont variées – et elles changeront au cours du temps. Les pragmatistes sont assez « pragmatiques » en politique. Tout en restant fidèles à leur propre ligne personnelle, ils peuvent aussi infléchir leur choix en fonction des circonstances.

Dewey fait ainsi partie, en 1912, des partisans d'Eugene V. Debs (socialiste) (Dewey, 1948 : LW.15.242 ; Westbrook, 1991 : 194). Il n'a alors que peu d'intérêt pour le réformisme tempéré de Wilson et ne se retrouve ni dans les mesures économiques ni dans les hésitations raciales de Wilson ou de Roosevelt¹. On sait qu'il est à l'époque impliqué dans un grand nombre d'associations. Pédagogiques, d'abord. Dewey était après tout le fils de Lucina, membre de la Première Église Congrégationnelle de Burlington où, soucieuse de créer un environnement moral approprié pour les enfants, elle s'occupait de l'Adams Mission House (Martin, 2002 : 163). Au sommet de la vague progressiste, Dewey, Charlotte Perkins Gilman et quelques autres lancent un appel en février 1913 « pour ces enseignants qui pensent que quelque chose de constructif peut être fait par les enseignants eux-mêmes » (*ibid.* : 246). Peu de temps après, avec Arthur O. Lovejoy, ils projettent la création d'une association nationale de professeurs d'université, l'American Association of University Professors (AAUP), qui sera fondée le 31 décembre 1915. Et puis Dewey participe à la fondation de

la NAACP, dès le premier meeting du 30 mai et du 1^{er} juin 1909 au Palais des congrès des United Charities, à New York. Alice Dewey, plus radicale, encore, applique à la lettre le mot d'ordre de « Whites and Blacks Confer as Equals » et met sur pied des réunions de femmes noires à leur domicile, pour les sensibiliser à la NAACP comme à la cause du suffrage. Le propriétaire de l'immeuble interdit de telles réunions et la NAACP organise un meeting de masse pour protester contre cette violation des droits des citoyens (*ibid.* : 248). John et Alice se battent aussi, à l'époque, pour le suffrage des femmes. Il donne, par exemple, le 8 août 1912, une conférence à Columbia où il appelle à leur droit de vote, « point suprême et sceau de la pleine citoyenneté, signe extérieur et visible de la grâce intérieure et spirituelle qu'est la liberté », rapporte George Dykhuizen (1973 : 150). Dykhuizen, encore, raconte une anecdote de Dewey défilant avec les suffragistes sur la 5^e Avenue, probablement lors de la manifestation du 4 mai 1912, entre Washington Square et Carnegie Hall. En compagnie de Vladimir Simkhovitch et Max Eastman, il brandit, par mégarde, une banderole sur laquelle est inscrit : « *Men can vote! Why Can't I?* » – s'attirant les quolibets de « *Henpecked! (mari soumis)!* »

Mais la plupart de ses publications sont consacrées à cette époque à des questions de philosophie et d'éducation. Dans un article ultérieur sur la place des « partis mineurs » dans la politique américaine (Dewey, 1932a), à une époque où il s'interroge lui-même sur la possibilité d'un tiers-parti (1932b), étant à l'origine du People's Lobby, fondé en 1928 (Lee, 2015), Dewey passe en revue une série d'entre eux (Mugwumps, Greenbackers, Grangers, Free Silver, Populistes, enfin Progressistes de 1912 et 1924). Il décrit la trajectoire de Debs² et du Parti socialiste, jusqu'à la déchirure pendant la Guerre entre pacifistes et bellicistes et à la révolution bolchevique qui achève de le faire exploser. Dewey, malgré ses sympathies pour les milieux radicaux à New York, se tiendra toujours à distance du nouveau Parti communiste des États-Unis et se battra même contre un tiers-parti, le Parti progressiste de Henry Wallace, trop complaisant à l'égard du bloc

soviétique (Dewey, 1948). Dans cet article sur les « partis mineurs », il donne quelques précisions sur

la révolte progressiste ou « Bull Moose » de 1912 [qui] était la contrepartie, au sein du Parti républicain, du regroupement populiste au sein du Parti démocrate. Des éléments personnels sont entrés en ligne de compte, mais la popularité de Theodore Roosevelt était intrinsèquement liée à la conviction qu'il accorderait un traitement plus équitable à la masse de la population défavorisée. La demande de « justice sociale » était criante dans tout le pays. À ce moment, il semblait que les électeurs du pays pourraient se redistribuer entre un parti libéral d'une part et un parti conservateur d'autre part. En fait, rien de tel ne s'est produit dans l'immédiat, si ce n'est l'élection de Wilson et du ticket démocrate. (Dewey, 1932a : LW.6.234)

En 1912, Dewey a donc voté pour Debs. En 1916, il vote pourtant utile pour Wilson (démocrate), dont il a apprécié quelques éléments de politique, au bout du compte proches de ceux du Parti progressiste ; mais à l'échelle locale, son suffrage se porte sur Charles E. Hughes (républicain) pour le poste de gouverneur de l'État de New York (Dewey, 1916a). Dewey soutient par la suite le discours de Wilson du 2 avril 1917 devant le Congrès sur la guerre comme voie vers la démocratie, les droits humains et la paix internationale. « *The world must be made safe for democracy* » : c'est ainsi que Wilson justifie l'entrée en guerre contre l'Allemagne. L'idée d'une « association de gouvernements » qui coopère pour mettre la guerre hors-la-loi (*outlawry of war*), selon l'expression de son ami Salmon O. Levinson, et pour insuffler un peu de morale dans la conduite des États lui paraît bonne (Dewey, « Moral and the Conduct of States », 23 mars 1918, commentaire de « The Legal Status of War » de Levinson, paru le 9 mars dans *The New Republic*). Sa position (Dewey, 1917) conduit à sa rupture mesurée avec Addams (1917) et violente avec Randolph Bourne (1917). Dans tous les cas, quelles que soient les positions prises par les uns

ou les autres, tous sont confrontés à une immense impuissance face à des enchaînements de processus qui conduisent à une catastrophe mondiale et qui échappent aux intentions individuelles comme aux volontés collectives. La Guerre fait apparaître les limites d'une raison publique qui mise sur le bon sens et la bienveillance, qui imagine que la bonne statistique ou le bon raisonnement vont convaincre les gouvernants et qui croit être à même de maîtriser son milieu d'expérience et d'action. La Guerre est un accélérateur de croissance de l'État fédéral et rend caduques bien des façons de s'engager qui prévalaient dans le mouvement progressiste. Elle impose de changer de grandeur d'échelle et enseigne que rechercher le mieux peut signifier éviter le pire. La Guerre fait événement, elle transforme les cadres de vie et altère les champs d'expérience, les imaginaires, les habitudes et les croyances – tout comme les révolutions en Europe vont être un cataclysme pour les anciennes organisations anarchistes et socialistes. Dewey sera déçu après-guerre par le destin réservé aux minorités en Europe par le Traité de Versailles (par exemple, les Juifs en Roumanie), par la fausse égalité économique prônée entre les nations (aboutissant à de nouvelles emprises des plus puissantes sur les plus faibles), et par le rejet par la Société des nations du principe de l'égalité raciale (proposé par le Japon pour conforter sa position dans l'ordre international³). Il sera surtout révolté par ce qu'il appelle « le crime honteux » des États-Unis qui, après avoir œuvré à cette nouvelle coopération internationale, ont refusé de s'y joindre – alors même que Wilson recevait le Nobel de la Paix (Dewey, 1923).

Le Dewey d'après-guerre est très engagé dans la vie publique. En 1921, il rejoint la Ligue pour la démocratie industrielle (League for Industrial Democracy – reprise de l'Intercollegiate Socialist Society). Il se bat activement contre les paniques anti-communistes (*red scares*), en particulier les raids menés à la demande du Procureur général des États-Unis, A. Mitchell Palmer, en novembre 1919 et janvier 1920 contre les militants anarchistes et communistes. C'est pendant cette période de forte agitation, de multiplication des grèves

et des émeutes raciales, qui connaît deux attentats à la bombe, que Sacco et Vanzetti sont condamnés à mort de 14 juillet 1921. L'Union pour la défense des libertés civiles (American Civil Liberties Union⁴) est créée en janvier 1920. On y retrouve Jane Addams et John Dewey, mais aussi Roger Baldwin, Crystal Eastman, Felix Frankfurter, Helen Keller, Jeannette Rankin. En 1924, Dewey soutient activement La Follette⁵, qui fait renaître le Parti progressiste de ses cendres, avec un électorat moins urbain et moins élitiste qu'en 1912, héritier des mouvements agraire et populiste, dont le centre de gravité est dans le Midwest, tout en mordant sur le Montana, le Nevada et jusqu'au Nord de la Californie (McKay, 1947). Signe de son engagement, Dewey est le principal orateur à un meeting de soutien à La Follette auprès des étudiants de New York en octobre 1924⁶. Après l'échec et la mort de La Follette, Dewey s'engagera à partir de 1928 dans la Ligue pour une action politique indépendante (League for Independent Political Action)⁷, dont il sera le vice-président, en faveur d'un tiers parti progressiste (Brown, 1968) et en parallèle il présidera le People's Lobby, une organisation radicale (Lee, 2015). En 1928, quoiqu'il se sente proche du candidat socialiste, Norman Thomas, il vote pour Al Smith. Une bonne partie de son énergie politique passera dans la tentative de fédérer les énergies pour faire pression par la gauche sur Franklin D. Roosevelt et le pousser à aller plus loin dans ses mesures du New Deal. Dewey votera pour Norman Thomas en 1932 et 1936, tout comme, en 1912, il donne son suffrage à Debs et en 1924 à La Follette.

À Chicago, Mead, quant à lui, sort en 1912 de la tentative de conciliation menée avec Tufts entre patronat et syndicat, lors de la grève des industries du vêtement de Hart, Shaffner & Marx (Mead, Ickes & Tucker, 1915). Cette grève générale de 40 000 travailleurs dure 14 semaines en 1910-11 et conduit à la création en 1914 de l'Amalgamated Clothing Workers in America (ACWA, 1922), dans le secteur de la confection masculine, redoublé par l'International Ladies' Garment Workers' Union (ILGWU). Elle est restée dans les mémoires pour avoir donné lieu à une négociation entre Clarence Darrow pour les employés

et Carl Meyer pour les employeurs, puis pour s'être conclue par la fondation et la pérennisation d'un Bureau des plaintes et d'un Conseil d'arbitrage dans l'entreprise (Carsel, 1940). Cette grève est contemporaine de multiples conflits du travail qui témoignent de la période d'agitation sociale dans laquelle la campagne électorale de 1912 a pris place. On en trouve une trace dans le témoignage d'Ellen G. Starr (2003: 119-124) sur la grève du restaurant Henrici's, 67-71 Randolph Street à Chicago. Cette mobilisation en plein Loop porte sur les conditions de travail dans la boulangerie en sous-sol, sur les 10 heures par jour, 6 jours par semaine et sur les échelles de salaires, avec un sommet en février 1914 quand, à l'initiative du syndicat des serveuses (Waitresses' Union), trente-cinq grands restaurants du Loop ferment.

Mead est très impliqué, avec Helen Mead, dans la Ligue pour l'égalité politique de Chicago (Chicago Political Equality League), qui se bat pour obtenir le droit de vote des femmes. C'est aussi en 1912 qu'il est élu président du Chicago City Club, qui compte environ 2400 membres, où il co-dirige des rapports sur l'enseignement professionnel (Mead, Wreidt & Bogan, 1912; Mead & Goode, 1912), alors que cette controverse est au plus haut. Il plaide pour la « participation des représentants du travail » au City Club, qui reste un club exclusif, plutôt fermé d'un point de vue statutaire, très centré sur le monde des affaires: alors que cette organisation s'occupe d'urbanisme, de transports, de santé et logement, elle ne donne pas, selon Mead, suffisamment la parole aux principaux intéressés que sont les usagers. Mead est par ailleurs un défenseur des « bureaux de recherche sociale (*bureaus of social research*) », qui sont en plein développement. Son ami, Charles E. Merriam, du département de science politique de l'Université de Chicago, créera le Bureau de l'efficacité publique (*public efficiency*) en 1916, qui conseille les organismes publics de la ville. En parallèle, Mead coorganise, avec Charles R. Henderson et William I. Thomas, un Bureau d'information sociale et civique en 1915, confié à une de leurs étudiantes, Ruth Newberry.



Grève de travailleurs du vêtement (Alfred Benjamin & Co) devant le magasin d'alcools Steinhardt Bros à New York City – avec revendications en anglais, italien et yiddish.



Groupe de femmes travaillant dans la confection et participant à une grève, janvier 1910.



Travailleuses du vêtement défilant le
1^{er} mai 1916 (May Day) à New York.

Telle est la posture de Mead, très investi dans la vie civique de Chicago, mais sans plonger dans le grand bain politique, à la différence de Merriam. Mead est par ailleurs nommé en 1911 directeur du Comité des recherches et des publications (Committee on Studies and Publications) de l'University of Chicago Settlement. Il supervise à ce titre les enquêtes dans le quartier des abattoirs et des conserveries de viande, les Stockyards de Chicago, dont celles d'Ernest L. Talbert (*Opportunities in School and Industry for Children of the Stockyards District*, 1912 – version annotée dans les archives Mead, SCRC, B16 F12) et de Louise Montgomery (*The American Girl in the Stockyards District*, 1913). Il est intéressant de noter que Mead privilégie le type d'associations que sont les clubs, les *settlements*, certains syndicats, mais qu'il dit se méfier des « partis politiques » qui « au lieu de rassembler les intérêts communs à tous, en représentent seulement des parties particulières » et qui « en réalité érigent des barrières entre ceux dont les intérêts sont communs » (Mead, 1912). En 1912, on ne sait pas précisément pour qui il vote aux élections présidentielles. On sait que « Mead a aidé la délégation du territoire de Hawaï à la Convention nationale du Parti républicain. Cette délégation hawaïenne (dont le gouverneur territorial était Walter F. Frear) était favorable à William Howard Taft. On ignore cependant si Mead a voté pour Taft ou pour Roosevelt »⁸. Par ailleurs, « on dispose de peu de preuves de la participation de Mead aux élections nationales, alors qu'il était actif dans les élections locales ». Mead est assez représentatif de la période d'avant-guerre, quand la vie économique, sociale et politique reste encore enracinée dans des terroirs locaux, et que le centre de gravité des affaires publiques n'a pas encore basculé du côté de l'État fédéral à Washington. Mead, qui était l'un des leaders de la réforme à Chicago, « a soutenu les campagnes de Charles E. Merriam pour le poste d'*alderman* [de la 7^e circonscription, qu'il occupe en 1909-11 et 1913-17], et il s'est fortement opposé à la corruption des maires Carter Harrison Jr et William H. "Big Bill" Thompson » (Huebner, comm. pers.). Il a sans doute voté pour Merriam (160 672 voix) comme candidat républicain à l'élection municipale de 1911, que

celui-ci perd d'un fil, le 4 avril, contre Carter Harrison Jr (177 997 voix). William Rodriguez, socialiste, obtient quant à lui 24 825 voix. Merriam rejoint Roosevelt en 1912. Il est le co-fondateur, avec Harold Ickes, de l'Illinois Progressive Party qui soutenait initialement La Follette au sein du Parti républicain, avant de rejoindre le ticket du Bull Moose en 1912. Merriam prend part à des meetings de campagne du Parti progressiste.

Plus tard, en 1919, Mead écrira favorablement sur ce moment politique et sur la plateforme progressiste qui en était issue, parce qu'elle comprenait une reconnaissance du « travail social ». Mais son sentiment restait que Roosevelt écrasait le Parti progressiste de sa stature et de sa personnalité, ce qui rendait impossible pour les électeurs de reconnaître les véritables problèmes que le parti défendait. On peut par contre, avec une relative certitude, penser que Mead vote pour Wilson en 1916, comme beaucoup de militants qui se rallient à lui une fois que le Parti progressiste connaît la débandade. Il écrit alors à Irene Tufts Mead : « C'est une bonne chose qu'il y ait probablement une majorité populaire pour Wilson et qu'il obtienne la majorité au Collège électoral, même si j'aurais souhaité qu'elle fût plus importante, c'est-à-dire que je souhaite que le pays bascule davantage en direction du progressisme... » (SCRC, Mead Papers, 12 novembre 1916, B2F8). Plusieurs de ses remarques de cette période semblent aller dans ce sens.

Dernière figure : Mary P. Follett à Boston. Follett connaissait Roosevelt et Wilson, du temps où elle avait publié sa thèse sur le rôle du « *Speaker* » à la Chambre des représentants (Follett, 1896). Roosevelt en avait écrit une recension positive, usant de cette tribune pour mener une critique indirecte du livre de Wilson, *Congressional Government* (1885), que Follett elle-même avait commenté (Tonn, 2003 : 87-93). Follett n'avait pas d'appétit particulier pour la vie des partis. Ne disposant de toute façon pas du droit de vote, elle s'était plutôt investie dans le mouvement, local et national, des centres sociaux qui ne cessait

de gagner en amplitude et atteint un pic au début des années 1910. Elle s'est sans doute sentie plus proche de Wilson que de Roosevelt en 1912 : les attaques du programme « New Freedom » (conçu par son ami et voisin Louis Brandeis) contre la concentration d'une bonne part de l'économie entre les mains du *big business*, la critique d'une « notion erronée de liberté individuelle » et l'intérêt manifesté par Wilson pour l'expérience des centres sociaux (Wilson, 1911), ont probablement fait pencher la balance de son côté (Tonn, 2003 : 237-238). Follett est à cette époque très engagée dans la création de bureaux de conseil et de placement qui organisent la recherche d'emploi, régulent le marché du travail et suivent les dossiers des garçons sortis des écoles ou des cours du soir (Follett, 1912 ; et Rogers, 1912). En parallèle, elle est l'une des principales instigatrices des centres sociaux dans les bâtiments des écoles publiques, un mouvement dont l'objectif est d'élargir le sens de la « bonne citoyenneté », entendue non pas comme obéissance et soumission aux partis politiques et aux institutions publiques, mais comme participation à un « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Les centres sociaux enrichissent les « capacités civiques » (Ward, 1912 et 1913), fonctionnent comme des organes de discussion publique et d'éducation pour adultes et leur offrent toute une gamme de conférences, de loisirs et de divertissements qui leur permettent de se réaliser comme personnes, dès l'enfance. En 1912, ils constituent un puissant mouvement national qui contribue à la vague progressiste.

Plus tard, la mobilisation générale des centres sociaux par la Food Administration pendant la Guerre, alors que Follett est devenue l'une des leaders nationales de l'Association nationale des centres communautaires (National Community Centers Association – NCCA), n'a pu que renforcer son penchant pour le gouvernement de Wilson (Tonn, 2003 : 256 *sq.*). L'économie de nourriture devient alors un domaine de pédagogie populaire et de mobilisation collective. Les *social settlements* comme les centres communautaires travaillent à l'organisation de l'information et de l'éducation des familles dans les quartiers,

non seulement pour les programmes de nutrition ou d'austérité de la consommation, mais aussi pour l'aide aux soldats, la vente d'emprunts de la Victoire (Liberty Loan drives), le soutien de la Croix Rouge ou la campagne d'américanisation (Betten & Austin, 1990 : 86). « Que nous puissions aider Hoover est évident », écrit Follett à Ella Cabot, à propos de Herbert Hoover, le « *food czar* », à la tête de l'U.S. Food Administration du 21 août 1917 au 16 novembre 1918 (Nash, 1996). « Que Hoover puisse nous soutenir, par la conservation des aliments, devient maintenant évident pour moi, bien que j'aie hésité au début, mais tout cela nous aidera à enseigner aux membres des Centres ce que signifient vraiment, dans leurs propres vies, la vie civique et la responsabilité civique et la vie nationale et la responsabilité nationale » (Betten & Austin, 1990 : 258). Le rapport de Follett aux partis était clairement de circonstance, alors que sa conception de la démocratie était infiniment plus radicale et qu'elle menait une critique en règle des machines politiques (Follett, 1918). Une fois la guerre finie, l'administration de Wilson cessera de soutenir le programme de reconstruction démocratique et le NCCA, privé de moyens, imaginera même s'auto-dissoudre et s'affilier aux associations d'éducateurs ou de travailleurs sociaux (Tonn, 2003: 311-313). Follett s'en détournera, désillusionnée après les espoirs que, paradoxalement, la guerre avait fait naître.

Ces trois figures du pragmatisme – Dewey, Mead, Follett –, vivant dans trois villes différentes, font chacune des choix politiques différents. Le cas de Jane Addams et, nous le verrons plus loin, celui de W. E. B. Du Bois sont plus compliqués encore.

NOTES

1 Dewey dresse un tableau plutôt sympathique de Roosevelt après sa mort, tout en en faisant le représentant d'un temps dépassé (« Theodore Roosevelt », *Dial*, 1919, 66: 115-117, repris dans MW.11.143-150). Il parle de son personnage public, un « double public, immense », « le symbole de la débauche fiévreuse et gigantesque d'énergie qui a suivi la Guerre de Sécession », l'incarnation de « l'Homme d'Action », qui avait une vue tranchée du bien et du mal. « Il a fait du problème du redressement économique un problème de grief contre l'injustice », un « combat entre les forces du Seigneur et celles du Diable ». « Il a revêtu la cause du réformateur, du glamour de la virilité et de la vitalité – et de tous ces autres termes d'énergie romantique qui viennent aux lèvres quand on parle de Roosevelt » (MW.11.147). Dewey rajoute alors une critique du moralisme qui a caractérisé une bonne part du mouvement progressiste. « Les hommes commencent à se rendre compte que nos graves problèmes économiques ne sont pas simples, mais compliqués. Ils ont à voir avec des conditions et des institutions profondément enracinées, et ne se limitent pas à des différences entre malfaiteurs de grande richesse et bienfaiteurs de grande vertu. Et dans la plupart des cas, même les combats les plus rudes de Roosevelt ont été menés sur les symptômes plutôt que sur les causes. L'époque de "Onward,

Christian Soldiers » s'est close avec la campagne progressiste dans laquelle elle s'est consumée. Nous sommes entrés dans une nouvelle époque où les anciens slogans idéalistes de la vie droite et laborieuse sont devenus curieusement étrangers aux problèmes de la démocratie industrielle dans les fermes et les ateliers. La "chance" de Roosevelt ne l'a pas abandonné. Il a été sauvé pour toujours de tout danger de devenir la figure de proue et le chef des réactionnaires. » (MW.11.149). Si l'on parcourt la *Correspondence* de Dewey, il commente très peu la politique de Roosevelt. Il écrit à John T. McManis, qui prépare son livre sur *Ella Flagg Young* (1916), que « la connaissance des questions d'éducation par Mme Young aurait pour seul équivalent la connaissance de la politique par Roosevelt. Et je serais enclin à penser que la première est la plus réflexive des deux » (#07478, 1915). Il réapparaît dans un commentaire sur les « convictions sincères » et les « jalousies personnelles », le « tempérament » de Roosevelt et ses « admirateurs tentés de le suivre aveuglément » (#02725, 9 déc. 1918: lettre à S. O. Levinson). Au même, il écrit que (#02728, 21 déc. 1918): « Il est probable que les facteurs les plus impérialistes dicteront le règlement de la paix, avec l'aide efficace de Knox, Lodge, Roosevelt et quelques autres dans ce pays, et ce même si l'on lui donne l'apparence d'un prétendu

règlement démocratique selon les lignes wilsoniennes. Pour ma part, pour autant qu'il sera impérialiste, plus il sera franc, mieux ce sera, afin de tracer les lignes et les problèmes du futur.»

2 Dans «The Place of Minor Parties in the American Scene and Their Relation to the Present Situation», Dewey (1932a) fournit un certain nombre d'indications sur les tiers-partis. «Le Parti travailliste socialiste (Socialist Labor Party) a été formé en 1876, principalement grâce à l'influence des éléments les plus éduqués parmi les travailleurs immigrés allemands. Un certain nombre d'alliances ont été conclues entre ce parti et la partie la plus radicale des organisations ouvrières et agricoles. Une aile de ce parti était en conflit permanent avec les syndicats en raison de leur refus de faire de la politique. Le résultat en fut la formation de l'actuel Parti socialiste (Socialist Party) avec Eugene Debs à sa tête et Victor Berger et Morris Hillquit [Moishe Hillkowitz] comme principaux leaders. Ce parti a tenu sa première Convention nationale en 1900. De 1910 à 1912, il a remporté de nombreuses victoires. Dans une quinzaine de villes, les socialistes ont obtenu environ un cinquième du total des voix. Lors de l'élection nationale de 1912, Debs emporte près d'un million de voix pour la présidence. La Guerre mondiale donne un coup de frein à ce parti en pleine expansion, en raison de la division entre ceux qui s'opposent à la guerre et ceux

qui souhaitent une défaite décisive de l'Allemagne. La persécution systématique qui a suivi la guerre, caractérisée par l'emprisonnement de Debs et la suppression des journaux et des assemblées publiques, a eu un effet destructeur encore plus puissant. Le succès de la révolution bolchevique en Russie a fini de diviser le parti, son aile la plus radicale devenant le Parti communiste.» (LW.6.235).

3 Un principe d'égalité raciale qui, au prix d'un malentendu sur sa signification du point de vue des Japonais et sur sa portée au sein de la Société des nations, enthousiasme les Africains-Américains. Du Bois avait dès le début de la guerre supputé les chances offertes par ce conflit mondial pour l'avancement de l'égalité raciale: «Étant donné que les Africains noirs, les Indiens bruns et les Japonais jaunes (*sic*) se battent pour la France et l'Angleterre, il serait possible qu'ils sortent de ce désordre sanglant avec une nouvelle idée de l'égalité essentielle des hommes.» (Du Bois, «The World War and the Color Line», 1914). À noter que Du Bois prend pour allant de soi une nomenclature de couleurs – blancs, bruns, jaunes, noirs – commune à l'époque.

4 L'American Civil Liberties Union, fondée le 19 janvier 1920, succède à l'Union américaine contre le militarisme (American Union Against Militarism) créée en 1916 (et plus tôt encore, au Comité anti-préparation,

et au Comité contre le militarisme). Elle publie un rapport contre les raids de Palmer (Palmer Raids): *To the American People: Report Upon the Illegal Practices of the United States Department of Justice* (New York, ACLU, 1920, dont l'auteur est la National Popular Government League), où l'on retrouve parmi les signatures celles de Felix Frankfurter, Ernst Freund ou Roscoe Pound. C'est au temps de Palmer, pendant la première Red Scare, que William J. Flynn, directeur du Bureau of Investigation a nommé, le 1^{er} août 1919, J. Edgar Hoover à la tête d'un bureau d'enquête du département de la Justice, la General Intelligence Division.

5 «Dewey aids La Follette», *New York Times*, 23 octobre 1924 (MW.15.317), compte-rendu de sa conférence, parle du « retour à la réalité de la politique américaine. Le sénateur La Follette est la figure la plus remarquable de la vie publique américaine qui applique une méthode rigoureusement scientifique aux problèmes publics. Il ne passe jamais à l'étape suivante d'un problème avant de s'être rendu maître de la situation. Il va au fond des choses et rassemble tous les faits. Il n'entre jamais en action sans disposer de toutes les informations et les statistiques qu'il peut obtenir. C'est ce qui rend ses propositions réalistes et sensées. »

6 « En substance, la candidature de La Follette en 1924 peut être classée avec le progressisme de 1912 comme constituant le cinquième mouvement de levée d'un parti mineur. Le fait que La Follette, sans pratiquement aucune organisation préliminaire et avec des fonds de campagne dérisoires par rapport aux anciens partis, ait obtenu près de cinq millions de voix est la preuve qu'il existe un vaste électorat qui attend un parti dont les vues économiques sont supposées être dans l'intérêt des masses plutôt que des anciens partis. Mais les événements ultérieurs ont montré que le temps n'était pas venu pour l'organisation permanente d'un tel parti. » (LW.6.234-5).

7 Voir le plaidoyer de Dewey pour une forme de « planification sociale » dans « Social Science and Social Control » (*The New Republic*, 67, 29 juillet 1931: 276-7, repris dans LW.6.64-9).

8 Je remercie Dan Huebner (communication personnelle du 3 avril 2021) qui m'a transmis ces informations sur la participation de Mead à la délégation hawaïenne du Parti républicain et confirmé que l'on dispose de peu d'informations sur les positions de Mead en relation aux élections nationales, alors que son implication dans la politique locale de Chicago est relativement bien documentée.

CHAPITRE 5

EMPOWERMENT : LA CAPACITÉ POLITIQUE DES FEMMES

Un enjeu majeur de l'élection de 1912 va être le droit de vote des femmes. Cette bataille des femmes pour le droit de vote est allée de pair avec une bataille bien plus large contre le déni et pour la reconnaissance de leurs droits personnels, civils et politiques. Dans beaucoup d'États, les femmes ne peuvent pas louer de salles et organiser des réunions. Elles sont exclues des partis politiques et des conseils d'administration des grandes entreprises. Elles n'ont pas le droit de participer à des jurys populaires. De façon plus élémentaire, quand on sait le lien entre propriété et citoyenneté (Shanley, 1986 ; Tilly, 1997), elles ne peuvent disposer de leurs économies et ouvrir des commerces ou mener leurs affaires en nom propre. Quand le droit de propriété (*ownership*) leur est accordé, celui du contrôle de leur propriété leur est nié. Il faudrait examiner (Beard, 1946 : 105-113)¹, État par État, le régime de la dot, de la succession *ab intestat* et de la séparation équitable du patrimoine en cas de divorce, le droit de disposer de ses revenus (*control over earnings*) et celui d'avoir une autorisation de commercer (*trade license*). Mais dans la plupart des cas, leurs pères, puis leurs maris prennent les décisions ultimes concernant leurs biens et sont leurs représentants légaux. Elles ne peuvent signer de contrat, ne peuvent intenter de procès devant les tribunaux. Elles ne peuvent pas exercer comme avocates : l'arrêt de la Cour Suprême des États-Unis, *Bradwell v. State of Illinois*, 83 U.S. 130 (1873), bloque ainsi leur admission au barreau et confirme la constitutionnalité du refus de l'Illinois de leur accorder le « droit de pratiquer le droit » (lequel est exclu des *privileges and immunities* garantis par le 14^e Amendement). Et ce n'est

qu'en 1890 que la Cour Suprême de l'Illinois admet Myra Bradwell, l'éditrice des *Chicago Legal News: A Journal of Legal Intelligence*, au barreau, reconnaissant son statut de façon rétroactive à la date de sa demande initiale en 1869!

Contraception et avortement sont interdits. Les produits contraceptifs et abortifs sont ainsi déclarés par la Loi Comstock, votée par le Congrès fédéral le 3 mars 1873, comme faisant partie de la « littérature obscène et autres articles d'usage immoral », interdits de circulation (au même titre que les *sex toys*) par la poste fédérale. Il faudra attendre le procès de Margaret Sanger, dont le livre *Family Limitation* (1914) avait été interdit, inculpée pour avoir ouvert en 1916 sa « clinique de contrôle des naissances », pour qu'en appel, en 1918, les contraceptifs soient autorisés légalement « pour la guérison et la prévention des maladies ». Mais la bataille contre les *back alley abortions* et pour le Planning familial continue. Les femmes sont toujours privées d'autorité parentale en cas de divorce – quand le droit de divorce n'est pas aboli comme en Caroline du Sud. Roosevelt se bat en 1906 contre les « scandales et abus » dus à une législation trop laxiste en la matière – en 1912, le taux de divorce atteint un pour mille. Les femmes peuvent perdre leur citoyenneté si elles se marient à des étrangers et vont vivre dans un pays étranger – à moins de demander explicitement à la garder (Expatriation Act, 1907). Elles sont donc traitées comme de véritables mineures dont le destin dépend de celui de leur mari. Le Page Act de 1875 ciblait plus particulièrement les femmes chinoises, déclarées indésirables (ce qui va rendre le rassemblement familial impossible et restreindre et configurer de façon durable le déséquilibre de genre de l'immigration chinoise). Une autre décision de la Cour Suprême, *Minor v. Happersett*, 88 U.S. (21 Wall.) 162 (1875) estime que bien que les femmes soient des citoyennes comme les hommes, le droit de vote ne fait pas partie des droits qui leur sont garantis par la Constitution : si la loi de l'État du Missouri accorde aux hommes le droit de voter, celui-ci ne peut être réclamé par les femmes au nom des *privileges and immunities* garantis par le 14^e Amendement

(*Minor v. Happersett* ne sera pas annulé avant le 19^e Amendement). La citoyenneté des femmes n'inclut pas le droit de vote.

Les choses ne bougent que lentement à partir des années 1880. La loi *Lindon v. First National Bank* de 1882 autorise une femme qui a changé son nom de famille et ne porte plus le nom de son mari à réclamer son héritage et à conclure des contrats sous son nouveau nom. La loi *Edmunds-Tucker* (1887) interdit la pratique de la polygamie, exige un serment de non-polygamie des fonctionnaires, jurés et électeurs, et, au passage, abolit le droit de vote qui avait été accordé aux femmes de l'Utah par la législature de 1870. Elle restreint les droits de la *Latter-Day Saints Church*, l'Église des Mormons, et dissout le *Perpetual Emigration Fund*, une société qui finance leur migration vers Salt Lake City. Un pas décisif est cependant franchi avec la Constitution du Wyoming de 1890 (art. I et VI) (suivie par celle de l'Utah en 1896) qui affirme que :

Dans leur droit inhérent à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur, tous les membres de la race humaine sont égaux. L'égalité dans la jouissance des droits naturels et civils n'étant assurée que par l'égalité politique, les lois de cet État qui concernent les droits et privilèges politiques de ses citoyens seront sans distinction de race, de couleur, de sexe, ou de toute circonstance ou condition autre que l'incapacité (*incompetency*) ou l'indignité (*unworthiness*) individuelle dûment constatée par une juridiction compétente. Les droits des citoyens de l'État du Wyoming de voter et d'exercer une fonction ne peuvent être niés ou restreints en raison du sexe. Les citoyens de cet État, hommes et femmes, jouissent également de tous les droits et privilèges civils, politiques et religieux.

Les États du Wyoming et de l'Utah vont créer des précédents pour les suffragistes. Mais si les droits politiques commencent à être reconnus, ce n'en est pas fini pour autant de la police des mœurs des

femmes. À New York, en 1908, le Conseil municipal interdit à l'unanimité aux femmes de fumer en public. Les contraintes de décence en public seront tangibles quand les suffragettes adopteront des attitudes scandaleuses, en Angleterre et aux États-Unis, hurlant et jurant, organisant des piquets de grève, brisant des vitrines. Le Mann Act, loi sur le « trafic d'esclaves blanches » (traite des blanches) du 25 juin 1910, traite comme un crime le fait de traverser les frontières d'un autre État en compagnie d'une femme ou d'une jeune fille « à des fins de prostitution ou de débauche, ou à toute autre fin immorale ». Le Mann Act servira à pénaliser, au nom de l'immoralité, nombre de liaisons pourtant consenties (dont le boxeur noir Jack Johnson en 1913, ou William I. Thomas et Mrs Granger en 1918). Et malgré la création de syndicats de femmes, leurs revendications sur le droit du travail, les conditions de travail et de salaire ne seront pas écoutées. Sur le terrain, elles sont victimes de toutes sortes de pressions et chantages de la part des contremaîtres des industries où elles sont employées. Addams (1911f) cite Sidney Webb, selon qui les salaires des hommes ne cessent d'augmenter, alors que ceux des femmes sont stationnaires depuis 60 ans. Et quand le 1^{er} janvier 1912, le gouvernement du Massachusetts applique une loi qui limite le travail des femmes à 54 heures, au lieu de 56, leur salaire est réduit en proportion. Ce point déclenche la grève de Lawrence, dans le Massachusetts, que les propriétaires d'usines décident de régler en accordant des augmentations allant jusqu'à 20 % aux ouvrières de Lawrence et de la Nouvelle-Angleterre.

Telle était la situation au début des années 1910. La reconnaissance de la capacité sociale, légale et politique des femmes était loin d'être acquise, jusque dans les rangs des femmes elles-mêmes. Les arguments des activistes pouvaient prendre un tour radical, souvent ironique et provocateur, mais pour d'autres auditoires et lectorats, adopter un ton tempéré et rester très terre à terre. Ainsi d'Addams quand elle publie « Pourquoi les femmes devraient voter » en janvier 1910, dans un journal féminin à gros tirage, le *Ladies' Home Journal*,

WOMEN IN THE HOME

We are forever being told that the place for women is in the HOME. Well, so be it. But what do we expect of her in the home? Merely to stay in the home is not enough. She is a failure unless she does certain things for the home. She must make the home minister, as far as her means allow, to the health and welfare, moral as well as physical, of her family, and especially of her children. She, more than anyone else, is held responsible for what they become.

SHE is responsible for the cleanliness of her house.

SHE is responsible for the wholesomeness of the food.

SHE is responsible for the children's health.

SHE, above all, is responsible for their morals, for their sense of truth, of honesty and decency, for what they turn out to be.

How Far Can the Mother Control These Things?

She can clean her own rooms, BUT if the neighbors are allowed to live in filth, she cannot keep her rooms from being filled with bad air and smells, or from being infested with vermin.

She can cook her food well, BUT if dealers are permitted to sell poor food, unclean milk or stale eggs, she cannot make the food wholesome for her children.

She can care for her own plumbing and the refuse of her own home, BUT if the plumbing in the rest of the house is unsanitary, if garbage accumulates and the halls and stairs are left dirty, she cannot protect her children from the sickness and infection that these conditions bring.

She can take every care to avoid fire, BUT if the house has been badly built, if the fire-escapes are insufficient or not fire-proof, she cannot guard her children from the horrors of being maimed or killed by fire.

She can open her windows to give her children the air that we are told is so necessary, BUT if the air is laden with infection, with tuberculosis and other contagious diseases, she cannot protect her children from this danger.

She can send her children out for air and exercise, BUT if the conditions that surround them on the streets are immoral and degrading, she cannot protect them from these dangers.

ALONE, she CANNOT make these things right. WHO or WHAT can?

THE CITY can do it—the CITY GOVERNMENT that is elected by THE PEOPLE, to take care of the interest of THE PEOPLE.

And who decides what the city government shall do?

FIRST, the officials of that government; and,

SECOND, those who elect them.

DO THE WOMEN ELECT THEM? NO, the men do. So it is the MEN and NOT THE WOMEN that are really responsible for the

UNCLEAN HOUSES

BAD PLUMBING

UNWHOLESOME FOOD

DANGER OF FIRE

RISK OF TUBERCULOSIS AND OTHER DISEASES

IMMORAL INFLUENCES OF THE STREET.

In fact, MEN are responsible for the conditions under which the children live, but we hold WOMEN responsible for the results of those conditions. If we hold women responsible for the results, must we not, in simple justice, let them have something to say as to what these conditions shall be? There is one simple way of doing this. Give them the same means that men have. LET THEM VOTE.

Women are, by nature and training, housekeepers. Let them have a hand in the city's housekeeping, even if they introduce an occasional house-cleaning.

National American Woman Suffrage Association

Headquarters : 505 FIFTH AVENUE, NEW YORK



« Women in the Home » (« Jusqu'où les mères peuvent-elles contrôler la vie domestique ? »)

Affiche de la NAWSA, 10 mai 1910.

comptant plus d'un million d'abonnées, mais qui laisse place, au début du siècle, à des reportages et à des prises de position, à portée sociale ou politique. L'argument se devait d'être compréhensible et recevable par le plus grand nombre de femmes. Pour bien faire son job d'épouse et de mère de famille, une femme doit dépasser le système de coordonnées de sa vie privée et voir plus loin et plus large. Elle doit s'ouvrir à la vie publique si elle veut s'acquitter correctement de ses obligations à l'égard de son propre foyer. L'engagement public est devenu une nécessité incontournable pour réaliser comme il le faut ses engagements privés. Le foyer n'est plus du tout autarcique et, outre qu'il est de plus en plus tributaire de flux économiques à longue portée, il est également dépendant des politiques municipales². Maud Nathan, présidente de la Ligue des consommateurs de New York de 1897 à 1917, vice-présidente de la Ligue pour l'égalité du droit de vote (Equal Suffrage League) de New York et Chair du Comité pour le droit de vote (Suffrage Committee) du Parti progressiste, avance des idées similaires dans un discours, «The Housekeeper and the Ballot» (19 février 1908), devant la Commission à la justice de l'Assemblée législative de New York. La politique de l'immigration a des conséquences sur l'emploi du personnel de maison, celle des tarifs douaniers se répercute sur le prix des produits d'importation, la politique municipale des ordures sur la propreté domestique, et il en va ainsi pour les politiques concernant la surveillance des rues par la police, le contrôle des produits alimentaires ou la gestion des écoles publiques. «On nous dit de ne pas nous mêler de politique. Mais la politique s'imisce dans chaque secteur de notre foyer (*We are told not to meddle with politics. Politics meddle with every department of our home*).» Cette idée n'est du reste pas une spéculation individuelle de Nathan ou d'Addams, mais un raisonnement que l'on retrouve sur une affiche de la NAWSA en juin 1910.

On a là, d'une certaine façon, une toute première version de l'idée féministe que «le personnel est politique» (et que «le politique est personnel»). Si les femmes veulent avoir une vie confortable et

sûre, vivre dans des logements décents et salubres, ne pas voir leur environnement envahi par les ordures, les rats et les cafards, tenir à l'écart mille et une nuisances et maladies épidémiques, bien nourrir et habiller leurs enfants sans risquer de les empoisonner, et leur offrir une éducation de bon niveau, alors elles doivent se transformer en citoyennes, interpeller les pouvoirs publics et leur imposer de prendre les mesures adéquates. Et pour le faire de façon efficace, pour avoir des lois qui les protègent et des équipements et des institutions qui assurent le bien-être de leur famille, elles doivent avoir le droit de vote. Une bonne mère doit être une bonne citoyenne. C'est seulement quand les femmes cesseront d'être des citoyennes de seconde zone, condamnées au silence électoral, et qu'elles pourront être élues et électrices, c'est quand elles pourront faire entendre leur voix et qu'elles représenteront une menace pour les intérêts des machines partisans en place, qu'un certain nombre de difficultés qui avaient été jusque-là des enjeux de philanthropie privée deviendront des problèmes publics à part entière. Quand les femmes les plus actives pourront voter, elles iront au-delà de la masse d'actions de service social qu'elles ont accomplies dans les *charities* et les *settlements*, elles pourront aussi donner davantage de poids à leurs campagnes de mobilisation qui, quelle que soit leur ampleur, restent souvent lettre morte dans les mairies, les assemblées législatives ou les cours judiciaires du pays. Leurs motifs de revendications cesseront d'être des « sujets de bonnes femmes » et la moitié masculine de la population devra prendre au sérieux la moitié féminine, souvent traitée avec condescendance. Les hommes au pouvoir ne pourront plus faire la sourde oreille. Et la politique pourra enfin appliquer une « méthode pragmatique », comme l'écrit Addams (1912a) le 5 octobre 1912 dans « Pragmatism in Politics », paru dans *The Survey* : « Les politiciens sont prêts, comme jamais auparavant, à mener la campagne sur des bases éducatives, à laisser tomber leur penchant chronique à la simplification excessive des problèmes actuels et à endiguer le flot de l'éloquence politique par une présentation minutieuse des faits. » Ils sont prêts à suivre le précepte de James de « plonger [la politique] avec



Dépôt d'ordures au milieu des habitations dans le Near West Side de Chicago, autour de 1900-10, milieu de propagation de la fièvre typhoïde lors de l'épidémie de 1902.



Bubby Creek, au coin des rues West 39th et South Morgan, entre Bridgeport et les Stockyards, Chicago : poulet debout sur la croûte solidifiée des eaux usées, 1911.

ardeur dans la réalité, dans la science, dans la vie pour qu'elle en sorte renouvelée et revitalisée »; ou le précepte de Mead et de Dewey de fonder la réforme sociale sur des données d'enquête plutôt que sur des convictions idéologiques. Dans l'esprit d'Addams, aucun doute que l'implication des femmes dans la campagne présidentielle a sa part dans un tel tournant.

Addams a une conscience aiguë du fait que les stratégies économiques des entreprises privées, ou techniques des administrations municipales, impliquent le plus grand nombre et ont une portée publique. Celles-ci engagent des transactions – pour les unes, la production, la circulation et la consommation de produits de mauvaise qualité qui soient les plus rentables possibles, pour les autres, la satisfaction de clientèles électorales au moyen d'actions symboliques et de la rémunération de militants ou de clients avec l'argent de la municipalité – dont les conséquences affectent, directement et indirectement, de façon désastreuse, les citoyens et les consommateurs ordinaires. Les conséquences indirectes de l'avidité, du



Camion hippomobile de ramassage des ordures, autour de 1900 (carte postale).

clientélisme ou de la corruption sont les centaines de milliers d'enfants qui meurent empoisonnés par la faute du lait frelaté ou de la viande avariée, vendus par des intermédiaires indéliçats, ou encore les centaines de milliers qui sont fauchés par des épidémies de tuberculose, de typhoïde ou de choléra, entretenues par les mauvaises conditions d'hygiène publique. Mauvaise alimentation, rues infectées et enfance décimée ne sont pas une fatalité, un mauvais coup du destin. Ce qui jusque-là n'avait été qu'un motif privé d'enrichissement pour les uns, de deuil et de malheur pour les autres, est désormais perçu comme relevant de la responsabilité du public et des pouvoirs publics. Pour que cette prise de conscience ait lieu, il faut que les conséquences indirectes de la recherche de profit économique ou électoral soient reconnues, perçues et identifiées ; il faut avant cela que ces conséquences soient évaluées comme néfastes au point de désirer en finir avec la situation problématique de l'empoisonnement ou de la contamination. Il faut encore que ces conséquences soient attribuables à des causes et qu'elles soient imputables à des responsables, ce qui requiert en général la menée d'enquêtes – par exemple, pour repérer, dans les circuits de production et de distribution du lait, du fermier à la coopérative, au courtier puis au marchand, où est la source du problème et, éventuellement, qui a fauté. Les femmes doivent avoir des stratégies d'auto-organisation, sur le mode du *self-help*, de persuasion et, si possible, de mobilisation, auprès de publics les plus larges ; et elles doivent, enfin, trouver des moyens de pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils se laissent sensibiliser, acceptent d'investir en vue de résoudre ces problèmes et mettent en place des solutions pérennes. L'action collective, qui a converti des personnes privées – mères de famille et femmes au foyer, voisines, travailleuses et consommatrices – en public actif, donne lieu à une intervention publique de la part des autorités. Comme l'écrit Mead (1913 : 197), « la campagne pour le lait pur et la sauvegarde de la vie de milliers de bébés ne peuvent progresser que dans la mesure où des organismes de citoyens privés et l'intérêt déclaré des mères et des pères imposent des mesures au conseil municipal ». Dans ce



Station de distribution de bouteilles consignées de lait pasteurisé, destinée aux familles juives et italiennes de New York, autour de 1900-10.

cadre, la promesse de vote des femmes est un facteur crucial de ce que l'on appelle aujourd'hui *empowerment* : les femmes qui, individuellement et collectivement, étaient déjà sorties de leur passivité, et avaient, depuis les années 1890, acquis une capacité de réflexion, de compréhension et d'interprétation des situations sociales, y gagnent un surcroît de puissance. Elles agissent, en s'organisant, en élaborant des stratégies, en passant des alliances et en jugeant selon les conséquences de leurs actions. Le droit de vote ouvrirait un nouvel horizon, celui d'assumer ou de pérenniser des postes publics et d'influer directement sur le cours des affaires publiques; il serait déjà en soi « un symbole de reconnaissance sociale, la preuve de l'émancipation » (Merriam, 1920 : 90). Mais la lutte politique qui y prépare œuvre déjà à l'« élargissement de la conscience de femmes » et, plus encore, de leurs « conditions sociales » et de leurs « Sois sociaux », comme l'écrit Jessie Taft (1913/1915), étudiante de Mead et de Tufts. Elle fait naître ce qu'Arendt relisant Kant appelait une « mentalité élargie » en multipliant les perspectives depuis lesquelles examiner les situations et

déterminer les problèmes, en complexifiant ainsi les paramètres de la connaissance, du jugement et de l'imagination politiques, en redéfinissant ce que signifie être une femme, quels sont ses droits et ses obligations, et, au-delà, en donnant de nouvelles prises à l'action.

Exemple d'*empowerment* : les femmes ont ainsi été à l'origine de la Ligue nationale des consommateurs (National Consumers' League), parrainée dès sa fondation par Jane Addams de Chicago et Josephine Shaw Lowell de New York, et dirigée par sa secrétaire générale Florence Kelley. Cette Ligue a pour principe déclaré « que les conditions de travail que nous acceptons pour nos concitoyens doivent se refléter dans nos achats, et que les consommateurs doivent exiger la sécurité et la fiabilité des biens et services qu'ils achètent ». Les femmes de la Ligue ont constitué une force civique pour faire pression en vue de la promulgation d'une législation sur le contrôle des aliments, boissons et médicaments. Leur bataille a trouvé un soutien précieux dans l'enquête d'Upton Sinclair sur l'industrie de la viande à Chicago et le mouvement d'opinion que *The Jungle* a suscité. Elle a été au cœur de nombreuses mobilisations contre le travail des enfants et pour les conditions de travail des femmes et elle a connu un moment fort avec la corédaction de la *Brandeis Brief* par Josephine Goldmark (Vose, 1957). En 1910-11, son Comité pour l'alimentation se bat toujours pour l'étiquetage et contre l'adultération de la bière et du whiskey. La section du Massachusetts mène une enquête sur les conditions sanitaires dans les boulangeries, celle du Wisconsin sur les fraudes sur les poids et mesures. À New York, la profusion de mouches et l'exposition des fruits et légumes à la saleté et à la poussière sur les devantures des magasins sont au centre des préoccupations. D'autres comités locaux se battent contre l'utilisation du benzoate de soude, en particulier dans la fabrication du ketchup; ils réclament des lois uniformes, à l'échelle nationale, d'inspection des viandes et des abattoirs, contrôlent les épiceries et charrettes de fruits et de légumes dans la rue; et ils multiplient les campagnes de test du lait à la tuberculine et distribuent des milliers de biberons de

« lait modifié » (Goldmark *et al.*, 1910-11). La qualité du « lait pour les bébés entre en politique » (Addams, 1912/2023). Bien sûr, ces différentes préoccupations, tout comme celles concernant le dioxyde de soufre, le glucose ou la saccharine, ont un écho au sein du Bureau de l'inspection des aliments et des drogues (Board of Food and Drug Inspection). Harvey W. Wiley était considéré comme le « *Mr. Pure-Food* » du Parti républicain, le « chien de garde des cuisines ». Chimiste en chef au Département de l'Agriculture, il est chargé de tester différents conservateurs sur les volontaires de la Brigade Anti-Poison (Poison Squad) (Anderson, 1956). Il contribue à la rédaction du Pure Food and Drugs Act et à sa promulgation en 1906. Mais si de telles réformes sont possibles contre les grands trusts de l'agro-alimentaire, c'est en raison de la vague du *Public Health Movement*, le mouvement pour la santé publique qui a progressivement infiltré et imprégné l'esprit public, porté par des réseaux de veille, d'alerte et de réclamation civique essentiellement composés par des femmes. « La santé publique est un mot magique qui prend de plus en plus d'importance à mesure que l'on se rend compte que l'existence même de la ville moderne serait impossible si l'on n'avait découvert que la santé de l'individu dépend de l'hygiène de son environnement. » (Addams, 1910a). La clientèle, loin d'être figée en une masse de consommateurs/trices, se bat comme un « public d'acheteurs/ses (*purchasing public*) » (Kelley, 1905), en connexion avec des activistes, des parlementaires, des scientifiques, des juristes, et même des industriels. Ce public exige la transparence des entreprises et la coopération des pouvoirs publics pour que soient engagées des enquêtes sanitaires, apposées des étiquettes fiables sur les produits, pour être assuré que leurs vêtements n'ont pas été fabriqués dans des *sweatshops* ou leurs fruits cueillis par des quasi-esclaves, pour que soient votées des ordonnances et promulguées des lois, et mis en place un corps d'inspecteurs bien payés et en nombre suffisant pour que cette législation soit appliquée.

Autre exemple d'*empowerment* : sur les sujets liés au travail – des enjeux d'autant plus cruciaux que le nombre de salariées était passé

**MOTHER'S MILK FOR MOTHER'S BABE
COW'S MILK FOR CALVES**
(God's Plan)

The Long
vs.
The Short Haul

70 percent of city babies get their food through a tube 60 miles long. It takes about 36 hours—often 42 hours—for the milk to run from the cow end of the tube to the baby end of the tube.

This tube is open in many places and baby's food is frequently polluted. It is often wroogly kept in overheated places.

Then there may be a diseased cow at the country end of the tube.

And Yet Some People Wooder Why So Masay Babies Die!

On the other hand the mother-fed baby gets its milk fresh, pure and healthful—no germs can get into it.

To Lessen Baby Deaths Let Us Have More Mother-Fed Babies.

You can't improve oo God's plan.

For Your Baby's Sake—Nurse It!

A STRONG AND STARTLING POSTER

Lait de maman pour les bébés, lait de vache pour les veaux : vous ne pouvez pas faire mieux que le Plan de Dieu (1913).

CITY ADMINISTRATION

2205

KEEP BABY'S MILK CLEAN AND COOL



Buy
Only
Bottled
Milk.

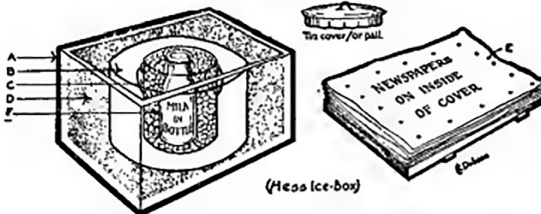
Never
Buy
Can.
Milk.



Buy Only From Clean Milkmen
Never Buy In Store Swarming With Flies

HERE'S A CHEAP HOME-MADE ICE BOX

FOR KEEPING BABY'S MILK
Cost: - Less than twenty-five cents
Ice Required: - Two cents worth per day



A-Wooden box, B-Tin collar, C-Tin pail with cover (pail taller than milk bottle), D-Sawdust packed around outside of tin collar, E-Paper tacked on inside of box cover, F-Ice packed around bottle of milk in pail:

Chicago Health Department, Educational Poster Series #1121 -

Dr. J. G. ...

THE CARE OF MILK IN SUMMER

Dirt *plus* summer heat makes milk a poison. Of all food stuffs, milk is the most commonly and seriously affected by dirt and heat. At a temperature of 70 degrees F., bacteria in milk will multiply at an approximate rate of 562,000 for 1 within forty-eight hours.

Conservez le lait de bébé propre et frais : la saleté plus la chaleur de l'été font du lait un poison. Comment fabriquer une glacière bon marché à la maison (1913).

de 2,6 à 7,8 millions entre 1880 et 1910 – ou à la consommation – où les intérêts des trusts de l'agro-alimentaire l'emportaient déjà dans l'esprit des gouvernants sur les réclamations des militantes de la Ligue des consommateurs –, voter permettrait aux femmes de se mobiliser de façon plus efficace, de se faire entendre comme électrices au sein des machines politiques, au lieu de devoir se trouver des relais au moment décisif de la politique électorale. Ce qu'Addams entrevoit en réclamant la citoyenneté politique, c'est que le vote sera une pièce maîtresse dans une écologie des capacités des femmes. L'enjeu n'est pas seulement celui de pouvoir mettre un bulletin dans l'urne. Il est de modifier le paysage des possibles, de transformer le sens des actions des femmes, en mettant à leur disposition de nouveaux moyens – des pressions efficaces, des carrières d'élues, des masses d'électrices – pour faire valoir leurs objectifs, et pour donner de la force et du crédit à leurs revendications. L'accès au scrutin façonne de nouvelles attentes, déplace la dynamique de l'élection, donne du poids à d'anciens mouvements d'opinion, fait naître de nouveaux groupements d'intérêts, change la place des femmes dans les partis et du coup les amène à penser, juger, discuter, se mobiliser autrement. Notons que si cette conception, très pragmatiste, est d'une grande actualité, Addams a par ailleurs un argument qui pourrait aujourd'hui passer pour timoré ou suranné – et qui a été abondamment discuté par le mouvement féministe. Pour faire bref, si les hommes s'intéressent au business et à la politique, probablement au sport, à la technologie et à la guerre, les femmes ont par contre des qualités qui les conduisent à se préoccuper du bien-être de leurs proches et moins proches et à « s'occuper de ces affaires qui appartiennent naturellement et historiquement aux femmes, mais qui sont fréquemment oubliées et méprisées par nos institutions politiques » (Addams, 1912/2023). Elles ont une sensibilité morale qui leur est propre et qui est liée à la genèse sur le long terme du partage des tâches entre hommes et femmes. Par exemple, du fait qu'elles ont développé des habitudes de propreté de leur intérieur, elles sont disposées à prêter attention au manque d'hygiène dans les espaces extérieurs et à ses conséquences.

Elles inventent le ménage public (*public housekeeping*) des ordures et déchets³. De même, elles sont affectées, en première ligne, par les besoins et les manques de leurs parents, dans la sphère de l'intimité, et de même sont-elles capables de s'émouvoir et de s'indigner face à des situations d'injustice qui touchent des inconnus – d'où leur place centrale dans les politiques sociales. Au lieu de voir les jeunes mis en examen comme des criminels et de leur appliquer les seules catégories policières et judiciaires, elles s'efforcent de recontextualiser ce qu'ils ont fait, de ressaisir leurs trajectoires, de connaître leurs partenaires et de comprendre leurs motivations (Addams, 1913e) – elles sont le fer de lance de la réforme de l'éducation et de la justice pour mineurs. Elles ont un sens de l'empathie et de la sympathie qui les rend aptes à mettre en œuvre une éthique sociale, en action, avec une grande finesse et intensité – là où la prédominance des rapports d'intérêt ou de pouvoir rend les hommes indifférents à un grand nombre de situations, et là où la limitation des interactions à « certains types de personnes » restreint considérablement le spectre des expériences de vie (*range of life*) de beaucoup de leurs concitoyens. C'est parce que les femmes ont développé ces capacités différentes et ont commencé à les faire jouer dans toute la gamme de leurs actions civiques que leur participation électorale aux affaires publiques est devenue nécessaire, selon Addams. Cela ne leur confère pas une supériorité morale. « Je ne suis pas de celles qui croient – d'une manière générale – que les femmes sont meilleures que les hommes. Nous n'avons pas détruit les chemins de fer, ni corrompu les assemblées législatives, ni fait beaucoup de choses impies que les hommes ont faites, mais il faut se rappeler que nous n'en avons pas eu l'occasion... », écrit Addams dans un discours devant la Ligue pour l'égalité politique de Chicago (Chicago Political Equality League) en 1897 (cité in Brown, 1995 : 191). Florence Kelley (1905 : 193) dira, de façon similaire, que les hommes n'ont pas le privilège de l'incurie et de la corruption ! L'égalité politique, outre qu'elle donnera aux femmes une efficacité sans précédent, sera une reconnaissance de la portée politique de leurs interventions auparavant cantonnées dans la sphère de la philanthropie, de

l'éthique, et au mieux du civisme. Elles n'auront plus besoin du relais des hommes pour se faire entendre et sortiront du statut de mineures où la loi les enfermait. Elles feront accéder à la dignité politique des questions auxquelles les a rendues sensibles « leur rôle historique » « d'administratrices des grands besoins humains » (Addams, 1912g), de prestataires de services pour les personnes dépendantes et déshéritées, de réparatrices de torts et de remédiatrices de souffrances. Elles imposeront sur l'agenda politique des questions que le désintérêt des hommes élus, dans leur grande majorité, maintenait hors des enceintes parlementaire ou gouvernementale. Ce sera un véritablement élargissement et enrichissement de la vie publique en direction d'une « démocratie sociale » – Addams le souligne, quand elle insiste sur l'inscription, pour la première fois, des objectifs réformateurs dans le programme d'un parti national.

Cette attitude se traduit dans d'autres domaines. Les femmes qui rejoignent le Parti progressiste sont ainsi à l'origine des propositions du programme concernant « la distribution des immigrants hors des villes congestionnées », un leitmotiv des *social settlements* qui devient le thème central de la Seconde Conférence nationale sur la planification urbaine (*city planning*), du 2 au 4 mai 1910 à Rochester, New York. Cette conférence regroupe aussi bien des activistes civiques que des travailleurs sociaux, des réformateurs municipaux, des architectes et des urbanistes, une profession en train d'émerger. La congestion urbaine était tenue pour être une cause de nombreux maux sociaux, et elle était imputée, comme le reprendra le programme du Parti progressiste, *A Contract With the People*, à la « politique fatale d'indifférence et de négligence » vis-à-vis des migrants, qui contribuent pour tant à la richesse de la nation et ne bénéficient d'aucune politique d'« assimilation » (Addams, 1912f). Un autre cheval de bataille, crucial pour une conception pragmatiste de l'éducation, du jeu et du sport, à laquelle Mead comme Dewey ont contribué dès les années 1890, est l'extension du mouvement des aires de jeu (*playground movement*) et des parcs récréatifs, vers une prise en charge publique des loisirs

organisés. Addams (1912i) publie un article dans l'*American Journal of Sociology*, où elle décrit l'importance des salles de sport, gymnases et piscines, parcs et jardins, pour se régénérer hors des heures de travail, loin des saloons. Attirer les jeunes vers des centres de loisirs et développer une politique sportive est l'une des solutions pour former de bons citoyens et pour réduire la délinquance juvénile. De façon générale, c'est une grande part des expériences et des activités qui jusque-là relevaient de la vie privée qui mérite d'être réexaminée politiquement – non pas par un simple acte de volonté des femmes des *settlements* et du mouvement progressiste, mais parce que des situations problématiques ne cessent de s'imposer à elles et à leurs proches. Leur critique des nouvelles formes d'urbanisme et d'industrialisme, auxquelles sont imputés des faits d'injustice, d'exclusion et de discrimination, est avant tout pratique. Les solutions qu'elles proposent ne sont pas nécessairement radicales, comme celles des anarchistes qu'elles côtoient. Elles peuvent par exemple être sensibles au thème de l'amour libre et se battre pour la contraception (comme Alice Hamilton et Rachelle Slobodinsky-Yarros, obstétricienne et gynécologue qui vivait à Hull House); elles mettent en œuvre des formes d'habitat coopératif qui favorisent la vie commune entre les résidents (Hayden, 1981); elles innovent en matière d'équipements partagés et créent des « cuisines publiques (*public kitchens*) » (comme Julia Lathrop)⁴. Mais elles ne sont pas obnubilées par la destruction de la famille. La socialisation de la démocratie n'est pas une collectivisation forcée comme celle qu'Alexandra Kollontaï sera tentée d'établir sous le régime bolchevik. Si les femmes communautarisent un grand nombre de moments de la vie domestique, dont les services de crèche, de puériculture et d'éducation pour les enfants, elles ne rêvent pas de retirer les enfants à leurs parents pour les confier à l'État. Se heurtant à l'organisation familiale des communautés juive, italienne ou grecque, Addams et les femmes de Hull House, pour s'en tenir à ce cas, ont appris à composer avec les milieux de vie, idéaux, habitudes et croyances de leurs voisins pour définir leur ligne réformatrice. Et tout en appelant à une redistribution des

tâches, des pouvoirs et des droits au sein des couples et des familles, tout en pratiquant un grand nombre de « mariages de Boston (*Boston marriages*) », le terme pudique pour désigner des couples de femmes, tout en ouvrant la voie à l'adoption homoparentale, pour Jessie Taft et Virginia Robinson, des anciennes étudiantes de Mead et Tufts⁵, les femmes de cette génération n'ont pas constitué leurs choix de vie privée en thèmes politiques et n'ont pas non plus remis en cause la forme de la famille – sinon en l'adossant à de nouveaux services éducatifs, médicaux et sociaux.

NOTES

1 Beard (1946 : 115) rappelle un *obiter dictum* de Blackstone : « L'être même ou l'existence légale de la femme est suspendu pendant le mariage, ou du moins incorporé et consolidé dans celui du mari : sous l'aile, la protection et la couverture duquel elle accomplit tout. »

2 Quand le Woman's City Club de Chicago est créé en 1910, il se donne pour objectif de « réunir les femmes intéressées à la promotion du bien-être de la ville ; coordonner et rendre plus efficaces les activités sociales et civiques éparses dans lesquelles elles sont engagées ; étendre la connaissance des affaires publiques ; aider à améliorer les conditions civiques et contribuer à susciter un sens accru de la responsabilité sociale pour la protection du foyer, le maintien d'un bon gouvernement et l'ennoblissement du plus grand foyer de tous – la cité » (Woman's City Club of Chicago, « Statement of Purpose », Bulletin, 1, juillet 1911). Le foyer domestique dépend de forces économiques et politiques pour continuer d'exister comme une entité morale, et, inversement, la ville doit être traitée comme un immense foyer public, dont les femmes doivent prendre soin.

3 Le ménage inclut la bonne gestion des aspects matériels du foyer, la comptabilité des revenus et des dépenses, l'entretien du logement, la propreté du linge et la préparation

des repas – soit l'organisation du budget économique de la maisonnée et le soin de l'ensemble des tâches domestiques. Par extension, le ménage civique (*civic housekeeping*) recouvre toutes les activités de maintenance, d'entretien, de nettoyage, de réparation, d'équipement et d'administration des espaces, des biens et des services publics. Le lien entre hygiène publique, action civique et mouvement féministe est attesté très tôt, avec l'engagement de la bataille des ordures en 1892 (Hoy, 1980 ; ou Knight, 2005/2022 et le commentaire de Lowe, 2022) : voir par exemple Elizabeth Cady Stanton (1893), « Women and Street Cleaning ».

4 C'est Julia Lathrop (Levenstein, 1980 : 378) qui, parmi les résidentes et résidents de Hull House, avait rejoint Mary Abel et Ellen S. Richards à Boston pour découvrir la New England Kitchen et s'initier à l'*euthenics* – la science d'une meilleure vie, qui rend le corps plus fort et plus vigoureux. Lathrop est aux avant-postes lors de l'ouverture de la *People's kitchen* de Hull House dès 1894. Celle-ci n'aura pas le succès escompté et se heurtera à la variété des « goûts hérités » (Addams, 1910 : 130), selon les régions d'origine, les classes et les nationalités.

5 L'expression de « mariages de Boston » viendrait du roman de Henry James, *Les Bostoniennes*

(1886), où il décrit la relation entre deux femmes indépendantes, non mariées à des hommes, autonomes intellectuellement et financièrement. Taft et Robinson se sont ainsi rencontrées durant l'été 1908 à l'Université de Chicago et leurs lettres témoignent de l'ébullition intellectuelle de l'époque. Taft écrit sa thèse sous la direction de Mead et de

Tufts et travaille brièvement à Hull-House. En 1918, Robinson devient professeure à l'école de travail social de l'Université de Pennsylvanie que Taft rejoindra en 1934. Mais elles forment un couple depuis longtemps, s'installant vers 1920 à Flourtown, Pennsylvanie et adoptant Everett, un garçon de 9 ans, en 1921, et Martha, une fille de 6 ans, en 1923 (Robinson, 1962).

CHAPITRE 6

DU SOIN DOMESTIQUE À LA COMPASSION PUBLIQUE ET À L'INTERNATIONALISME ANTIMILITARISTE

Le nœud du problème est donc le droit de vote des femmes, qui transformera la représentation politique et qui fera entrer dans les agences administratives, les cours judiciaires, les chambres législatives et les cabinets gouvernementaux une série de thèmes qui en étaient restés absents. Si l'éthique sociale est plutôt féminine, il n'y a cependant rien là d'essentiel et d'irréparable – Addams n'y voyait rien de biologique (selon la critique de cette conception de la féminité par Jill Conway, 1970 et 1971-72). De la logique du marché, du business ou de la guerre, les femmes ont été préservées par leur assignation aux tâches domestiques, puis philanthropiques. « Poussées par les tourments et les scrupules de leur conscience individuelle » (Addams, 1910/2023), elles y ont développé un sens aigu de l'attention, de l'obligation et de la responsabilité dans les relations interpersonnelles. Elles témoignent d'une force de compassion, qui tranche avec l'indifférence masculine, et qui les fait réagir avec sensibilité et prendre en charge les problèmes d'un certain nombre de personnes déshéritées, comme les enfants dans les familles à problèmes. Tel est le sens de la mesure proposée pour le programme du Parti progressiste (National Committee on Prison Labor, 1911-12; et Whitin, 1912) : que le système contractuel d'emploi des prisonniers soit aboli, que leur travail soit confié aux États – par exemple pour l'entretien des voies publiques – et que leurs salaires soient transmis à leurs familles afin d'éviter qu'elles ne sombrent dans la misère. Tel est le sens, également,

des lois en faveur du soutien aux mères sans revenus – on parlerait aujourd’hui de familles monoparentales : les *mothers’ pensions* sont ainsi votées en 1911 par l’État de l’Illinois et attribuées par le tribunal pour mineurs du Cook County (Addams, 1912/2023 ; Bullock, 1915 ; et Goodwin, 1997). L’État a le devoir de verser une allocation aux familles qui n’ont commis aucune faute vis-à-vis de leurs enfants, et qui n’ont plus d’argent pour couvrir leurs besoins élémentaires. Les enfants ne doivent pas leur être retirés et des aides publiques doivent leur être versées pour éviter la banqueroute de ces familles.

Les pensions pour les mères avaient suscité une énorme polémique à Chicago. Dans « Probation and Politics », paru dans *The Survey*, G. H. Mead (1912b) intervient pour soutenir le rapport de Willard E. Hotchkiss, de l’Université Northwestern, contre la campagne de dénigrement du journal *The Examiner*, dont William R. Hearst était propriétaire. Hotchkiss était accusé d’avoir monté en épingle quelques cas de séparation d’enfants de leurs familles, alors même que le dispositif des pensions des mères était mis en place pour éviter l’explosion des familles les plus problématiques. Rappelons que Mead avait joué son rôle dans la création du tribunal pour mineurs et avait été au centre du choix, en 1909, de William Healy pour diriger le Juvenile Psychopathic Institute. Il avait également été le président de la section sur les « Social Settlements » lors de l’événement, conférence et exposition, « The Child in the City », en mai 1911. Sophonisba Breckinridge (1912) en publie les actes l’année même où sort son enquête, menée avec Edith Abbott (Breckinridge & Abbott, 1912) et préfacée par Julia Lathrop, à peine nommée à la tête du Bureau de l’enfance (Federal Children’s Bureau), sur la délinquance des enfants dans les foyers familiaux « désajustés », « dégradés » ou « surpeuplés ». Mead est donc aux premières loges et rappelle, dans « Probation and Politics », la position adoptée lors de la toute première Conférence de la Maison Blanche sur les enfants (White House Conference on the Care of Dependent Children), convoquée par Roosevelt en janvier 1909 – Roosevelt s’y était du reste gagné la sympathie d’un certain nombre de femmes

progressistes qui le rejoindront en 1912. La Conférence avait publié la déclaration suivante :

Les enfants de parents de bonne moralité (*worthy character*) qui souffrent d'un malheur temporaire, et les enfants de mères raisonnablement efficaces et méritantes (*efficient and deserving*), qui sont privées du soutien de famille normal, devraient, en règle générale, être maintenus avec leurs parents. Une aide nécessaire devrait être accordée pour maintenir des foyers convenables pour l'éducation des enfants. Cette aide devrait être apportée selon les méthodes et les sources déterminées par la politique générale d'assistance de chaque communauté, de préférence sous forme de charité privée plutôt que de secours public. Sauf circonstances exceptionnelles, le foyer ne devrait pas être dissous pour des raisons de pauvreté, mais seulement pour des considérations d'inefficacité ou d'immoralité.

C'était une grande avancée du droit à l'assistance, même si préférence y était accordée au privé, et même si le langage du droit y restait teinté de moralisme. La mesure des pensions aux mères avait suscité une levée de boucliers des plus conservateurs, lesquels y voyaient un encouragement au vice. Mead, dans *The Survey*, prend explicitement la défense du juge Pinckney et de John H. Witter, l'agent de probation en chef du tribunal pour enfants de Chicago, qui avait été suspendu pour incompétence, injustement selon Mead, par la Commission des services publics (Civil Service Commission) du Cook County, « une parodie de l'esprit et de la lettre du système méritocratique » (Mead, 1912b; Addams, 1914a). Mead dénonce le procès qui leur a été intenté, où les témoignages des enfants auraient été, pour une bonne part, fabriqués, le résultat d'une manipulation de certains enquêteurs du bureau du procureur (*attorney*) du comté. Il dénonce également la campagne de presse qui a pour cible tout le travail accompli autour de cette nouvelle éducation réformatrice des enfants et adolescents, dont

la loi sur les pensions des mères dans l'Illinois, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1911, était un des épisodes.

Un autre dossier sensible en 1912 est celui de la mortalité infantile, dont les taux sont alors dramatiques. En 1909, l'Académie américaine de médecine avait organisé un congrès national et en était issue l'Association américaine pour l'étude et la prévention de la mortalité infantile (American Association for the Study and Prevention of Infant Mortality). En 1912 est publié le rapport du Bureau du recensement, *Mortality Statistics: 1910*, qui décrit les causes de décès des nourrissons, jour par jour pour leur première semaine de vie, semaine par semaine pour leur premier mois de vie et mois par mois pour leurs deux premières années. De 165 enfants sur 1 000 qui mouraient avant d'avoir atteint leur première année en 1900, le chiffre tombe à 100 pour 1 000 en 1915 aux États-Unis, et à 74 pour 1 000 en 1926 (pour information, il était selon l'OCDE, en 2019, de 5,8 pour 1 000 aux États-Unis et de 1,9 au Japon). La compassion des femmes s'arme des outils nécessaires pour être efficace : le Bureau de l'enfance commande par exemple une enquête comparée, d'une rigueur remarquable, sur un certain nombre de villes, dont Manchester, N. H., où le taux est en 1910 de 193 pour 1 000, et Lowell, Mass., où il monte à 231 pour 1 000 (Duncan & Duke, 1917: 12). Les chercheurs du Bureau de l'enfance déterminent les facteurs de mortalité et lancent des campagnes de formation et d'information pour les contrer (dont les *baby-week campaigns*, inaugurées à Chicago en 1914 et relayées par la Fédération générale des clubs de femmes dans tout le pays) (Children's Bureau, 1917).

Les femmes des *settlements* sont également en première ligne au moment de l'épidémie de grippe espagnole en 1917. Les bataillons d'infirmières qu'avait organisés Lillian Wald, et dont le modèle se répand durant la première décennie des années 1900, répondent présents. Après avoir lutté contre la tuberculose, la typhoïde et le choléra, et autres maladies de la misère, les infirmières apparaissent « le seul groupe fortement organisé et prêt à plonger dans l'urgence à grande

échelle» (Wald, 1934 : 100) – alors que nombre d’entre elles avaient rejoint le front en Europe. Le 10 octobre 1917, à 16 heures, la division atlantique de la Croix Rouge mobilise la « puissance infirmière (*nurse power*) » de New York.

Miss Shatz, représentant le Service des infirmières-visiteuses de Henry Street Settlement, rapporte que pendant les quatre premiers jours d’octobre, des appels leur ont signalé 467 cas de grippe et de pneumonie, sans compter le grand nombre de patients sur lesquels les médecins s’étaient abstenus de porter un diagnostic. Quoique munies de masques, 31 infirmières sur les 170 du personnel engagé succomberont à l’épidémie. (Wald, s.d. : 305)

C’est une autre mobilisation générale qui se joue à domicile, dont les femmes des *settlements* sont parties prenantes au sein du Conseil d’urgence des infirmières (Nurses’ Emergency Council) :

Les services publics, les agences sociales, les organisations civiques, la police, les inspecteurs de logements collectifs, les infirmières et les aides-soignantes, les volontaires sans formation, étaient réunis en un grand dispositif flexible et articulé (*flexible, interlocking mechanism*), prodiguant des soins aux malades, approvisionnant en soupe et en crème anglaise, distribuant draps et vêtements de nuit, fournissant garde des enfants et aide-ménagère, assurant la tenue des registres et la gestion d’un service automobile pour presque tous les quartiers de la ville. Henry Street a alors subdivisé son personnel en trois tours de huit heures, envoyant une équipe de nuit sur le terrain et prévenant ainsi les ingérables embouteillages du matin. (Wald, 1934 : 99-100)¹

On a pu parler à propos de ces vertus supposées des femmes de « maternalisme » (Skocpol, 1992). Mais le constat que les femmes ont acquis historiquement une sensibilité particulière au soin, sur



Infirmières en uniforme de l'école d'apprentissage de l'hôpital de New York (New York Hospital Training School for Nurses) paradant pour le suffrage des femmes en 1913.

laquelle se fondent, longtemps avant leur reformulation dans les débats contemporains, une éthique et une politique du *care*, ne condamne pas les femmes aux tâches ménagères, infirmières et éducatives, et n'empêche pas les hommes de développer les mêmes capacités – la transformation des conditions de vie et des régimes de pouvoir le leur permettra. C'est une affaire d'écologie des capacités, pour reprendre une catégorie de Dewey (1891). Ce serait une erreur de biologiser ces dispositions au soin en en faisant des attributs de genre dans un monde où les sphères masculine et féminine seraient séparées. Ce sens maternel ne se limite pas à la vie domestique, élargie à la bienfaisance charitable des dames-visiteuses. Pour les femmes de Hull House, si la « maternité » semble, d'une part, difficilement compatible avec une carrière, elle n'est pas nécessairement exclusive de la recherche de participation politique et d'indépendance économique. Plusieurs femmes des *social settlements* ont du reste des enfants.

La « maternité » n'est plus, d'autre part, une affaire de « moralité privée », que les bonnes œuvres imposent aux plus pauvres : les femmes du Children's Bureau, par exemple, ont développé cet art de prendre soin des enfants et de former les mères comme une compétence professionnelle et civique et se sont mises à raisonner en termes de droit et de justice. Dès les années 1890, elles commencent à tourner le dos à la charité aux indigents et à poser le problème de la pauvreté en termes politiques. Mais rien ne prédestinait les femmes, qui ont accompli la plus grande part du travail du soin, à être enfermées dans ces fonctions. Le *child welfare*, et au-delà le *welfare state*, ont une racine dans l'histoire des femmes et de leurs engagements, mais ils ne sont pas plus masculins que féminins.

Cette éthique sociale, pensée à l'origine dans les relations interpersonnelles, a pu être transposée aux relations inter-classes ou inter-raciales. Elle est devenue un angle d'interrogation des relations industrielles, pédagogiques et politiques (Addams, 1902). C'est elle qui irrigue également la perspective pacifiste d'Addams – on la retrouve dans nombre de ses discours (Fischer & Whipps, 2003). Quand la guerre est déclarée en Europe, et que, bientôt, les États-Unis rejoignent les Forces de l'Entente, l'éthique sociale en jeu dans l'acte d'économiser et de partager la nourriture, de se soucier des autres et de leur procurer à manger, est au cœur des discours d'Addams. On ne discutera pas la pertinence de cette transposition des relations domestiques aux relations internationales – on touche sans doute là à une limite du passage de l'éthique à la politique et à la diplomatie. Mais Addams, sans rien lâcher sur ses positions pacifistes, pourtant discréditée aux yeux de beaucoup en raison de celles-ci, va néanmoins faire le tour des clubs de femmes pour les convaincre de prendre leurs responsabilités dans la Food Administration (Addams, 1922 : 74 sq.). Au lieu de se représenter comme une collection de foyers isolés devant survivre coûte que coûte, les femmes étaient invitées à se voir comme les membres d'un vaste réseau de connexions interdépendantes, locales, nationales et internationales, mères nourricières

capables de résoudre le problème commun de la faim, les concernant toutes, à travers un effort coopératif qui nationalise et qui mondialise les soins aux membres de la maisonnée. Ici, dans une situation d'urgence, c'est aux membres d'un public concerné et solidaire qu'Addams faisait appel, autant qu'à des mères de famille.

Marilyn Fischer (2007) rapproche la position d'Addams (qu'elle qualifie d'*ethics of nurture*) de l'éthique du soin (*ethics of care*) développée par Joan Tronto, Virginia Held ou Fiona Robinson, et qu'Addams étend à une « nouvelle éthique internationale » à l'encontre de l'ordre hobbesien régissant les rapports entre États-nations. C'est une thèse que Maurice Hamington (2004 et 2022) a également développée. Et de fait, Addams ne fait pas qu'anticiper la réflexion féministe sur l'éthique sociale. Le *care* à proprement parler n'est encore qu'un concept opératoire, il n'est pas encore thématiqué comme tel, mais il réapparaît, sous forme verbale, substantive et adjective, une quarantaine de fois dans *Democracy and Social Ethics* (1902) et une centaine de fois dans *Twenty Years at Hull House* (1910). Le « maternalisme » d'Addams est aux antipodes de l'industrialisme et du militarisme qu'elle critique dans *Newer Ideals of Peace* (1907 : 218 sq.) et dans « Women and Public Housekeeping » (1910b/2023). Elle n'est alors pas loin de rejoindre ce que William James avait imaginé dans « The Moral Equivalent of War » (1906/1911), quand il proposait de substituer des projets civiques aux projets guerriers. L'énergie mise à la compétition armée, l'esprit de sacrifice et l'éthos de discipline, supposés faire de bons soldats, de bons travailleurs et de bons administrés, pourrait être réorientée vers des objectifs réformateurs. Le « travail constructif » prendrait la place du « bellicisme destructeur » (Addams, 1907 : 229). Le déferlement de violence et de la haine de tous contre tous, que l'on retrouve jusque dans le gouvernement municipal (Addams, 1910/2023), pourrait ainsi se retourner en une forme de fraternité ou de sororité universelle ; le partage des rôles entre « l'homme hardi, combatif, conquérant et la femme sympathique, soulageant les blessures de la guerre » pourrait être dépassé (Addams, Balch & Hamilton, 1915 : 138).

Les femmes s'organisent dans ce sens. Fanny Garrison Villard coordonne une marche silencieuse de 1 500 femmes, habillées en sombre, à New York, de la 58^e rue à Union Square, le 29 août 1914. Les bataillons d'infirmières de Henry Street figurent en bonne place dans la Woman's Peace Parade, avec en tête de défilé une bannière représentant une colombe portant dans son bec un rameau d'olivier et en bout de défilé... 250 femmes noires, chinoises et indiennes (Marchand, 1972). Puis, Villard fonde avec Crystal Eastman et Carrie Chapman Catt le Parti des femmes pour la paix (Women's Peace Party – WPP). Catt convainc Addams de devenir Chairman de la nouvelle organisation. Celle-ci est lancée les 9 et 10 janvier 1915, au moment où l'Allemagne entreprend de bombarder l'Angleterre au moyen de ses Zeppelins. En parallèle, un autre groupe se rassemble en janvier 1915 à New York autour de Lillian Wald et Crystal Eastman (avocate et journaliste, avec son frère Max Eastman, de *The Liberator*), Oswald Garrison Villard et Paul Kellogg: le Comité pour la paix de Henry Street (Peace Committee) deviendra plus tard, durant l'année 1915, le Comité contre la préparation (Anti-Preparedness Committee), puis, en janvier 1916, l'Union américaine contre le militarisme (American Union Against Militarism – AUAM) (qui engendrera, nous l'avons vu plus haut, l'American Civil Liberties Union – ACLU). De son côté, Addams s'entoure de Lucia Ames Mead², secrétaire nationale, de ses amies Harriet Park Thomas, secrétaire exécutive, et Sophonisba Breckinridge, trésorière, ainsi que d'Elizabeth Glendower Evans (Boston, syndicat de femmes, ligue de consommation et commission du salaire minimum), organisatrice nationale. Addams et ses proches appellent à une interdépendance et solidarité entre nations et lancent une série de propositions, reproduites dans *Peace and Bread* (1922: 7-8):

1. La convocation immédiate d'une Convention des nations neutres dans l'intérêt d'une paix rapide;
2. La limitation des armements et la nationalisation de leur fabrication;
3. L'opposition organisée au militarisme dans notre propre pays;
4. L'éducation



Photograph of the Platform

Reading from left to right: ~~Mrs. Thourmaian~~ ~~Armenian~~ ~~W.E.B. Du Bois~~

A Leopoldina Kulka, Austria; Miss Hughes, Canada; Rosika Schwimmer, Hungary; Dr. Anita Augspurg, Germany; Jane Addams U.S.A. President of the Congress; Eugénie Hamner, Belgium; Dr. Aletta Jacobs, President of the Dutch Executive Committee; Crystal Macmillan, Great Britain; Rosa Genoni, Italy; Anna Kleman, Sweden; Thora Daugaard, Denmark; Louise Heilhan, Norway.

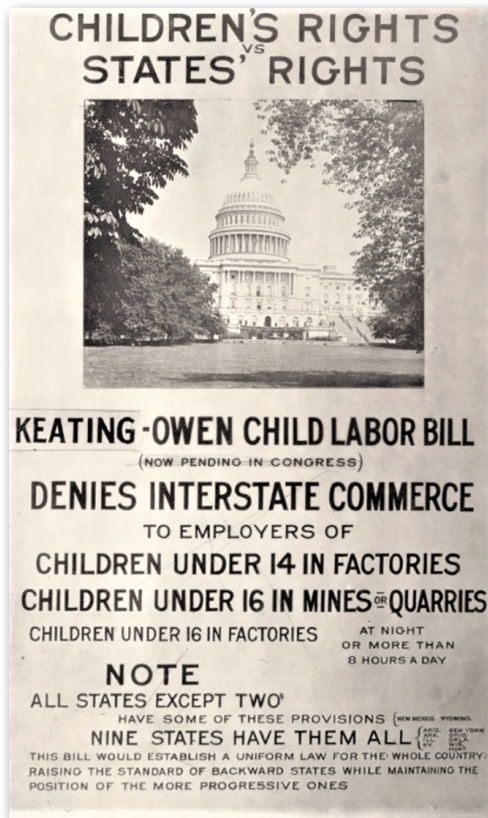
Tribune du Congrès international des femmes pour la paix à La Haye, 1915. De gauche à droite : 1. Lucy Thourmaian (Arménie), 2. Leopoldine Kulka (Autriche), 3. Laura Hughes (Canada), 4. Rosika Schwimmer (Hongrie), 5. Anika Augspurg (Allemagne), 6. Jane Addams (États-Unis), 7. Eugénie Hamner (Belgique), 8. Aletta Jacobs (Pays-Bas), 9. Chrystal Macmillan (Royaume-Uni), 10. Rosa Genoni (Italie), 11. Anna Kleman (Suède), 12. Thora Daugaard (Danemark), 13. Louise Heilhan (Norvège).



Délégation des 42 femmes pacifistes du Parti des femmes pour la paix (Woman's Peace Party) sur le paquebot Noordam, en route vers le Congrès international de la Paix de la Haye. Sont identifiées, de gauche à droite : Emmeline Pethick-Lawrence, Jane Addams (au-dessus du « P » de Peace), Annie E. Malloy (présidente du syndicat des opératrices de téléphone de Boston), un peu plus à droite, le regard tourné vers la droite, avec un chapeau à fleurs, Mary Heaton Vorse (journaliste, syndicaliste, romancière) et tout à fait à droite, Lillian Kohlhammer de Chicago (1915).

de la jeunesse aux idéaux de paix; 5. Le contrôle démocratique des politiques étrangères; 6. L'humanisation accrue des gouvernements par l'extension du suffrage aux femmes; 7. Le « Concert des nations » à la place de l'« Équilibre des forces »; 8. La réorganisation graduelle du monde pour remplacer la Guerre par le Droit; 9. La substitution de la pression économique et de la non-communication entre armées et marines rivales; 10. La suppression des causes économiques de la guerre; 11. La nomination par notre gouvernement d'une commission d'hommes et de femmes dotés d'un crédit suffisant pour promouvoir la paix internationale.

Les sentiments internationalistes qui animent les 1136 participantes au Congrès international des femmes de La Haye, en avril 1915, sont fondés sur la connaissance des conséquences meurtrières des guerres. Parmi les femmes de l'AUAM et du WPP qui s'y retrouvent entre le 28 avril et le 1^{er} mai 1915, on compte Addams, Alice Hamilton et Emily Balch (1915/2003), Grace Abbott, Harriet P. Thomas ou Lucia Ames Mead, Leonora O'Reilly, représentante de la Ligue nationale des syndicats féminins ou Fannie Fern Andrews, représentante de la Ligue américaine pour la paix³. Le Congrès donne lieu, dans la foulée, à la création du Comité international des femmes pour une Paix permanente, dont Jane Addams est la première présidente – Comité qui deviendra en 1919 la Ligue internationale des femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF/LIFPL). Addams racontera plus tard combien elle avait espéré, en 1912, que le Parti progressiste refuserait le « fardeau absurde et inutile » (Addams, 1930 : 55) de la fabrication et de l'entretien de deux navires de guerre⁴. Fidèle à ses positions pacifistes, elle avait trouvé la couleuvre « difficile à avaler » : « Je connais trop bien le coût scandaleux pour les construire et les entretenir – ces fatals soixante-dix cents sur chaque dollar d'impôts fédéraux dépensés indirectement pour la guerre. » (Addams, 1912g et 1912h). Addams avait mis en veilleuse ses convictions par calcul politique, mais avec la montée de la tension internationale, sa voix et celle de



La loi Keating-Owen interdit le commerce entre États aux employeurs des enfants de moins de 14 ans dans les usines et de moins de 16 ans dans les carrières et les mines.

Roosevelt s'étaient mises à diverger. Roosevelt est très tôt favorable à la guerre, avant même que le télégramme Zimmermann, montrant que le Mexique, allié à l'Allemagne, comptait attaquer les États-Unis, ne soit intercepté par les Britanniques et transmis au Président Wilson le 25 février 1915, et que les Allemands ne coulent le paquebot RMS Lusitania, le 7 mai 1915. Roosevelt (1916/1917) publie une série d'articles qui seront repris dans *Fear God and Take your Own Part*, pendant qu'Addams mène ardemment campagne pour la paix. La rupture est

alors consommée. Roosevelt déclare que la mission des femmes est « vile et stupide », et qualifie de lâches celles qui recherchent la paix « sans égard pour la justice (*righteousness*) ».

Addams appelle en 1916 à voter pour Wilson⁵. Comme beaucoup de libéraux, après l'explosion du Parti progressiste, elle revient au vieux système bipartite. Raymond Robins tente de lui arracher son soutien au républicain Charles E. Hughes, mais Addams se rallie à Wilson parce qu'il vient de signer, le 1^{er} juin, la première loi fédérale contre le travail des enfants (le Keating-Owen Child Labor Act ou Wick's Bill, qui interdisait le commerce entre États aux employeurs d'enfants de moins de 14 ans dans les usines et de moins de 16 ans dans les mines et carrières). Et Wilson promet encore, à ce moment-là, de tenir les États-Unis hors du conflit international. En janvier 1917, il lance un dernier appel à une paix sans victoire (« Peace Without Victory ») et à la formation d'une organisation internationale pour parvenir à la paix. Mais une semaine après, l'Allemagne reprend la guerre sous-marine sans restriction, et bientôt, coule des navires de la marine marchande américaine. La guerre devient inévitable. Le Congrès vote la Déclaration le 6 avril 1917.

Cette guerre allait faire de Saint Jane, l'héroïne américaine (Davis, 1973), une paria. Les réseaux progressistes ont alors explosé, durablement. Dans le mouvement féministe international, la minorité pacifiste exceptée, les fédérations nationales se sont ralliées à la position de leurs États. Seules quelques femmes des *settlements* ont persévéré dans la voie pacifiste, tout comme les socialistes et les Quakers. Les femmes du Woman Suffrage Party de New York proposent par exemple un « patriotisme constructif » et mettent leur organisation de 100 000 femmes au service du Maire. Une de leurs initiatives est de labourer tous les terrains vagues de la Ville de New York et d'y planter pommes de terre, légumes et féculents (*suffrage gardens* – à l'échelle nationale, les jardins de la Victoire). Elles s'appêtent également à « se mobiliser pour leur service actif » (Nathan, 1917 : 9), en particulier

dans l'industrie – tout en se méfiant du tournant de décisions autoritaires qui, au nom de l'état d'urgence, abolissent la législation sur les conditions et les temps de travail des femmes et des enfants. Les proches de Jane Addams ont pris des positions différentes. On sait comment Mead et son épouse se sont résolus, après leur fort engagement initial en faveur du pacifisme, à rejoindre le camp de la guerre – un point de vue que George Herbert justifierait et élaborerait dans une série d'articles et de cours (Mead, 2008 ; Huebner, 2014). On sait aussi comment Dewey s'est laissé convaincre par le discours de Wilson et sa promesse de démocratisation – comme du reste une bonne partie de la population. L'argument de « la guerre dans l'intérêt de la démocratie » était par contre une absurdité pour Randolph Bourne comme pour Addams. Pour Bourne, il signifiait le retour à des « modes plus primitifs de pensée » (1917 : 11), tandis qu'Addams (1922 : 142) y voyait « une contradiction dans les termes ». Bourne (1917) condamnerait Dewey comme traître à la cause (Westbrook, 1991 : 196-212 et 260-274 ; Livingston, 2003). Il pensait que la « philosophie de la vie » pragmatiste devient inopérante en temps de guerre : la « psychologie des foules » occupe tout le terrain et ne laisse plus de place à une « arène d'intelligence créatrice » (Bourne, 1917). Il voyait aussi dans la volte-face des « intellectuels pragmatistes, le Professeur Dewey à leur tête », passés « de l'éducation à la guerre », consumés dans une « flambée de patriotisme », l'acte de décès du pragmatisme. Addams s'expliquerait à distance avec Dewey, en évitant, tout comme lui, que ne soient dits des mots irréparables (Knight, 2013a). Dewey (1917) qualifie la position d'Addams de « pacifisme intelligent », visant à ce que les États-Unis jouent un « rôle vital et énergique » dans l'organisation d'une véritable « coordination internationale » – cette « vie élargie de l'activité politique coordonnée » (Addams, 1922 : 112) allant au-delà d'une conception dépassée de la souveraineté. Mais la guerre paraissait inéluctable à Dewey. Alors qu'Addams ne croyait pas au caractère « nécessaire » ou « inévitable » de la guerre (*ibid.* : 221) et qu'elle se battrait sans fléchir jusqu'à la fin de la guerre, au prix de sa réputation.

NOTES

1 On retrouve des informations sur ce dispositif dans la correspondance de Lillian Wald (<http://hdl.handle.net/2027/spo.0510flu.0016.150>). L'association des travailleurs de quartier (à travers sa secrétaire, Eva Abramson), désireuse de valoriser le travail des *settlements* pendant l'épidémie de grippe à New York, mène une enquête par questionnaire sur leur fonctionnement comme centres d'urgence (*emergency centers*). « Quel est le nombre de travailleurs rémunérés et bénévoles que vous avez mis à disposition ? Quel nombre a été fourni par le Département de la santé et autres agences ? Combien d'appels pour aide médicale, soin infirmier, hébergement hospitalier, nourriture ou autres soins avez-vous reçus ? Combien d'appels ont été effectués par les différentes personnes liées à votre organisation, et pour rendre quel type de services ? Quels cas de profiteurs parmi les médecins ont été portés à votre connaissance ? Quel type de coopération avez-vous eu avec : Emergency Advisory Council ? Nursing Services ? Community Kitchens [cuisine saine et abordable préparée dans églises, écoles, maisons de quartier, services de santé communautaires, *social settlements*] ? Men's Sheds [groupes communautaires pour hommes] ? Motor Corps [transports motorisés] ? Neighborhood Physicians ? Nombre d'enfants placés ? Crèche de jour ? Cas de redondance avec d'autres

organisations ? After-Care Clinics [clinique de suivi]. »

On découvre que l'Académie de médecine de New York (Commission de santé publique) organise en 1919 une exposition de masques portés par les infirmières pendant la pandémie de grippe espagnole.

2 Lucia Ames Mead, de Boston, était une pacifiste de longue date, auteur du *Primer of the Peace Movement* (1904), et surtout de *Swords and Ploughshares* [Épées et socs] (1912) qui retraçait l'histoire du mouvement pacifiste, analysait les dangers du militarisme, proposait un enseignement du « vrai » patriotisme et de l'internationalisme, rejetait « chansons, symboles et sociétés patriotiques », dans un sens belliciste (dont l'hymne, *The Star Spangled Banner*), et appelait à un processus d'arbitrage entre nations grâce à la mise en place de « nouvelles agences pour la paix ».

3 Fannie Fern Andrews était la fondatrice de l'American Peace League, orientée vers l'enseignement dans les écoles de cours d'éducation morale et civique, qui écrit en 1918, sous la direction éditoriale d'Ella Lyman Cabot (ancienne étudiante de Royce, épouse de Richard C. Cabot et amie de Mary P. Follett), les deux derniers chapitres de *A Course in Citizenship and Patriotism*. Le livre est conçu comme l'examen d'une série d'idéaux et de sentiments

moraux (un par mois : gentillesse avec les autres, les animaux et les plantes, sympathie, générosité, loyauté, gratitude, serviabilité, obéissance, fiabilité, paix, hospitalité, altruisme, auto-contrôle, courage, patriotisme, etc.), en vigueur à la maison, à l'école et à l'aire de jeux, dans le quartier et dans la ville, dans la nation et dans le monde (un enseignement progressif étalé sur huit classes annuelles). Andrews achève le volume sur la question : « Comment se mettre au service de la famille mondiale (*world family*) ? » Comment être un bon citoyen dans « la sphère la plus étendue des relations dans le monde » ? Comment participer à la « famille des nations » et s'y assurer de la paix et de la justice internationales ? Cette initiation pédagogique était l'une des résolutions de la Conférence de la Haye en 1915, qui appelait également à la création de la Société des Nations.

4 Dans *The Second Twenty Years at Hull House* (1930), Addams redit sa réticence et compare à nouveau les méfaits du bellicisme et de l'industrialisme : « Dans mon plaidoyer (*advocacy*) de longue date pour la paix, j'avais toujours utilisé une seule ligne d'argumentation, à savoir que la paix est plus qu'un dogme abstrait, et qu'une paix dynamique se trouve dans ce nouvel internationalisme promu par les hommes de toutes les nations, déterminés à abolir la pauvreté dégradante, la maladie et l'ignorance, ainsi que l'inefficacité et la tragédie qui en résultent. Je croyais

que la paix n'était pas seulement l'absence de guerre, mais aussi une éducation (*nurture*) de la vie humaine, et qu'avec le temps, celle-ci éliminerait la guerre comme un processus naturel. » Et Addams aligne une série d'informations comparant les pertes dues à la guerre et celles causées par l'industrie : « Les chiffres donnés en 1912 étaient les suivants : le nombre total de pertes (*casualties*) subies par notre armée industrielle est suffisant pour entretenir à perpétuité deux guerres en même temps, par exemple notre Guerre de Sécession et la Guerre russo-japonaise. Les pertes subies dans le commerce du fer de construction, dans l'érection de ponts et de hauts bâtiments, représentent le même pourcentage, si on les rapporte au nombre de travailleurs engagés, que le nombre de blessés par rapport au nombre total de soldats engagés dans la bataille de Bull Run. Quinze mille de nos concitoyens sont tués dans l'industrie chaque année : comme si chaque homme adulte d'une ville de soixante-quinze mille habitants était mis à mort ; et chaque année, un demi-million d'hommes sont estropiés – comme si l'était chaque homme adulte d'un État de la taille du Minnesota. Il ne suffisait pas, pour notre tranquillité d'esprit, qu'un petit groupe de citoyens animés de l'esprit public s'agitât constamment dans les législatures des différents États pour obtenir un système d'assurances industrielles. De tels problèmes appartiennent à la nation autant qu'à l'État. » (Addams, 1930 : 35-36).

5 Addams n'en gardera pas moins une forme de respect et de sentiment amical pour Roosevelt. Voir Louise Knight (2013a), sur leur « amitié politique » et le document daté du 9 janvier 1919 (trois jours après la mort de Roosevelt) où Addams rappelle les

étapes de la carrière de « Roosevelt, réformateur social », et son attention aux problèmes d'immigration, de logement et d'enfance (« Theodore Roosevelt – Social Worker », environ 9 janvier 1919, <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/18118>).

CHAPITRE 7

SUFFRAGE FÉMININ ET ÉMANCIPATION RACIALE : UN DIALOGUE DIFFICILE

La guerre achevée, Wilson se laissera malgré tout « convertir » (Delahaye, 2012 ; Behn, 2012), au bout du compte, à la cause du vote féminin, plus, semble-t-il, par les méthodes de la NAWSA que par celles du National Woman's Party (NWP). Il ira jusqu'à en endosser le plaidoyer à partir de 1918, sans doute rassuré par le fait que l'activisme civique des femmes n'ait pas conduit à la catastrophe annoncée, et s'inclinant devant leur participation massive à l'effort de guerre. Il usera de différents canaux d'influence pour manœuvrer le Congrès. Mais avant d'en arriver là, la lutte aura été rude.

« Philanthropy and Politics », écrit et publié par Addams en septembre 1912, est un plaidoyer pour enjoindre les groupes civiques à rejoindre le Parti Progressiste. Addams connaissait bien Roosevelt qu'elle avait rencontré pour la première fois à la Maison Blanche, lors d'une visite au président, en 1905, « destinée à lancer une enquête fédérale sur les femmes et les enfants dans l'industrie » (Knight, 2013a), et Roosevelt lui avait rendu visite à plusieurs reprises à Hull House. Celui-ci était le premier à donner la parole aux femmes et à s'engager pour leur accorder le droit de vote – quoique seulement État par État, et non pas d'un seul coup, au niveau fédéral –, alors que les autres candidats, Taft et Wilson y restaient opposés. Addams soutient alors la nomination de Theodore Roosevelt en 1912 à la Convention nationale du Parti progressiste. Roosevelt, bien qu'il fût le chantre des « énergies viriles » et des « combats vigoureux », jouant

de cette image publique de mâle surtestostéroné, n'en avait pas moins une sympathie pour le combat en faveur des droits des femmes. Dans sa thèse à Harvard, il s'était prononcé en faveur de l'égalité de droits entre hommes et femmes, défendant, entre autres mesures, celui de conserver leur nom après le mariage. Responsable de la police de New York, il était à l'origine d'une loi qui infligeait une punition corporelle aux hommes accusés de violences contre des femmes, et il avait introduit des femmes à des postes de direction au département de police de New York (NYPD). Il s'engagera aux côtés de la National American Women's Suffrage Association quand elle proposera un amendement constitutionnel en 1913.

La lutte pour le droit de vote des femmes bat son plein dans les années 1910, mais elle est bien plus ancienne. On lui donne souvent pour acte de naissance la première Convention pour les droits des femmes (Women's Rights Convention), en 1848, à Seneca Falls (Fillard, 2009), mais ses racines courent jusqu'aux réactions aux privations de droit de vote des femmes dans les États de la Confédération (dès 1777 à New York, et dans tous les autres États, à l'exception du New Jersey, en 1787) (Ryan, 1990). En matière de publications qui, très tôt, ont posé le problème, les essais *A Vindication of the Rights of Woman* de Mary Wollstonecraft (1792) en Angleterre, ou, aux États-Unis, *The Equality of the Sexes and the Condition of Women* de Sarah Grimké (1838) et *Woman in the Nineteenth Century* de Margaret Fuller (1843 dans *The Dial*, 1845 et 2011), jouissent d'une large diffusion. On connaît les étapes du mouvement pour le suffrage à l'ère progressiste. La National Woman Suffrage Association (NWSA) est fondée en 1869, en opposition à l'American Woman Suffrage Association (AWSA), basée à Boston. L'AWSA comprenait des hommes dans ses rangs (la NWSA était exclusivement féminine) ; l'AWSA optait pour une stratégie de conquête du vote État par État (la NWSA plaidait pour le vote d'un amendement à la Constitution) ; l'AWSA se focalisait sur la question du suffrage comme plus petit dénominateur commun (la NWSA visait des réformes plus profondes pour établir une égalité sociale entre hommes et femmes

– droit au divorce, garde des enfants, conquête de l'emploi, contrôle des revenus, parité de salaires): et surtout, l'AWSA était favorable au 15^e Amendement garantissant aux hommes noirs le droit de vote (la NWSA y était opposée). Le premier président de l'AWSA est un homme, Henry Ward Beecher, leader abolitionniste, une façon d'affirmer la continuité avec l'organisation American Equal Rights Association (AERA) qui, depuis la fin de la guerre de Sécession, en 1866, se battait pour l'égalité de droit des citoyens, sans considération de genre ou de race. L'AWSA, basée à Boston, crée *The Woman's Journal* (Lucy Stone et Henry Browne Blackwell, 1870-1931), la NWSA, basée à New York, *The Revolution* (Susan B. Anthony, Elizabeth Cady Stanton et Parker Pillsbury, 1868-1872). Nombre de ces femmes vont se retrouver dans les premiers syndicats féminins, et s'impliquer dans les mobilisations pour l'interdiction du travail des enfants, pour l'éducation obligatoire, et pour la prohibition des « maux jumeaux (*twin evils*) » de l'alcool et de la prostitution. La publication de *History of Woman Suffrage* par Stanton, Anthony et Gage, en 1881, est un moment fort de ce processus de constitution d'un mouvement féministe. Les volumes contiennent une masse de documents, de souvenirs et d'interprétations qui donnent un accès direct à la façon dont des activistes posaient le problème à la fin du XIX^e siècle. Pour la petite histoire, la fille de Stanton, Harriot, choquée par l'absence d'informations sur l'AWSA, écrit le chapitre de 140 pages dans le volume 2 en compilant *The Woman's Journal* – une décision qui s'avèrera utile au moment de la réconciliation des deux associations. En 1890, après que Lucy Stone, co-fondatrice de l'AWSA, eut fait un premier pas en ce sens, les deux associations sont réunifiées en une seule, la National American Woman Suffrage Association. La NAWSA sera présidée par E. C. Stanton (1890-92), puis par S. B. Anthony (1892-1900), et tenue ensuite par ses proches, Carrie Chapman Catt (1900-04) and Anna Howard Shaw (1904-15).

Où se situait Addams dans ce milieu militant? Tout en ayant une sympathie pour la cause du suffrage, elle ne s'y intéressera cependant

qu'assez tard. Son entrée en politique date de 1893, au contact de Florence Kelley, et du lobbying à Springfield, Illinois, pour passer la loi sur le travail des enfants ; en 1895, elle se mobilise à nouveau avec Kelley lors de la campagne pour l'élection de l'alderman de la 19^e circonscription de Chicago – cruciale pour la propreté de la ville. Son premier discours en faveur du vote des femmes date de 1897, à Boston – elle avait déjà 36 ou 37 ans. Elle était déterminée sans être radicale. Un leitmotiv était qu'il ne fallait pas exercer de pression induite sur les hommes – ils devaient comprendre que c'était de l'intérêt commun des hommes et des femmes de prendre en charge « les intérêts les plus élevés de la ville » (Addams, 1911f). Une autre préoccupation était d'intégrer des femmes de la classe ouvrière à la NAWSA, au nom des conséquences du vote sur leurs vies (Addams, 1912m : 9) : c'est ainsi que la Ligue des syndicats de femmes (WTUL) a rajouté le droit de vote à son programme, tandis que la NAWSA a inclus dans le sien la sécurité au travail et l'égalité de salaires. Un autre cheval de bataille d'Addams était le renforcement par le droit de vote de la position institutionnelle des femmes dans les tâches d'éducation, de santé et de justice où elles étaient très investies, mais fragilisées par leur statut de citoyennes de seconde zone (Addams, 1912m : 8). C'est à partir de 1906 qu'elle participe à son premier meeting de la NAWSA, jusqu'à en être élue vice-présidente en 1911, et c'est à ce titre qu'elle se lancera dans la campagne électorale du Parti progressiste à partir de septembre 1912. Knight (2013b) raconte comment, alors qu'elle était l'une des quatre femmes élues au Comité progressiste national et qu'elle avait donné ses conférences tambour battant, elle assiste comme une simple spectatrice à la victoire de Wilson le 5 novembre 1912. Elle ne gagne le droit de voter à une élection présidentielle qu'après le 11 juin 1913, et, en 1916,

[l]e républicain Charles Evans Hughes dépêcha Theodore Roosevelt comme émissaire pour obtenir le soutien d'Addams. Le président Woodrow Wilson, qui cherchait également à gagner son appui, lui envoya un énorme bouquet de soixante roses

American Beauty à longue tige, alors qu'elle se remettait d'une opération. Enfin, Addams fit son annonce. Après avoir loué le président Wilson pour le caractère progressiste de sa politique intérieure, elle déclara à la presse qu'elle voterait pour lui. Reconnaisant, il lui envoya un autre bouquet de roses, tout aussi massif. (Knight, 2013b)

Addams, par calcul politique, se rallie ainsi à Wilson, dont nous verrons qu'il s'était montré particulièrement insensible à la cause des Noirs. Mais elle associait clairement le vote des femmes et celui des Noirs, regrettant qu'en 1870 le Congrès n'ait pas légiféré dans le sens d'une double émancipation. Addams, par ailleurs, était sensible à tous les empêchements imposés aux Noirs pour les tenir à l'écart des élections – taxes d'enregistrement, tests d'alphabétisation, intimidation et violence, clause du grand-père (qui ne devait pas être esclave), etc. –, ce qui réduisait à zéro leur participation politique.

Lutter contre la ségrégation politique des femmes n'impliquait cependant pas de lutter contre la ségrégation juridique et sociale des Africains-Américains, pas plus qu'elle ne requérait de solidarité particulière avec les femmes noires. Nombre de femmes de la NAWSA refusaient de les intégrer à l'organisation. Charlotte Perkins Gilman en est peut-être l'exemple le plus flagrant. On a de nombreuses traces de ses interventions à la NAWSA et au National Woman's Party et elle est considérée par ses contemporaines, depuis la publication de *Women and Economics* (1898), comme l'une des critiques les plus aiguës de la condition des femmes. On peut en prendre pour exemple original une petite pièce d'un acte, « Something to Vote For » (1911), publiée dans son magazine, *The Forerunner*. Ces pièces sont alors un outil de propagande civique. Elles sont lues ou jouées dans des réunions privées, afin de susciter discussion et prise de conscience. Au domicile de la nouvelle présidente d'un club influent de femmes anti-suffrage, le Dr Strong vient donner une conférence sur la « pureté du lait (les femmes se refroidissent et se raidissent en entendant le



Cinq femmes noires de la Ligue des femmes
(Women's League) de Newport, 1899.



« *Lifting as We Climb* »,
Bannière de l'Association nationale des
clubs de femmes de couleur, 1924.



Photo de groupe au 19^e Congrès de la Fédération des clubs de femmes de couleur de l'Illinois, devant l'Église Wayman Africaine Méthodiste Épiscopale de Bloomington, août 1918. La bannière porte l'inscription « Loyauté aux femmes et Justice pour les enfants ».

mot politique) ». Gilman met en scène une discussion entre médecin, laitier, inspecteur et mamans, dont une femme pauvre qui vient de perdre un enfant. Elle glisse au passage une foule d'informations sur le circuit de production et de distribution du lait fermier, sur les avantages du lait maternel ou sur le test du lait à l'iode. Mais le point de la discussion est le vote des femmes. « Notre nouveau membre doit être informé que toute discussion du suffrage féminin est interdite par le règlement de ce club », avertit-on le Dr Strong, pourtant désireux de s'impliquer dans la « politique pratique » de la ville. Les arguments de sens commun sont assenés par Mrs Green : « La place d'une femme est à la maison », ou par Mrs Brown : « Les femmes ne sont pas faites pour la politique [...] et mon mari dit que la politique n'est pas faite pour les femmes ». Mais, en conclusion, Mrs Carroll fait le lien entre santé des enfants, qualité du lait et droit de vote. « Nous voyons maintenant à quoi se résume notre "influence" ! Riches ou pauvres, nous sommes impuissantes ensemble si nous ne nous éveillons pas au danger et ne nous protégeons pas. C'est à cela que sert le bulletin de vote, mesdames – à protéger nos foyers ! À protéger nos enfants !

À protéger les enfants des pauvres ! Je suis prête à voter maintenant ! Je suis heureux de voter maintenant ! J'ai une raison de voter ! Amis, sœurs, tous ceux qui sont en faveur du suffrage féminin et du lait pur, dites "oui" !»

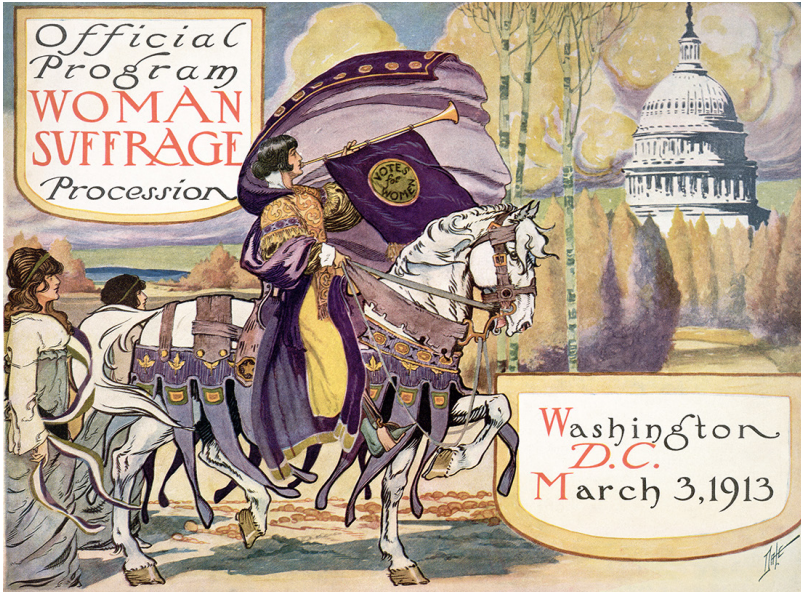
Gilman est à la pointe du radicalisme féministe. Mais elle n'en est pas moins convaincue de la suprématie de la race blanche. Dans son essai, «A Suggestion on the Negro Problem», publié en juillet 1908 dans l'*American Journal of Sociology*, elle rejoint les positions racistes de sociologues comme Lester F. Ward et Edwin A. Ross. La race blanche doit trouver un moyen pratique pour accélérer «l'évolution raciale» de ce «grand corps d'étrangers, d'une race foncièrement différente et, à bien des égards, inférieure, dont le statut actuel est pour nous la source d'un préjudice social» (Gilman, 1908 : 78). Chaque État devrait selon elle enrôler tous les «Noirs en dessous d'un certain degré de citoyenneté», au même titre que «ses pauvres, ses déficients [...] la classe des citoyens comparativement attardés» (*ibid.* : 84) dans un Bureau de Perfectionnement où ils pourraient acquérir de nouvelles habitudes et devenir des travailleurs productifs au service de la communauté¹. Sans doute le jeu de la compétition et de la sélection naturelles a-t-il permis l'émergence d'une couche de «Noirs décents et autonomes», qui n'est plus un «problème» et qui mérite les félicitations des Américains blancs (*ibid.* : 80-81) – où l'on pourrait voir une traduction paternaliste du «dixième talentueux (*talented tenth*)» dont parle Du Bois dans «The Economic Future of the Negro» (1906). Mais si, pour Du Bois, seule une petite fraction de la communauté noire échappe aux travaux domestiques ou industriels, acquiert une formation et devient économiquement indépendante, et si la majorité est «étouffée, noyée», bloquée dans son développement de soi par les violences qu'elle subit – c'est bien pour des raisons sociales et politiques, et non pas naturelles. Gilman, tout en prônant une égalité des genres dans ses écrits, est tout au long de sa vie raciste, nativiste et antisémite, affirme son opposition aux Noirs et aux Orientaux, et de façon générale aux «immigrants qui grouillent» et n'ont pas

« l'ingéniosité, l'esprit de progrès et la gentillesse de caractère qui forment un caractère national distinct » (Gilman, 1923).

Gilman retient ici notre attention, en raison de ses liens avec Addams ou Dewey, et de la force de ses arguments sur le genre : son étroitesse d'esprit sur les questions de race et de migration n'en est que plus frappante. Mais son cas était loin d'être isolé. La présomption d'une convergence entre intérêts de genre et intérêt de race est trompeuse. C'est ainsi que les Conventions dans le Sud, à Atlanta en 1895 et à La Nouvelle Orléans en 1903, continuent d'être ségréguées – avec d'autant moins d'états d'âme que les démocrates des anciens États confédérés du Sud étaient à l'origine des lois Jim Crow. En réponse à cette discrimination, les femmes noires s'organisent dès juillet 1896 au sein de la National Association of Colored Women (NACW), à l'appel de Josephine St. Pierre Ruffin (fondatrice en 1886 du premier journal publié par et pour des femmes africaines américaines, *The Woman's Era*). Elles élisent Mary Church Terrell comme première présidente. Elles vont poursuivre, en se coordonnant davantage, les œuvres de bienfaisance engagées de longue date et travailler à l'amélioration des conditions de vie des familles noires, mais elles vont aussi affirmer leur existence politique et s'organiser pour la résolution de problèmes sociaux pour lesquels leurs communautés sont laissées en marge (Knupfer, 1996). En Illinois, Ida B. Wells-Barnett (connue à l'époque pour ses recensements minutieux des épisodes de lynchages contre les Noirs aux États-Unis, dans *The Red Record*, 1895) et Elizabeth Lindsay Davis (éducatrice, qui créera en 1900 le club de femmes Phyllis Wheatley à Chicago et qui racontera plus tard l'histoire des clubs noirs dans l'État d'Illinois (1922), et celle de l'Association nationale des femmes de couleur, dans *Lifting as They Climb*, 1933) sont élues déléguées. Elles vont se battre ardemment contre la violence subie par les Noirs et contre les lois Jim Crow, en faveur du vote des femmes, nourrir les rangs de la NAACP au moment de sa formation, et contribuer à la victoire d'Oscar S. DePriest (qui

sera plus tard le premier Africain-Américain élu au Congrès en 1929) aux élections aldermaniques en 1915 (Hendricks, 1998).

En 1913, les délégations du Sud refusent pourtant à nouveau aux femmes noires le droit de manifester en commun avec les femmes blanches dans la Grande Marche du 3 mars à Washington, la « Procession » pour le vote des femmes (Woman's Suffrage Procession – 5 à 8 000 participantes), organisée par Alice Paul et Lucy Burns, le jour de l'investiture de Wilson. C'est la toute première du genre qui inaugure une tradition de rassemblements de protestation devant le Lincoln Memorial. Elle se fait sous le patronage de l'American Woman Suffrage Association, et avec la participation de toutes sortes d'associations : Women's Political Union, Equal Franchise League, Workers' Suffrage League, College Equal Suffrage Party, Woman Suffrage Party, Men's League for Women's Suffrage, sans compter les organisations locales qui ont fait le voyage. Les photographies de *The Woman Voter and the Newsletter* (juin 1913) révèlent un imaginaire médiéval, centré sur les « idéaux et vertus de la féminité américaine ». Les femmes défilent en costumes de chevalières derrière Inez Milholland², caracolant à cheval, toute de blanc vêtue. Ce défilé est un énorme succès. Charles Zueblin (juin 1913 : 15-16) écrit un article caustique, à propos du nombre de 9 613 marcheuses qui auraient été comptées par « les anti-suffrage », alors que les journaux parlent de dizaines de milliers – Zueblin fixe lui-même le nombre tout aussi fictif de 96 130 spectateurs sympathisants ou concernés sur les trottoirs ! Toujours dans les colonnes de ce numéro de *The Woman Voter*, dont elle était la précédente editrice, Mary Ritter Beard, grand nom de la *New History*, collaboratrice et compagne de Charles Beard, coorganisatrice de la Marche, fait la connexion de cette manifestation de force dans la rue avec la politique nationale. Elle compte qu'un cinquième du Sénat et un huitième du Congrès ont été élus avec l'aide des votes féminins. La campagne pour l'amendement fédéral, écrit-elle, est une lutte pour l'émancipation et la sortie des femmes du « paupérisme politique » (juin 1913 : 18).



Programme officiel du défilé de la NAWSA,
Washington D.C., 3 mars 1913.



Inez Milholland Boissevain, vêtue d'une cape blanche, montant un cheval blanc, paradant en tête du défilé pour le suffrage à Washington, D.C., le 3 mars 1913.



L'actrice allemande Hedwig Reicher portant le costume de Columbia en face du siège du Département du Trésor, lors de la marche du 3 mars 1913.

La mise en scène de la pureté vestalienne des femmes paraît aujourd'hui étonnamment en décalage par rapport au « travail politique » de sensibilisation, de mobilisation et de rassemblement accompli par ces militantes. Le mouvement pour le vote des femmes est, avec ceux pour l'abolition et pour la prohibition, l'un des grands inventeurs du répertoire d'action collective pour les causes contemporaines. Le Woman Suffrage Party de New York City, par exemple, créé par Carrie Chapman Catt, fonctionne comme une « machine politique », tout en se déclarant « non-partisan » : c'est un « parti » singulier, qui se bat pour une cause et qui se veut transversal aux partis progressiste, démocrate et républicain. En première page de son organe mensuel, *The Woman Voter* (janvier 1916, VII, 1), Florence Woolston décrit l'anatomie d'une organisation conçue « pour gagner (*to win*) », avec un leader dans chacun des 63 districts de l'Assemblée de l'État (Assembly Districts), une Chairwoman pour chacun des cinq arrondissements (Boroughs) de la Ville et un capitaine dans chacun

des districts électoraux de la Ville (Election Districts). Hommes et femmes peuvent y adhérer. Au milieu des publicités pour des fourrures et des tapis, des crèmes et des poudres, on découvre dans un encart que des déjeuners sont servis dans la salle à manger du Woman Suffrage Party, 48 East 34th Street, ou livrés pour 50 cents la pièce pour des événements sociaux – une façon pour le « parti » d'assurer des entrées d'argent. En janvier 1916, Adaline W. Sterling, toujours dans *The Woman Voter* (*ibid.* : 23-24) étoffe la description de son fonctionnement : conventions, bals et banquets sont des occasions de rassemblement social à chacun des échelons du parti ; un prix est créé pour qui imaginera le nouveau slogan de la NAWSA ; le parti crée des écoles de nuit de formation à la citoyenneté (*suffrage schools*), où l'on enseigne des cours d'économie, droit parlementaire, gouvernement civil et histoire électorale. Elinor Byrnes du barreau de New York y parle du statut juridique des femmes et C. P. Gilman du « Progrès des femmes ». La Marche du 3 mars n'est que la partie visible d'un énorme « travail politique », indissociable d'un travail pédagogique, qui touche également à d'autres sujets plus prosaïques. Le Bureau de l'enfance (Children's Bureau) de Julia Lathrop utilise *The Woman Voter* (*ibid.* : 13-14) comme l'un des supports de sa campagne nationale sur les soins aux bébés (la Baby Week du 6 au 13 mai 1916) (Children's Bureau, 1917) ; le Bureau de l'hygiène infantile (Bureau of Child Hygiene) du Dr S. Josephine Baker informe sur les 59 stations de lait créées dans le Grand New York (*ibid.* : 15). Le symposium « Better Babies and Votes » qui suit témoigne de l'entrée en politique de sujets issus de la sphère domestique. En octobre 1916 (*ibid.* : 10), Helen Dwight signe un article sur la nouvelle loi sur le travail des enfants pour le National Child Labor Committee. La Fédération générale des clubs de femmes ou la Little Mother's Aid Association sont enrôlées par le Woman Suffrage Party pour faire de la lutte contre les germes un sujet politique.

La figure des mères est arrachée à la vie domestique pour devenir une figure citoyenne. Place est faite, en outre, aux nouveaux métiers où les femmes sont admises, comme l'article « How It Feels to Be



Bébés, germes et suffrage : « J'aurais aimé que ma maman ait le droit de vote pour tenir les germes à distance »
(*The Woman Voter*, mai 1916, p. 17).

a Policewoman » (avril 1916 : 16-17), ou celui consacré à Reah Whitehead, première juge de paix à Seattle (sept. 1916 : 17-18). Des informations sont données, au fil des numéros, sur l'état des batailles pour le suffrage au Canada, dans le Wyoming, l'Iowa ou le Dakota, des États-cléfs, ou encore sur la grève de mai 1916 coordonnée par le Syndicat international des travailleuses du vêtement (juillet 1916 : 20-21). Tandis qu'une nouvelle rubrique est lancée par Woolston en octobre 1916 sur les préjudices et injustices que subissent les femmes à New York et la façon dont les institutions y répondent. *The Woman Voter* œuvre ainsi à créer un environnement informationnel et intellectuel, en parallèle au façonnage d'un environnement organisationnel, moyennant lesquels femmes et hommes du WSP partagent une expérience commune, se convainquent du bien-fondé de leur lutte, attirent et recrutent de nouveaux membres et génèrent l'énergie qui les motive. Cette formation d'un collectif d'expérience et d'action va de pair avec la constitution d'une arène inter-organisationnelle, au cœur de laquelle le WSP désigne ses alliés et ses adversaires, ses cibles et ses soutiens ; tandis que *The Woman Voter* dessine un paysage de références symboliques : il insère des encarts publicitaires pour la littérature féministe du moment et assure des liens avec d'autres médias comme *The Forerunner*, le magazine de C. P. Gilman, ou *The New Republic*, dont est reproduit en avril 1916 un article, « Labor's Position on Women Suffrage », « qui considère le mouvement pour le vote des femmes comme un des mouvements sociaux d'avant-garde » (*ibid.*, avril 1916 : 26). Inversement, *The Survey* est mis à l'index pour le « masculisme » d'un article de John Martin qui voudrait réenfermer les femmes à la maison, et, de façon plus générale, *The Woman Voter* consacre une rubrique aux « Anti[-suffrage] » en démontant leurs arguments ou en les tournant en dérision.

Reste la question raciale. On pourra être choqué aujourd'hui par le sort réservé aux femmes en général, et plus spécifiquement aux femmes noires, et par le refus de les inclure à égalité avec les femmes blanches. Mais ce n'est qu'après un siècle de revendications

WOMAN'S JOURNAL AND SUFFRAGE NEWS

VOL. XLIV. NO. 10

SATURDAY, MARCH 8, 1913

FIVE CENTS

PARADE STRUGGLES TO VICTORY DESPITE DISGRACEFUL SCENES

Nation Aroused by Open Insults to Women—Cause Wins Popular Sympathy—Congress Orders Investigation—Striking Object Lesson

Washington has been disgraced. Equal suffrage has scored a great victory. Thousands of suffrage women have been arrested. Infamously they are incensed and the United States Senate demands an investigation of the treatment given the suffragists at the National Capitol on Monday.

Ten thousand women from all over the country had planned a magnificent parade and passed to take place in Washington on March 5. Artists, famous leaders, designers, women of influence and renown were ready to give a wonderful and beautiful show of suffrage work to the public that would through the National Capitol for the inauguration festivities. The suffragists were ready; the police procession started down Pennsylvania avenue, when the police protection that had been promised failed them, and a disgraceful scene followed. The crowd moved into the space which had been marked off for the parade, and the leaders of the suffrage movement were compelled to push their way through a mob of worst element in Washington and vicinity. Women were still upon, slapped by the face, tripped up, pelted with burning cigar ends, and insulted by jeers and obscene language, till the police arrested them.

The cause of all the trouble is apparent when the facts are known. The police authorities in Washington opposed every attempt to have a suffrage parade at all. Having been forbidden a place in the inaugural procession, the suffragists asked to have a procession of their own on March 5. They were finally told that they could have a procession but that it could not be on Pennsylvania avenue, but must be on a side street. At last they got permission to have the suffrage parade on the avenue, and asked that traffic be excluded from the street during the parade. For a long time this was denied, and only on Saturday were they successful.

Everything was at last arranged; it was a glorious day; ten thousand women were ready to do their part to make the parade beautiful to behold to make it a credit to womanhood and to demonstrate the strength of the movement for their enfranchisement. The police were determined, however, and they had their way. Their attempt to admit the marchers procession and keep the space of the avenue free for the suffrage procession was the immediate cause. Before the women were allowed to pass the police were armed with folded arms and ordered while the jaded women of the lead were insulted and roughly abused by an ignorant and unscrupulous mob.

Miss Alice Paul and other suffragists were compelled to drive their automobiles down the avenue to surround the crowds on the suffragists with the harness and floats could pass. The police officials say their force was inadequate to handle the crowds, but it is noted that there was no disorder on the avenue during the inaugural procession. It is stated that federal troops were ordered to the chief of police for the suffrage procession, but that he refused their aid. At any rate, assistance was finally called from West Virginia and mounted soldiers drove back the crowd so that an unobstructed line of marchers could pass through.

Not only were the suffragists, but they were disappointed in having the effect



General Rosalie Jones in Pilgrim Costume; Miss Inez Miiholland on White Steed Leading the Parade; One of the Scores of Impeding Floats;

One View of the Procession

AMENDMENT WINS IN NEW JERSEY

Easy Victory in Assembly 46 to 5—Equal Suffrage Enthusiasm Runs High



The New Jersey Legislature passed the woman's suffrage amendment in the Assembly last week by a vote of 46 to 5. The Senate has already voted favorably 14 to 8. A large delegation of suffragists crowded the galleries, and when the overwhelming vote was announced there was a scene of great enthusiasm. Women stood in their seats and waved handkerchiefs and "votes for women" signs and cheered their fellow house.

Dr. Jekyll becomes Mr. Hyde. Opposition was confined exclusively to the old sentimental arguments.

(Continued on Page 7)

MICHIGAN AGAIN CAMPAIGN STATE

Senate Passes Suffrage Amendment 26 to 5 and Battle Is Now On



Michigan is again a campaign State after a short lapse of four months. The amendment will go to the voters on April 7. The State-wide feeling that the women were defeated in victory last fall will help the suffragists. The final action of the Legislature was taken last week, when the Senate, by a vote of 26 to 5, passed the suffrage amendment, with a slight amendment to make the requirements for foreigners within the same as those for male immigrants.

Governor Watches Debate

The debate in the Senate lasted an hour and a quarter, and was characterized by the persistent efforts of Senator Woodcock and a few others to talk on erasing amendments. Several suggestions, including the disallowing of women for holding office or serving on juries, were voted down in quick succession.

Gov. Parke was among the visitors who crowded the chamber and sat next Mrs. Clara B. Arthur, Mrs. Thomas B. Henderson and Mrs. Willard H. Beckwith of Detroit; Mrs. Zeno Law Hardy, of Trossach, and other State leaders were present, supported by a large delegation of female suffragists.

The final stand of the opposition was made by Senator Meritt. In the hope of putting off the amendment till November, 1914, this also failed. Of the five who opposed the measure on the final roll-call, three were from Detroit.

A complete campaign of organization and education has been organized by the State Association.

(Continued on Page 7.)



(Continued on Page 7.)

Woman's Journal and Suffrage News, 3 mars 1913 : « Le défilé se bat pour la victoire malgré des scènes scandaleuses » – photos de Rosalie Gardiner Jones et Inez Miiholland.



Marche nationale pour le suffrage à Washington, D.C., le 3 mars 1913, au coin de Pennsylvania Avenue et de la 11^e rue.

de droits civiques que nous sommes prêts à opérer ce type d'élargissement de la citoyenneté, sinon de l'humanité, à d'autres groupes. Seuls des petits groupes avant-gardistes, comme la NAACP, ou avant elle l'AERA, ou les femmes du Woman Suffrage Party, prônent une égalité sans condition. Les femmes ne sont pas les seules à souffrir ce type d'exclusions. D'autres individus, qui ne seront que plus tard perçus comme membres de « minorités », en pâtissent également. L'absence des Amérindiens, qui recevront la citoyenneté américaine en 1924 – un cadeau empoisonné destiné à les spolier davantage de leurs terres –, n'est pas interrogée. Les hommes de Porto Rico nés après 1898 deviennent citoyens en 1917, les femmes capables de lire en 1929, toutes les femmes aux élections locales en 1935. D'affirmation d'un droit de choisir son orientation sexuelle, il n'est pas non plus question, alors même que beaucoup de ces femmes militantes vivent en couple ou en communauté avec d'autres femmes – la sexualité féminine commence à peine à être objet d'enquête et l'homosexualité est loin, encore, d'être politisée. Quant aux personnes issues des classes les plus défavorisées, elles sont souvent taxées d'incapacité

au *self-control*, et donc au *self-gouvernement*. La lecture des dossiers de travailleurs sociaux témoigne de la difficulté à se mettre « à la place de » pour comprendre pauvres et migrants, ou en tout cas à se décentrer vers les mondes sociaux et les champs d'expérience des autres classes ou nationalités. L'exclusion des multiples sortes de « déficiences » liées au handicap est encore naturalisée en ce temps-là : l'inaptitude d'une partie de la population va de soi et le témoignage de Randolph Bourne (1911), décrivant sa propre expérience de « handicapé (*handicapped*) » reste, plus d'un siècle après, aussi poignant. Addams et les femmes de Hull House, ou Lillian Wald et celles du Henry Street Settlement – et à ce que l'on en sait, Harriet Park Thomas, Helen K. Mead et Alice C. Dewey –, sont des exceptions. Addams republie en 1912 dans *The Survey* « A Modern Lear » (1912x), qu'elle avait écrit en 1895, du temps de la grève Pullman, et qui avait été un moment-clé de son éveil politique, comme de celui de Dewey : critique de la philanthropie paternaliste, affirmation de la justice contre la bienfaisance (Knight, 1997), découverte de la lutte de classes, élaboration de l'éthique sociale, appel à « l'émancipation du travailleur (*wage-worker*) ». Elle reconnaît la « capacité politique des classes ouvrières », pour parler comme Proudhon, de même qu'elle faisait un effort pour comprendre ses voisines italiennes et ne pas les rejeter dans les limbes de la sauvagerie. En 1914, elle propose sa première interprétation de la rumeur du « bébé du diable (*devil baby*) », à laquelle les femmes de Hull House avaient été confrontées, et elle tente de décrypter le sens des suspicions et accusations dont le *settlement* est la cible (Addams, 1916 : chap. 1, et 1916b). En 1912, le conflit autour de la capacité politique des « Noirs » ou des « Orientaux », et pour certains des « catholiques » ou des « juifs », reste extrêmement vif : l'argument de l'accès à la raison, nié à certains groupes raciaux ou religieux, se redouble du soupçon d'un manque de loyauté et d'une incompatibilité avec l'esprit américain. La controverse sur l'américanisation bat déjà son plein. La capacité politique des hommes les plus pauvres, des hommes noirs et des hommes migrants a beau être acquise légalement, elle continue de poser problème pour beaucoup. Ces préjugés sont souvent

partagés par les femmes qui dénigrent les revendications de suffrage. On retrouve les prémices du mouvement anti-suffrage dès 1895 dans le Massachusetts et 1897 dans l'État de New York. *The Anti-Suffragist*, revue new-yorkaise de Mrs William Winslow Crannell, est créée en 1908 (Goodier, 2013). La Women's National Anti-Suffrage League naît à Londres le 21 juillet 1908 ; la National Association Opposed to Woman Suffrage est lancée à New York par Josephine Jewell Dodge en 1911 et se donne pour organe *Woman's Protest*, plus tard, en 1918, *Woman Patriot*. On y découvre les linéaments d'une rhétorique toujours actuelle du féminisme conservateur, patriotique et domestique, qui glorifie les vertus féminines des mères, sœurs et épouses et leur exemption des devoirs politiques (Benjamin, 1991 ; Jablonsky, 1994 ; Camhi, 1994). Dans le Sud, la crainte est de surcroît de voir arriver aux urnes des millions de femmes noires, réputées moins dociles que les hommes, qui bouleverseraient les équilibres électoraux dans certaines circonscriptions et, par la simple arithmétique du vote, menaceraient le suprématisme blanc.

Pour revenir à la parade du 3 mars 1913, un compromis est finalement trouvé : en tête du cortège, on place la section des femmes en droit de voter dans leur État, et les « pionnières » militantes de longue date. Puis viennent les femmes engagées dans une profession, portant leur costume de travail ; ensuite, les représentantes des États qui n'ont pas encore accordé le droit de vote féminin ; enfin les hommes et, derrière eux, la section réservée aux femmes noires, en fin de cortège. Mary Beard (1991 : 69) racontera dans une lettre comment elle avait plaidé, avec ses amies Paul et Burns, pour le mélange racial ; mais « la peur des hordes » de sudistes du Maryland et d'ailleurs avait fait pencher la balance du côté de la séparation des sections. Les femmes noires défilent, encadrées par un cordon de sécurité composé d'hommes, menées par Mary R. Beard, habillée d'une cape verte, dans son rôle de responsable du service d'ordre (*marshal*). La parade, tout en ayant une belle couverture dans la presse, fait par ailleurs l'objet de violentes attaques de la foule de spectateurs.

La lutte se raidit et elle provoque des réactions fortes : la question du vote joue comme un analyseur des attentes d'égalité. Entre hommes et femmes : le désir d'émancipation passe mal auprès d'un certain nombre d'hommes, qui se montrent extrêmement agressifs sur le passage du cortège ou dans la presse. À plusieurs reprises, sans doute pour ménager les adversaires, Addams prend soin d'indiquer qu'« aucune de ces femmes actives ne souhaitait prendre la place des hommes, ni les influencer dans la direction des affaires masculines ». « Elles cherchent une occasion de coopérer directement à la vie civique par l'utilisation du bulletin de vote, en vue de leurs propres affaires. » Mais avec beaucoup d'humour, dans « If Men Were Seeking the Franchise » (1913d/2023), elle inverse les rôles. Elle imagine un monde matriarcal, un *woman-made world*, entre les mains des femmes qui opposeraient aux hommes les arguments que la vie l'emporte sur la force et sur la richesse, et qu'étant donné leur incapacité patente dans la gestion de leurs foyers, il serait criminel de leur confier les affaires industrielles et les affaires publiques du pays³. Une petite fiction littéraire d'une grande efficacité politique. Les attentes d'égalité entre femmes blanches et noires sont également mises à mal. Ida B. Wells refuse la mise à l'écart au sein du cortège du 3 mars. Elle dénonce cette ségrégation et malgré la demande de Grace Wilbur Trout, la déléguée en chef de l'Illinois, elle en rejoint la délégation : « *I shall not march at all unless I can march under the Illinois banner.* » D'autres femmes noires se joignent aux délégations de New York ou du Michigan – comme Mary Church Terrell. Ida Wells et Viola Belle Squire, auteure, deux ans avant, de *The Woman Movement in America* (1911), qui refusait de payer ses impôts tant qu'elle n'aurait pas le droit de vote, ont à peine un mois avant, le 30 janvier 1913, créé l'Alpha Suffrage Club de Chicago (2830 South State Street), pour suffragistes noires (Davis, 1922; Wells, 1970 : chap. 39). Wells raconte dans son autobiographie comment le dissensus avec la NAWSA et le mouvement des suffragistes blanches remontait loin. Toute jeune, elle avait déjà signifié à Susan B. Anthony, qui avait pourtant nommé Frederick Douglass membre honoraire de la NAWSA,

son désaccord quand celle-ci avait refusé d'aider des femmes noires à s'organiser au sein de l'association, de crainte de s'aliéner le soutien des femmes blanches (Wells, 1970 : 229-230). Plus que S. B. Anthony,



Julia Lathrop, Jane Addams, Mary McDowell plaident la cause du suffrage féminin au Congrès, Capitol Hill, Washington D.C. [sans doute le 3 décembre 1913].



Ida B. Wells portant un macaron « In Memoriam Martyred Negro Soldiers » en hommage aux soldats noirs qui ont été traduits en cour martiale et pendus à Houston, Texas, le 11 décembre 1917.

c'est Frances E. Willard, la puissante présidente de la Women's Christian Temperance Union, que Wells critiquera pour ses prises de position sur le lynchage⁴. Il n'est jusqu'à Addams, pourtant peu suspecte de racisme, que Wells doit reprendre de temps à autre pour les préjugés qu'elle laisse, malgré elle, transparaître⁵. Quels que soient les liens qu'elle entretienne avec Addams (vote progressiste) ou avec Du Bois (vote démocrate), Wells est en 1912 restée politiquement loyale au Parti républicain, dont Charles S. Deneen, gouverneur de l'Illinois entre 1905 et 1913, avait nommé son époux, Ferdinand L. Barnett, procureur-adjoint de l'État. Reste que la situation de discrimination et de ségrégation raciale, contre laquelle Addams et quelques autres bataillent au sein du Parti progressiste et qui reste un enjeu central de l'élection de 1912, se retrouve au cœur du mouvement suffragiste, et en particulier de sa principale association.

NOTES

1 Pour un commentaire, Oliver (2015) ou Knight (2000). Débordée par son enthousiasme, Deegan (2002 et 2008) inclut Gilman dans une hypothétique «Hull House School of Race Relations», dans laquelle elle enrôle Mead et Dewey, Ida B. Wells-Barnett et Fannie Barrier Williams. Mais leurs degrés d'engagement dans le *settlement* étaient très divers, et variables dans le temps. Pour le lien entre Du Bois et Hull House, cf. Deegan (1988b).

2 Inez Milholland Boissevain, outre son engagement dans le National Woman's Party, était membre de la NAACP, de la Women's Trade Union League, du National Child Labor Committee, de la Women's Political Union et de la Fabian Society en Angleterre. Elle meurt tragiquement d'anémie pernicieuse à Los Angeles lors d'une tournée de conférences pour le NWP, le 25 novembre 1916. Elle raconte sa conversion à la cause du suffrage dans *The Woman Voter*, «My Conversion to Woman Suffrage» (janvier 1917 : 13-14). Elle rejette les «efforts philanthropiques» de servir la soupe populaire à des femmes qui, payées justement pour leur travail, ne seraient pas réduites à la misère. Elle se heurte au traitement des femmes comme inférieures dans le cabinet d'avocats où elle travaille : «En regard de la *common law*, la femme n'était pas du tout un être humain responsable. Elle était une propriété et était traitée et légiférée comme

telle.» Propriété des hommes, elle «ne pouvait entrer dans des contrats, tenter un procès ou être poursuivie en justice, détenir des biens en propre, être la gardienne légale de son propre enfant. Sa nationalité dépendait entièrement de celle de son mari [ce qui avait été le cas de Milholland après qu'elle eut épousé Eugen J. Boissevain, hollandais]. Ses revenus lui appartenaient, ainsi que les services de ses enfants et les siens propres, selon son bon désir. Elle n'avait aucun droit à une partie déterminée de ses richesses, quel que fût son degré de prospérité.» Et ainsi de suite à propos des lois de succession et de la règle de primogéniture. «Ses droits les plus intimes étaient sacrifiés pour le maintien de l'autorité de son mari»; toute capacité au gouvernement de soi, y compris en matière de conscience, lui était niée. En Angleterre, «une femme n'est pas une personne pour ce qui concerne les droits publics, à moins qu'un Acte du Parlement ne le déclare expressément».

3 Ce texte, «Si les hommes réclamaient le droit de vote», paru dans le *Ladies' Home Journal* (juin 1913), est un très bon révélateur, avec sa verve satirique, des visions de la masculinité et de la féminité qui animaient nombre de suffragistes et de féministes du début du XX^e siècle aux États-Unis. «Vous aimez tellement vous disputer – vous aimez

ça depuis que vous êtes des petits garçons –, que vous nous ruineriez pour acheter des armes pour des guerres, au détriment des écoles et des hôpitaux et que par négligence, vous laisseriez les ouvriers contracter toutes sortes de maladies! Dans un État « fait de la main de l’homme (*man-made state*) » – Addams calque cette expression sur celle de Charlotte Perkins Gilman, *The Man-Made World* (1911) –, la « culture androcentrique » se solderait par l’empoisonnement au plomb, l’absence de protection sur des machines dangereuses ou le travail des jeunes enfants, sacrifiés sur l’autel du profit. L’industrialisme est aussi meurtrier que le militarisme, dont il est le parent direct dans un monde patriarcal.

Addams poursuit sur « l’instinct sauvage de la punition et de la vengeance » qui amène à dépenser plus en police, prisons et pénitentiaires que sur les postes de la réforme par l’éducation; et elle déplore l’hypocrisie de la stigmatisation des prostituées qui ne font que vivre des vices des hommes, eux-mêmes jamais poursuivis « comme contrevenants à la loi » (ce sujet se retrouve sous la plume de Florence Woolston dans une revue comme *The Woman Vote*, octobre 1916: « Aucune femme n’est en sécurité à New York tant qu’une équipe d’hommes en civil est payée pour piéger les femmes. Dans un effort frénétique de la société pour protéger les hommes des prostituées, dont ils sont pourtant les seuls clients, nous avons créé une société qui rend

immoral le fait pour une femme de parler à un homme dans la rue. Dans ce XX^e siècle, les rapports humains amicaux sont pénalisés parce que les femmes sont considérées comme un danger pour les hommes. »). De telles pathologies de la vie collective auraient pourtant été facilement évitées, selon Addams, par l’institution de l’égalité des hommes et des femmes, et en particulier de l’égalité devant le suffrage qui aurait permis aux femmes d’être électrices et éligibles, d’avoir une parole de poids dans les débats publics et de mettre leur expérience au service de la communauté, au lieu d’être sans cesse réduites au statut de mineures et privées de pouvoir civique et politique. Et Addams cite pour conclure la *République* de Platon, où celui-ci « affirmait que pour ce qui concerne les gardiens de l’État, il n’y a pas de distinction entre les pouvoirs de l’homme et de la femme, si ce n’est ceux que la coutume a établis ».

4 Sur cette controverse, cf. la biographie de Frances Willard par Mary Earhart (1944: 360 *sq.*). Voir aussi dans l’autobiographie de Ida B. Wells: « Elle [Willard] a diffusé, sans hésiter, ses calomnies contre la race noire tout entière, afin de gagner la faveur de ceux qui pendent, fusillent et brûlent les Noirs vivants. C’est ce qu’elle a fait dans une interview publiée dans *The Voice*, New York City, le 23 octobre 1890. Elle y parle de “grandes foules aux visages sombres dont le cri de ralliement est un meilleur whisky et plus de whisky

[...] La boutique d'alcools (*grogshop*) est leur centre de pouvoir. La sécurité des femmes, des enfants, des foyers est menacée dans un millier de localités en ce moment, de sorte que les hommes n'osent pas s'éloigner et perdre de vue leur propre toit".» (Wells, 1970 : 151-152).

5 Ida Wells aura une mise au point, moins rude, avec Jane Addams. Addams était devenue une amie. Elle a été l'une des premières à écrire contre le lynchage (Giddings, 2008) : après que la foule de Maysville, Kentucky, eut brûlé vivant un homme noir le 6 décembre 1899, Wells avait organisé un meeting de masse à Chicago où Addams avait pris la parole. « La brutalité engendre la brutalité » (Jane Addams, « Anti-Lynching Address », 12 décembre 1899). Plus tard, elle publie un autre article, « Respect for Law », dans *The Independent* (3 janvier 1901, p. 18-20) où elle condamne la violence de la foule et la substitution de la justice de la rue à celle du droit et du tribunal. « L'une de ces fausses théories consacrées par l'histoire est que la criminalité peut être supprimée et terrorisée par l'exhibition de punitions brutales ; que le crime peut être prévenu par la cruauté. Supposons donc que les citoyens du Sud qui participent au lynchage de Noirs et qui l'encouragent croient honnêtement que c'est la seule méthode efficace pour traiter une certaine catégorie de crimes ; qu'ils ont acquis la conviction que le Noir du Sud, dans son état actuel

de sous-développement, doit être effrayé et soumis par la terreur ; qu'en vertu de cette théorie, ils donnent à chaque lynchage toute la publicité nécessaire et rassemblent souvent de nombreux spectateurs. Nous savons qu'à une occasion, au moins, des trains d'excursion ont transporté des milliers de personnes pour assister à un lynchage soigneusement planifié, afin que le plus grand nombre possible de personnes soient profondément effrayées par le spectacle, et dissuadées par la terreur de commettre le même crime. Dans cette même optique, la victime vivante est parfois horriblement mutilée et son corps est ensuite exposé.

Donnons aux citoyens du Sud tout le bénéfice de cette position et supposons qu'ils ont mis de côté le procès par jury et toutes les procédures légales parce qu'ils sont convaincus que leur méthode brutale est la plus efficace pour traiter une catégorie particulière de crimes commis par une race contre une autre. »

Et elle poursuivait un peu plus loin avec le passage qui sera remis en cause par Ida Wells : « Nous voudrions envoyer ce message à nos concitoyens du Sud qui tentent une fois de plus de réprimer le vice par la violence. La bestialité de l'homme, celle qui le pousse au pillage et au viol, ne peut jamais être contrôlée par la cruauté publique et les punitions dramatiques, qui recouvrent trop souvent la fureur et la vengeance. La violence est la

méthode la plus inefficace pour lutter contre le crime, la tentative la plus absurde d'inculquer des leçons de *self-control*. Une communauté a le droit de se protéger du criminel, de le retenir, de le séparer du reste de la société. Mais lorsqu'elle tente de se venger, lorsqu'elle se persuade que les démonstrations de cruauté aboutissent à une réforme, elle se montre ignorante de tous les enseignements de l'histoire. Elle s'autorise à revenir à l'état sauvage de l'administration de la criminalité. » Wells répond par « Lynching and the Excuse for It », dans *The Independent* (16 mai 1901, 53: 1133-1136) où elle démonte la « présomption malheureuse » que les hommes noirs seraient « bestiaux » et « incontrôlés », renforçant les stéréotypes contre les Africains-Américains. Toute affirmation sur les crimes présumés d'une victime de lynchage n'était selon elle qu'une « excuse » à la violence des lynchages, qui atténue leur caractère criminel. Maurice Hamington (2005) a interprété la divergence de vues entre Addams et Wells et la façon dont elles en

discutent de façon positive en termes de « philosophie publique pragmatiste » : un dialogue constructif qui conduit à un processus d'apprentissage. Addams sera une des cofondatrices de la NAACP et prendra la parole contre la ségrégation politique que les Africains-Américains continuaient de subir, jusqu'au sein du Parti progressiste. Cf. « Has the Emancipation Act Been Nullified By National Indifference? », *The Survey*, 29, 1^{er} février 1913, p. 565-566. Ce texte sera publié comme brochure par la NAACP lors du cinquantième anniversaire de la « Proclamation d'émancipation » d'Abraham Lincoln, qui abolit l'esclavage le 1^{er} janvier 1863 sur le territoire des États confédérés des États-Unis. À cette occasion, l'État de New York parrainera une exposition sur les Noirs et Du Bois créera et dirigera un spectacle historique, « The Star of Ethiopia », avec un millier d'acteurs, donné la première fois le 22 octobre 1913 (et rejoué les années à venir à Washington, 1915, ou Philadelphie, 1916 – pour un public estimé, au total, à 35 000 spectateurs).

CHAPITRE 8

LA PRISE DE POSITION DE W.E.B. DU BOIS ET DE LA REVUE *CRISIS*

Les positions de W. E. B. Du Bois sur le vote des femmes ont été évoquées plus haut. Examinons-les plus longuement. Du Bois se bat contre la ségrégation subie par les Noirs du fait des lois Jim Crow, de même qu'il se bat contre la ségrégation politique que subissent les femmes en raison de la loi électorale. À l'invitation d'activistes libéraux, Oswald Garrison Villard et Mary White Ovington (Rudwick, 1958), Du Bois démissionne de son poste à l'Université d'Atlanta pour devenir le directeur de la publicité et de la recherche de la NAACP à New York et prendre en charge la revue *The Crisis : A Record of the Darker Races* dont le premier numéro est lancé en novembre 1910. Dans le numéro d'octobre 1911 (2/6 : 244), il rapporte une résolution qu'il a soumise à la NAWSA, selon laquelle les Noirs et les femmes « mènent le même combat » pour le droit de vote. Leurs mouvements devraient donc être solidaires. Il s'agissait de répondre à la stratégie de Anna Howard Shaw, la présidente de la NAWSA, qui se serait exclamée : « *Do not touch the Negro problem ! It will offend the South !* ». Une résolution avait été proposée par Martha Gruening, militante de la NAWSA et alors secrétaire de la NAACP, enquêtrice, plus tard, avec Helen Boardman, sur les *Thirty Years of Lynching in the United States 1889-1918*, et auteure, plus tard encore, de l'essai « Negro Renaissance » (1932) :

[...] les femmes qui essaient de s'extirper de la classe des privés de droits, de la classe des fous et des criminels, expriment leur sympathie pour les hommes et les femmes noirs qui mènent le

même combat et reconnaissent qu'il est aussi injuste et anti-démocratique de priver des êtres humains de leurs droits pour des raisons de couleur que pour des raisons de sexe.

La réponse de Shaw, qui par ailleurs se défendait de faire la distinction entre « sang noir et sang blanc », aurait été la suivante :

« Je suis en faveur du vote des personnes de couleur, mais les femmes blanches n'ont pas d'ennemi au monde qui fasse plus pour faire échouer les amendements que nous soumettons que les hommes de couleur ; et jusqu'à ce que les femmes soient reconnues et autorisées à voter, je suis opposée à l'introduction dans notre convention sur le suffrage féminin d'une résolution en faveur des hommes, lesquels, si notre résolution était adoptée, iraient directement aux urnes et nous battraient à chaque fois. »
(Du Bois, « Suffering Suffragettes », juin 1912b : 77)

Ce désaveu conduit Gruening à rompre avec la NAWSA. Elle écrit un article dans *The Crisis* (sept. 1912), « Two Suffrage Movements » où, en rappelant la commune genèse des deux mouvements à Seneca Falls, en élogiant E. C. Stanton et Frederick Douglass et en citant extensivement Sojourner Truth¹ (et son discours d'Akron, Ohio, 1851, resté dans les mémoires, dans la version relatée par Frances D. Gage, comme « Ain't I A Woman ? »), elle conclut : « C'est ce que toutes les suffragistes doivent comprendre, quel que soit leur sexe ou leur couleur : tous les privés de droits de la terre (*disfranchised of the earth*) ont une cause commune. » Ce sera la ligne de Du Bois qui insiste :

Il ne fait aucun doute que parmi les électeurs noirs, il y a beaucoup d'indifférence et de manque de connaissances concernant le suffrage féminin. Nous avons tendance à nous opposer à ce principe parce que nous n'aimons pas l'attitude réactionnaire de la plupart des femmes blanches vis-à-vis de nos problèmes. Nous devons cependant nous rappeler que nous sommes confrontés

à une grande question de droit dans laquelle les haines personnelles n'ont pas de place. Chaque argument en faveur du suffrage des Noirs est un argument en faveur du suffrage des femmes : chaque argument en faveur du suffrage des femmes est un argument en faveur du suffrage des Noirs. Nous avons là deux grands mouvements pour la démocratie. (Du Bois, 1915a : 285)



Isabella Bornfree Sojourner Truth, auteure de « *Ain't I a Woman ?* », portant la photo de son petit-fils James Caldwell, combattant du 54^e régiment « noir » d'infanterie du Massachusetts en 1864-65.

Il rajoutera plus tard : « Deux torts ne font jamais un droit (*Two wrongs never make a right*). » (Du Bois, 1917).

La remarque de Shaw sur l'opposition des hommes noirs au suffrage féminin va faire couler beaucoup d'encre. Du Bois la qualifie de « mensonge éhonté (*barefaced falsehood*) » (Du Bois, 1912a). Celia Parker Woolley, pasteure unitarienne, qui, en tant que présidente du Chicago Women's Club, en avait ouvert l'accès aux Africaines-Américaines, réplique dans *Public* :

On nous dit que « tous les Noirs sont opposés au suffrage féminin », une affirmation étonnante, qui ne tient pas à l'examen [...] Dans l'institution à laquelle je suis liée, le Frederick Douglass Center, le sujet du suffrage féminin est un thème familier et bienvenu. Les meetings sur le suffrage se tiennent dans notre salle de réunion. Je n'y ai jamais entendu un orateur de couleur présenter un argument sérieux contre le vote. Le sentiment des Noirs les plus réfléchis sur la question est d'accorder un crédit égal au cœur et à la compréhension. « Je sais ce que la privation de droits de vote (*disfranchisement*) signifie. J'en ai souffert et ceux de ma race en souffrent encore. J'aurais honte d'imposer un tel tort à une autre classe. » (Woolley, citée in Du Bois, « Heckling the Hecklers », 1912a : 195)

Ce point de propagande a du reste été démenti par les enquêtes en archives de Terborg-Penn (1998). Woolley était une militante de longue date de la cause noire, « une véritable amie de la race (*a truer friend of the race*) », comme l'écrit Ida B. Wells à Du Bois (30 mai 1903, UMass. Amherst), après qu'elle avait organisé chez elle une séance de discussion autour de *Souls of Black Folk*. L'année suivante, en 1904, Woolley et Wells créent le Centre Frederick Douglass en plein South Side, dirigé par Elizabeth Lindsay Davis, et, en 1906, elles y localisent le Frederick Douglass Woman's Club, un des clubs de femmes « inter-raciaux » de Chicago qui se battaient pour le droit de vote. Elles

étaient bien placées pour s'indigner de l'argument de Shaw. Woolley rejoint le Parti progressiste et on la retrouve comme conférencière invitée par le Comité progressiste de l'Illinois (Illinois Progressive Committee) à Chicago, Madison Street, le 14 octobre 1912. C'est à elle que pense Addams quand Kellogg cherche quelqu'un pour faire la recension dans *The Survey* de « The Negro's Progress in Fifty Years » (1913, vol. 49), un numéro spécial des *Annals of the Academy of Political and Social Science*².

On imagine mal aujourd'hui le caractère d'évidence des relations raciales à l'époque. D'un côté, une écologie des relations raciales matérialisait, supportait et reproduisait les « problèmes raciaux ». Ces relations raciales étaient si bien inscrites dans des espaces ségrégués, des niches professionnelles, des statuts juridiques, des univers culturels, si ordonnées par des disjonctions entre réseaux économiques, mondes sociaux ou clientèles politiques, qu'il était difficile de les remettre en cause ou même de les faire apparaître comme arbitraires. D'un autre côté, ces relations raciales avaient pour moteur dans l'ordre d'interaction les « haines formées (*trained hatreds*) » dont parlait Josiah Royce dans son « Race Questions and Prejudices » (1908 : 48), au sens où les personnes étaient entraînées et dressées pour haïr l'autre de couleur. D'un côté, chaque groupe racial se tenait à sa place, pris dans des communautés d'appartenance et des circuits d'activités bien déterminés : les frictions entre groupes raciaux étaient évitées, neutralisées et maîtrisées tant bien que mal par des pratiques d'évitement ou d'accommodement. De l'autre côté, une psychologie du préjugé, incarné dans des habitudes et des croyances collectives, réglait les relations raciales. Royce analysait le « spectre de tendances élémentaires (*elemental tendencies*) à être sensibles socialement » (*ibid.* : 49) en présence d'autres humains, ces formes d'expérience indissociablement affectives et perceptives, traversées de mémoire et d'imagination, imprégnées de « valeurs morales », qui commandent nos relations concrètes dans la vie quotidienne (*ibid.* : 175). Ces « tendances élémentaires », « plastiques », qui ont un « fondement instinctif », peuvent

être façonnées dans le sens d'une « anthropophobie », inculquée dès le plus jeune âge vis-à-vis de certaines catégories de personnes. Elles peuvent donner lieu à des « perturbations intenses ».

Des bizarreries de traits ou de teint [*complexion*, qui veut aussi dire apparence], de légères variations physiques par rapport à l'usage, un habit étrange, une cicatrice, un regard trop insistant, une claudication, une voix forte ou grave, chacune de ces particularités, chez un étranger, peut être pour un enfant ou un sujet nerveux, ou pour tout autre observateur sensible, un objet de curiosité fascinée. Pour un autre observateur, un peu moins stable, elle peut susciter une irritation intense, et devenir un objet de terreur ou de violente antipathie. (*Ibid.* : 51)

Royce n'est pas loin d'une conception du stigmaté, qui ne soit pas seulement un effet d'étiquetage, mais qui s'ancre dans la socialisation de nos instincts et qui suscite des transports affectifs ou des excitations émotionnelles en-deçà de toute maîtrise consciente de soi. C'est ainsi que des attitudes d'antipathie, de méfiance ou de mépris, des sentiments de supériorité et d'arrogance prédominent dans la conduite vis-à-vis des étrangers. Royce les qualifie de « provincialistes » (1908 : 57 *sq.*), William G. Sumner d'« ethnocentriques » (1906 : 13). La dépréciation de l'autre peut aller jusqu'à sa dégradation symbolique, son asservissement sinon sa destruction physique : elle va de pair avec la valorisation des *folkways*, des usages et des mœurs de l'*in-group*, pris comme mesure d'évaluation et échelle de référence de toutes les autres cultures des *out-groups*. Elle justifie « les réflexes sociaux les plus grossiers et les plus puérils » (Royce, 1908 : 50), recouverts par quelques « motifs fondamentaux [qui] apparaissent, avec une régularité presque monotone, dans les superstitions, les coutumes, les légendes de toutes les races » (*ibid.* : 38-39). On attribue souvent à cette supposée supériorité un substrat divin ou naturel, et ces « illusions » embrassées sans recul, posées comme existant de toute éternité, sont parfois « sanctifiées au nom de la science » (*ibid.* : 53). Les



Le Frederick Douglass Center, *settlement* noir ouvert dans le Southside de Chicago (3032 South Wabash Avenue), à l'initiative de Ida B. Wells et Celia Parker Woolley, en 1904. Il fusionnera avec la Chicago Urban League en 1918.

sauvages, les femmes, les Noirs ou les Orientaux, les Indiens, les pauvres ou les handicapés sont tous susceptibles d'être traités comme des « êtres inférieurs » par des « personnes aveuglées par des préjugés ou liées par des considérations telles que la coutume ou le sentiment » (Johnson, in *Crisis*, 1915b : 181).

Royce avait été l'un des professeurs de Du Bois, nous l'avons dit plus haut, aux côtés de James, Palmer, Peabody, ou Santayana (Du Bois, 1960). C'est auprès d'eux, dans le chaudron bouillonnant d'idées nouvelles de Harvard, entre 1888 et 1892, sur les bancs des séminaires ou au Club philosophique, que Du Bois s'est initié au « pragmatisme réaliste » de James aussi bien qu'à la méthode de documentation historique de Hart, qui l'ont détourné de la « terre charmante, mais stérile, de la spéculation philosophique vers les sciences sociales

comme champ de recueil et d'interprétation d'un corpus de faits» (*ibid.* : 365)³. C'est là, avec James, que Du Bois a appris à décrire et à penser les complexités de l'expérience et qu'il a, en particulier, forgé les outils pour rendre compte du déchirement de l'âme noire, la douleur et le malheur d'un Soi divisé, dont une partie est méprisée par l'autre. La part noire du Soi est condamnée à n'être pas à la hauteur, au point d'être niée jusque dans les apparences corporelles. Les Noirs finissent par se voir et se juger avec un regard de Blancs (Du Bois, 1903/2007). La psychologie jamesienne permet à Du Bois d'exprimer cette expérience de l'aliénation, qui pourrait être transposée des Noirs aux femmes et à de nombreuses minorités. C'est aussi là, avec Hart, que Du Bois a appris à faire le lien entre cette forme d'expérience et une histoire de la formation économique et sociale de l'esclavage et du mouvement pour sa suppression et qu'il a rédigé *The Suppression of the African Slave-Trade to the United States of America, 1638-1870* (Du Bois, 1896). On y retrouve l'entrelacement entre une documentation rigoureuse des processus historiques, une interrogation sur la responsabilité des autorités publiques, la description d'un mouvement moral et politique et une invitation à tirer une leçon, en termes de réforme sociale. Un modèle d'histoire progressiste.

La position de Du Bois est restée remarquablement constante au cours des années : l'émancipation des Noirs aux États-Unis doit aller de pair avec la libération de l'Afrique des méfaits du colonialisme⁴ (Du Bois, 1915), tout comme elle doit aller de pair avec le combat pour le droit de vote des femmes – toutes ces luttes se faisant pour le bénéfice des principaux intéressés et intéressées, mais aussi pour le bien de l'humanité tout entière. « Croire dans l'humanité, c'est croire dans les hommes [et les femmes] de couleur. » (Du Bois, 1920b). Du 19 au 22 février 1919, avec le soutien de Clémenceau et en collaboration avec Ida Gibbs Hunt, Du Bois organise le premier Congrès Panafricain au Grand Hôtel à Paris (57 délégués originaires de 15 pays). « Aussi sauvage et terrible qu'ait été cette guerre honteuse, elle n'est rien comparée au combat pour la liberté que les hommes noirs, bruns et jaunes

doivent mener et mèneront si l'oppression, les humiliations et les insultes dont ils sont victimes de la part du Monde Blanc ne cessent pas», écrit-il dans «The Souls of White Folk» (1920b : 49). Et son appel aux « races les plus sombres » à se révolter consonne avec son appel à l'émancipation des femmes dans «Of the Ruling of Men» (1920c : 134-159) et «Damnation of Women» (1920d : 163-186). Du Bois y est sensible à ce que l'on appellerait aujourd'hui la question intersectionnelle.

Je me souviens de quatre femmes de mon enfance : ma mère, ma cousine Inez, Emma et Ide Fuller. Elles étaient représentatives du problème de la veuve, de l'épouse, de la jeune fille (*maiden*) et de l'exclue (*outcast*). Elles étaient de couleur brune, marron clair, jaune avec des taches de rousseur brunes, et blanche. Elles n'existaient pas pour elles-mêmes, mais pour les hommes ; elles portaient le nom des hommes auxquels elles étaient liées et non celui de leur propre âme. (1920d : 163)

Du Bois y fait un diagnostic de l'exploitation singulière que subissent les femmes noires, plus nombreuses à rejoindre les villes et à constituer une main-d'œuvre bon marché («*cheap women*», selon l'expression de Charlotte P. Gilman), domestique et industrielle (*ibid.* : 181). Il rend hommage, avec un lyrisme et dans une rhétorique d'un autre temps, où l'on retrouve le thème de la pureté chère à Addams et à de nombreuses féministes,

à ces victimes qui souffrent depuis longtemps, à ces sœurs accablées que le monde, le monde blanc et éclairé, aime à ridiculiser et à insulter sans raison. J'ai connu les femmes de nombreux pays et nations, j'ai vécu à leurs côtés, mais je n'en ai pas connu de plus douces et féminines, de plus indéfectiblement loyales, de plus désespérément sérieuses et de plus instinctivement pures, dans leur corps et dans leur âme, que les filles de mes mères noires. (*Ibid.* : 186)

Mais surtout, il fait une comparaison entre la « tutelle bienveillante (*benevolent guardianship*) » dont elles sont l'objet sous le gouvernement des hommes (*the ruling of men*), la tutelle que l'Angleterre ou la France font subir à leurs colonies (1920 : 69), et celle que les élites imposent aux masses ignorantes, sans qualification, exposées au nom d'un « pouvoir héréditaire » de caste ou de classe, au déni de leur capacité politique (1920c : 139). Du Bois nous offre ici une première version des damnés de la terre : colonisés, prolétaires, femmes et Noirs, même combat ! « Les femmes réclament le droit de vote non pas comme un privilège, mais par nécessité. » « Priver les femmes de leurs droits, c'est délibérément se détourner de la connaissance. » (1920c : 146). L'argument est le même pour les Noirs, en particulier ceux du Sud du pays où, non sans hypocrisie, la « tutelle bienveillante » est souvent revendiquée.

[Les Blancs] errent dans l'ignorance et le désarroi. Ils ne peuvent pas comprendre le Noir ; ils ne peuvent pas le protéger contre la fraude et le lynchage ; et, en général, au lieu d'une tutelle aimante, nous voyons l'anarchie et l'exploitation. Si le Noir pouvait parler en son nom au lieu que l'on parle pour lui, s'il pouvait se défendre au lieu de devoir dépendre de la sympathie hasardeuse de citoyens blancs, la croissance de la démocratie dans le Sud serait beaucoup plus solide ! (*Ibid.*)

Les femmes et les Noirs veulent des droits, non des faveurs. Elles et ils veulent leur autonomie, et non être réduits à un état de dépendance. Et c'est à cette seule condition que les femmes pourront échapper à leur damnation et se réaliser pleinement :

Le monde veut des bébés en bonne santé et des travailleurs intelligents. Aujourd'hui, nous refusons la possibilité de cette combinaison et nous obligeons des milliers de travailleuses intelligentes à se passer d'enfants au prix d'une horrible dépense de force morale, ou alors nous les condamnons si elles enfreignent

nos conventions idiotes. Ce n'est qu'au prix du sacrifice de leur intelligence, en donnant le meilleur d'elles-mêmes au travail que la majorité des femmes modernes peuvent avoir des enfants. Telle est la damnation des femmes. (1920d : 163)

Et cela est d'autant plus vrai pour les 4 931 882 de femmes d'ascendance noire (recensement de 1910), qui travaillent dur, pour des petits salaires, et qui s'occupent pourtant de leurs foyers et de leurs églises. Les grandes « causes modernes » ont été portées par les mouvements pour la paix, le suffrage des femmes et l'émancipation des Noirs. « Lorsque, aujourd'hui, deux de ces mouvements – centrés l'un sur la femme et l'autre sur la couleur – se combinent en un seul, cette combinaison a une signification profonde. » (1920d : 182). Cette signification avait peut-être été déjà énoncée par Anna Julia Cooper, née



Neuf femmes noires brandissant une bannière de la State Woman's National Baptist Convention (1905-1915). La porte-bannière est Nannie Helen Burroughs, membre de la NAACP et de la National Association of Colored Women (NACW).



Nannie Helen Burroughs
(The Rotograph Company, autour de 1910).

en esclavage en 1859 en Caroline du Nord, qui rédige une thèse sur *Le Pèlerinage de Charlemagne* à Columbia, puis obtient en 1925 un doctorat en histoire à la Sorbonne sur *L'Attitude de la France à l'égard de l'esclavage pendant la Révolution*. Elle avait publié en 1892 *A Voice From the South*: « Seule la FEMME NOIRE peut dire “quand et où j’entre, dans la dignité tranquille et incontestée de ma féminité, sans violence, ni procès ni patronage spécifique, alors et là, toute la *race noire entre avec moi*” » (Cooper, 1892: 31; maj. et ital. dans le texte). Toute la race noire, et peut-être toutes les femmes, sinon toute l’humanité.

Cette phrase anticipait le travail de maturation de l’expérience collective qui allait se faire au long des années, s’accélégrant, de

manière impressionnante, dans les colonnes de *The Crisis*, sous la direction de Du Bois, chef d'orchestre. Celui-ci cherchait à harmoniser les causes des femmes et des Noirs, trop longtemps dissonantes. À la fois par conviction que l'émancipation des uns allait avec celle des autres, mais aussi par stratégie, en raison de la nécessité de surmonter la méfiance réciproque qui s'était mise en place, dès les années 1860, et qui continuait, pour une bonne part, de régner entre les leaders des deux mouvements. Du Bois, avant de rejoindre New York en 1910, n'avait pas montré d'enthousiasme particulier pour la cause des



Anna Julia Cooper, auteure de *A Voice From the South*, 1892.

femmes. Celle-ci n'était pas au programme du mouvement Niagara et dans une lettre à Miss M. B. Marston (11 mars 1907, UMassherst), tout en réaffirmant sa croyance dans « les pleins droits des êtres humains sans distinction de race ou de sexe », il rajoutait : « La race noire a plus souffert de l'antipathie et de l'étroitesse d'esprit des femmes du Sud et du Nord que de toute autre source. Alors que je serais très heureux de prendre une position dont je serais assuré de l'utilité, je ne me vois pas, pour l'instant, de grandes chances d'aider votre cause. Je lui souhaite cependant le plus grand succès. » À la même époque, B. T. Washington, que l'on oppose souvent aujourd'hui à Du Bois comme le méchant au gentil, avait une position tout aussi mesurée dans le *New York Times* (« The Woman Suffrage Movement », 20 décembre 1908) :

Je suis favorable à toute mesure qui donnera à la femme l'occasion de développer autant que possible sa nature morale, intellectuelle et physique, afin qu'elle puisse rendre sa vie aussi utile à elle-même et aux autres qu'il est possible de le faire. Je ne vois pas, à l'heure actuelle, que cela implique le privilège ou le devoir, selon la perspective que vous choisissez, de voter. L'influence de la femme est déjà énorme dans ce pays. Elle exerce, non seulement à la maison, mais aussi dans les écoles et dans la presse, une influence puissante et utile sur les affaires. Il ne me semble pas évident qu'elle exercerait une influence plus grande ou plus bénéfique sur le monde qu'elle ne le fait actuellement, si le devoir de prendre une part active à la politique lui était imposé. Mais c'est une question sur laquelle, me semble-t-il, les femmes savent mieux que les hommes, et je suis prêt à m'en remettre à leur jugement réfléchi⁵.

Les deux leaders de la communauté noire ont donc des positions tempérées, à ce moment-là, tant Washington, au plus haut de sa réputation, que Du Bois, dans son ascension de militant des droits civiques.

1909 est un tournant. Dans l'un des éditoriaux de la revue du Niagara, *The Horizon*, intitulé « The Over-Look » (publié aux côtés de « The In-Look », synthèse de la presse noire-américaine par F. H. M. Murray, et de « The Out-Look », synthèse de la presse quotidienne et périodique par L. M. Hershaw), Du Bois écrit :

Cet article est radical. Il est en faveur du progrès. Il plaide pour l'égalité des Noirs et l'égalité des humains. Il défend le suffrage universel, y compris le vote des femmes. Il croit en l'abolition de la guerre, la taxation des valeurs monopolistiques, la socialisation progressive du capital et le renversement des persécutions et du dogmatisme au nom de la religion.

En décembre, Du Bois se moque des mêmes « Philistins » qui d'une main « frottent le nez des "nègres" dans la boue » et de l'autre « claquent les femmes et les poussent dans la prostitution ». Il annonce que la « seconde avancée » du mouvement noir suivra la « lame de fond (*ground swell*) » irrésistible des femmes.

Les signes de l'éveil de la femme dans le monde sont légion aujourd'hui. Les meilleurs romanciers sont des femmes. Certains des plus brillants essayistes et des plus gracieux auteurs en vers sont des femmes. Les femmes sont parmi les plus grands leaders des réformes sociales, et enfin en Angleterre, elles se battent, littéralement, pour leurs droits politiques. (1909, V, 2: 2)

Dans la ligne de *The Horizon*, *The Crisis* est ainsi un organe de presse dont l'orientation est explicitement suffragiste. Dès octobre 1910, Du Bois critique la ligne « femmes blanches seulement » et, en décembre 1910, Mrs John E. Milholland, mère d'Inez, dans « Talks About Women », appelle les femmes noires à se mobiliser pour le vote (*The Crisis*, I, 12, déc. 1910 : 28) – femmes noires dont Du Bois fait l'éloge dans son éditorial « Votes for Women » (*The Crisis*, 1912d : 23)⁶. Dans ce même numéro, paru un mois après le Congrès de Chicago

du Parti progressiste, ce sont du reste des femmes qui s'expriment. À côté de Fanny Garrison Villard et de Martha Gruening, déjà croisées, deux femmes noires, Adella Hunt Logan, professeure à l'Institut Tuskegee et liée à B. T. Washington, membre de l'Association nationale des femmes de couleur (National Association of Colored Women – NACW) et de la NAWSA, et Mary Church Terrell, auteure de *A Colored Woman In A White World* (1940), une des premières femmes noires diplômées, professeure à la M Street High School à Washington, proche de Frederick Douglass et membre-fondatrice de la NAACP, insistent sur le lien fort entre le mouvement féministe et le mouvement abolitionniste. Elles abondent dans le sens de la stratégie de Du Bois, rapprocher les visées d'émancipation politique des Noirs et des femmes, au carrefour desquelles les femmes noires occupent une place privilégiée (*The Crisis*, 1912d).

Du Bois va au cours des années signer une masse d'éditoriaux et d'articles et miser sur la mobilisation des « leaders de la pensée de l'Amérique de couleur ». Il organise un autre symposium en août 1915, intitulé, lui aussi, « Votes for Women ». Il y rassemble des notables de la communauté noire et leur demande de déployer leurs arguments en faveur du droit des femmes. James W. Johnson, futur leader de la NAACP, rejoint Benjamin Brawley, doyen de Morehouse College, qui se moque de l'idée que les femmes, « enfermées dans leur Maison de Poupée » auraient besoin d'un « chevalier servant ». La politique menace de leur faire perdre leur féminité – « leur gentillesse, leur charme, leur bonté » et toutes les « qualités angéliques » qu'on leur prête. Anna J. Cooper, dans *A Voice from the South by a Black Woman of the South* (1892: 48) rappelle comment Sylvain Maréchal, en France, en 1801, réclamait déjà que les femmes soient interdites d'apprentissage de l'alphabet – et elle remarque avec ironie comment les Ladies's Courses qui se multiplient aux États-Unis au cours des années 1800 passent encore pour des « expérimentations dangereuses ». Johnson aperçoit une « analogie frappante » dans cette façon d'enfermer les femmes dans un statut de mineures avec celle de traiter les Noirs.

Il en résulte un « stigmatisme immérité (*undeserved stigma*) » alors que les femmes sont souvent « supérieures » en matière « d'esprit public et d'influence morale ou de soutien aux institutions et aux philanthropies », selon Lafayette M. Hershaw, un des pionniers du mouvement Niagara. Pour Francis Grimké, neveu des abolitionnistes Sarah et Angelina Grimké, pasteur presbytérien de renom, les femmes sont aussi intéressées que les hommes à la promulgation et à l'application des lois, en particulier sur les affaires de prostitution ou d'alcoolisme et sur tous les sujets qui concernent la vie domestique. Elles sont égales aux hommes dans leur capacité à former des raisonnements et des opinions et se voient pourtant imposer des lois auxquelles elles n'ont pas le pouvoir de consentir. Oscar de Priest, qui sera le premier Africain-Américain à être élu représentant au Congrès des États-Unis entre 1929 et 1935, se fonde sur son expérience de la campagne qui le conduit à la position d'alderman de Chicago entre 1915 et 1917, pour affirmer que « les femmes votent aussi intelligemment que les hommes ». Si elles en ont l'occasion, elles se montrent aussi « sérieuses », « passionnées » et « acharnées » dans la lutte. Elles ne veulent qu'être libres de voter pour les lois auxquelles elles se soumettent : leurs intérêts, leurs droits et leurs projets ne peuvent être connus et respectés s'ils sont remis entre les mains d'un autre groupe – un argument qui vaut pour les femmes comme pour toutes les minorités. Et Charles W. Chesnutt, auteur du roman *The Wife of his Youth* (1899), retrouve l'argument d'Addams que la législation sortira grandie de la prise en compte du point de vue des femmes. Refuser aux femmes le droit de vote revient à « nier leur humanité » et à priver l'humanité de leur expérience. Le paradoxe pour Anna H. Jones, de l'Association nationale des femmes de couleur (NACW), est que « sur les quatre grandes institutions d'avancement de l'humanité – le foyer, l'école, l'église et l'État – la femme a une force de contrôle direct des trois premières », alors qu'elle continue d'être tenue à l'écart de la dernière. Le droit de vote, outre qu'il réparerait une injustice, serait bénéfique, par ses retombées pratiques, pour chacune de ces institutions.

L'Association nationale des femmes de couleur (NACW) est le résultat de la fusion, en 1896, de la Ligue nationale, NLCW, et de la Fédération nationale, NFCW: en 1912-13, elle compte près de 1 000 clubs et pèse 82 000 dollars, investis dans des maisons d'accueil ou de formation de jeunes filles, des *settlements* ou des orphelinats (Mrs. B. K. Bruce, *Crisis*, Symposium, 1915b: 190). Ses membres, tout comme les femmes de la Fédération des clubs de femmes de couleur, constituent une véritable force civique à travers le pays tout entier. Nombre d'entre elles interviennent à de multiples reprises dans les symposiums de Du Bois. Les unes affirment qu'il faut réveiller la « conscience sociale de l'Amérique » et arracher les femmes à leur état artificiel d'infirmité civique et politique :

La privation des droits en raison du sexe ressemble curieusement à la privation des droits en raison de la couleur. Elle paralyse l'individu, elle handicape le progrès, elle limite le développement mental et spirituel. Je gagne en amplitude, je grandis en vision et en puissance de faire, juste en proportion de l'utilisation des capacités dont la Nature, la Toute Mère, m'a dotée. (Coralie Franklin Cook, Board of Education, District of Columbia, in *The Crisis*, 1915b: 185)

Pourtant,

Il n'y a aucun domaine d'activité dans le pays où les femmes ne rivalisent pas avec les hommes avec succès. Dans les seules activités agricoles, elles sont plus de 900 000. Dans le culte, 7 000 osent prêcher l'Évangile « la tête découverte ». Et 1 010 ont le courage d'envahir le champ des Solons, en interprétant courageusement les lois, bien que leurs frères, dans douze des quarante-cinq États (en ce qui concerne le vote), les classent aux côtés des faibles d'esprit, des criminels et des fous. (Miss M. E. Jackson, Association of Colored Women's Clubs, *ibid.*: 188)

D'autres insistent sur le rapprochement nécessaire entre femmes blanches et noires. Mary B. Talbert dit sa confiance, en matière d'éducation, pour des femmes noires (Nannie H. Burroughs, Charlotte Hawkins Brown, Mary McLeod Bethune) autant que pour des femmes blanches (Katherine B. Davis, Ella Flagg Young, Julia Lathrop) (*ibid.* : 184). Et Josephine St. Pierre Ruffin, toujours dans un numéro de *Crisis* (août 1915), portant le titre « Trust the Women ! », dit avoir voté quarante et une fois dans le Massachusetts sur des questions scolaires et avoir à chaque fois pu compter sur des femmes blanches à la vue longue (*farsighted*) et à l'esprit large (*broadminded*), sans distinction de couleur, comme Lucy Stone, Julia Ward Howe, Ednah Cheney ou Abby Morton Diaz (*ibid.* : 188).

Du Bois, après 1909, sera constant dans sa défense des droits des femmes (outre Strange, 1968, et Yellin, 1973, Watkins, 2016)⁷. Dans le



Organisation de lutte pour le vote des femmes par des « électrices de couleur », Géorgie, vers 1920.

dialogue difficile entre les batailles pour le suffrage féminin et pour l'émancipation raciale, il prend le contre-pied de la frilosité, sinon de l'hostilité de certaines des leaders de la NAWSA vis-à-vis de la cause noire. Il plaide sans fléchir dans ses interventions dans *The Crisis* (1911-20) pour les droits de nos « mères, sœurs et épouses » (1912d, 4/5: 240-247), en se réclamant de l'exemple de Frederick Douglass⁸. Il va multiplier les stratégies rhétoriques pour surmonter le ressentiment des unes et des autres, pour affirmer que cette alliance doit être de principe, au nom de l'éthique et du droit, mais convaincre aussi, de façon plus prosaïque, qu'elle aura des « bénéfiques pratiques pour la race noire » (Pauley, 2000: 384). Tout en restant lucide. Une fois que le droit de vote sera acquis, il s'écriera dans *The Crisis* (Du Bois, 1920e: 5): « *Get ready!* » « Le Sud propose d'empêcher les femmes de couleur de voter de la même manière qu'il a privé les hommes de couleur de leurs droits. Peut-il le faire? Allons-nous le laisser faire? » Il le fera, et il faudra de longues années avant que l'égalité politique des femmes blanches et noires passe dans les faits.

NOTES

1 Sojourner Truth est le nom que s'est auto-attribué cette femme, née vers 1797 de parents esclaves dans la colonie hollandaise du comté d'Ulster, NY, alors baptisée Isabelle Baumfree (Bomefree dans l'original), du nom de ses propriétaires, vendue à l'âge de 11 ans et mariée de force à Thomas Jeffery Harvey, un autre esclave, avant de s'enfuir de la ferme de John Dumont, son troisième maître, qui lui refusait l'émancipation en dépit de la fin de l'abolition de l'esclavage dans l'État de New York (officiellement le 4 juillet 1827). Elle rejoint le Canada, puis s'installe à Northampton dans le Massachusetts, prêche au sein de groupuscules religieux, et rédige ses mémoires avec l'aide d'Olive Gilbert en 1846 : *Récit de Sojourner Truth : une esclave du Nord, émancipée de la servitude corporelle en 1828 par l'État de New York* (1850/2016). Truth devient une militante féministe et abolitionniste, collecte des vivres pour les régiments noirs pendant la Guerre de Sécession, aide d'anciens esclaves à trouver du travail après la Proclamation d'émancipation de 1863... et donne son nom au robot de la sonde spatiale Mars Pathfinder en 1997.

2 Elle fera la recension de Charles H. McCord, *The American Negro as a Dependent, Defective, and Delinquent* (Nashville, Tenn., Benson Printing Company) dans *The Survey* (9 oct. 1915, n° 35, p. 52).

3 Il faut bien sûr rajouter à ces expériences intellectuelles de philosophie et à l'apprentissage empirique du métier d'historien avec Hart la parenthèse berlinoise, en 1892 (Appiah, 2014). Du Bois y étudie avec l'économiste Adolf Wagner (ancien conseiller d'Otto von Bismarck), l'historien Heinrich von Treitschke (député au Reichstag) et l'économiste Gustav von Schmoller (membre du conseil d'État prussien) (tout comme il échangera avec Max Weber, qu'il retrouvera à l'Exposition universelle de St. Louis, Missouri, en 1904 – cf. Chandler, Du Bois & Weber, 2006) – à la fois des pontes de l'histoire et des sciences économiques, sociales et politiques et des militants politiques, engagés dans les affaires publiques.

4 Dans le très bel essai « The African Roots of War » (1915), Du Bois conteste la lecture habituelle du déclenchement de la guerre dans les Balkans avec un argument original. « La guerre mondiale actuelle est donc le résultat des jalousies engendrées par la montée récente d'associations du travail et du capital, nationales et armées, dont le but est l'exploitation des richesses du monde principalement en dehors du cercle européen des nations. Ces associations, rendues jalouses et méfiantes par le partage du butin des empires coloniaux, se battent pour accroître leurs parts respectives. Elles cherchent à s'étendre, non

pas en Europe, mais en Asie, et plus particulièrement en Afrique.

“Nous ne voulons pas d’un pouce de territoire français”, a dit l’Allemagne à l’Angleterre, mais l’Allemagne a été “incapable de donner des assurances semblables à la France en Afrique”. » L’histoire des conquêtes coloniales est indissociable de la question du préjugé racial tout comme elle est une des causes principales de la guerre.

5 Cette lettre suscitera une grande déception dans les rangs féministes, comme en témoignent celles reçues par Washington de la part de Maud Nathan (rencontrée plus haut : Ligue des consommateurs de New York et Ligue pour l’égalité du droit de vote de New York), qui ne comprend pas pourquoi les affaires électorales devraient être davantage réservées aux hommes qu’aux femmes (2 et 11 février 1909).

6 « Pourquoi l’électeur de couleur devrait-il s’intéresser au suffrage féminin ? Il y a trois raisons convaincantes. Premièrement, il s’agit d’une grande question humaine. Rien de ce qui est humain ne doit être étranger, sans intérêt ou sans importance pour les citoyens de couleur du monde. Tout ce qui concerne la moitié de l’humanité nous concerne. Deuxièmement, toute agitation, discussion ou réouverture du problème du vote doit inévitablement être une discussion sur le droit de vote des Noirs en Amérique et en Afrique. Les arguments pour et contre sont

essentiellement les mêmes pour tous les groupes d’êtres humains. Le monde, avec ses tendances et ses tentations de caste, doit toujours se demander jusqu’où les gouvernés peuvent gouverner. Dans quelle mesure la responsabilité de diriger, de freiner et d’encourager l’humanité peut-elle être confiée à l’humanité ? Lorsque nous abordons franchement ce problème humain des plus vastes, la plupart d’entre nous, malgré nous et dans une semi-inconscience, nous trouvons étrangement antidémocratiques, étrangement tentés d’exclure de la participation au gouvernement un nombre toujours plus grand de nos voisins. Ce n’est qu’à un seul moment, avec une unanimité déconcertante, que nous nous arrêtons, et c’est avec nous-mêmes. Nous ne pouvons pas douter un instant que nous devrions voter, même si nous sommes prêts à reconnaître, comme la plupart d’entre nous, que nous ne sommes ni tous sages ni infiniment bons. Ce fait devrait nous faire réfléchir. Si nous, avec nos faiblesses et nos défauts, percevons l’immense nécessité du bulletin de vote, non seulement pour nos propres fins égoïstes, mais pour le plus grand bien de tous nos voisins, nos voisins ne sont-ils pas sensibles à la même nécessité ? Et la puissance irréfutable de l’argument en faveur du suffrage universel, sans distinction de race ou de sexe, n’est-elle pas une simple question de point de vue ? Ne s’agit-il pas simplement de se mettre honnêtement à la place des

personnes privées de droits et de regarder le monde avec leurs yeux? Les mêmes faits et arguments qui ouvrent lentement mais sûrement l'accès aux urnes des femmes en Angleterre et en Amérique doivent les ouvrir aux hommes noirs en Amérique et en Afrique. Il ne nous reste plus qu'à aider le mouvement et à diffuser l'argument partout où nous le pouvons.

Enfin, des votes pour les femmes signifient des votes pour les femmes noires. Il y a aux États-Unis 3 300 000 femmes adultes d'ascendance noire. Hormis dans le Sud rural, ces femmes ont plus d'opportunités économiques que leurs maris et frères et, rapidement, deviennent plus instruites. Il suffit de se souvenir de la récente convention biennale des clubs de femmes de couleur, avec ses 400 déléguées, pour se rendre compte que les femmes évoluent tranquillement, mais avec force, vers le leadership intellectuel de la race. L'obtention du droit de vote par ces femmes ne sera pas une simple multiplication par deux du vote des hommes noirs et un redoublement de notre voix dans la nation. Elle tendra à mettre en place une vie politique plus forte, plus normale. Elle détrônera rapidement le "heeler" [petit chef électoral qui contrôle un paquet de votes à l'échelle du *ward*] et le "grafter" [corrupteur, qui collecte des pots-de-vin ou extorque des fonds et détourne la fonction publique à des fins privées]. Elle fera de la politique une méthode d'amélioration philanthropique de la

race au sens le plus large, plutôt qu'un moyen peu recommandable de gains privés. Nous espérons sincèrement que l'ensemble du vote noir se portera sur le suffrage féminin lors des prochaines élections dans l'Ohio, le Kansas, le Wisconsin et le Michigan.» (Du Bois, 1912d, « Editorial: Votes for Women », *The Crisis*, septembre, 4, 5, p. 234, numéro spécial « Woman's Suffrage Number »).

7 Le soutien de Du Bois à la cause de l'émancipation des femmes se manifestera à de nombreuses autres reprises, par exemple dans *Darkwater* (« The Damnation of Women », 1920d: 181): « Quel est aujourd'hui le message de ces femmes noires à l'Amérique et au monde? Le soulèvement des femmes est, après le combat contre la ligne de couleur et le mouvement pour la paix, notre plus grande cause moderne. Quand, maintenant, deux de ces mouvements – femme et couleur – se combinent en un seul, cette combinaison a une signification profonde. » Mais ce féminisme est toutefois mis en cause par un certain nombre d'auteurs. L'opposition de Du Bois à la domination des femmes va de pair avec une conception des qualités des femmes noires qui ne rend pas justice à leur place dans l'histoire et à leur capacité d'action. Son masculinisme se ressent dans le traitement des portraits d'Anna Julia Cooper ou d'Ida B. Wells-Barnett, selon Joy James (1997: 35), tandis que sa « généalogie de la race et de la nation est centrée sur le dilemme de la formation de la masculinité

noire», selon Hazel Carby (2007 : 254). Celena Simpson (2015), enfin, s'en prend au caractère patriarcal de la personne privée de Du Bois, en lisant autrement que David L. Lewis (1993) des éléments de sa biographie ; et elle analyse le partage des rôles de genre dans la trilogie «The Blake Flame», le roman historique publié par Du Bois en 1957, 1959 et 1961.

8 Numéro spécial de *The Crisis* de septembre 1912 (4/5), «Woman's Suffrage Number», avec Frederick Douglass sur la couverture, à propos de qui Du Bois (1912, 3/5 : 195) écrivait que «le suffrage des femmes n'a pas d'ami plus loyal que Frederick Douglass». Sur la tension entre les postures de Frederick Douglass et Booker T. Washington, telle qu'elle est

perçue par certains contemporains : «Le contraste entre le leadership de Booker T. Washington et celui de Frederick Douglass, le grand champion de l'esclave noir, a été souligné par [Kelly] Miller [dans *Race Adjustment*, New York et Washington, The Neale Publishing Company, 1908]. Douglass, dit-il, vivait à l'époque des géants moraux ; Washington vit à l'époque des princes marchands. Les contemporains de Douglass mettaient l'accent sur les droits de l'homme ; ceux de Washington, sur sa capacité de production. Douglass insistait sur les droits ; Washington sur les devoirs. La conduite de Douglass était motivée par des principes ; celle de Washington par la propriété.» (Merriam, 1920 : 80).

CHAPITRE 9

L'ACCÉLÉRATION DU MOUVEMENT POUR LA CONQUÊTE DU VOTE

Les enjeux du genre et de la race étaient donc loin de marcher de pair, et ils continuaient d'avoir le plus grand mal à s'imposer aux hommes de la réforme sociale. 1912 n'en est pas moins un tournant. L'élection est un accélérateur de la dynamique collective. Un grand nombre de militantes réformatrices se retrouvent dans les arguments d'Addams et rejoignent le Parti progressiste. L'heure est venue, selon Addams, d'élargir la démocratie : après la première vague d'accès à la représentation électorale de la bourgeoisie, puis la seconde vague de mobilisation des travailleurs au milieu du XIX^e siècle (Chartistes en Angleterre, révolutions de 1848 en Allemagne et en France), la troisième vague, une « révolution mondiale », est en marche pour faire reconnaître politiquement le droit de vote des femmes et des intérêts jusque-là négligés en matière d'enfance, de santé et d'éducation (Addams, 1912e). La révolution américaine avait institué un vote censitaire. La citoyenneté étant pensée à partir de la propriété privée, seuls les possédants avaient voix au chapitre en matière de gouvernement, de législation et de justice. Autour de 1828, sous la présidence d'Andrew Jackson, qui était par ailleurs le fondateur du *spoils system* et de la redistribution des postes politiques et administratifs aux supporteurs du parti qui a emporté l'élection, l'assise électorale avait été élargie à l'ensemble des hommes blancs de plus de 21 ans. Puis le 15^e Amendement, ratifié le 3 février 1870, accorde le vote aux hommes noirs adultes, ce qui crée aussitôt des conflits entre suffragistes, certaines s'indignant que la capacité politique soit reconnue aux hommes noirs avant de l'être aux femmes blanches. Du Bois a un

argument sur la question : si les femmes ont un besoin impérieux du vote, c'est « pour redresser l'équilibre d'un monde malheureusement mal en point en raison de sa négligence brutale des droits des femmes et des enfants. Même pourvu de la meilleure volonté et les meilleures connaissances, aucun homme ne peut connaître les désirs des femmes aussi bien que les femmes elles-mêmes » (Du Bois, 1920c : 145-146). En ignorant leur expérience, les hommes n'infligent pas un dommage aux seules femmes : ce sont la société, et l'humanité tout entière, qui pâtissent de cette discrimination. En 1914, la question est abordée sous un autre angle dans un texte remarquable pour comprendre la façon dont Addams concevait le combat des clubs de femmes, elle insiste sur les dimensions de l'émotion et de la culture. Pas d'engagement public, mais pas non plus de compréhension, de raisonnement et de jugement sans émotions ! Ce point qui a tellement agité les esprits ces dernières années était déjà clairement thématiqué par les pragmatistes dès la fin des années 1890¹. Les politiques publiques ne sont mises en route que lorsque l'attention d'un public a été focalisée sur un problème perçu comme « vivant » et « vital », ce recentrage de la conscience publique requérant « quelque chose comme une foi unie et une énergie collective » (Addams, 1914/2023). Addams a une vision de l'embrasement de l'opinion publique, qui s'enflamme pour telle ou telle cause, jusque-là ignorée, ce qui aussitôt suscite des enquêtes, parfois des expérimentations, un exercice de l'intelligence émotionnelle et un travail d'argumentation morale, jusqu'à bouleverser les affectivités, les sensibilités et les opinions publiques. Les femmes ont été capables, à travers leurs organisations civiques, de « créer une communauté de sentiments et de pensées à propos du monde et de la façon dont il fonctionne – ce que le Professeur James avait l'habitude d'appeler la similitude d'esprit » (*ibid.*). Cette communauté d'expérience leur a permis de « nourrir une opinion publique saine et sensée (*sound*) », de « discuter des questions de politiques publiques » et de forger les armes pour le « merveilleux *Kulturkampf* » dans lequel elles sont engagées (*ibid.*). Plus tard, à partir des années 1920, on dira que les femmes sont engagées dans

une « guerre culturelle (*culture war*) », ce combat pour faire valoir des causes libérales. Seules les femmes sont à même de parler en nom propre et de faire entrer dans la sphère publique et dans l'arène électorale le champ d'expérience collective qui est le leur. Cette « féminisation de la politique » fait rentrer la cité dans la maison en émancipant les femmes et fait de la cité une extension de la maison, en tout cas de certains de ses biens et valeurs. Une façon de dépasser la distinction privé-public, parallèle à celle entre femmes et hommes, de transgresser l'individualisme de possession et d'opinion du droit et du marché, sans renier l'autonomie et la liberté des individus. Addams est en ligne avec les autres pragmatistes.

Le déni de vote aux femmes suscite depuis longtemps bien plus qu'un vague trouble affectif et moral. Il a cristallisé en problème public. Divers argumentaires en montrent le caractère intenable. Le sentiment d'injustice est devenu trop fort pour les maîtresses de maison, les mères et les professeuses, les femmes d'affaires et les citoyennes contribuables, comme l'indique l'encadré « Why Women Want The Vote ». Elles continuent d'être privées de capacité politique alors qu'elles participent de tant de façons à la vie sociale, par la maternité, le travail domestique, l'éducation des enfants, la production ou l'impôt. En 1911, l'Association nationale pour le suffrage des femmes américaines (NAWSA) publie une affiche dénonçant le fait que Horace White, le gouverneur de l'État de New York, a autorisé à voter 81 détenus – dont les crimes et condamnations (dont une à vie et plusieurs pour meurtre) sont détaillés au dos du document.

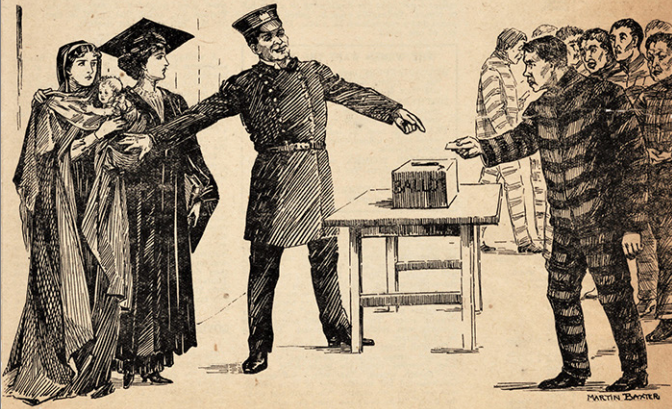
Roosevelt semble prêt, en 1912, à entériner toutes les propositions – ou presque – qui lui sont remontées du mouvement progressiste. Dans un article sur « The Steps by Which I Became a Progressist » (1912b) (publié le 13 octobre, la veille du jour où John Flammang Schrank tire une balle sur Roosevelt à la sortie de l'hôtel Gilpatrick, à Milwaukee – la balle du Smith & Wesson 38 traverse son discours de 50 pages, rebondit sur son étui à lunettes et se loge contre une de ses

Votes for Women Broadside

Number 2
Price, 2 Cents

Published by the **WOMEN'S POLITICAL UNION**
WHEN EVENTS DEMAND

January 28, 1911



“STAND BACK, LADIES!”

CONVICTS OUT-RANK WOMEN.

There has been a general belief, which we sanguines have helped to spread, that women are classed politically with idiots and criminals. That is an error. The man who has lost his right to vote through being convicted of a crime, can, when freed from prison, become the object of executive clemency and be restored to full citizen rights.

By a stroke of the pen Gov. White gave to eighty-one ex-convicts the power to vote. Women are out-classed by criminals in the State of New York.

When our investigators visited the office of

the Secretary of State to look up the crimes and sentences of these newly-made rulers of women, every official who helped in the search expressed the deepest sympathy with the ex-convicts. They argued that these unfortunates ought to get back their full rights of citizenship, for they “needed the protection of the ballot.” The tender-hearted men on Capitol Hill were amazed that we thought so too, for they had supposed our desire for information was prompted by a spirit of vindictiveness.

Not at all. We think a man who has faced his punishment, and has succeeded in getting

on his feet again after his fall, and is try to be a decent member of society, should have to fight the battle of life with the stig of disfranchisement upon him.

But we hold with a conviction deep as itself that women, law-abiding women, should also be freed from the stigma of political slavery.

With confidence we challenge every vo in the State of New York to give one son reason why the four men who committed a on women should be made the political rul of the victims of their lust.

Votes for Women Broadside : « Stand Back, Ladies ! Convicts Out-Rank Women ! » (Les détenus surclassent les femmes !). Affiche de l'Union politique des femmes (Women's Political Union), 28 janvier 1911.

JUSTICE

EQUALITY

Why Women Want to Vote

WOMEN ARE CITIZENS

AND WISH TO DO THEIR CIVIC DUTY

- WORKING WOMEN** need to vote to regulate conditions under which they work.
Do working **MEN** think they could protect themselves without the right to vote?
- HOUSEKEEPERS** need to vote to regulate the sanitary conditions under which they and their families must live.
Do **MEN** think they could get what is needed for their ward or precinct unless they could vote for the men that will get it for them?
- MOTHERS** need to vote to regulate the moral conditions under which their children must be brought up.
Do **MEN** think they could fight against vicious conditions that threaten their children unless they could vote for the men that run the ward?
- TEACHERS** need to vote to secure fair treatment and to influence the management of the public schools.
Do **MEN** think they could secure better school conditions unless they could elect the men that nominate the school board and hinder or help its work?
- BUSINESS WOMEN** need to vote to secure for themselves a fair show in their business.
Do business **MEN** think they could protect themselves against adverse legislation without the right to vote?
- TAX-PAYING WOMEN** need to vote to protect their property.
Do not **MEN** know that "Taxation without representation is tyranny"?
- WOMEN OF LEISURE** need to vote because they need every opportunity to devote their leisure to the welfare of the State and the public.
Do not **MEN** scorn those of their number that shirk their share of the public duty?
- ALL WOMEN** need to vote, for they need to use their faculties for others; — to feel social consciousness, and to be educated by contact with their fellow men and women and by responsibility to the public.
- ALL MEN** need women's help to build up a better and juster government, and
- WOMEN** need **MEN** to help them secure their right to fulfil their civic duties.

ALFRED MOORE & SON, INC. 224 FRANKLIN STREET

New York Woman Suffrage Association (NYWSA) : « Justice, Égalité, Pourquoi les femmes veulent-elles voter. Les femmes sont des citoyennes et souhaitent s'acquitter de leur devoir civique. »

côtes, sans gravité), Addams énonce les raisons pour lesquelles elle a endossé toute une série de causes, outre celle du suffrage féminin, que l'on va retrouver dans la plate-forme du Parti progressiste (voir aussi 1912d). Elle évoque les familles passant la nuit à préparer des vêtements, rapportés de l'atelier de couture (*sweatshop*), et travaillant jour et nuit, sans répit :

Lorsque Hull House, avec les syndicats de Chicago, a commencé à faire campagne pour une loi qui réglementerait les ateliers clandestins et l'âge auquel un enfant peut commencer à travailler, ce sont ces femmes sous-payées et leurs enfants sous-alimentés que nous espérons aider. Nous avons constaté qu'ils étaient trop nombreux, que les effets de leur mode de vie misérable étaient trop graves pour être pris en charge par une quelconque philanthropie privée; et nous nous étions convaincus que seule une réglementation à l'échelle de l'État pourrait avoir des conséquences sur cette situation.

Les classes du soir et les loisirs ne servaient à rien, en raison de la fatigue des filles, au travail jour et nuit. La désillusion, nous dit Addams, a été grande suite à l'annulation pour inconstitutionnalité par la Cour Suprême de l'Illinois de la loi des huit heures de travail, obtenue grâce à l'enquête, en 1893-94, de Florence Kelley, Mary Kenney, Alzina Stevens et d'une dizaine d'enquêtrices. Addams acquiert « la conviction que seuls les gens eux-mêmes, en utilisant leurs propres pouvoirs de *self-government*, pouvaient rectifier les maux que le développement rapide de l'industrie moderne et de la ville surpeuplée a engendrés » (1912b). Ce sont les femmes qui, confrontées à la complexité des tâches, à la cadence des opérations, à la monotonie du travail à la chaîne, aux conditions de poussière, de bruit, de température, aux longues journées et aux risques d'accident, se font une expérience et cherchent à la transformer par l'action, en créant leurs propres syndicats. On retrouve tous les points que Josephine Goldmark analyse dans sa thèse, *Fatigue and Efficiency*, soutenue en 1912 et

qu'elle avait déjà employés dans la fameuse *Brief* de Louis D. Brandeis (1908; Goldmark, 1912: chap. IX), la première argumentation judiciaire à inclure des données de sciences sociales. Florence Kelley en avait déjà abordé quelques-uns dans « The Sweating-System » (1895), un chapitre des *Hull House Maps and Papers*. Assurance accident, vieillesse et maladie, interdiction du travail des enfants, jour de repos hebdomadaire, alignement de la législation sociale sur des standards européens, vote populaire par initiative et référendum et vote féminin : les candidats du Parti progressiste, « né des dures nécessités de la vie (*born of the people's hard necessities*) », ont pris conscience, écrit Addams le 12 octobre 1912, de ces différentes causes, de la nécessité de les porter à l'échelle nationale et de les régler par l'intervention du gouvernement fédéral.

On peut alors spécifier davantage l'amorce de réflexion sur l'éthique sociale. Celle-ci met en œuvre des valeurs et des vertus qui naissent dans l'entre-soi familial, se cultivent dans des communautés de vie, mais qui pourraient être étendues jusqu'aux relations internationales sur le mode de la *fellowship*, du partenariat et de l'amitié entre nations. Cette éthique sociale ne se donne pas seulement dans l'extension du domaine privé au domaine public – par un simple transfert de l'affectivité et de la moralité des relations entre proches vers les relations entre citoyens, institutions, classes, genres, races, États-nations. Avec son désir de réciprocité contre les violences de l'oppression, sa compassion pour la souffrance et sa compréhension sympathique pour les autres, pris comme des êtres singuliers et semblables, et son souci de préserver et d'accroître leur autonomie, l'éthique sociale n'a pas seulement à voir avec le corps-à-corps du *give and take* de la vie quotidienne. Elle se nourrit de cette interdépendance vitale entre les personnes, ce quelque chose qui se trame dans leurs manières de vivre les unes avec les autres, dans leurs modes de communication et de coopération au sein de leurs associations primaires ; mais elle implique toujours une dimension de droit en actes, de solidarité sociale et de partage de biens communs, sans doute vécus dans les

usages et mœurs, mais aussi médiatisés et formalisés dans des règles morales, juridiques, politiques. Addams, tout comme Cooley, Mead, Dewey ou Follett, Park ou Du Bois, va à l'encontre d'une opposition tranchée entre le moral et le politique, de même qu'entre l'individuel et le collectif. Les idéaux moraux ne relèvent pas d'un sens du devoir kantien, mais ils émergent dans le flux des actes les plus ordinaires et parfois, dans des situations d'épreuve, se rendent sensibles et désirables. Ils se dessinent dans la vaste constellation de «sentiments – certains vagues, d'autres déterminés –, d'instincts, d'aspirations, d'idées, de desseins, d'espoirs et de craintes» (Dewey, 1888: EW.1.240) qui naissent dans nos processus d'évaluation et de définition de situations problématiques. La dynamique de l'exigence de droits et de la reconnaissance de devoirs ne cesse de se relancer dans les épreuves partagées de la vie de tous les jours. Elle met en œuvre des jugements pratiques et situés. Elle est ce qui fait vivre une société civile, mais elle a besoin de l'objectivité des lois et des institutions. Le suffrage est un de ces opérateurs, l'un des plus centraux, qui permettent de traduire l'éthique sociale dans la politique officielle. Elle lui donne une force et une portée juridiques, elle la pérennise dans des actions institutionnelles, elle lui confère une existence politique, ratifiée par l'accès des femmes au scrutin électoral.

Quelques mois après le Congrès du Parti progressiste, moins de trois semaines après l'élection du 5 novembre, se tient la 44^e Convention de la NAWSA, à Philadelphie, le 24 novembre 1912. Anna Howard Shaw en est alors présidente, Jane Addams vice-présidente, en compagnie de Sophonisba Breckinridge (laquelle passe la main à Anita Whitney). Après la prière d'ouverture, se succèdent trois conférences (Harper, 1922: V.342 *sq.*). W. E. B. Du Bois disserte sur la «Démocratie du sexe et de la couleur». Julia Lathrop explique comment le suffrage universel des femmes, loin de lui être préjudiciable, est indispensable pour que soit pleinement assuré le bien-être des enfants. Jane Addams, dans «La communion du scrutin» («The Communion of the Ballot», 1912j), réaffirme que le vote des femmes est nécessaire pour



Le 26 juin 1913, le gouverneur de l'Illinois, Edward F. Dunne, signe la loi sur le droit de vote des femmes (Suffrage Bill), en présence de Grace Wilbur Trout, Elizabeth Booth Antoinette Funk et Margaret Haley.

que l'État prenne soin de la veuve et de l'orphelin, et pour qu'une vraie lutte soit engagée contre les maux de l'alcool ou de la prostitution. Ces sujets « ne peuvent être confiés à un gouvernement administré uniquement par des hommes » et seul le Mouvement pour le suffrage féminin peut porter la « marée de moralité », « en croissance et en évolution », qu'Addams croit détecter. Addams est devenue une vedette du Parti progressiste, mais la NAWSA continue de déclarer qu'en tant qu'association « non-sectaire et non-partisane », dont certaines adhérentes ont rejoint les partis socialiste ou prohibitionniste, elle « ne doit pas se déclarer officiellement pour quelque parti politique ». De fait, elle maintiendra cette neutralité à l'élection de 1916. Reste que le ralliement de milliers de femmes au Parti progressiste forcera les autres partis à intégrer leurs revendications à leur programme (Harper, 1922 : V.xxi) et accélérera le processus de reconnaissance de leurs droits. Le 26 juin 1913, les femmes de l'Illinois Equal Suffrage Association (Grace Wilbur Trout, présidente, Jane Addams et Louise DeKoven Bowen vice-présidentes) (Trout, 1920 : 166-168) sont les

premières à conquérir le droit de vote (au niveau municipal et fédéral, mais pas de l'État), à l'est du fleuve Mississippi.

Le droit de vote sans restriction avait été auparavant concédé par les États du Wyoming (1890), du Colorado (1893), de l'Idaho et de l'Utah (1896). Trois républicaines avaient été élues, pour la première fois, en 1894, à l'assemblée législative du Colorado, ainsi qu'une démocrate, en 1896, au sénat de l'Utah. En Arizona, en Oklahoma et en Californie, les femmes s'étaient heurtées au veto des gouverneurs et des représentants, soumis à la pression de *lobbies*, en particulier, de la Ligue des tenanciers de saloons (Saloonkeepers' League) (Catt & Shuler, 1926 : 127-130).

Mais la dynamique est lancée. En 1912, les femmes qui votent dans leurs États sont déjà plus de 4 millions, tandis que le vote féminin à l'élection présidentielle compte 1,5 millions d'électrices. En 1913, les femmes de Chicago et de l'Illinois s'engagent alors dans un énorme effort pour que 200 000 femmes, blanches et noires, s'inscrivent sur les listes électorales. L'enjeu est de démentir les prédictions des anti-suffragistes. Bientôt, les autres États suivent, comme des dominos : 1913, Alaska, 1914, Nevada, Montana... En 1916, le 4 juillet, alors que Woodrow Wilson embarque sur son yacht présidentiel sur la 79^e rue de Manhattan et descend l'Hudson vers la Statue de la Liberté, une « phalange de biplans », pilotés par des femmes, le suivent et lancent sur la foule des tracts « Votes pour les femmes » – peut-être la première manifestation aéroportée² ! Le 6 novembre 1917, l'État de New York est le premier État de l'Est à accorder aux femmes la totalité de leurs droits. Une conséquence immédiate de l'élection de 1912 est que la pression va s'accroître et le degré de conflictualité s'élever. La période d'avant-guerre est un moment de radicalisation d'une partie du mouvement des femmes, avec un petit temps de retard par rapport à l'Angleterre (pour un récit détaillé : Pankhurst, 1914 ; Pethick-Lawrence ; 1938). Alice Paul et Lucy Burns ont appris des méthodes plus radicales à Londres (où elles se sont rencontrées en

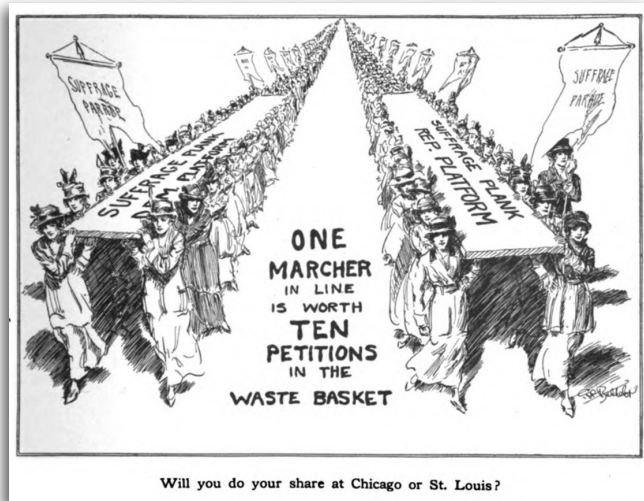
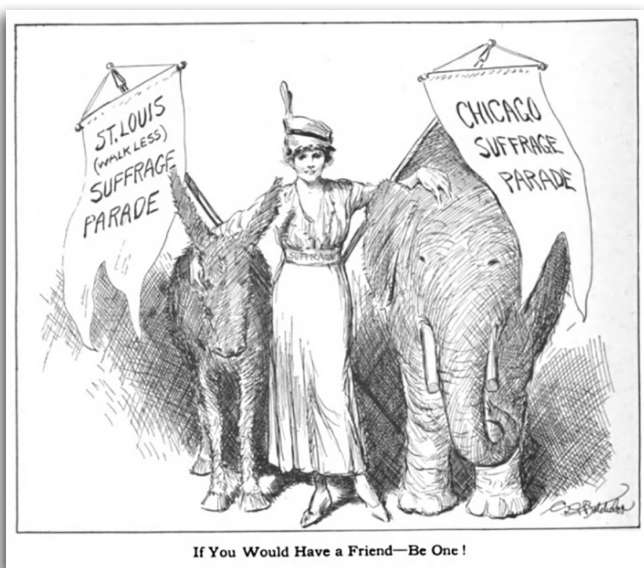
1909 dans un poste de police) auprès de l'Union sociale et politique des femmes (Women's Social and Political Union – WSPU) d'Emmeline Pankhurst³ : se déguiser pour pénétrer dans des bâtiments, faire du piquetage devant le Parlement, interpellier les représentants au Congrès. Elles ont découvert la portée de ces actions spectaculaires. En janvier 1908, Edith New et Olivia Smith s'enchaînent aux grilles du 10 Downing Street en criant « Votes for Women », pendant que Flora Drummond et Mary Macarthur tentent d'y pénétrer. Après un meeting de 500 000 personnes à Hyde Park le 26 juin 1908 et l'arrestation quelques jours plus tard de douze oratrices à Parliament Square, New, à nouveau, et Mary Leigh se rendent à la même adresse et lancent des pierres sur les fenêtres du domicile du Premier ministre. Elles sont condamnées à deux mois d'emprisonnement. En 1909, le répertoire d'action de la WSPU s'accroît encore. Marion Wallace Dunlop est arrêtée pour avoir écrit sur un mur de la Chambre des Communes un extrait du Bill of Rights. En 1912, Christabel Pankhurst engage le WSPU dans une campagne de bris de vitrines de magasins. Elle s'enfuit en France, mais sa mère est arrêtée. Celle-ci, avec Frederick et Emmeline Pethick-Lawrence (1938), les éditeurs de *Votes for Women* et d'autres prisonnières, s'engagent dans une grève de la faim – certaines des grévistes seront nourries de force. Par la suite, une frange de la WSPU se radicalisera plus encore : incendie criminel au Théâtre royal de Dublin en 1912, puis pyromanie à de nombreuses occasions, lancer de hache sur des représentants politiques, lacération de la Rokeby Venus de Velázquez à la National Gallery par Mary Richardson en 1914, apprentissage de techniques de jiu-jitsu pour les combats de rue avec la police. Emily Wilding Davison, qui s'était laissé enfermer dans le Palais de Westminster la nuit du recensement de 1911, afin d'être enregistrée comme habitante de la crypte du Parlement, est tuée au Derby d'Epsom le 4 juin 1913 par le cheval du roi, alors qu'elle veut attirer l'attention des caméras qui filment l'événement⁴. Son cercueil est suivi par 5 000 suffragettes, de Victoria Station à King's Cross, et rassemble des foules de dizaines de milliers de badauds. De retour d'Angleterre, Paul (en 1910) et Burns (en 1912) rapportent ces nouvelles tactiques



Conseil consultatif de l'Union parlementaire pour le vote des femmes (Congressional Union for Women Suffrage). Réunion à la Ye Peg Woffington Coffee House, New York, 31 mars 1915. Au tout premier plan, de gauche à droite, Elizabeth Colt, Elizabeth T. Kent, Mrs John Rogers, Olive Halladay Hasbrouck et Hazel MacKaye. Derrière Rogers, Lucy Burns (*The Suffragist*, 3, n° 15, 10 avril 1915).

de guérilla dans leurs bagages – « les *méthodes militantes* » comme on les qualifiait alors du côté de la NAWSA (Catt & Shuler, 1926 : 241-245) ; et elles arborent ce radicalisme sans relâche (*Deeds not words ! Never surrender, never give up the fight !*) qui ont provoqué au Royaume-Uni une rupture entre la WSPU de Pankhurst et la National Union of Women's Suffrage Societies (NUWSS). Avec Crystal Eastman⁵, elles créent la Congressional Union (CU) – l'Union parlementaire –, en avril 1913, un mois après la Marche de Washington. Son organe de presse est l'hebdomadaire *The Suffragist*, lancé le 15 novembre 1913 ; la première éditrice en est Rheta Childe Dorr et Nina Allender se distingue rapidement comme caricaturiste. La Congressional Union (Beard, 1916 : 14-15) choisit la voie fédérale et se bat sur le terrain politique. Elle sera le noyau du National Woman's Party (Ford, 1991).

Entre le 7 et le 10 juin 1916, les Progressistes et les Républicains tiennent leurs conventions à Chicago. Le 7 juin, 5 500 femmes défilent sous une pluie torrentielle en une Parade pour le Suffrage (the Rainy Day Parade), destinée à la Convention républicaine qui se tient au Coliseum, afin d'en convaincre les délégués d'inclure le droit de vote des femmes à l'échelle fédérale dans leur programme. Ce défilé sous les parapluies, à l'appel de la NAWSA, alors dirigée par Carrie Chapman Catt, est le moment de lancement d'une campagne tous azimuts en 1916, intitulée le Winning Plan. Le Parti progressiste vote la résolution suivante : « Et nous croyons que les femmes du pays, qui partagent avec les hommes le fardeau du gouvernement en temps de paix et font un sacrifice égal en temps de guerre, devraient se voir accorder les pleins droits politiques du suffrage, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral. » La résolution des Républicains est plus floue et ils ne retiennent pas la mention au fédéral. Une proposition est également préparée pour le Congrès démocrate qui se tient peu après à St. Louis. Le 16 juin, 6 000 femmes défilent, sous des parapluies jaunes, mais n'obtiennent guère plus qu'avec les Républicains (pour le détail : Catt & Shuler, 1926 : chap. XVI).



Appel à l'alliance des femmes républicaines et démocrates pour faire passer leur revendication commune
(*The Woman Voter*, juin 1916, p. 9 et p. 14).



Les suffragettes paraden en automobile à Chicago (sans doute en vue de la démonstration de force de 5 000 femmes à la Convention du Parti républicain du 7 juin 1916, à l'appel de Carrie Chapman Catt, présidente de la NAWSA).

En parallèle, Alice Paul et Lucy Burns et la Congressional Union, qui ont donc rompu avec la NAWSA en décembre 1913 et ont fondé le National Woman's Party, recourent à des stratégies comme la manifestation de masse, la grève de la faim et le piquet quotidien des Sentinelles silencieuses (Silent Sentinels) devant la Maison Blanche, à partir du 10 janvier 1917. On retrouve dans leurs rangs Mary H. Ingham, par ailleurs liée à la Ligue progressiste de Philadelphie. Un événement fait sensation : Jeannette Rankin, une républicaine du Montana, est la première femme élue à la Chambre des représentants, en novembre 1916, qu'elle rejoint le 2 avril 1917 et où elle restera jusqu'en 1919. Elle fera partie des 50 membres du Congrès à voter contre la déclaration de guerre⁶. Malgré tout, les résistances restent plus fortes que jamais. Un épisode malheureux, du 22 au 27 juin 1917,

est l'arrestation de 500 de ces femmes et l'emprisonnement de 168 d'entre elles, qui se voient nier le statut de prisonnières politiques. Wilson lui-même se déclare « choqué » par cet événement (*New York Times*, 18 juillet 1917). Il y gagne le titre de « Kaiser Wilson » dans les manifestations. Plus grave, encore, la nuit du 14 au 15 novembre 1917, dans la prison (*workhouse*) de Occoquan, en Virginie, où sont enfermées 33 suffragistes, dont Alice Paul depuis le 22 octobre, s'introduit un commando d'hommes, pour partie des gardiens, armés de matraques qui vont les battre et les maltraiter. Doris Stevens fera un récit de cette Nuit de terreur dans *Jailed for Freedom* (1920). Mais la guerre a été déclarée le 2 avril 1917. Le massif effort de guerre des femmes à la maison, dans l'agriculture et dans l'industrie en 1917-18 va changer la donne. Wilson demande, le 30 septembre 1918, au Sénat de passer un amendement fédéral sur le suffrage des femmes comme mesure de guerre – ce que le Sénat rejette à deux voix près de la majorité requise des deux tiers. Le 11 novembre, la Guerre s'achève. Wilson s'adresse à nouveau le 2 décembre au Congrès pour obtenir le vote des femmes, mais il faudra encore six mois de bataille avant que trente-six États ne ratifient l'Amendement – le Tennessee sera le 36^e le 18 août (Catt & Shuler, 1926 : chap. XXX). La Chambre des représentants et le Sénat acceptent alors de signer. Le 19^e Amendement est adopté le 26 août 1920⁷. Le droit de vote est acquis pour les femmes... blanches principalement ! Beaucoup de femmes noires des États du Sud seront en effet exposées aux mêmes techniques de privation de vote (*disenfranchisement*) que les hommes : menace de violence ou violence physique, en toute impunité, l'arrêt de la Cour Suprême U.S. v. Cruikshank (92 U.S. 542 / 1875) rendant les poursuites des crimes contre les Noirs pratiquement impossibles ; fraude massive dans l'enregistrement des listes (inscription à la saison des plantations, non-validité des adresses de résidences, annulation par les officiers d'état civil), ou dans le dépouillement du scrutin ; taxe cumulative en Géorgie requérant d'être à jour dans le paiement de ses impôts – ce qui pénalisait systématiquement les plus pauvres ; tests d'alphabétisation mettant hors jeu 40 à 60 % des Noirs – les Blancs illettrés



Grand Picket des suffragistes devant la Maison Blanche, à la veille de la seconde cérémonie d'inauguration du Président Woodrow Wilson, 4 mars 1917.



Le piquet du 10 novembre 1917.

étant admis dès lors qu'ils prouvaient avoir un ancêtre en droit de voter en 1867; dans le Texas, interdiction aux Noirs de participer aux primaires démocrates – le parti dominant dans le Sud –, puis exclusion des Noirs du Parti démocrate – traité comme association privée et échappant à ce titre aux 14^e et 15^e Amendements –, enfin, après qu'en 1944 la Cour Suprême ait déclaré que les partis étaient des « acteurs étatiques » (*Smith v. Allwright*, 321 U.S. 649/1944), organisation de primaires parallèles par le Jaybird Party jusqu'en 1953 (*Terry v. Adams*, 345 U.S. 461/1953). Soumises à ces méthodes d'invalidation des lois fédérales, les femmes noires ne pourront effectivement pas voter, pour la plupart, jusqu'au Voting Rights Act de 1965.



Lucy Burns dans la prison d'Occoquan,
Laurel Hill, Virginie.

NOTES

1 Louise Knight, dans *Citizen*, aborde à plusieurs reprises la question des émotions et la façon de les contrôler selon Addams (un thème amplement développé par ailleurs, dans le registre philosophique, par James, Mead et Dewey). On peut mettre en regard ce qu'elle appelle le « calme émotionnel (*coolness*) » de Jane Addams avec le caractère passionné d'Ellen G. Starr (Knight, 2005 : 92). Knight (*ibid.* : 95) évoque son apprentissage, à Rockford, avec Caroline Potter, de la rhétorique comme art de susciter des émotions dans des auditoires ; elle évoque aussi sa méfiance de l'excès de passions qui peut susciter des antagonismes, dont celui de la grève (*ibid.* : 327). John Pettegrew (2012) a une intéressante interprétation de cette vision du public en termes de « religion de la démocratie » et de « mysticisme horizontal ».

On pourrait encore évoquer ce qu'Addams écrit, dans *The Long Road of Woman's Memory* (1916 : 24), sur les « *inconsistencies and perplexities of life* », un autre nom pour les « troubles » qui introduisent une rupture dans les attitudes et les croyances conventionnelles et qui engendrent un sentiment d'incompréhension morale et intellectuelle, dans les relations sociales (filiales, domestiques, charitables, professionnelles, civiques...). Ce sentiment de « perplexité », analogue au « doute » de Peirce, James ou Dewey, enclenche le mouvement de l'enquête. Il est au

cœur de *Democracy and Social Ethics* (1902) et c'est lui que l'on retrouve chez Dewey dans *How We Think* (1910).

2 Louise Bernikow, « Lady Liberty : A Counter-Narrative », *The Huffington Post*, 07/04/2013.

3 Emmeline Pankhurst avait vendu sa maison de Manchester en 1907 et menait une vie itinérante. Lors de l'une de ses venues aux États-Unis, elle est interdite d'entrée à Ellis Island, pour « turpitude morale ». Jane Addams et Ella Flagg Young, qui avaient rencontré Pankhurst à Chicago en 1909 (Pankhurst, 1914 : 146), et le réseau de femmes progressistes de Hull House envoient une lettre collective au président Wilson, le 18 octobre 1913, pour protester contre cette expulsion, à l'encontre des « traditions d'attachement de l'Amérique à la liberté et du droit au libre discours ». Elles y joignent, le 19, une lettre de « sympathie », déplorant « l'humiliation subie » – lettre de soutien, destinée à Pankhurst, publiée dans le *Chicago Tribune*. C'est lors de ce séjour que Pankhurst, libérée, donnera son discours « Freedom or Death », le 13 novembre 1913, à Hartford, Connecticut.

4 Voir la belle reconstitution historique par Abi Morgan, scénariste, et Sarah Gavron, réalisatrice du film *Suffragette* (Universal Studios, 2015).

5 Crystal Eastman (Aronson, 2019) a étudié à Vassar (où elle a eu pour professeure d'histoire Lucy Maynard Salmon), puis elle a obtenu son Master en sociologie à Columbia (où elle étudie avec John Bates Clark et Franklin H. Giddings). Elle suit ensuite la Woman's Law Class de NYU, rejoint Greenwich House auprès de Mary Simkhovitch, fait venir son frère Max à Greenwich Village (il y rencontre Dewey qui lui confie un cours « Principles of Science »). Elle rejoint ensuite son ami Paul Kellogg à Pittsburgh où elle mène une enquête marquante, en 1907-08, sur les conditions de travail dans le Comté d'Allegheny, dont les résultats paraissent d'abord dans *Charities and the Commons*, et sous forme de brochure de l'American Association for Labor Legislation (*Employers' Liability, A Criticism Based on Facts*), puis dans le premier volume du Pittsburgh Survey, *Work-Accidents and the Law* (1910), avec des photographies de Lewis Hine. En parallèle, des commissions sont créées dans les États de New York, Minnesota et Wisconsin, pour proposer des législations qui mettent en œuvre une « justice industrielle ». Eastman est embauchée en 1909 par le gouverneur républicain de New York, Charles E. Hughes, pour s'occuper de la Commission sur la responsabilité des employeurs, sur le chômage et sur les accidents du travail (New York State Commission of Employer's Liability and Causes of Industrial Accidents, Unemployment and Lack of Farm Labor). Elle publie

un autre rapport qui aura une forte audience, *The First Report of the New York State Commission* (1910). Avec son frère Max (Eastman, 1912), Crystal aide à mettre en place la section américaine de la Ligue masculine pour le droit de vote des femmes (Men's League for Women's Suffrage). Elle dirige depuis Milwaukee (à l'époque une des villes les plus progressistes des États-Unis, contrôlée par le Parti socialiste : Emil Seidel en est le maire entre 1910 et 1912 et Victor Berger le représentant au Congrès entre 1911 et 1913) la campagne pour le référendum sur le suffrage dans le Wisconsin en 1912. Elle côtoie Jane Addams quand elle crée avec Paul et Burns la Congressional Union for Woman Suffrage, ancêtre du Woman's Peace Party, et encore, avec Lillian Wald, l'American Union Against Militarism. En 1915, elle se joint à Emma Goldman dans une bataille pour le droit au contrôle des naissances et la légalisation de la prostitution (Cook, 1979). Elle épouse Walter Fuller dont elle aura deux enfants. Pendant des années, elle se bat pour la paix et pour le suffrage. Une fois voté le 19^e Amendement, elle rédige avec Alice Paul la première version de l'Equal Rights Amendment (Witt, 2004), présenté à Seneca Falls en 1923, destiné à étendre l'égalité dans les urnes et à garantir des droits égaux à toutes les citoyennes et tous les citoyens américains en matière de divorce, de propriété, d'emploi (« *No political, civil, or legal disabilities or inequalities on account of sex or on*

account of marriage, unless applying equally to both sexes, shall exist within the United States or any territory subject to the jurisdiction thereof»).

Cet amendement ne sera pas voté en 1923, mais il sera relancé par les féministes Betty Friedan et Gloria Steinem, et les parlementaires Bella Abzug, Ed Koch, Yvonne Burke...

L'Equality Act est resté dans les mémoires comme un amendement de la loi sur les droits civiques de 1964, qui sera étendu à l'interdiction des discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle ou le statut marital dans les programmes d'assistance sociale ou les secteurs du logement, de l'emprunt, de l'emploi, etc. Il sera examiné au Congrès en 1973-74, mais ne sera pas ratifié avant la date limite de 1979; et il est revenu sur le devant de la scène après que trois États, le Nevada, l'Illinois et, en 2020, la Virginie, ont accepté de le signer (les 38 États requis pour la ratification de l'ERA sont désormais réunis).

Avec Roger Baldwin et Norman Thomas, Eastman crée le National Civil Liberties Bureau (ancêtre de ACLU) pour se battre au nom du Bill of Rights, contre la suppression des droits des militants pendant la guerre. Elle lance avec son frère, Max, le magazine *The Liberator*, en mars 1918, après que *The Masses* a dû fermer en raison de l'Espionage Act de 1917. Dans le premier numéro paraît le témoignage de John Reed sur la Révolution russe. Crystal Eastman sera la cible, avec Walter Fuller, son mari, de la persécution politique

subie par les radicaux en 1919 – les Palmer Raids contre les « Rouges » – et interdite d'activité publique. Blacklistée, elle quitte les États-Unis pour Londres avec son mari. Fuller meurt peu après leur retour d'exil, en 1927, suivi par Eastman, le 8 juillet 1928, alors qu'elle n'a que 48 ans.

6 Jeannette Rankin avait étudié le travail social à la New York School of Philanthropy de New York City entre 1908-09. Après un passage par l'Université de Washington, elle revient à NYC et s'y engage dans le Woman Suffrage Party. Elle commence à militer au sein de la NAWSA. De retour dans le Montana, elle préside la section locale de la NAWSA, dont elle devient secrétaire nationale. Elle donne un discours devant l'assemblée législative du Montana en février 1911 pour défendre le droit de vote féminin. Une campagne de mobilisation des mouvements sociaux dans tout l'État conduit à la promulgation sans restriction du droit de vote féminin en novembre 1914. Éluë du Montana à la Chambre des représentants en 1916, elle vote en 1917 contre l'entrée en guerre aux côtés de 49 représentants et de 6 sénateurs. Pacifiste convaincue, elle sera la seule à voter contre la déclaration de guerre contre le Japon en 1941 (82-0 au Sénat, 388-1 à la Chambre des représentants). Dans *The Woman Voter* d'octobre 1916, deux autres femmes sont également mentionnées: Frances Cleveland Axtell, déjà élue à la chambre des représentants de l'État

de Washington en 1912, se présente en 1916 pour le Parti progressiste au Sénat U.S. – élection qu'elle perd de seulement 3 000 voix; Eva Harding, médecin, qui avait été inculpée en 1901 à Topeka, Kansas, pour avoir démonté un saloon avec d'autres prohibitionnistes, est investie par les primaires du Parti démocrate dans le même État comme candidate à la Chambre des représentants U.S. (elle se représentera, sans succès, pour le Parti socialiste au Sénat en 1918).

7 Woodrow Wilson est crédité de cette avancée. Mais il écrivait en 1887 dans son journal, alors qu'il était professeur de science politique à Bryn Mawr, que « faire cours aux jeunes femmes de la génération actuelle sur l'histoire ou les principes de la politique est à peu près aussi approprié et profitable que d'enseigner à des maçons l'évolution de la mode vestimentaire » (Bragdon, 1967: 143).

CHAPITRE 10

LA QUESTION SOCIALE DANS LE PROGRAMME DU PARTI PROGRESSISTE

Les conséquences de la participation des femmes à la première Convention nationale du Parti progressiste, qui a lieu à Chicago, le 5 août 1912, sont donc énormes. La métaphore qui revient souvent dans la littérature est celle de la « marée montante (*rising tide*) » : de plus en plus, l'obtention du droit de vote apparaît comme une mesure incontournable, et chaque résistance brisée, chaque revendication satisfaite, chaque barrière franchie témoigne du caractère irrésistible du mouvement. Mais cette Convention, outre qu'elle signe dans les esprits l'entrée, une fois pour toutes, des femmes en politique, accouche d'un plus ample programme politique, *A Contract With the People: Platform of the Progressive Party*¹. Comme nous l'avons dit, c'est un moment clef de reconfiguration de la société civile et des transactions de ses représentantes et représentants avec les pouvoirs publics et les partis politiques.

Le programme du Parti progressiste intègre un grand nombre de propositions réformatrices, qui ont été discutées et formulées par la Conférence nationale des Charities and Correction (CNCC), au cours des années précédentes. La CNCC est l'assemblée professionnelle qui rassemble tous les ans les *settlement workers*, travailleurs sociaux et organisateurs communautaires du pays – et de fait, le nombre de membres de *settlements* est impressionnant parmi ses cadres. La CNCC est présidée en 1909, à Buffalo, par Jane Addams. On y retrouve Paul Kellogg, chairman du comité sur les normes



Couverture de *A Contract With The People*, programme du Parti progressiste (1912).

professionnelles (*occupational standards*), qui dirige le Pittsburgh Survey et qui est sur le point de prendre la direction du magazine *The Survey*. Le Pittsburgh Survey (1907-09 et publication en 6 volumes) est à l'époque le modèle de toutes les *community studies* entreprises par les fondations, églises, municipalités et autres clubs civiques du mouvement réformateur². Il restera longtemps une référence dans les départements de sociologie, y compris pour Park et Burgess. Il fixe le prototype des enquêtes sociales (*social surveys*), impliquées et appliquées, qui vont nourrir de données scientifiques les délibérations et les décisions des experts et des politiques. Kellogg, alors résident de Greenwich House, s'appuie à la CNCC sur un groupe de rédacteurs où l'on retrouve Crystal Eastman, Lillian Wald, du Henry Street Settlement à New York, et Robert Woods, du South End House à Boston, ainsi que John R. Commons, Université du Wisconsin, qui circulait d'un *settlement* à l'autre pendant ses vacances (Addams, 1930 : 11). En 1911, Kellogg est remplacé par Florence Kelley (alors résidente du Henry Street Settlement et directrice de la Ligue nationale des consommateurs – la National Consumers' League). En 1912, Owen Reed Lovejoy (secrétaire de la Commission nationale pour le travail des enfants – le National Child Labor Committee) est président à son tour de la CNCC, avec pour vice-présidente Margaret Dreier Robins (présidente de la Ligue nationale des syndicats de femmes – la National Women's Trade Union League, 1911). De l'effort collectif et soutenu de réflexion de ces leaders du travail social est issu un programme de « Social Standards for Industry » (Kellogg, 1912), qu'un petit groupe convertit en « Platform of Industrial Minimums » et présente au Congrès national du Parti républicain à Chicago (18-22 juin 1912). Dans ce petit groupe, on retrouve Addams, Kellogg (en tant qu'éditeur du *Survey*), John Kingsbury (New York Association for Improving the Conditions of the Poor), Samuel McCune Lindsay (ancien directeur de la New York School of Philanthropy) et Homer Folks (New York State Charities Aid Association).

THE SURVEY

A JOURNAL OF CONSTRUCTIVE PHILANTHROPY

THE SURVEY is a weekly magazine for all those who believe that progress in this country hinges on social service: that legislation, city government, the care of the unfortunate, the cure of the sick, the education of children, the work of men and the homes of women, must pass muster in their relation to the common welfare.

As Critic, THE SURVEY examines conditions of life and labor, and points where they fail: how long hours, low pay, insanitary housing, disease, intemperance, indiscriminate charity, and lack of recreation, break down character and efficiency.

As Student, THE SURVEY examines immigration, industry, congestion, unemployment, to furnish a solid basis of fact for intelligent and permanent betterment.

As Program, THE SURVEY stands for Prevention: *Prevention of Poverty* through wider opportunity and adequate charity; *Prevention of Disease* through long-range systems of sanitation, of hospitals and sanatoriums, of good homes, pure food and water, a chance for play out-of-doors; *Prevention of Crime* through fair laws, juvenile courts, real reformatories, indeterminate sentence, segregation, discipline and probation; *Prevention of Inefficiency*, both industrial and civic, through practice in democracy, restriction of child labor, fair hours, fair wages, enough leisure for reading and recreation, compulsory school laws and schools that fit for life and labor, for the earning of income and for rational spending.

EDWARD T. DEVINE - - - EDITOR

GRAHAM TAYLOR - ASSOCIATE EDITOR

105 EAST 22D
STREET
NEW YORK

\$2.00 YEARLY

158 ADAMS
STREET
CHICAGO

Placard publicitaire, 1911, pour la revue *The Survey : A Journal of Constructive Philanthropy*.

RUSSELL SAGE FOUNDATION PUBLICATIONS

THE PITTSBURGH SURVEY

The most significant piece of investigation the country has seen.—"American Magazine."

The findings of the Pittsburgh Survey in six volumes are in course of publication, under the editorial direction of Paul U. Kellogg, Director of the Pittsburgh Survey. Four volumes are now ready:

THE STEEL WORKERS

By JOHN A. FITCH

Expert, New York State Department of Labor, 1909-10

A study of the men who make steel by one who lived among them.

8vo, 350 pages; 39 full-page illustrations by Lewis W. Hine, Joseph Stella and others. Price, Postpaid, \$1.71

HOMESTEAD: THE HOUSEHOLDS OF A MILL TOWN

By MARGARET F. BYINGTON

Assistant Secretary, Charity Organization Department
Russell Sage Foundation

A clearly drawn picture of the home and community life of the steel workers.

8vo, 310 pages; 41 full-page illustrations by Lewis W. Hine, Joseph Stella and others. Price, Postpaid, \$1.70

WORK-ACCIDENTS AND THE LAW

By CRYSTAL EASTMAN

Attorney-at-Law; Secretary New York State Industrial
Accident Commission

During the year studied, five hundred industrial wage-earners were killed at their work in Allegheny County, Pa. The story of their hazards is compelling.

8vo, 350 pages; 38 full-page illustrations by Lewis W. Hine, Joseph Stella and others. Price, Postpaid, \$1.71

WOMEN AND THE TRADES

By ELIZABETH BEARDSLEY BUTLER

Former Secretary of the Consumers' League of New Jersey

The first general survey of the occupations open to wage-earning women in an American city.

8vo, 440 pages; 40 full-page illustrations of women at their work, by Lewis W. Hine. Price, Postpaid, \$1.72

The entire set of the Pittsburgh Survey volumes, to be issued at \$1.50 net each (\$10 per set, postpaid), will be as follows:

THE PITTSBURGH DISTRICT—Symposium by John R. Commons, Florence Kelley, Robert A. Woods, Peter Roberts, Charles Mulford Robinson and others.

THE STEEL WORKERS—John A. Fitch.

HOMESTEAD: THE HOUSEHOLDS OF A MILL TOWN—Margaret F. Byington.

WOMEN AND THE TRADES—Elizabeth Beardsley Butler.

WORK-ACCIDENTS AND THE LAW—Crystal Eastman.

PITTSBURGH: THE GIST OF THE SURVEY—Paul U. Kellogg.

CHARITIES PUBLICATION COMMITTEE

105 East 22d Street, New York

Placard publicitaire, 1911, pour la publication de la Russell Sage Foundation, *The Pittsburgh Survey*.

The Survey, qui se charge de faire de la publicité autour de nombreuses causes progressistes, publie cette « Plateforme des minima industriels » dans son édition du 6 juillet 1912 (vol. XXVIII, n° 14 : 517-518). Elle est précédée par un long discours, « Le Progrès social », du président de la NCCC à cette date, Julian W. Mack³. Il précise que cette « Plateforme présentée à Cleveland en juin 1912 n'a pas été rédigée à la hâte ». Pendant trois ans, les réunions et les discussions de sections ont battu leur plein sur « les principaux thèmes – salaires, heures de travail, sécurité et santé, logement, durée de la vie active, réparation et assurance ». Les recommandations et les revendications de la NCCC ont été mises en forme par le président du comité, O. R. Lovejoy (par ailleurs secrétaire général du Comité national sur le travail des enfants – le National Child Labor Committee – de 1907 à 1926), et elles ont été discutées une journée entière avant d'être votées. Une série de propositions très en avance sur la législation de l'époque sont ainsi gravées dans le marbre, offrant une photographie instantanée des enjeux des batailles des associations réformatrices depuis les années 1890 – les points mêmes que l'on retrouve sous la plume d'Addams et des leaders des *settlements*, ou ceux, encore, défendus par Mead, Dewey ou Follett dans leurs écrits civiques. Bien sûr, la journée de huit heures et la semaine de six jours ; pas de travail des enfants de moins de seize ans ; travail de nuit interdit aux femmes et aux mineurs ; pas d'emploi des femmes à des postes où elles restent constamment debout ; congé de maternité de huit semaines. Des commissions du salaire minimum (Addams, 1912t) devraient déterminer pour chaque État quel devrait être la rémunération requise pour assurer un « standard de vie normal » (pour qu'une famille se nourrisse, se loge et s'habille, se soigne, s'éduque et se divertisse, prenne soin des plus faibles et économise pour le vieil âge). Le mouvement pour des « poids et mesures honnêtes » sur les marchés devrait être élargi aux systèmes de comptabilité des entreprises. Les modifications des contrats, des taux de salaires et des primes devraient être affichées pour éviter les litiges et les salaires être payés au moins toutes les deux semaines.



Femmes déléguées à la Convention du Parti progressiste de Chicago en 1912.

Des standards de sécurité et de propreté devraient être élaborés et une étude scientifique du gouvernement fédéral menée sur les multiples problèmes (*issues*) que sont le secours, les dispositifs de sécurité, les conditions sanitaires et les effets de la ventilation, de la poussière, des poisons, de la chaleur, du froid, de l'air comprimé, de la vapeur, de l'éblouissement, de l'obscurité, de la vitesse et du bruit. Un système d'inspection publique uniformisé d'État à État devrait être mis en place et toutes les morts, blessures et maladies dues à des opérations industrielles devraient être rapportées aux pouvoirs publics, comme cela était requis par les lois sur les accidents du Minnesota et sur certaines maladies professionnelles à New York (Addams, 1912h). Une fois ces accidents du travail classés et comptabilisés, des enquêtes devraient expliquer leurs causes et élucider leurs responsabilités. Un enjeu important est d'éviter la sous-traitance d'un certain nombre de tâches industrielles hors site – ce que Marx, à propos de la fabrique et de la finition des dentelles dans *Le Capital* (Livre premier, IV, ch. XV), appelait « l'arrière-train de la grande industrie ». Une des exigences de la « Plateforme des minima industriels » est que la production doit se

faire dans les usines : le travail de manufacture d'articles à domicile, qui échappe à toute forme d'inspection, donne lieu à tous les abus et détruit la vie de famille. Il doit être interdit. Dans les *Hull House Maps and Papers* (1895 : 21), la question était déjà clairement abordée :

La femme et les enfants sont généralement des sources de revenus autant que des sources de dépenses. Les femmes lavent, s'occupent des « finitions » sur des vêtements prêts à porter, ramassent et vendent des chiffons ; les garçons font des courses et cirent les chaussures ; les filles travaillent dans des usines, se font embaucher comme caissières ou vendent des journaux à la criée ; et les tout-petits cousent des boutons sur les pantalons et les chemises. Chacun apporte sa contribution pour compléter le maigre revenu.

« La théorie selon laquelle “chaque homme soutient sa propre famille” ne marche pas dans un quartier comme celui-ci » (*ibid.* : 21) : le revenu dans le Near West Side est le produit d'une activité collective, ce qui permet de pallier « l'irrégularité de l'emploi dû à la saison, au temps, à la mode, aux caprices de la loi de l'offre et de la demande ». Le travail à domicile a des implications sur le manque de repos – la nuit et le dimanche –, sur l'hygiène du domicile familial (transformé en atelier, envahi par les matériaux, dont le ménage est délaissé), sur le manque de suivi des enfants, leur absentéisme scolaire et l'inexistence de loisirs. Il vient en général rajouter à l'inconfort de logements congestionnés où les personnes dorment à plusieurs ou se relaient dans les mêmes lits.

Enfin, tout un pan des mesures réclamées porte sur les assurances maladie, vieillesse et chômage et les formes de réparation ou de compensation dans des situations d'accident, de décès ou d'invalidité, temporaire ou permanente, dues au travail industriel. 1909, l'année où la Conférence nationale des Charities and Correction (CNCC) commence à discuter en profondeur ces questions-là (Kellogg, 1910),

est aussi l'année de publication du *Minority Report* en Angleterre. Ce rapport, rédigé par Beatrice (et Sidney) Webb dans le cadre de la Royal Commission on the Poor Laws and Relief of Distress (1905-09), systématise la position des Fabiens. On le tient jusqu'à aujourd'hui pour l'un des documents-clefs qui dessinent l'architecture du Welfare State. La puissance publique doit « assurer un minimum national de vie civilisée, ouvert à tous, des deux sexes et de toutes les classes, soit une alimentation et une formation suffisantes pour les jeunes, un salaire décent pour les personnes valides, des soins pour les malades et des moyens d'existence modestes mais sûrs pour les personnes âgées ou handicapées ». La position du Majority Report, signée par Helen Bosanquet, au nom des Charity Organization Societies, continuait de défendre une version caritative de la loi sur les pauvres et les maisons de travail. Ce tournant, même s'il ne porterait ses fruits que plus tard, était en phase avec l'expérience du travail social faite par les *social settlements* et le langage du droit et de la politique qui se substituait à celui de la charité, par exemple à la Chicago School of Civics and Philanthropy. On le retrouve dans le programme du Parti progressiste, qui propose, en outre, des mesures de régulation de l'« emploi intermittent et autres formes de chômage », afin d'assurer « une meilleure distribution des immigrants et (de) guider les travailleurs saisonniers ». Ce déplacement des habitants des quartiers urbains vers d'autres bassins de travail était une mesure classique, défendue vigoureusement par Florence Kelley et la National Consumers League, afin de décongestionner les grandes métropoles. Et pour éviter la formation d'« une armée croissante d'exclus », « *outcasts* industriels » ou « inemployables » « pris en charge dans des colonies de travail publiques ou par diverses agences de secours », l'analphabétisme doit être combattu et une éducation garantie pour acquérir un minimum d'« efficacité industrielle ». Dès le 16 novembre 1906, Addams donne une conférence au meeting de fondation de la Société nationale de promotion de l'éducation industrielle à Cooper Union, New York (Addams, 1907a). Ses batailles (Addams, 1911d), ainsi que celles de Dewey et de Mead pour l'enseignement professionnel dans

des « écoles industrielles », ou celles de Follett pour créer des « bureaux de placement » à Boston, ont ici leur terreau ; ainsi que l'invocation de la « responsabilité communautaire » et de la nécessité de l'intervention étatique dans les domaines de l'éducation et de la santé, du travail et du logement.

D'autres mesures sont discutées par la Conférence nationale des Charities and Correction (NCCC). Le « droit au logement (*right to a home*) » est affirmé – résultat d'une quinzaine d'années d'enquêtes – depuis les rapports de Robert Hunter et la City Homes Association (1901) et de Robert DeForest et Lawrence Veiller à New York (1903), jusqu'à l'enquête alors en cours à Chicago menée par Edith Abbott et Sophonisba Breckinridge dans le cadre de la Chicago School of Civics and Philanthropy, publiée dans l'*American Journal of Sociology* (1910). Elles y écrivent :

Le bien-être social exige pour chaque famille une maison sûre et hygiénique ; un environnement sain ; de l'eau courante abondante et pure à l'intérieur de la maison ; des toilettes modernes à usage exclusif, situées à l'intérieur du bâtiment ; un ensoleillement et une ventilation adéquats ; une protection raisonnable contre les incendies ; de l'intimité ; des pièces suffisamment grandes et nombreuses pour accueillir décentement les membres de la famille ; l'absence d'humidité ; une collecte rapide et adéquate de tous les déchets.

Enfin, le loyer ne doit pas excéder 20 % des revenus d'une famille. À cette fin, les services municipaux doivent lutter contre la surpopulation urbaine, qui encombre le marché immobilier et facilite l'indélicatesse de propriétaires qui surexploitent leurs locataires.

La « Plateforme des minima industriels » est rejetée au Congrès du Parti républicain. John Kingsbury, Paul Kellogg et Henry Moskowitz rejoignent alors Roosevelt à Oyster Bay, mi-juillet 1912, après qu'il



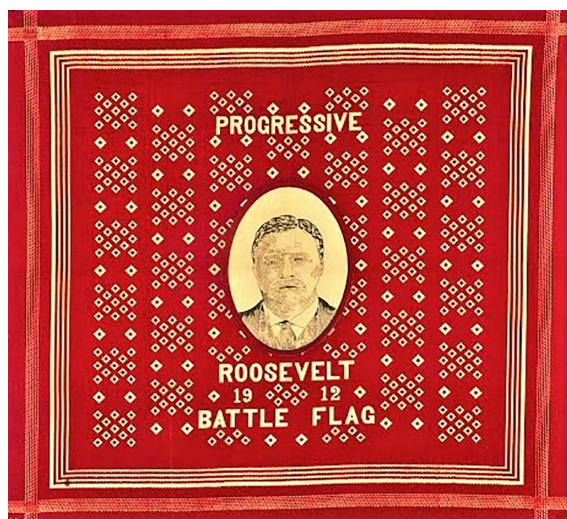
Chambre garnie pour une famille monoparentale avec cinq enfants, Chicago, vers 1910.

a fait sécession. Roosevelt a entrepris de bâtir un nouveau programme pour le Parti Progressiste naissant, et accueille positivement les représentants de la NCCC. Un grand nombre de *settlement workers* se rapprochent alors du Parti progressiste. Parmi ceux-ci, Moskowitz, fondateur de Madison House à New York (proche de Lillian Wald, de l'University Settlement Society, et de Felix Adler et du mouvement de la culture éthique), actif dans le mouvement contre la prostitution, impliqué dans les négociations syndicales de l'industrie de la confection, cofondateur avec William English Walling et Mary White Ovington de la NAACP, se présentera au Congrès pour le 12^e district en tant que candidat progressiste (Perry, 1987: 98-108). Frances A. Kellor, du New York College Settlement, qui est à l'époque enquêtrice en chef du Bureau des industries et de l'immigration de l'État de New York, a également un rôle central dans la campagne pour Roosevelt dans la ville et l'État de New York⁴. Kellor est l'interlocutrice directe de Roosevelt, comme il apparaît dans les lettres

qu'elle échange avec Addams, quand le Parti progressiste décide de créer en 1913 un Service social progressiste (Progressive Social Service), dont elle assure la coordination comme chef de service. Ce Service est destiné à soutenir créer et fédérer des clubs à travers le pays et à préparer des propositions de lois (Comité législatif) soumises au Congrès fédéral et aux Congrès des États⁵. Belle Lindner Israels est connue comme travailleuse sociale à Yonkers. Elle est très engagée pour la réforme des usines après l'incendie de la Triangle Shirtwaist Factory (1911), et assiste à sa première réunion du Parti progressiste à la convention de Syracuse, NY, en septembre 1912, en compagnie de Kingsbury, Kellogg et Moskowitz, Homer Folks (ancien secrétaire de la Charities Aid Association de New York et de la Conférence nationale des Charities and Correction en 1901), Maud Nathan (New York Consumers' League), Walter Weyl, Mary E. Dreier, et Frances Kellor (Rosenthal, 1955). Elle rejoint la lutte contre les dancings et la prostitution au sein du Committee of Fourteen (Perry, 1987 : 84-88). Juste avant de devenir Belle Moskowitz, elle s'investit en 1914 dans le Comité des femmes de l'État de New York pour leur représentation dans la Convention constitutionnelle⁶, un comité de 175 femmes qui, au mois d'août, défend la candidature de femmes à la délégation. Plus tard, Belle Moskowitz se rapprochera du démocrate Al Smith (Perry, 1987 : 111). Frances Perkins, par contre, passée par Chicago Commons, et sans doute par Hull House en 1905-06, puis par Greenwich House quand elle rejoint Teachers' College et la Ligue des consommateurs de New York, en 1910, est liée aux démocrates de Tammany, à travers Al Smith. Elle est, elle aussi, engagée en 1912 dans le lobbying pour le vote de la semaine de 54 heures de travail et dans la Commission d'enquête sur l'incendie du Triangle. Mais elle vote démocrate.

Les attachements à l'un ou l'autre des quatre partis en lice sont multiples, mais ce qui frappe alors les esprits, c'est la prise en compte, en bloc, des revendications sociales par un parti politique. Cette stratégie du Parti progressiste va avoir un fort pouvoir de ralliement. Addams y insiste souvent pour rendre compte de son engagement :

« Je n'ai jamais douté un seul instant que ma place était à l'intérieur, là où il y avait une chance d'aider un programme comme celui-ci » (lettre d'Addams à Lillian Wald, 15 août 1912). Et alors qu'elle est au sommet de sa réputation, Jane Addams va exercer un fort pouvoir d'aimantation, en particulier sur les femmes. Son discours de soutien à l'investiture de Roosevelt, dans son fief de Chicago, restera dans les mémoires (Zueblin, 1916 : 85). À peine avait-elle fini qu'un groupe de femmes acclamaient l'oratrice, déployaient une bannière « Votes for Women » et agitaient les foulards rouges qui deviendront un symbole de la campagne ! Les journaux de l'époque en sont eux-mêmes conscients, qui parlent de « féminisation » de la politique (*New York Times*, 11 août 1912) – féminisation des thèmes, féminisation des publics, faute de droit de vote⁷. La campagne est lancée. Addams va alors partir pour un tour de conférences en faveur de Roosevelt, en particulier dans les États où les femmes ont déjà le droit de vote – elle doit lever les résistances de nombreuses femmes progressistes, opposées au « Colonel ». Les mois à venir, elle les passera dans une activité de publicité politique pour le Parti progressiste. Elle signale par exemple à Charles Merriam et à Raymond Robins, le 21 août 1912, que les travailleurs sociaux ont travaillé à convaincre Alexander A. McCormick de se présenter comme président du Conseil des commissaires du Cook County, le gouvernement du comté. McCormick avait, jeune homme, passé des années à Hull House et il avait été en 1911-12 le Président de la Ligue de protection des immigrants. L'enjeu est d'éviter que la liste adverse de Peter Bartzén, sortant, soit élue : celui-ci avait engagé, en juillet 1911, une enquête publique contre le Tribunal pour mineurs, en avait démis John Witter, son officier de probation en chef, et s'était promis de le démanteler. Addams demande à Merriam et à Robins si le Parti progressiste accepterait d'endosser sa candidature. McCormick est élu de 1912 à 1914⁸, date à laquelle il sera battu par le démocrate Peter Reinberg. Le Parti progressiste a alors ses quartiers généraux dans un des plus beaux et récents hôtels de la ville, l'Hôtel La Salle, chambre 412. Margaret Dreier Robins, présidente de la Ligue nationale des syndicats de femmes depuis 1907 et



Bandana et drapeau à l'effigie de Roosevelt et du *Bull Moose*, diffusés pendant la campagne électorale du Parti progressiste, 1912.

membre de nombreux comités pour l'éducation professionnelle ou le droit industriel, incite d'autres membres du Comité progressiste de l'Illinois (Illinois Progressive Committee, présidé par Chauncey Dewey, Harold Ickes secrétaire, La Verne Noyes trésorier) à ouvrir des boutiques, analogues à celle du coin des rues Monroe et Clark, où sont vendus littérature, timbres et certificats, et exposées bannières et affiches (courrier 30 septembre 1912). Tout en faisant campagne pour devenir Trustee de l'Université de l'Illinois, elle centralise l'envoi massif de cartes postales « My Choice is Roosevelt for President », « Progressive Creed », ou de cartes expliquant certains points du programme. Elle travaille aussi à la multiplication de chœurs auxquels Addams donne son nom – le Jane Addams Chorus. Pendant les semaines qui précèdent le 5 novembre, jour du scrutin, les conférences se multiplient dans toutes les villes de l'Illinois et tous les quartiers de Chicago, à midi et le soir – Dreier prenant tous les jours la parole, et Addams le 17 octobre, à midi au théâtre lyrique et le soir à un *colored meeting*, auquel les Noirs étaient bienvenus, en compagnie de l'une de ses chorales.

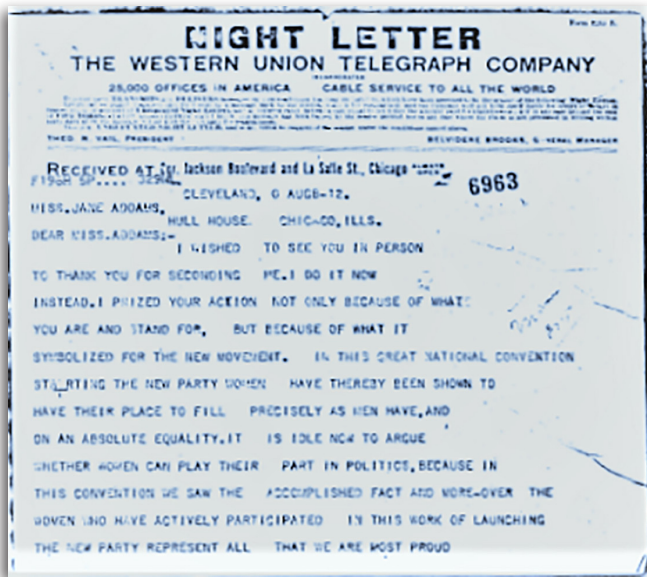
Les ralliements se multiplient. Quelques *settlement workers*, qui semblaient prêts à suivre le Parti démocrate – Cornelia Bradford de Whittier House à Jersey City, et, plus surprenant, Raymond Robins, pourtant chef de campagne de William Jennings Bryan, chez les Démocrates – rejoignent le Parti Progressiste. Robins, président du Comité central du Parti progressiste de l'Illinois, participe en parallèle à la Ligue pour le référendum et au mouvement évangélique Men and Religion Forward, pour qui il part en 1913 en tournée mondiale. L'année suivante, il est candidat du Parti progressiste aux sénatoriales de 1914 dans l'Illinois, avec Harold Ickes comme directeur de campagne (Ickes, 1943: 198) – il perd, le 3 novembre 1914, mais avec tout de même 19,99 % des voix (Pinchot emporte 24 % de voix en Pennsylvanie). En 1916, il est Chairman de la Convention nationale progressiste avant de rejoindre la France avec le YMCA et d'être missionné par la Croix Rouge dans une Russie en pleine révolution

(Hard, 1920). On peut imaginer que Julia Lathrop, dont le père, ami de Lincoln, était un des fondateurs du Parti républicain, et à qui Taft venait de confier la création du Bureau de l'enfance le 9 avril 1912, est restée proche des Républicains. Alice Hamilton semble s'être par contre ralliée à Wilson. Sophonisba Breckinridge, résidente historique de Hull House, serait restée neutre, selon Davis (1964 : 678), mais selon Anya Jabour (2019) elle a suivi Addams avec qui elle était associée dans beaucoup d'autres causes (Women's Trade Union League, Immigrants' Protective League, NAACP, NAWSA, puis Woman's Peace Party). Louise de Koven Bowen, ainsi qu'Edith et Grace Abbott participent également à des meetings de campagne. Graham Taylor, résident en chef du Chicago Commons, signe des éditoriaux en faveur du programme progressiste dans le *Chicago Daily News*; Mary McDowell, résidente en chef de l'University of Chicago Settlement, fait partie du Comité progressiste de l'Illinois; de même que Harriet E. Vittum qui dirige le Northwestern University Settlement, qui rejoint le Parti progressiste et échoue à devenir alderman du 17^e district en 1914. Vittum et McDowell se présentent également à des postes au Conseil des commissaires du Cook County en 1914 – dans leur comité de campagne, on retrouve, outre Addams, Breckinridge et Grace Abbott, Fanny Barrier Williams et Ida Wells-Barnett, ainsi qu'Anna Wilmarth Ickes (épouse de Harold, qui sera entre 1929 et 1935 représentante républicaine de l'Illinois) et Agnes Nestor (leader des syndicats de femmes, en particulier des gantières, mais aussi membre des clubs de femmes de Chicago). Projetée dans le monde politique, Vittum sera chef du bureau des femmes pendant la campagne présidentielle de Charles E. Hughes en 1916. Lillian Wald, sollicitée par les Démocrates pour contrer Addams au niveau national, finit par les quitter et par rejoindre le Parti progressiste de New York (Davis, 1964 : 682). Edward T. Devine, président en 1912 de la Charity Organization Society de New York et de la New York School of Philanthropy, qui travaille à cette époque avec Taft à la mise en place de la Commission des relations industrielles (E. T. Devine à E. G. Balch, 2 septembre 1912), s'abstient. Il écrit un éditorial sur le non-engagement des



Caricature de Roosevelt hilare, en chimiste opportuniste, mixant dans son Teddy Speech des « vues conservatrices », avec des « épices radicales », et le contenu de fioles étiquetées « progressisme » et « démocratie pure ». « *The more you mix in, the easier to satisfy everyone* » (Plus vous mélangez, plus il est facile de satisfaire tout le monde) (auteur : Karl K. Knecht, paru en octobre 1912 dans *Evansville Courier*).

travailleurs sociaux, mais se fend d'une lettre à Addams, le même jour, à laquelle il joint sa lettre à Balch pour justifier son choix et dire son admiration pour ses « collègues et amis » – Kellogg, Dr Lindsay, Folks, Lovejoy et Kingsbury. À New York, William English Walling, J. G. Phelps Stokes, Robert Hunter et Ernest Poole, membres du cluster socialiste de l'University Settlement, restent fidèles à eux-mêmes et soutiennent Eugene V. Debs. Benjamin De Witt (1915) décrira, à chaud, cette redistribution du mouvement progressiste sur différents partis politiques⁹.



Câble de nuit de la compagnie de télégraphe Western Union, daté du 8 août 1912, où Roosevelt remercie Addams de l'avoir secondé depuis Cleveland, Ohio.

NOTES

1 « À vous, hommes et femmes qui êtes venus ici, dans cette grande ville, dans ce grand État, pour lancer officiellement un nouveau parti, un parti du peuple de toute l'Union, le National Progressive Party, j'adresse mon salut chaleureux. Vous prenez une mesure audacieuse et nécessaire au service de notre pays bien-aimé. Les vieux partis ne sont que des coquilles, sans âme véritable, divisés sur des lignes artificielles, dirigés par les patrons et contrôlés par les privilèges, chacun d'eux n'étant qu'un amalgame d'éléments incongrus, et aucun n'osant dire sagement et sans crainte ce qui doit être dit sur les questions vitales du jour. Ce nouveau mouvement est un mouvement de vérité, de sincérité et de sagesse, un mouvement qui propose de mettre au service de tout notre peuple le pouvoir collectif du peuple, par l'intermédiaire de ses agences gouvernementales, aussi bien dans la Nation que dans les différents États. Nous proposons d'affronter avec audace les vraies et grandes questions du jour, et non de les éluder habilement comme le font les vieux partis. Nous proposons d'élever une norme à laquelle tous les hommes honnêtes puissent se rallier et sous laquelle tous puissent se battre, quelles que soient leurs différences politiques passées, s'ils aspirent à faire face à l'avenir et à ne plus s'attarder sur les enjeux morts du passé. Nous proposons de mettre en avant un programme qui ne sera pas

trivial et insincère, mais qui sera un contrat avec le peuple; et, si le peuple accepte ce contrat en nous mettant au pouvoir, nous remplirons l'obligation honorable de tenir chaque promesse qu'il contient aussi loyalement que s'il était réellement exécutoire sous les sanctions de la loi. » (Roosevelt, 1912).

2 Pour une vision synthétique de l'enquête de Pittsburgh, on pourra lire de Paul Kellogg : *The Pittsburgh District : Civic Frontage* (1914). Kellogg, Harrison & Palmer présentent en 1912 à l'Académie de science politique une réflexion sur les *surveys* de Pittsburgh, Syracuse et Springfield, Ill.

3 Julian Mack avait travaillé pour Hull House et la Chicago School of Civics and Philanthropy. Il avait été président de la Conférence nationale des travailleurs sociaux en 1904, secrétaire des Charités juives de Chicago (Jewish Charities) et l'un des fondateurs de l'Association de protection des jeunes (Juvenile Protective Association). Professeur de droit à Northwestern entre 1895 et 1902 et à l'Université de Chicago entre 1902 et 1911, il travaille comme juge à la Cour d'appel de l'Illinois – au tribunal pour mineurs entre 1903 et 1907. Il est nommé par Taft en 1910 juge à la Cour de commerce et à la Cour d'appel des États-Unis – place qu'il occupe en 1912.

4 Pour une radiographie du milieu réformiste à New York, cf. Rosenberg (1969) et Recchiuti (2007). Dans une lettre à Addams, le 23 décembre 1912 (<https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/5661>), John Adams Kingsbury rend compte d'une rencontre de « l'aile extrême (*extreme wing*) » du Parti progressiste à laquelle ont participé Amos Pinchot, Paul Kellogg, Samuel McCune Lindsay et George R. Record. Les discussions ont tourné sur la propriété publique des utilités publiques, l'abolition de l'impôt indirect, l'institution de la liberté des brevets (*free patents*). L'attribution du poste de secrétaire exécutif du Service social progressiste à Frances Kellor est soutenue par Kingsbury – qui la connaissait de la section du Parti progressiste de Yonkers, NY. Le 6 janvier 1913, Addams annonce sa venue à NYC, où elle est invitée à dîner par Amos et Gertrude Pinchot. Le 17 janvier, Kingsbury lui écrit son inquiétude de voir Roosevelt, après la défaite, s'être rapproché des conseillers les plus conservateurs du Parti – d'où l'importance du lobbying de cette « *extreme wing* ». Pinchot invite Addams le 28 janvier à les rejoindre pour un meeting le 15 février sur l'avenir du Parti : comment regagner la confiance du « Colonel » qui semble se méfier de la « foule des travailleurs sociaux, à l'exception de Jane Addams » ? (Pinchot, 1958 : 46). Et dans une autre lettre du 17 février, Pinchot se demande comment éviter le rapprochement fatal qui est fait entre Roosevelt et les « trusts

légalisés » ? Comment court-circuiter « l'accusation portée dans tout le pays contre les progressistes », à savoir que « nous faisons beaucoup de bruit au sujet de la justice sociale et industrielle, mais que lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux trusts, nous mettons la pédale douce (*soft-peddling*) » ? Presque un demi-siècle plus tard, Amos Pinchot (1958 : 93-4), revient sur la proximité de Roosevelt avec l'US Steel Corporation et l'International Harvester Company, via Elbert H. Gary (sur qui Ida Tarbell écrit un livre en 1925). C'est le même groupe, auquel il faut rajouter Frances A. Kellor, George W. Kirchwey et Henry S. Seager de l'Université Columbia, John R. Commons et Charles McCarthy (l'auteur de *The Wisconsin Idea*, 1912), de l'Université du Wisconsin, que l'on retrouve aux manettes du Service social progressiste.

5 Pour un accès à des correspondances et rapports concernant ce Service national du Parti progressiste : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/6707>.

6 L'Amendement n° 1, qui appelait à la tenue en 1915 d'une Convention pour réviser la Constitution de l'État de New York, est voté le 7 avril 1914. C'est en vue de cette Convention que des femmes du Parti progressiste demandent à être déléguées. On retrouve dans le comité de femmes (Women's Committee of the State of New York for Representation in the

Constitutional Convention), dirigé par L. Wald, qui mène cette campagne, Pauline Goldmark, Frances Kellor, Mary Wood ou Katharine Bement Davis. Le Procureur général de l'État de New York confirme que les femmes ont le droit de candidater à la délégation en juillet 1914. Mais elles échouent, quoique K. B. Davis, ancienne résidente en chef de la Collee Settlement House de Philadelphie, récemment nommée Commissaire au système pénitentiaire de la Ville de New York (Correction Commissioner – la première femme à diriger une agence municipale de poids), obtienne 87 273 votes. Les 168 délégués seraient des hommes.

7 De Witt, observateur avisé, écrit en 1915 (89) : « Roosevelt est désigné par acclamation comme président et Johnson comme vice-président. L'événement le plus significatif lié à sa nomination a été le discours de soutien prononcé par Jane Addams de Chicago. Ce discours a marqué l'entrée des femmes dans la politique nationale dans un sens nouveau et, en plus de donner un formidable élan au mouvement pour le suffrage, a attiré vers le parti progressiste le soutien de milliers de femmes dans les États où les femmes ont le droit de vote. »

8 A. A. McCormick (1914) publie une brochure de 74 pages sur le fonctionnement du Cook County, destinée à favoriser une « compréhension intelligente des problèmes du Comté » et appelle les femmes, que la loi du 1^{er} juillet

1913 autorise à « voter pour un petit nombre d'officiers du comté », à agir pour sa réforme. Ce document rend compte des multiples prérogatives de cette juridiction, en charge de différents services d'assistance sociale et de santé comme les « *charities* », l'hôpital du Cook County, le Psychopathic Hospital, l'hospice (Infirmery ou Poor House) et le sanatorium (Tuberculosis Hospital) de Oak Forest. Il paie les surintendants des écoles et les différents officiers du service civil : trésorier, arpenteur-géomètre (*surveyor*), percepteurs chargés d'évaluer et de collecter les impôts, en particulier sur l'immobilier (*assessors*), agents qui examinent et attribuent des permis de construire (*reviewers*), agent du bureau d'enregistrement des titres de propriété (*recorder*) ou de l'état civil (*county clerk*), contrôleur des finances publiques (*comptroller*), shériff, etc. Le Comté est, surtout, responsable du système judiciaire : à côté du bureau du procureur du comté, des services du coroner, et des prisons (dont la Juvenile Detention Home, qui dépend de la Ville et du Comté, où les mineurs attendent de passer devant le tribunal), il s'occupe des différents tribunaux (Circuit and Superior Courts, County Court pour les questions fiscales et électorales, Probate Court chargée de la propriété des décédés, incapables et mineurs, Criminal Court), dont le tribunal pour mineurs (le juge de mineurs est choisi par et parmi les juges du circuit court) ; et il paie les

agents de probation pour mineurs et majeurs. En 1913, 4 695 enfants sont passés devant le tribunal pour mineurs – 1 955 pour délinquance (1 363 garçons et 592 filles) et 2 111 en situation de dépendance. C'est ce dispositif que les femmes de Hull House veulent sauver. Ainsi que les Funds to Parents, qui viennent d'être créés en 1913 et attribuent des pensions à 680 femmes, en charge de 2 281 enfants, dont les maris sont morts ou incapables.

9 Le livre de De Witt, *The Progressive Movement*, est dédié à Delos F. Wilcox, ancien étudiant de Dewey, spécialiste des concessions publiques et commissaire des départements du gaz, de l'eau et de l'électricité à New York. Il paraît dans la collection de Richard Ely, « The Citizen's Library », aux côtés de *American Municipal Progress* de Charles Zueblin et de *The Social Problem* de Charles A. Ellwood. Il y commente un point intéressant (1915 : vii) : « Bien que ce mouvement ait plongé ses racines loin dans le passé et qu'il fût déjà vigoureux, en pleine expansion, lorsque la campagne de 1912 a commencé, la soudaine et météorique apparition du nouveau parti, la personnalité marquante de son candidat à la présidence, et la grande variété des problèmes qu'il a soulevés, ont fait passer le mouvement lui-même à l'arrière-plan. Le résultat en a été une confusion entre le parti et le mouvement, la croyance qu'ils défendent exactement les mêmes principes, et la conviction qu'ils

doivent vivre ou mourir ensemble. » Pour les contemporains, l'épopée rooseveltienne avait fait perdre de vue la richesse et la diversité du mouvement progressiste. Avant d'examiner la série de mesures proposées par le mouvement progressiste en matière de secours social, de contrôle des corporations, de gouvernement municipal, de politique économique et de services publics, De Witt examine la distribution du mouvement progressiste entre les partis démocrate, républicain, progressiste, socialiste et prohibitionniste. L'expression de « *progressive movement* », qui se réfère à l'origine à l'avancée des cyclones ou à la maturation de l'esprit, apparaît occasionnellement chez Spencer pour désigner l'évolution sociale de l'humanité. Une rapide enquête bibliographique montre que son usage se développe au milieu des années 1890. L'une des occurrences les plus anciennes se trouve par exemple dans le premier numéro de *The Progressive Review* (Londres, H. Marshall and Sons et New York, International News Co., 1896). Dans *Twenty Years* d'Addams (1910), on compte encore 28 « *reform* » (*social, general, housing, municipal*), et un seul « *progressive* » comme simple adjectif (*progressive development*). Dans la correspondance d'Addams, le tournant de 1912 est notable.

CHAPITRE 11

L'ÉLECTORAT NOIR ET LE SYSTÈME DES PARTIS

Seule ombre au tableau : les « dix millions de nos concitoyens qui ont si tristement besoin d'être rassurés ». Addams fait référence aux dix millions d'Africains-Américains que le Parti progressiste a refusé de soutenir. Roosevelt était confronté à une difficulté. On a dit ses positions ambiguës vis-à-vis de la question raciale. Il avait pourtant été le premier à inviter une personne de couleur, Booker T. Washington, à dîner à la Maison Blanche, le 16 octobre 1901 – un geste qui provoquera un scandale, en particulier dans les États du Sud. Il était sans doute plus proche du « gradualisme » de Washington que du radicalisme des militants des droits civiques, appelant les Africains-Américains, lors d'une conférence à l'Institut Tuskegee, à la patience, l'autonomie et la persévérance, « sans interférence du gouvernement fédéral » (Roosevelt, 1905 ; Milkis & Tichenor, 2019 : 85). Roosevelt (1905) formule les choses comme suit dans « Lincoln and the Race Problem », un discours au club républicain de la ville de New York :

Il [Le Noir] doit avoir la liberté, l'égalité des chances de gagner sa vie, de gagner son pain, de construire son foyer. Il doit avoir la justice, l'égalité des droits et la protection devant la loi. Il doit avoir les mêmes avantages politiques : le droit de vote doit être fondé sur le caractère et sur l'intelligence, pour les Blancs comme pour les Noirs. Il doit avoir les mêmes avantages publics en matière d'éducation : les écoles publiques sont destinées à tout le monde, indépendamment de la couleur ou la condition. Les hommes blancs du Sud devraient accorder une considération chaleureuse

et respectueuse aux hommes exceptionnels de la race noire, à ceux qui ont le caractère, la capacité et le désir d'être des avocats, des médecins, des enseignants, des prédicateurs, des leaders en pensée et en conduite parmi leurs propres hommes et femmes.

Et conformément à la rhétorique de B. T. Washington, il appelle à une coopération entre les deux races pour leur « bénéfique mutuel ».

Mais Roosevelt est confronté à un dilemme d'ordre stratégique. Pour contrer le Parti démocrate, et rendre plausible son engagement progressiste pour la justice sociale, il a intérêt à se rallier l'électorat noir, grâce auquel il avait emporté la primaire contre Taft dans le Maryland au printemps 1912 (Mowry, 1940 : 239 ; et 1946). Rapidement, dans le Sud, en Géorgie, Floride, Alabama et Mississippi, des conventions strictement blanches se tiennent¹, tandis qu'en parallèle, des conventions noires élisent des délégués contestataires. Certains de ces délégués noirs sont présents le 3 août 1912 à la Convention nationale de Chicago, prêts à en découdre avec les délégués blancs. La commission chargée des contestations s'efforce de statuer, mais Roosevelt, en invoquant les échecs précédents du Parti républicain à bâtir une organisation dans le Sud qui fédère les électeurs noirs, décide de jouer la carte du réalisme. Après trois jours de débats, le Parti républicain adopte une politique *lily-white*² dans l'espoir de se rallier les États du Sud, mais en s'aliénant le soutien d'une partie des Noirs et des abolitionnistes du Nord. C'est la douche froide pour la plupart des activistes réformateurs, attachés à la cause noire. Du Bois a dû se replier sur sa méfiance vis-à-vis des promesses des politiciens blancs. Quelques années plus tôt, à la quatrième et avant-dernière réunion annuelle du Niagara Movement, à Oberlin, Ohio, en août 1908, il avait lancé, à l'encontre de la stratégie de Booker T. Washington :

On nous disait autrefois : Soyez dignes et capables et les voies s'ouvriront ! Aujourd'hui, les voies de l'avancement dans l'armée, la marine et la fonction publique, et même dans les affaires et

la vie professionnelle, sont continuellement fermées aux candidats noirs dont l'aptitude est avérée, au seul motif de la race et de la couleur. («Niagara Movement», *Horizon*, sept. 1908 : 1-9)

Addams proteste énergiquement et menace de quitter la Convention, aux côtés d'Henry Moskowitz (qui avait tourné le dos au Parti démocrate pour rejoindre Roosevelt) et de l'envoyé de la NAACP, Joel Spingarn (qui sera le Chairman du Bureau de la NAACP de 1913 à 1919 et adhérerait à nouveau au Parti progressiste en 1916). Le conflit à propos de la «*colored question*» est violent (Pichot, 1958 : 195 ; et p. 162-163, sur la corruption des délégués noirs³). L'élection de 1912 est un moment-clé de la bataille pour l'inclusion des femmes, mais c'est aussi un épisode douloureux de l'exclusion des Noirs (Gustafson, 1997 : 9 ; et 2001 : chap. 4-6). Les femmes blanches et les hommes noirs du Nord du pays (qui ont accès aux urnes, mais pas aux postes) voudraient s'affranchir de la situation de clientélisme que leur subordination les contraint d'entretenir avec le système des partis ; les hommes noirs du Sud (à qui l'accès des urnes est de fait barré) et les femmes noires (non-citoyennes en droit) sont tout simplement exclus du jeu politique et auraient espéré que le Parti progressiste s'attaque à cette situation. On a réévalué depuis une cinquantaine d'années la place des femmes en politique, dès la Révolution américaine (Cott, 1975 ; DuBois, 1978 ; Baker, 1984), et en particulier des femmes noires, déjà engagées dans l'action communautaire et rejoignant le mouvement pour le droit de vote – un activisme longtemps passé inaperçu dans la version narrative d'Anthony, Stanton et Gage (Beatty, 1978 ; Terborg-Penn, 1998). Des recherches ont été désormais menées sur Ida B. Wells, Mary Church Terrell, Sarah Parker Remond, Carrie Williams Clifford et beaucoup d'autres. Au-delà de la communauté noire, l'attention se porte à présent sur des femmes «de couleur» (amérindiennes, chinoises, mexicaines), comme Marie Louise Bottineau Baldwin, Gertrude Simmons Bonnin (Zitkála-Šá), Laura Cornelius Kellogg, Mabel Ping-Hua Lee, et Adelina «Nina» Otero-Warren (Cathleen D. Cahill, 2020).

À l'époque, Booker T. Washington reste proche de Taft et du Parti républicain, le « Parti de Lincoln ». William Monroe Trotter, dirigeant de la Ligue nationale politique indépendante (National Independent Political League) (NIPL), en voulait à Taft depuis l'élection de 1908 (la Negro-American Political League d'alors avait fini par soutenir William Jennings Bryan à la présidentielle, puis Wilson comme gouverneur du New Jersey). Mais il en voulait encore plus à Roosevelt de l'incident de Brownsville, Texas (où il avait congédié un régiment d'infanterie noire après un incident conduisant à la mort d'un blanc)⁴. Au moment de l'élection de 1912, la NIPL explose. Une partie de ses troupes reste derrière Taft au sein du Parti républicain, une partie rejoint Roosevelt – Trotter lui-même menant une faction de non-alignés avant de se rallier à Wilson et aux démocrates. Quant à la NAACP, elle est alors encore toute jeune, puisque le Comité noir national (National Negro Committee) créé à Henry Street juste après l'émeute raciale de Springfield, Illinois, en septembre 1908, vient de se dissoudre en la constituant le 12 mai 1910. Nombre de membres de la NAACP sont proches du Parti socialiste – c'est le cas de Du Bois lui-même, de Mary White Ovington ou de Charles Edward Russell ; certains comme Ray Stannard Baker ou Oswald Garrison Villard s'alignent derrière Wilson ; d'autres, comme Addams ou Moskowitz prennent le parti de Roosevelt. Nombre de leaders des *settlements*, et des associations de travailleurs sociaux, qui s'étaient engagés en faveur de la cause noire, restent perplexes devant les tergiversations de Roosevelt. Addams devra à de nombreuses reprises se justifier auprès de ses proches et moins proches.

Elle est elle-même déçue et choquée, mais elle estime, finalement, avec beaucoup d'autres, que Roosevelt sera malgré tout le mieux placé pour faire avancer ce dossier. Elle s'en explique dans un article de *The Crisis*, « The Progressive Party and the Negro » (Addams, 1912c), et elle revient à la charge dans *The Survey* (Addams, 1913c). Le pari sur l'avenir est ainsi formulé :

Si l'on considère le mouvement du tiers parti comme un effort cohérent et pratique visant à « bâtir sur un mode coopératif (*barn raising*) un nouveau parti dans la nation », qui, dans son organisation et son programme, ne devrait pas suivre les anciens clivages de la Guerre civile, on ne peut prédire qu'un seul résultat. Les enjeux sont ceux de la démocratie politique et de la justice industrielle – une fusion de l'insurrection politique de l'Ouest et des districts ruraux avec l'insurrection sociale des villes. Ce nouveau mouvement est imprégné d'un fort motif éthique. Une fois qu'il sera cristallisé, une fois qu'il aura pris pied à l'échelle nationale, une fois que sa propagande se sera transfusée parmi les membres de la base et les aura convaincus de la portée et de la signification de la justice sociale, il [le mouvement autour du Parti progressiste] sera tenu (*bound*) d'arracher cette question raciale à l'emprise du passé et de la porter dans une nouvelle ère de résolution, au même titre que tous les autres problèmes. (Addams, 1913c)

Le soutien à Roosevelt n'est qu'un premier pas, et il n'est pas inconditionnel. L'objectif est l'imprégnation du monde social par les valeurs de l'éthique sociale, la métabolisation par l'ensemble des citoyens des idéaux moraux de la démocratie sociale et politique et de la justice urbaine et industrielle – quitte à s'attaquer plus tard à la douloureuse question de l'égalité raciale et des droits civiques pour tous. Cet « idéal moral » est momentanément mis en suspens, mais il n'est pas perdu de vue.

Le calcul est donc le suivant. La dynamique de « socialisation de la démocratie » (Addams, 1902; Seigfried, 1999) est en cours. Elle fait entrer des exigences éthiques nées des luttes sociales dans le programme politique et, en retour, une fois que des lois auront été votées et des mesures prises, elle va diffuser et ancrer ces exigences éthiques dans l'expérience collective. L'arène autour de la question noire est encore trop polémique ; la Guerre de Sécession, achevée

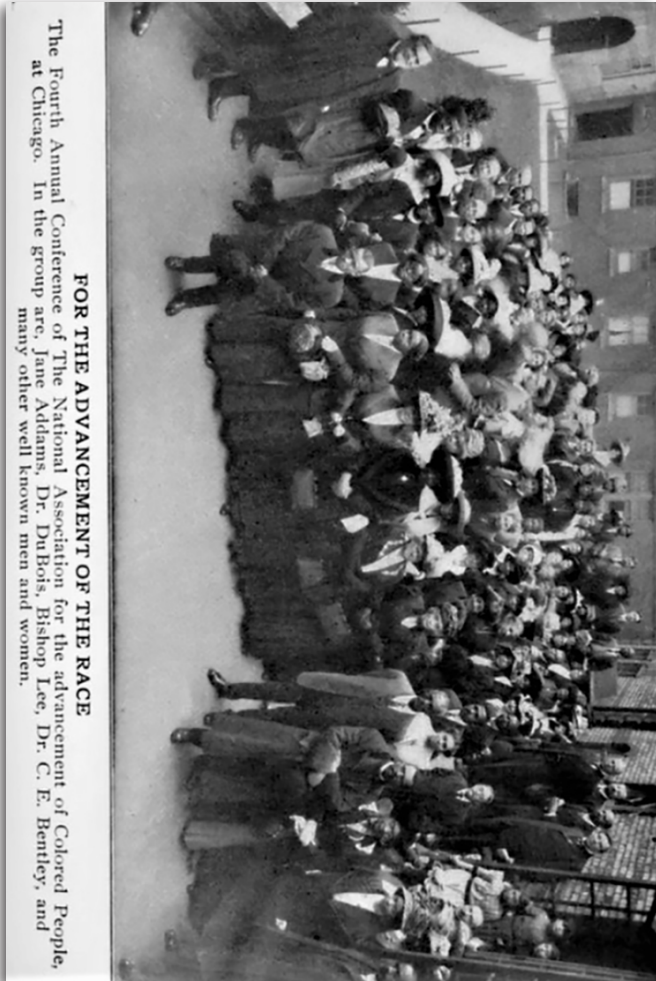
quarante-cinq ans plus tôt, marque encore les mémoires ; les organisations de combat de la NICL ou de la NAACP sont encore trop fragiles ; et l'état de l'opinion, comme on appelle maladroitement les processus affectifs et évaluatifs qui travaillent le monde social, trop insensible ou hostile à cette cause. Qui trop embrasse mal étreint ! La décision était sans doute difficile à prendre. Jane Addams, Mary McDowell et les membres de Hull House et de l'University of Chicago Settlement entretenaient des liens amicaux avec les *black settlements* et les leaders noirs de Chicago (Diner, 1970). Chicago était à l'époque la principale ville d'accueil de la Grande Migration des Noirs du Sud et le lieu de constitution d'une classe ouvrière noire. Addams, McDowell et les *social settlers* décrivaient et dénonçaient les discriminations subies par les Noirs, au-delà de celles subies par les migrants. Elles étaient favorables, comme McDowell et les femmes de la Women's Trade Union League, à leur entrée dans les syndicats. Elles appelaient à un traitement égalitaire, comme le réclamait le rapport *The Colored People of Chicago*, publié par Louise deKoven Bowen pour l'Association de protection de la jeunesse (Juvenile Protective Association) en 1913. Et sans s'ouvrir pour autant à leurs voisins noirs (Lasch-Quinn, 1993), elles soutenaient les *settlements* noirs, situés pour la plupart dans le South Side : le Phyllis Wheatley Home for Girls (créé par Elizabeth Linday Davis en 1908, pour les femmes noires exclues de la YWCA), le Frederick Douglass Center (créé en 1904, qui se fonda dans la Chicago Urban League en 1918), ou la Fannie Emanuel Settlement House (créée en 1908 pour offrir une formation domestique et professionnelle aux femmes de la Black Belt – elle ferme en 1912) (Davis, 1922).

Tous les membres des *settlements* n'avaient cependant pas la même sensibilité à la question noire. Robert A. Woods envoie par exemple une lettre à Addams, le 7 août 1912, dans laquelle il prend une position qui était sans doute partagée par beaucoup d'autres Américains progressistes – celle de chercher la réconciliation nationale, encore fragile depuis la Guerre de l'Union, avant de s'entendre sur la façon de

« traiter l'étranger » et d'engager « une politique éthique, judicieuse et constructive, eu égard à la question noire ». Il faut comprendre à quel point, en 1912, la question noire était encore absente de l'agenda politique des classes moyennes et supérieures blanches, et pire, comment la proximité à la communauté noire pouvait être un argument brandi pour discréditer un adversaire (Link, 1947). Les Noirs, citoyens depuis 1868 et électeurs depuis 1870, étaient à la veille de l'élection de 1912 interdits de scrutin par des amendements aux Constitutions de huit États du Sud, tandis que dans les autres États, ils étaient, par d'autres voies juridiques, privés de droit de vote (*disfranchisement*). Le rejet de Roosevelt a sans doute conduit, selon Du Bois, 100 000 Noirs dans le Nord du pays à voter pour Wilson et les démocrates, les autres votes se reportant sur le ticket républicain de Taft. Certains ont insisté sur la volatilité des votes noirs. Thomas Fortune, soucieux de ménager une marge de négociation avec les partis avait, dans *The Negro in Politics* (Fortune, 1885 : 38), formalisé le vote tactique au moyen de la maxime « *Race first ; then party* ». Il faudrait examiner les situations, circonscription par circonscription. Will H. Hays (1955 : 144) raconte dans ses mémoires le départ de dizaines de notables noirs du Parti républicain d'Indiana vers le Parti progressiste en 1912, et leur retour dès 1914. W. E. B. Du Bois, lui-même soucieux de ne pas voir la communauté noire réduite à un « servage politique (*political serfdom*) » (1887 – cité in Broderick, 1957 ; voir aussi Link, 1947), se tourne vers les démocrates progressistes du Nord. Ce choix mérite d'être raconté. La 4^e Conférence annuelle de la NAACP se tient au Temple Sinai de Chicago (synagogue réformiste qui se trouvait sur la 44^e rue et l'actuel King Drive) à partir du 28 avril 1912 (dans un climat de violence raciale – dix personnes ont été lynchées les deux mois précédant la tenue du Congrès). À ce moment-là, les primaires du Parti républicain sont en train de se dérouler, et on peut présumer qu'une partie des électeurs de la NAACP pensent encore renouveler leur vote pour les Républicains. C'est vers le Grand Old Party que les voix noires se portent encore, une tendance qui durera jusqu'à l'élection de Herbert Hoover en 1932. Mais l'électorat noir, déçu de l'attitude



Quelques membres fondateurs du Niagara Movement lors de la première rencontre de 1905 à Fort Erie (*de gauche à droite, rangée du haut* : H. A. Thompson, Alonzo F. Herndon, John Hope, James R. L. Diggs (?) ; *rangée du milieu* : Frederick McGhee, Norris B. Herndon (jeune garçon), J. Max Barber, W. E. B. Du Bois, Robert Bonner ; *rangée du bas* : Henry L. Bailey, Clement G. Morgan, William H. Hart, B. S. Smith).



Quatrième Congrès annuel de la NAACP à Chicago. La légende indique que Jane Addams et W. E. B. Du Bois sont présents.

des Républicains eu égard aux droits civils et de leur réponse politique à la Crise économique, commence déjà à se rallier aux Démocrates, un mouvement qui se confirmera définitivement avec la présidence de Franklin Delano Roosevelt.

Quand Roosevelt crée son nouveau parti en juin 1912, l'option paraît cependant séduisante. Du Bois raconte dans son autobiographie, *Dusk of Dawn* (1940 : 233 – un livre dédié à Joel Spingarn), comment, rentrant à New York après le premier Congrès universel sur les races (Universal Races Congress, Londres, 26-29 juillet 1911) (*The Crisis*, 1911), qui avait rassemblé 2 100 participants de plus de 50 pays, il avait été choqué par le mépris de Taft vis-à-vis des électeurs noirs du Sud. Il voit d'abord dans le Bull Moose une véritable chance :

Assis dans mon bureau de *Crisis*, j'ai rédigé une proposition de motion pour que les progressistes l'adoptent lors de leur réunion à Chicago en 1912 : « Le Parti progressiste reconnaît que les distinctions de race ou de classe dans la vie politique n'ont pas leur place dans une démocratie. En particulier, le Parti réalise qu'un groupe de 10 000 000 personnes qui, en une génération, sont passées d'un système d'esclavage à un système de travail libre, ont rétabli leur vie de famille, ont accumulé un milliard de dollars en biens immobiliers, y compris 20 millions d'acres de terre, et ont réduit leur analphabétisme de 80 à 30 pour cent, mérite de faire entendre sa voix et doit obtenir justice et égalité des chances (*opportunity*) de la part de son propre gouvernement. Le Parti réclame donc pour les Américains afro-descendants (*of Negro descent*) l'abrogation des lois discriminatoires iniques et le droit de voter dans les mêmes conditions que les autres citoyens. » (Du Bois, 1940 : 233 ; reprise de *Crisis*, « Editorial », 1912d, 4/5 : 236)

De nombreux leaders politiques noirs commencent à s'organiser dans le Nord et le Sud du pays. Malheureusement, Roosevelt rejette la proposition et aurait même, devant Spingarn, qualifié Du Bois

de « dangereux ». Pas de place pour les « Nouveaux Noirs » dans le « Nouveau nationalisme ». Du Bois ne pardonnera pas à Roosevelt. Il raconte dans son éditorial de 1912 comment « toutes les suggestions de modification, raffinement ou d'édulcoration ont été rejetées », tant et si bien que le Parti progressiste est resté « absolument silencieux sur la plus grande question des droits de l'homme à laquelle l'Amérique n'ait jamais été confrontée ! » Et pour éviter « toute interprétation erronée de ce silence », le parti a exclu tous les représentants de huit millions de Noirs du Sud. Pour « sceller ce contrat » de conventions ouvertes aux seuls Blancs, « ces hôtes d'Armageddon se sont levés et ont chanté : "Mes yeux ont vu la gloire de l'avènement du Seigneur !" Faites une pause et réfléchissez ! (*Selah!*) Maintenant, M. l'Électeur Noir, vous avez 600 000 bulletins de vote en main, vous avez le vote électoral de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio et de New York dans votre poche. QU'EST-CE QUE VOUS COMPTEZ EN FAIRE ? » (*ibid.*, 1912, 4/5 : 236 ; maj. dans le texte). Du Bois est alors approché par l'évêque Alexander Walters de l'Église Africaine de Sion (African Zion Church, méthodiste épiscopale), qui lui rend visite dans son bureau de *Crisis*, sur Vesey Street, New York, et le convainc de rejoindre Wilson. Du Bois (1973), qui avait utilisé son livre *State* (1893) dans ses cours, qui avait participé avec lui à un symposium de l'*Atlantic Monthly* sur « Civil War and Reconstruction » et qui le percevait comme « un nouveau type de politicien », quitte le Local n° 1 du Parti socialiste de New York dont il était membre et se rallie à sa campagne. *The Crisis* soutient explicitement Wilson pendant la campagne. Du Bois fait des discours publics en sa faveur et écrit une série de brochures distribuées par « l'organisation de couleur affiliée à Tammany Hall » (*ibid.*).

Mais sitôt celui-ci élu, la déception est grande. Les représentants démocrates du Sud (Hoke Smith, Cole Blease, Jim Vardaman, Jeff Davis) mettent aussitôt la pression (Broderick, 1957 : 44) pour continuer de faire passer une législation de type Jim Crow (Cour Suprême, 1896, Plessy vs. Ferguson). La proposition d'Oswald Garrison Villard, éditeur de l'*Evening Post* et membre de la NAACP, de créer une commission

nationale sur le problème noir n'est pas prise en compte. Par contre, le mariage interracial est proscrit du District de Columbia. La mesure la plus humiliante de l'administration Wilson est l'introduction d'une ségrégation spatiale dans les bureaux fédéraux des services publics de Washington D. C., au Trésor, à la Poste et à la Marine (NAACP, « A Letter to President Woodrow Wilson on Federal Race Discrimination », 15 août 1913)! Un certain nombre de fonctionnaires noirs de haut niveau sont démis de leurs fonctions, et les employés de couleur (*colored clerks*) sont regroupés dans les mêmes salles et bloqués dans leur promotion (lettre de Lilian Blanche Wright à Jane Addams, 18 octobre 1913). Wilson recourt à un argument qui révolte les militants noirs, qu'ils soient de la NAACP autour de Du Bois, ou ceux, plus radicaux encore, de la National Independent Political League de William Monroe Trotter ou de l'Universal Negro Improvement Association de Marcus Garvey : la ségrégation serait une réponse aux frictions entre les employés blancs et noirs, elle n'a pas été décidée « pour blesser ou humilier les employés de couleur, mais pour éviter les frictions » (Wilson, lors d'une audience avec Trotter, 12 novembre 1914). Pratiquement aucune des lois et mesures pour les droits civiques proposées par le NAACP, contre les lynchages, la ségrégation et la discrimination (travail, école, résidence, transports...) ne sera mise en œuvre (Du Bois, 1940 : 234-6)⁵. Lorsque Trotter, éditeur de l'hebdomadaire *The Boston Guardian*, leader de la Ligue nationale pour l'égalité des droits (National Equal Rights League), obtient une entrevue, à la tête d'une délégation, une première fois le 6 novembre 1913, avec une pétition signée par 20 000 personnes, une seconde fois le 13 novembre 1914, pour protester auprès du Président contre cette ségrégation des titulaires de bureaux de couleur, Wilson le rejette avec colère, déclarant « son langage insultant » (Du Bois, 1940 : 237 ; 1973 : 457).

En septembre 1913, Du Bois présente ses excuses aux électeurs noirs dans *The Crisis* (1913, 6 : 236). Bien plus tard, en 1956, il dira avoir voté en 1916 pour Hughes, avec pour principal objectif de barrer la route à Wilson. Quand la guerre éclate en 1917, de nouvelles difficultés

émergent qui contraignent Wilson à adoucir ses positions et à nommer un libéral, Newton Baker, au Secrétariat à la Guerre. « Il y avait la question des volontaires noirs dans l'armée ; il y avait la question des membres noirs des milices d'État ; il y avait le vaste problème de la conscription, celui de la formation des officiers noirs et des émeutes et des troubles qui accompagnaient la migration des Noirs vers le Nord et leur entrée dans l'industrie » (Du Bois, 1973 : 457-458). Mais à la fin de la guerre, les officiers noirs libérés ne seront pas autorisés à choisir une carrière dans l'armée. Du Bois publie son « Returning Soldiers » en mai 1919 : « Aujourd'hui, nous rentrons ! », mais l'Amérique « est encore un pays de honte. Il lynche. Il prive ses propres citoyens de leurs droits. Il encourage l'ignorance [...] Nous rentrons. Nous rentrons du combat. Nous rentrons pour combattre. *Make way for democracy!* » (sur Du Bois et la guerre : Smith, 2008 ; Williams, 2018 ; pour une réévaluation de la part des Noirs dans la Guerre : Miller, 1919). En 1920, il vote pour le républicain, très conservateur, Warren G. Harding, en raison de sa promesse de libérer Haïti ; en 1924, pour La Follette, tout en étant conscient de l'impossibilité de son élection ; en 1928, pour Norman Thomas et les socialistes, contre Hoover et Smith ; en 1932, pour F. D. Roosevelt, « dont l'attitude à l'égard des travailleurs était la plus réaliste » (Du Bois, 1956).

NOTES

1 La question raciale était centrale dans le mouvement pour le suffrage dans le Sud, pour ces « New Women » qui continuaient d'être fières d'être des « Southern Ladies » et rêvaient d'un « maternalisme bienveillant », qui se substitue au patriarcat local. Elles militent longtemps pour le droit de vote des femmes – réduit aux femmes blanches – comme façon d'assurer la suprématie blanche contre la menace noire et se battent dans les années 1910 pour un règlement de la question État par État plutôt qu'à l'échelle fédérale. Marjorie Spruill Wheeler (1993) rend compte de ces contradictions, qui, selon elle, étaient répandues bien au-delà du Sud, à partir d'une série de biographies (Laura Clay et Madeline McDowell Breckinridge du Kentucky, Kate et Jean Gordon en Louisiane, Belle Kearney et Nellie Nugent Somerville dans le Mississippi, Rebecca Latimer Felton de Géorgie, Mary Johnston et Lila Meade Valentine en Virginie, Pattie Ruffner Jacobs d'Alabama et Sue Shelton White du Tennessee).

2 *Lily white* : blanc comme le lys. Le mouvement *lily-white* était une réponse des politiciens blancs opposés au bloc électoral noir au sein du Parti républicain. Leur objectif était de barrer cet électoral noir et de faire revenir l'électorat blanc qui avait fait défection pour rejoindre le Parti démocrate. Curieusement, il n'y a aucune référence à cet état de fait

dans les souvenirs de Jane Addams, *The Second Twenty Years at Hull House* (1930).

3 Dans son histoire du Parti progressiste, Amos Pinchot (1958 : 162-163) racontera un coup de fil reçu par George Walbridge Perkins, secrétaire exécutif du nouveau parti, connu pour son implication dans le mouvement pour l'efficacité (Efficiency Movement) et pour sa défense de la coopération (contre les excès de la compétition : Good Trust), proche par ailleurs de la New York Life Insurance Company et de J. P. Morgan & Co (le maillon fort de la chaîne entre le Parti progressiste, Harvester et U.S. Steel). Un groupe de délégués noirs du Sud auraient demandé à être payés, donnant leur soutien au plus offrant entre Roosevelt et Taft – et rejoignant au bout du compte le Parti républicain. « Que les délégués noirs aillent au plus offrant était alors comme aujourd'hui une règle établie pour les nominations présidentielles. Acheter des délégués noirs n'était certainement pas pire que de voler des délégués blancs sans contrepartie, ce que [Elihu] Root, à la tête des honorables de la machine Taft, faisait à grande échelle par l'intermédiaire du Comité national et du Comité d'accréditation. Malgré tout, la défection des délégués noirs, rajoutée à l'effondrement du moral de certains délégués blancs, a été la paille qui a fini par briser les reins du chameau

progressiste [comprendre : la goutte d'eau qui a fait déborder le vase], déjà surchargé.» Que certains délégués corrompus (*grafters*) aient tenté de monnayer leur soutien est plausible, que ce soit là la raison principale de l'échec de la négociation des délégués noirs avec le Parti progressiste est plus douteux.

4 Dans la nuit du 13 août 1906, le barman Frank Natus est tué et le lieutenant de police M. Y. Dominguez blessé par des coups de feu. Immédiatement, les habitants de Brownsville, soutenus par leur maire, incriminent les soldats noirs du 25^e régiment d'infanterie de Fort Brown. Les commandants blancs de Fort Brown ont confirmé que tous les soldats étaient dans leurs casernes au moment de la fusillade. Malgré tout, sur la recommandation de l'inspecteur général de l'armée, le président Theodore Roosevelt ordonne le renvoi de 167 soldats noirs. 14 d'entre eux seront réintégrés plus tard ; les 153 autres se sont vus dans

l'impossibilité de travailler pour l'armée ou dans la fonction publique, alors que certains servaient depuis plus de 20 ans et que d'autres étaient proches de la retraite.

5 Albert S. Burleson, élu démocrate du Texas, issu d'une famille de riches planteurs, alors *US Postmaster General* (à la tête des Postes fédérales), était à l'origine de cette mesure, le 11 avril 1913, suivi par deux autres membres sudistes du cabinet de Wilson : « Wilson entreprit de ségréguer la quasi-totalité des employés fédéraux de couleur, dont le nombre était considérable, en les cantonnant (*herding*), dans la mesure du possible, dans des pièces séparées, avec des repas et des toilettes séparés. Il s'agissait d'un sérieux revirement par rapport à l'usage fédéral et, en dépit d'attaques répétées, une grande partie de cette ségrégation subsiste [en 1940] encore dans les bureaux fédéraux de la capitale. » (Du Bois, 1940 : 236-237).

CHAPITRE 12

DÉNOUEMENT

Lors de l'élection du 5 novembre 1912, le tandem Roosevelt-Johnson du Parti progressiste emporte 27,4 % des votes populaires (soit 6 296 284 voix et 88 votes du Collège électoral) contre 23,2 % à Taft-Butler du Parti républicain (8 votes du Collège électoral). Bénéficiant de la scission au sein du camp républicain, Woodrow Wilson et Thomas Marshall du Parti démocrate deviennent président et vice-président des États-Unis, avec 41,8 % des votes populaires (435 votes du Collège électoral). Le Parti socialiste, représenté par Eugen V. Debs et Emil Seidel, gagne 6 % des votes populaires, soit 901 551 voix. Les chiffres donnés par De Witt (1915 : 86-7) sont légèrement différents, à quelques centaines de voix près, mais il remarque que les démocrates sont en 1912 en léger retrait, d'environ 116 085 voix, par rapport à l'élection de Bryan en 1908, tandis que la somme des voix de Taft et de Roosevelt, 7 604 463, équivaut à peu de chose près au score de Taft en 1908, soit 7 678 908 voix. Le Parti progressiste a trouvé là son premier bassin électoral. On peut se demander quel aurait été le résultat du Parti socialiste qui est passé de 481 080 à 901 873 entre 1908 et 1912 si le Parti progressiste n'avait pas été créé. Et De Witt (*ibid.* : 88) se demande si la meilleure stratégie électorale du Parti progressiste ne serait pas celle de reconquérir le Parti républicain – un calcul que Roosevelt ne manquera de faire l'année suivante, à l'élection de 1916.

Le programme « *New Freedom* » de Wilson sera en partie appliqué et incorporera quelques-unes des mesures du programme du « *New Nationalism* », tout en continuant de critiquer et de se démarquer de sa pente « collectiviste ». Il sera à l'origine de multiples réformes :

réforme des tarifs douaniers, à l'encontre du lobby protectionniste (Underwood Tariff Act de 1913); réforme du système bancaire jusque-là totalement privé par la création d'une banque centrale, la Réserve fédérale, qui prévienne et régule les crises économiques (Federal Reserve Act de 1913) et qui offre des crédits fédéraux aux agriculteurs (Federal Farm Loan Act); réforme du monde des affaires par la mise en place de mécanismes d'investigation et de poursuite des entreprises pour pratiques déloyales ou illégales (Federal Trade Commission Act de 1914), par le renforcement de la législation anti-trusts (situations de monopole par fusions ou acquisitions, entente illicite sur les prix ou les appels d'offres) et par l'interdiction des participations croisées à des conseils d'administration de compagnies concurrentes (Clayton Antitrust Act de 1914). Pour vaincre la résistance du Congrès, à propos du Tariff Act, Wilson commande une enquête dont le résultat montre que nombre de sénateurs sont propriétaires d'entreprises qui bénéficient de taxes douanières élevées. La menace de rendre public le fait que le déficit des douanes en termes de comptabilité fédérale est compensé par le vote d'une hausse des impôts sur les revenus suffit à rallier les réfractaires. D'autres mesures sont votées. Le Smith-Lever Act (ou Agricultural Extension Act 1914) crée un Cooperative Extension Service dans les institutions affectées à l'enseignement de l'agriculture et de l'agronomie, où sont installées des stations expérimentales et enseignées de nouvelles technologies en matière de culture et d'élevage. Réclamées de longue date, l'interdiction du travail des enfants (de moins de 14 ans, incorporé à des marchandises qui circulent entre États : Keating-Owen Act de 1916, abrogé en 1918) et la proclamation de la journée de huit heures de travail (seulement pour les cheminots) sont votées. Mais alors que Wilson s'était clairement prononcé, dans son discours d'investiture du 4 mars 1913, en faveur d'une responsabilité publique du gouvernement vis-à-vis des « nécessiteux (*needy*) » – « L'État croît, petit à petit, par le développement de son pouvoir dit de police, jusqu'à la stature et la dignité de *parens patriae*, gardien ou protecteur du *public welfare* » – il n'y aura pas, pendant ses mandats,

de salaire minimum, de généralisation de la semaine de quarante heures ou d'institution d'assurances sociales au niveau fédéral.

Le Parti progressiste fait élire cinq de ses membres au Congrès en 1914 et John M. Parker comme gouverneur de la Louisiane au début de 1916. À cette date, des délégations des Conventions nationales des progressistes et des républicains se réunissent et tentent une réconciliation autour de la candidature de Roosevelt. Certains républicains s'y opposent, Roosevelt décline, mais accepte malgré tout de conclure une alliance avec le Parti républicain et de soutenir son nouveau candidat, d'abord Henry Cabot Lodge (alors leader des républicains au Sénat), puis Charles E. Hughes (gouverneur de l'État de New York entre 1907 et 1910, juge de la Cour suprême des États-Unis entre 1910 et 1916). Un temps, Victor Murdock (représentant du Kansas, chairman du Parti progressiste en 1914 et 1916) propose un ticket composé de William Jennings Bryan, candidat à trois reprises pour le Parti démocrate, et de Henry Ford, l'industriel, inventeur de la chaîne de production du modèle T. Mais l'idée ne prend pas. Le Parti progressiste va alors connaître une espèce de débandade. Il est question de nommer à sa tête Hiram Johnson ou Gifford Pinchot, et encore Murdock. Quand le Comité national du Parti progressiste décide, à contrecœur, de se rallier à Hughes, un certain nombre d'électeurs acceptent de rejoindre le Parti républicain (lequel sera dominé pour longtemps par des conservateurs proches de Taft), mais un grand nombre se tournent vers le Parti démocrate. On retrouvera ces transfuges aux côtés de Franklin D. Roosevelt dans les années 1930. Ce partage des troupes peut être illustré par les cas de Raymond Robins et Harold Ickes, par exemple, qui s'étaient connus du temps où Robins était membre du Chicago Commons, puis du Northwestern University Settlement : le premier va voter pour Wilson et le second pour Hughes (Ickes, 1943)¹. Mais Ickes rejoindra plus tard les démocrates et dirigera le secrétariat à l'Intérieur de 1933 à 1946, tout le long de l'administration Roosevelt, tout comme Frances Perkins, au département du Travail. En 1918, les progressistes qui siégeaient encore au

Congrès passent dans les rangs du Parti républicain, à l'exception de Whitmell Martin, qui choisit le Parti démocrate.

On dit souvent que la Grande Guerre a sonné le glas de la politique réformatrice qui avait émergé dans les années 1890, mais on peut voir les choses différemment. Nombre de propositions progressistes concernant les trusts, le travail, la santé ou la consommation sont entrées dans la législation, et nombre de mesures d'assistance sociale ont été institutionnalisées à l'échelle du pays tout entier. Les combats progressistes, en particulier celui des femmes qui étaient légion dans les mouvements sociaux, à l'échelle locale et nationale, vont se traduire par des choix constitutionnels, législatifs, gouvernementaux et administratifs. Après le 13^e Amendement qui avait aboli l'esclavage et la servitude involontaire (ratifié le 18 décembre 1865), les prohibitionnistes réussissent à faire voter le 18^e Amendement qui interdit fabrication, distribution et vente de boissons alcoolisées (ratifié le 29 janvier 1919, abrogé par le 21^e Amendement le 5 décembre 1933). Les suffragistes obtiennent de haute lutte le 19^e Amendement qui donne le droit de vote aux femmes dans l'ensemble de l'Union (ratifié le 26 août 1920). Le reflux du mouvement progressiste va de pair avec la professionnalisation des plus activistes. C'est le cas des travailleurs sociaux et des organisateurs communautaires sur le terrain, c'est aussi celui d'experts qui créent leurs agences ou rejoignent les administrations.

L'élection de 1912 aura rebattu les cartes des relations entre les partis politiques et les organisations qui ne seront baptisées que plus tard de « non-gouvernementales » – au début des années 1920, la catégorie de *non-governmental organization* commence à être utilisée². Dewey et Tufts (1908) avaient bien enregistré et anticipé dans l'*Ethics* le développement de ces formes nouvelles de transaction entre État et société civile dont procèdent « unité sociale et ordre public ». Ils avaient passé en revue un certain nombre de thèmes de combat progressiste et conclu qu'« une société est alors politiquement

organisée, et un véritable ordre public, avec des lois englobantes, voit le jour. L'importance morale du développement de ce point de vue public, avec ses objectifs communs étendus et la volonté générale de les préserver, ne peut être surestimée » (*ibid.* : 435). Se développe alors une moralité publique (Sidgwick, 1898), qui transcende les « moralités factionnelles (*sectional*), jalouses, suspicieuses, non-fraternelles ». Un sens élargi de la coopération, du jugement et de la raison permet de surmonter les tendances à l'égoïsme, à l'indifférence ou à l'intolérance. De nouvelles conceptions des droits et des obligations se forment en matière de solidarité, de santé et d'éducation et émancipent les individus de leur « relative immersion dans le groupe local et fixe ». Elles les affranchissent de leurs loyautés familiales ou claniques et les sensibilisent à l'intérêt public. La responsabilité morale (*responsibility*) de se soucier et de prendre soin des autres entretient une relation de renforcement réciproque avec la responsabilité légale (*liability*). La multiplication des transactions entre organisations civiques et pouvoirs publics, la fédération de leurs efforts par un Parti progressiste et bientôt l'accès des femmes au suffrage sont autant de facteurs qui contribuent à l'institution d'une nouvelle république.

Emblème de cette transformation du rôle de l'État comme conséquence des mobilisations de femmes, le Bureau de l'Enfance. Avant même l'élection de 1912, Lillian Wald et Florence Kelley avaient ainsi lancé, en 1903, soutenues par Jane Addams ou Julia Lathrop, un mouvement autour de la question du soin aux enfants dépendants. Leur préoccupation était née de l'expérience des femmes dans les *settlements*, du mouvement des infirmières visiteuses, des batailles de la Ligue des consommateurs, des connaissances acquises dans les tribunaux pour mineurs ; elle avait pris consistance lors de la conférence de décembre 1905 organisée par le Comité national sur le travail des enfants (National Child Labor Committee). Pendant des années, des projets de loi de création d'un Bureau fédéral sont présentés au Congrès sans résultat, malgré l'engagement des syndicats et des organisations de travailleurs sociaux, d'infirmières et de parents.

Enfin, le président Roosevelt accepte d'appeler la première Conférence de la Maison Blanche (White House Conference on the Care of Dependent Children) les 25 et 26 janvier 1909, qui rassemble deux cents personnes. Cette dynamique collective est reconnue par le vote de la loi du 31 janvier 1912, et trouve sa consécration avec la création du Bureau de l'enfance en 1912, sous la présidence de Taft. Le Bureau de l'Enfance est une agence fédérale, composée à l'origine de seize personnes, dirigée par Julia Lathrop, rattachée dès 1913 au département du travail. Organe d'enquête, d'information et d'éducation, il se montre d'une redoutable efficacité dans la lutte contre la mortalité infantile, mais aussi pour les droits des femmes et contre le travail des enfants, pour l'aide aux familles et contre l'absentéisme scolaire, contre l'abandon familial par les pères et pour l'amélioration de la situation dans les orphelinats. Plus largement, c'est une révolution qui se produit dans les sensibilités morales et dans les habitudes pratiques du public. Dans un discours donné par Jane Addams (1914/2023) à la Convention biennale de la Fédération Générale des clubs de femmes (General Federation of Women's Clubs), le 10 juin 1914, elle insiste sur la « formidable force d'action démocratique et bienfaitrice » des mouvements de femmes. Elle compare leur « participation politique élargie » au « carburant social » nécessaire pour actionner la « force motrice de la machine politique ». La bataille des femmes – et celle des Noirs – pour être des citoyens à part entière sera pour longtemps la « force motrice » du progrès social.

La montée de Jane Addams à la tribune de la Convention nationale du Parti progressiste de 1912, est devenue l'emblème du combat des femmes et de leur conquête de la capacité politique. L'élection présidentielle de 1912 aura été un moment de basculement. Il a resserré les liens et en a créé de nouveaux entre mouvements sociaux et organisations civiques, tout en transformant leurs relations avec les partis politiques et les pouvoirs publics. Il a accéléré le processus de quasi-professionnalisation des leaders et de formation d'arènes semi-institutionnalisées autour de toutes sortes de problèmes publics.

Le mouvement pour le suffrage a de surcroît inventé un répertoire d'action et d'argumentation qui s'est rajouté à celui hérité des abolitionnistes et des prohibitionnistes, tandis que le mouvement noir a poursuivi son effort d'organisation et de mobilisation – la fondation de la NAACP en 1909 en est le plus sûr marqueur –, sans réussir à se gagner une résonance dans l'opinion publique et à assurer des médiations légales et politiques analogues à celles du mouvement des femmes. Mais le moment 1912 infléchira durablement la trajectoire politique du genre et de la race aux États-Unis et enrichira ce qu'aujourd'hui nous appelons le « féminisme pragmatiste », dont Jane Addams est la principale icône, et la lutte pour les droits civiques autour de la question noire, dont W. E. B. Du Bois, lui aussi annexé par le pragmatisme contemporain, est le héros. De cette effervescence des publics de la réforme sociale, la vie électorale, l'action des arènes civiques et celle des agences étatiques sortiront pour toujours transformées.

NOTES

1 En 1920, Robins suivrait Warren G. Harding, tandis que Ickes se détournerait du Parti républicain. « C'était donc la dernière réunion des restes de l'arrière-garde progressiste qui avait si bien combattu en 1912, avait vacillé en 1914, dû sonner la retraite en 1916 et qui en 1920, s'apprêtait à suivre les chariots des *sutlers* [les marchands civils qui

suivaient une armée en campagne pour la fournir en provisions et équipements divers] » (Ickes, 1943 : 107 et 234).

2 Cette catégorie de *non-governmental organization* a alors un sens différent de celui qu'elle a pris aujourd'hui. Cf. Delisle Burns (1921 : chap. III).

ANNEXES

Textes de Jane Addams
sur le suffrage féminin
et le Parti progressiste

LES FEMMES, LE MÉNAGE PUBLIC ET LE VOTE MUNICIPAL (1907/1910)

On entend souvent dire que la cité industrielle est un phénomène nouveau à la surface de la terre et que, partout, sa croissance a été spectaculaire, que l'on regarde Moscou, Berlin, Paris, New York ou Chicago¹. Avec ou sans fondation médiévale, les villes modernes sont la résultante du rassemblement d'immenses foules de personnes, en certains lieux, qui deviennent des centres de production et de distribution. Pourtant, il arrive que cette origine industrielle de la ville soit ignorée: il en va ainsi dans la vie politique, organisée exclusivement par rapport à ses fondations antérieures.

La ville a été créée en premier lieu pour la protection commune des gens. Elle a été construite autour d'un centre de défense approprié, protégé par une citadelle – l'Acropole à Athènes ou le Kremlin à Moscou. De fait, nous pouvons faire remonter l'institution du droit de vote municipal² à l'époque où les problèmes de gouvernement étaient encore largement [181] des problèmes de protection de la ville contre les rébellions de l'intérieur et les invasions de l'extérieur.

Le gouvernement de la ville donnait naturellement une voix à ceux qui comptaient pour le système militaire, en premier lieu les nobles qui, seuls, portaient des armes. Il y avait une certaine logique à n'accorder le droit de vote qu'à des hommes adultes, lorsque l'existence et la

stabilité de la cité dépendaient de leur défense. La valeur ultime de l'électeur pouvait être alors réduite à sa capacité de s'acquitter de son devoir militaire. Il était juste que seuls les hommes susceptibles d'être appelés aux armes, du jour au lendemain, soient choisis pour décider des relations que la ville devait entretenir avec les villes rivales. Et de même était-il juste que le vote pour la guerre soit exprimé par ces mêmes hommes qui devaient supporter la charge de la protection et devraient s'exposer au choc de la bataille. Les historiens nous disent que les citoyens ne se réunissaient à l'origine dans des assemblées, amorce du gouvernement populaire, qu'aux seules occasions d'une déclaration de guerre ou de l'engagement d'une expédition.

Mais les villes rivales ont depuis longtemps cessé de régler leurs différends par la force des armes. Et nous devons admettre, je pense, que cette épreuve initiale de désignation des électeurs ne convient plus à la ville moderne, quoi qu'il en soit, en dernière analyse, de sa valeur pour le gouvernement fédéral.

On a bien dit que la ville moderne est un [182] bastion de l'industrialisme, tout comme la ville féodale était un bastion du militarisme. Mais la ville moderne ne craint pourtant aucun ennemi de l'extérieur : ses problèmes de gouvernement sont uniquement internes. Les affaires vont mal dans la plupart de ces nouveaux grands centres où la population, entassée à un rythme accéléré, n'a pas encore appris à s'organiser de manière satisfaisante. Les logements insalubres, les égouts toxiques, les aliments frelatés, l'eau contaminée, l'air enfumé, le lait impur, la propagation de la contagion, les usines mal ventilées, les métiers dangereux, la mortalité infantile, la délinquance juvénile, la surpopulation malsaine, la prostitution et l'alcoolisme sont les ennemis que la ville moderne doit affronter et surmonter si elle veut survivre.

Logiquement, son électorat devrait être composé de ceux et de celles qui dédient une part courageuse d'eux-mêmes à cette bataille

difficile, et qui, dans le passé, ont au moins tenté de s'occuper des enfants, de nettoyer les maisons, de faire la cuisine, de tenir la famille à l'écart des dangers moraux. L'électorat devrait compter ceux et celles qui ont traditionnellement pris soin de cette dimension de la vie, laquelle, dans des situations de congestion de la population, devient inévitablement un enjeu de préoccupation et de contrôle pour la municipalité.

Il est absurde de faire reposer l'aptitude de l'électeur à faire face à cette situation sur sa capacité à porter des armes. [Début de Addams, 1910 : 182] Une ville est à bien des égards une grande entreprise (*business corporation*) [183], mais elle est aussi, à d'autres égards, un ménage élargi (*enlarged housekeeping*). Si les villes américaines ont échoué dans le premier cas, n'est-ce pas en partie dû au fait que les titulaires de fonctions civiques ont introduit avec eux l'instinct prédateur qu'ils ont acquis dans le monde concurrentiel des affaires, et qu'ils ne peuvent s'empêcher de « faire un bon coup » dès qu'ils en ont l'occasion ? Ne peut-on pas dire aussi que l'entretien des villes a partiellement échoué parce que les femmes, qui ont traditionnellement en charge l'entretien de la maison, n'ont pas été consultées pour en assurer les activités multiformes ? Les hommes sont indifférents à une bonne part de ce ménage civique³, de même qu'ils ont toujours été négligents vis-à-vis des détails de la vie domestique. Ils ont totalement ignoré la capacité d'un candidat [politique] à maintenir propres les rues, préférant le juger sur sa politique des tarifs douaniers ou [sur] la nécessité de renforcer la marine nationale, dans le pur esprit du gouvernement traditionnel, qui se préoccupait avant tout des ennemis et des étrangers.

Il est difficile de comprendre ce que les prouesses militaires ont à voir avec les tâches multiples qui, dans une ville moderne, comprennent le soin (*care*) des parcs et des bibliothèques, la surveillance des marchés, des égouts et des ponts, l'inspection des vivres et des chaudières et le traitement convenable des ordures. Les prouesses

militaires n'ont rien à voir non plus avec le Service de la construction et du logement qui, dans une ville moderne, doit veiller à ce que les caves soient sèches et les pièces des appartements suffisamment grandes (184) afin de pourvoir le volume d'air nécessaire, et contrôler que la plomberie soit saine, que les conduites de gaz ne fuient pas, que la taille de la cour des immeubles ne nuise pas à l'éclairage et à la ventilation, et que les cages d'escalier résistent à l'épreuve du feu. La possibilité de porter des armes n'a rien à voir, non plus, avec l'action du Département de la santé de la Ville, qui prend garde à ce que les enfants soient vaccinés, à ce que les maladies contagieuses soient isolées et signalées, et la propagation de la tuberculose jugulée, à ce que l'eau, enfin, ne soit pas contaminée par la bactérie de la fièvre typhoïde. Et de même, la conception militaire de la société est très éloignée des fonctions des conseils scolaires, dont l'intérêt est que les enfants soient éduqués et qu'on leur donne des jardins d'enfants et des endroits décents où jouer. La multiplicité et la complexité même du gouvernement municipal exigent l'aide d'esprits qui soient habitués à la précision et à la variété dans le travail, qui aient un sens de l'obligation pour le bien-être, l'éducation et la santé des jeunes enfants, et [qui se sentent] une responsabilité pour la propreté et le confort des autres personnes.

Toutes ces choses ont été traditionnellement aux mains des femmes. Quand celles-ci sont tenues à l'écart de leur participation naturelle à la vie civique, elles se trouvent non seulement privées de l'éducation qu'elles pourraient y gagner, mais on leur retire de surcroît ce qui a toujours été de leur ressort. Dès le début de la vie tribale, elles ont eu la responsabilité de la santé de la communauté, une fonction qui est maintenant dévolue au Département de la santé [185]. Depuis l'époque des cavernes, si les maisons sont propres et saines, c'est toujours grâce à leurs efforts – une prérogative, désormais, du Bureau d'inspection des immeubles locatifs. Et dans les villages primitifs, le seul balayage public était celui des femmes sur le seuil

de leur domicile – une tâche qui est à présent l’attribution du Service communal de nettoyage des rues.

On peut retracer la [genèse de la] plupart des services d’une ville moderne jusqu’à des activités qui autrefois incombait aux femmes. Malgré tout, ces tâches ont échappé aux femmes dès qu’elles ont été confiées à la ville, parce qu’elles sont devenues des enjeux d’action collective et que [leur contrôle] implique le droit de vote. Comme ce droit de vote avait été accordé en premier lieu aux hommes en mesure de se battre et que, initialement, eux seuls pouvaient voter et étaient susceptibles de porter des armes, on a considéré qu’il était inconvenant pour une femme de jouir du même droit.

Est-ce que c’est faire preuve d’esprit public pour une femme que de dire : « Nous nous occuperons de ces affaires tant qu’elles resteront encloses dans nos propres maisons, mais si elles en sortent et se mettent à concerner tellement de gens qu’elles ne peuvent être menées à bien sans le mécanisme du vote, nous les laisserons tomber ! » ? « Il est vrai que ces activités qui ont toujours été le fait des femmes ne sont actuellement pas [186] très bien prises en charge par les hommes, dans la plupart des grandes villes américaines. Mais parce que nous considérons qu’il n’est pas conforme au statut d’une dame (*lady-like*) de voter, devrions-nous les laisser libres de continuer [1910 – variante 1907 : devrions-nous ignorer leur échec] ? »

[fin de Addams, 1910 ; début de Addams, 1907 : 186]

Parce que les femmes considèrent que le gouvernement est l’affaire des hommes, qui s’occupent des élections politiques et des opérations militaires, elles baignent dans la confusion en ce qui concerne leur activité habituelle, l’éducation des enfants. Elles entendent sans réagir une déclaration du Nestor⁴ des réformateurs de la santé publique selon qui la moitié des vies des enfants qui meurent en bas âge, qui se cumulent chaque année dans le taux de mortalité de

la ville, pourraient être sauvées par une application plus rigoureuse de la science sanitaire⁵. Mais comme ce sauvetage requiert le suffrage, les hommes considèrent que ce n'est pas l'affaire des femmes. Allons-nous rester prisonniers du cercle de conventions archaïques et ajouter à la somme de méfaits qui sont continuellement commis dans le monde, parce que nous refusons de regarder les choses telles qu'elles sont effectivement ?

Les vieilles façons de faire qui ne s'appliquent plus dans les conditions actuelles sont un piège dans lequel les femmes se sont toujours facilement empêtrées. Il est si facile de continuer de croire en des usages disparus depuis longtemps ! Il est si facile de commettre des bévues irréparables parce que nous échouons à corriger nos théories à l'épreuve des changements de notre expérience ! Tant d'obstacles contre lesquels [187] nous butons sont des opportunités auxquelles nous ne nous sommes pas adaptées. Pour ne pas aller contre un idéal obsolète, nous nous accrochons à des conventions qui ne cadrent plus avec notre véritable vision des choses, et nous sommes lentes à reconnaître des indices qui pourraient nous mettre sur la voie du réconfort et améliorer la vie autour de nous.

Pourquoi les femmes ne votent-elles pas sur les questions qui les concernent si intimement ? Pourquoi ne s'occupent-elles pas de ces affaires vitales et ne se sentent-elles pas responsables de leur bonne administration, et ce même si elles sont passées sous la coupe de la municipalité ? Quel aurait été le résultat si les femmes avaient pu regarder le suffrage, non pas comme un droit ou un privilège, mais comme une simple pièce de la machinerie du gouvernement sans laquelle elles ne peuvent exercer leurs fonctions traditionnelles dans les nouvelles conditions de la vie urbaine ?

Si l'on pouvait considérer la situation dans son ensemble comme une question d'obligation et de développement normal, tout deviendrait beaucoup plus simple. Nous sommes au début d'un effort qui

devra durer pour incorporer les progrès en cours, et donner une réponse aux besoins de tous les citoyens, dans des textes juridiques et des institutions civiles. Pour être couronné de succès, cet effort requerra d'activer tous les pouvoirs d'observation intelligente, toute la sympathie, et tout le sens commun que l'on peut obtenir de l'ensemble de la population adulte.

*

POURQUOI LES FEMMES DEVRAIENT VOTER (1910)

Tout au long de nombreuses générations, on a cru que la place de la femme était entre les murs de son domicile⁶. Il est de fait impossible, aujourd'hui encore, d'imaginer le moment où il en sera fini de ce devoir imposé aux femmes tout comme il est impossible de prévoir un changement social qui les libérera de cette obligation primordiale.

Malgré elles, de nombreuses femmes ne s'acquittent pas correctement de leurs devoirs envers leur propre foyer. Pourquoi ? Simplement parce qu'elles ne perçoivent pas qu'à mesure que la société se complique, il leur est nécessaire d'étendre leur sens des responsabilités à de nombreuses autres choses, hors de leur propre foyer, afin de préserver celui-ci dans son intégralité. On pourrait illustrer ce point de plusieurs façons. Le devoir le plus simple d'une femme, dit-on, est de maintenir sa maison propre et saine et de nourrir correctement ses enfants. Pourtant, si elle vit dans un immeuble (*tenement*), comme c'est le cas de tant de mes voisines, elle ne peut plus s'acquitter de ces simples obligations par ses propres moyens. Elle dépend entièrement de l'administration municipale pour avoir des conditions de vie décente. Son sous-sol ne sera pas sec, ses escaliers ne seront pas ignifugés, son appartement ne sera pas pourvu de suffisamment de

fenêtres pour être lumineux et aéré et il ne sera pas non plus équipé d'installations sanitaires, à moins que le Département des travaux publics n'envoie des inspecteurs qui imposent le respect de ces standards élémentaires. Les femmes qui vivent à la campagne balaient leur propre jardin et peuvent soit nourrir les poulets de leur basse-cour avec les restes de leurs repas, soit les laisser se décomposer innocemment, à l'air libre et au soleil. Dans un quartier surpeuplé, cependant, si la rue n'est pas nettoyée par les autorités municipales, le balayage privé ne suffira pas à débarrasser l'immeuble de la saleté; si les ordures ne sont pas correctement ramassées et détruites, une mère de famille risque de voir ses enfants tomber malades et mourir de maladies contre lesquelles, seule, elle est impuissante à les protéger, malgré sa tendresse et son dévouement sans bornes. Elle ne peut pas, non plus, se procurer de la viande qui ne soit pas avariée, ni fournir de fruits frais aux membres de sa famille, à moins que la viande n'ait été inspectée par les fonctionnaires de la ville, et que les fruits pourris, si souvent mis en vente dans les quartiers déshérités, aient été détruits dans l'intérêt de la santé publique. En bref, si cette femme veut continuer à s'occuper de sa maison et à élever ses enfants, elle devra avoir une certaine conscience des affaires publiques, là dehors, bien au-delà des limites de son foyer immédiat. La conscience et le dévouement à titre individuel ont perdu leur efficacité.

Un printemps, Chicago a connu une épidémie de scarlatine au moment même où les infirmières scolaires étaient remerciées, parce que des hommes d'affaires les avaient jugées trop coûteuses. Si les femmes qui envoyaient leurs enfants à l'école avaient eu suffisamment d'esprit public et si on leur avait fourni un moyen d'exprimer cet esprit public, elles auraient insisté pour que les écoles emploient ces infirmières afin de protéger leurs enfants de la contagion. En d'autres termes, si les femmes veulent poursuivre efficacement leurs anciennes activités, elles doivent participer à la lente élaboration de ces codes de lois qui, eux seuls, permettent de protéger le foyer des dangers de la vie moderne. On peut citer en exemple les nombreux

décès d'enfants dus à des maladies contagieuses dont les germes ont été transmis par des vêtements de confection. Les médecins de campagne témoignent de l'apparition de la scarlatine dans des quartiers éloignés, chaque automne, après que les enfants ont commencé à porter les manteaux et les capes d'hiver, envoyés par les ateliers de confection dans des villes contaminées. Le fait que leurs mères raccommoient leurs chaussettes et les empêchent de prendre froid ne constitue pas une protection suffisante lorsque les vêtements de la famille sont confectionnés dans une ville lointaine, dans des conditions que les mères ne peuvent contrôler. La réglementation sanitaire des ateliers clandestins par les autorités municipales est tout ce sur quoi on peut compter pour prévenir ce gâchis inutile. Qui dira que les femmes ne sont pas concernées par la promulgation et par l'application d'une telle législation si elles veulent préserver leur foyer ?

On peut encore illustrer ce point par l'exemple de femmes qui ne prennent aucune part aux affaires publiques afin de pouvoir se consacrer entièrement à leurs familles, et qui vont parfois jusqu'à mépriser d'autres femmes qui s'efforcent d'obtenir une législation protectrice. Le quartier de Hull-House a souffert à un moment donné d'une épidémie de typhoïde. Une enquête minutieuse a permis d'établir un lien très étroit entre la typhoïde et un type de plomberie qui rendait très probable la transmission de l'infection par les mouches⁷. Parmi les personnes qui avaient été exposées à l'infection, une femme veuve vivait dans le quartier depuis plusieurs années, dans une petite maison confortable dont elle était propriétaire. Malgré l'afflux d'immigrants italiens tout autour de chez elle, elle n'était pas disposée à vendre sa propriété et à déménager avant d'avoir terminé l'éducation de ses enfants. Pendant tout ce temps, elle s'est tenue à l'écart de ses voisins italiens et n'a jamais participé aux efforts publics visant à les protéger en mettant en place un meilleur code d'hygiène dans leurs immeubles. Ses filles furent envoyées dans une université de l'Est du pays. Un mois de juin, alors que l'une d'elles avait obtenu son diplôme et que l'autre avait encore deux ans d'études devant elle,

elles sont revenues passer leurs vacances d'été dans la petite maison impeccable, chez leur mère qui se sacrifiait pour elles. Elles tombèrent toutes deux malades, non pas parce que leur maison n'était pas propre, ni parce que leur mère n'était pas dévouée, mais parce qu'à côté et à l'arrière de chez elles se trouvaient de misérables taudis. Les plus grands efforts de leur mère n'ont rien pu faire pour empêcher l'infection d'atteindre sa propre maison. Une des filles mourut, l'autre guérit, mais resta invalide pendant deux ans. Ceci est peut-être une bonne illustration de l'impuissance de la conscience individuelle lorsqu'une femme fait tout son possible pour isoler sa famille du reste de la communauté et de ses intérêts. Le résultat sera nécessairement un lamentable échec.

L'une des expériences intéressantes de la campagne menée à Chicago pour inciter les membres de la Convention à prescrire le droit de vote municipal pour les femmes, parmi les dispositions de la nouvelle Charte⁸, a été l'enthousiasme et le soutien inattendus venus d'importants groupes de femmes nées à l'étranger. Les femmes scandinaves, représentées dans de nombreuses sociétés de l'Église luthérienne, ont rappelé que, dans leur pays d'origine, elles jouissaient du droit de vote municipal au même titre que les hommes depuis le XVII^e siècle. Toutes les femmes qui vivaient auparavant en Angleterre, en Australie ou au Canada, ont également fait remarquer que, ce que les femmes de Chicago réclamaient maintenant, d'autres femmes, sous la tutelle du gouvernement britannique, l'avaient obtenu depuis longtemps. La réponse la plus inattendue est venue des femmes de communautés étrangères qui n'avaient jamais entendu parler de tels problèmes. Elles ont pris le scrutin municipal comme un dispositif simplement destiné à les aider dans leur lutte quotidienne contre les conditions de vie défavorables de la ville – ce qu'il est. Les femmes italiennes ont ainsi dit que les hommes engagés dans la construction des chemins de fer étaient absents tout l'été et ne savaient rien de leurs difficultés domestiques⁹. Certaines d'entre elles sont venues à Hull-House pour discuter de la possibilité de créer un lavoir

public. Elles n'aiment pas laver le linge dans leur propre logement. Elles n'ont jamais vu de bac de lavage avant d'arriver en Amérique; et elles trouvent très difficile de l'utiliser dans l'espace restreint de leurs petites cuisines et d'étendre le linge pour le faire sécher dans la maison. Elles disent que, dans les villages italiens, les femmes vont toutes ensemble au ruisseau – en ville, elles vont au lavoir public. Laver, au lieu d'être une activité solitaire et désagréable, est égayé par leurs joyeuses conversations. C'est beaucoup demander à ces femmes de changer soudainement toutes leurs habitudes de vie, et leur argument selon lequel les cuisines de leurs immeubles sont trop petites pour en faire des buanderies est facile à comprendre. Si les femmes de Chicago connaissaient les besoins de la colonie italienne, elles se rendraient compte que toute mesure apportant de la propreté et des vêtements neufs dans les foyers italiens serait une mesure sensée et hygiénique. C'est peut-être beaucoup demander aux membres du Conseil municipal que d'entendre cela, mais la compréhension des besoins de ces femmes et l'évaluation des efforts nécessaires pour améliorer leur sort pourraient certainement relever des obligations municipales de la part des femmes habilitées à voter.

Il en va de même pour les femmes de la communauté juive qui souhaitent des marchés couverts, une disposition municipale en vigueur en Russie et en Pologne. Les légumes empilés en haut des wagons dans les marchés ouverts de Chicago sont couverts de poussière et de suie. Ces femmes considèrent cela comme une violation des standards les plus rudimentaires et elles disent parfois tout simplement: « Si les femmes avaient leur mot à dire, elles changeraient tout cela. »

Même si les femmes ne suivent que les lignes de leurs activités traditionnelles, certains devoirs primaires sont le lot de toutes, y compris des plus conservatrices. Et aucune femme ou aucun groupe de femmes ne peut plus assumer ses responsabilités comme il le faut, à moins de se joindre aux mouvements plus généraux qui cherchent à améliorer la société par la promulgation de lois.

La première responsabilité, dont cet article a déjà traité, est celle de la femme à l'égard des membres de son propre foyer, afin qu'ils soient correctement nourris et vêtus et qu'ils vivent dans des conditions hygiéniques. La seconde est la responsabilité de l'éducation des enfants : (a) qu'ils aient de bonnes écoles ; (b) qu'ils soient tenus à distance des mauvaises influences de la rue ; (c) qu'ils soient protégés par une législation adéquate sur le travail des enfants.

(a) Le devoir d'une femme envers les écoles que fréquentent ses enfants est si évident qu'il n'est pas nécessaire de s'y attarder. Mais même cette simple obligation ne peut être efficacement remplie sans une certaine forme d'organisation sociale, comme en témoignent les clubs scolaires et les Congrès de mères¹⁰, auxquels appartiennent les femmes les plus conservatrices parce qu'elles ressentent le besoin de plus amples lectures et discussions sur les nombreux problèmes de l'enfance. Il est donc peut-être naturel que le public ait été disposé à accorder un vote aux femmes dans le domaine de l'éducation plus que dans tout autre domaine, et pourtant les femmes n'ont jamais été membres d'un Conseil d'éducation en nombre suffisant pour avoir une véritable influence sur les programmes scolaires. Si cela avait été le cas, les cursus de sciences domestiques, les aires de jeux et les jardins d'enfants seraient bien plus nombreux. Plus d'une femme a été convaincue de la nécessité du bulletin de vote en faisant le constat de l'inutilité de ses efforts pour persuader un homme d'affaires que les jeunes enfants ont besoin d'être éduqués, au-delà des opérations de lire, écrire et compter¹¹. Peut-être aussi que seules les femmes se rendent compte de l'influence que l'école pourrait exercer sur le foyer si l'on envisageait de l'adapter aux besoins réels.

Une jeune fille italienne qui a suivi des cours de cuisine à l'école publique aidera sa mère à accoutumer l'ensemble de la famille aux habitudes alimentaires et ménagères des États-Unis. Le fait que la mère n'ait jamais cuit de pain en Italie – elle ne faisait que le pétrir à la maison et le portait ensuite au four du village – rend d'autant plus

nécessaire que sa fille comprenne les subtilités d'un fourneau. Il en va de même pour la jeune fille qui apprend à coudre à l'école publique et, plus que toute autre chose, peut-être, pour celle qui reçoit une instruction élémentaire sur les soins à donner aux petits enfants, ces soins délicats dont a besoin tout bébé si l'on veut espérer qu'il passe son deuxième été dans les logements misérables. La seule fois, à ma connaissance, que des cours sur les soins aux enfants ont été donnés dans les écoles publiques de Chicago, c'était un été où les écoles de vacances étaient gérées par un groupe de femmes bénévoles. L'enseignement a été reçu avec enthousiasme par les jeunes filles italiennes, qui sont depuis toujours, dans leurs familles, des « petites mères » pour les enfants plus jeunes.

Suite à cet enseignement, je me souviens d'une jeune fille italienne qui expliquait précisément à sa mère que la raison pour laquelle les bébés en Italie étaient en si bonne santé et ceux de Chicago tellement malades n'était pas, comme sa mère l'avait toujours fermement affirmé, parce que les bébés en Italie buvaient du lait de chèvre tandis qu'en Amérique ils n'avaient droit qu'à du lait de vache. La raison en était que le lait en Italie était propre alors que celui de Chicago était pollué. Elle disait que lorsque vous trayez votre propre chèvre devant la porte de chez vous, vous savez que le lait est pur, mais que lorsque vous achetez du lait à l'épicerie après qu'il a été transporté sur plusieurs kilomètres dans la campagne, « vous ne pouvez pas dire s'il est bon à boire pour le bébé tant que les hommes de la municipalité, qui l'ont surveillé tout le long du chemin, n'ont pas déclaré qu'il est bon pour la consommation ». Elle a également informé sa mère que « la Mairie voulait améliorer le lait pour qu'il ne rende pas le bébé malade, mais qu'il n'y avait pas encore assez de votes pour cela ». La mère italienne croyait ce que son enfant avait appris à la grande école. Il lui semblait tout aussi naturel que la ville se préoccupe de fournir du lait pur à ses jeunes enfants que des écoles et des enseignants à ses enfants plus âgés. Elle parvenait à cette conclusion naïve parce qu'elle n'avait jamais entendu les arguments qui font croire

qu'il est raisonnable d'accorder à une femme le vote sur les affaires scolaires (*school franchise*), mais pas dans les autres domaines.

(b) Mais les femmes commencent aussi à se rendre compte que les enfants ont besoin d'attention en dehors des heures d'école ; qu'une grande partie des délits et des vices mineurs dans les villes sont le fruit d'une quête de plaisir qui a mal tourné, le garçon ou la fille [surmené(e)] cherchant à se divertir et à s'exciter de façon inappropriée¹². Il est évident qu'une petite enquête sur les besoins des enfants, et de la compréhension sympathique des conditions dans lesquelles ils s'égarent, pourraient en sauver des centaines. Les femmes observent d'ordinaire les jeux des enfants et connaissent les besoins des jeunes, et pourtant, à Chicago du moins, elles ont fait singulièrement peu pour résoudre le problème controversé de la délinquance juvénile, jusqu'à ce qu'elles contribuent à lancer le mouvement des tribunaux pour mineurs, il y a une douzaine d'années. La Commission du tribunal pour mineurs (Juvenile Court Committee), composée en grande partie de femmes, a payé les salaires des agents de probation attachés au tribunal pendant les six premières années de son existence, après quoi les salaires ont été pris en charge par le comté. La même organisation s'est transformée en 1907 en Association de protection de la jeunesse (Juvenile Protective Association) (au terme d'une fusion avec Ligue de protection de la jeunesse)¹³. Grâce à sa vingtaine d'agents rémunérés, elle rend de précieux services en réduisant certains des dangers de la vie urbaine auxquels sont exposés les garçons et les filles de Chicago.

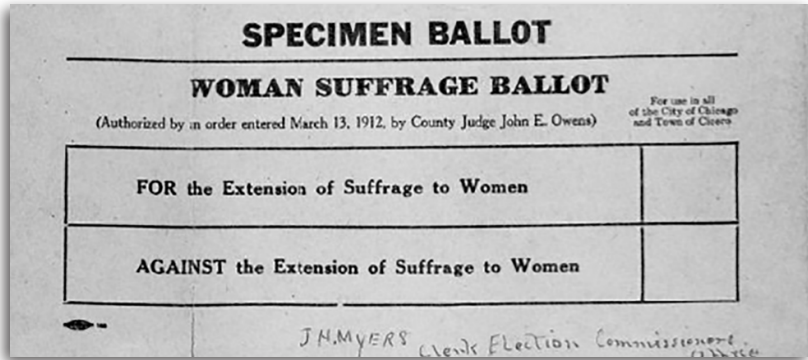
Cette Association de protection de la jeunesse n'a cependant pas été formée avant que les femmes aient reçu une formation civique grâce à leur lien semi-officiel avec le tribunal pour mineurs. C'est peut-être une illustration de notre incapacité à voir le devoir « à portée de main », jusqu'à ce que nous ayons été alertées par une meilleure connaissance des conditions sociales, eu égard à des devoirs plus impérieux. Nous sommes toutes d'accord pour dire que l'amélioration

de la société doit être le fruit des efforts de nombreuses personnes qui y sont poussées par les tourments et les scrupules de leur conscience individuelle ; mais nous commençons seulement à comprendre que ces consciences individuelles ne peuvent répondre aux défis particuliers que dans la mesure où elles sont capables de saisir les conditions sociales et de se sentir responsables de leur amélioration. Parce que les femmes de ce groupe ont assumé une responsabilité publique, elles ont veillé à ce que chaque série de films du cinéma à cinq sous soit soumise à une censure minutieuse avant d'être diffusée, tandis que les séries favorisant obscénité et criminalité ont été pratiquement éliminées¹⁴. Le service de police a accompli cette tâche et bien d'autres qu'il ignorait auparavant, simplement parce que ces femmes lui ont fait comprendre qu'il était nécessaire de protéger et de purifier ces lieux de divertissement, bondés de jeunes gens, chaque soir. Ce [travail de contrôle] n'est que la part négative de la politique poursuivie par les autorités publiques dans les quinze parcs de Chicago, dont chacun est pourvu de salles dans lesquelles les jeunes gens peuvent se réunir pour des occasions sociales, comme pour danser. Plus la ville moderne s'efforce de contrôler et de fournir des équipements récréatifs à ses jeunes gens, plus il est nécessaire que les femmes aident à les orienter et à les développer. Après tout, les femmes se sont employées pendant tant d'années à assurer des amusements sains et innocents à leurs enfants. Lorsque la réaction des contribuables se fera sentir, le vote des femmes sera peut-être nécessaire pour que la ville s'acquitte de ses obligations bénéfiques envers ses jeunes.

(c) Comme l'éducation de ses enfants est de plus en plus transférée à l'école, de sorte que même les enfants de quatre ans vont au jardin d'enfants, la femme se retrouve dans un foyer dont les intérêts ne cessent de se restreindre : les enfants en sont absents, les activités industrielles glissent l'une après l'autre de la maison à l'usine. Depuis que la vapeur a été utilisée pour le tissage et le filage, le travail traditionnel de la femme s'effectue en grande partie en dehors du foyer. Les vêtements et le linge de maison ne sont pas seulement filés et

tissés, mais cousus également par des machines. La préparation de nombreux aliments a elle aussi été prise en charge par l'usine et, par nécessité, un certain nombre de femmes ont été obligées d'y suivre leur travail, encore qu'il soit douteux, malgré le grand nombre de filles qui y travaillent, qu'elles accomplissent aujourd'hui une proportion aussi élevée du travail mondial qu'autrefois. Comme des milliers de personnes travaillant dans les usines et les ateliers sont des jeunes filles âgées de quatorze à vingt-deux ans, il est nécessaire que les femmes plus âgées s'intéressent aux conditions de l'industrie. Le fait même que ces jeunes filles ne vont pas rester toute leur vie dans le secteur industriel rend plus important le fait que quelqu'un veille à ce qu'elles ne soient pas privées de leur capacité à mener leur future vie de famille, en travaillant jusqu'à l'épuisement, dans des conditions insalubres.

Si le sens des obligations des femmes s'était élargi au fur et à mesure que se transformaient les conditions industrielles, elles auraient pu naturellement et presque imperceptiblement inaugurer les mouvements de progrès social dans la ligne de la législation sur les usines et de l'hygiène des magasins. Si elles ne l'ont pas fait, c'est sans doute parce que leur conscience est lente à reconnaître les obligations émergentes hors de leur cercle familial, et parce qu'elles sont tellement absorbées dans les affaires de leur propre foyer qu'elles ont échoué à comprendre quelles en sont réellement les conditions extérieures. Il serait intéressant de savoir jusqu'où la conscience de n'avoir pas le droit de vote et de ne pouvoir changer les choses opère dans ce sens. Après tout, nous ne voyons que les choses sur lesquelles notre attention a été attirée, nous ne nous sentons responsables que de des choses qui nous ont été présentées comme des motifs de responsabilité. Si des femmes consciencieuses étaient convaincues qu'il y va de leur devoir civique de s'informer sur ces graves affaires industrielles, puis d'exprimer les conclusions auxquelles elles sont parvenues en déposant un morceau de papier dans une urne, on ne peut imaginer qu'elles esquiveraient leurs obligations, simplement parce que cela irait à l'encontre de vieilles traditions.



Bulletin de vote du référendum pour ou contre l'extension du suffrage aux femmes, 13 mars 1912, pour les villes de Chicago et de Cicero.

À ceux de mes lecteurs convaincus que les femmes n'ont pas le droit de se soustraire à leurs anciennes obligations et qu'elles peuvent obtenir ces différentes mesures par leur influence sur les hommes de la famille plus facilement que par l'usage direct du bulletin de vote, je voudrais raconter une petite histoire. J'ai une amie à Chicago qui est la mère de quatre fils et la grand-mère de douze petits-fils en capacité de voter. C'est une femme prospère, à la position sociale assurée, au caractère irréprochable et à l'intelligence claire, qui peut, par conséquent, être considérée à juste titre comme une « femme d'influence ». Lors de l'un de ses récents anniversaires, lorsqu'on lui a demandé comment elle avait pu rester si jeune, elle a répondu sans hésiter : « Parce que j'ai toujours défendu au moins une cause impopulaire ! » C'est peut-être en vertu de cette politique qu'elle a été, pendant de nombreuses années, une ardente partisane de l'argent libre¹⁵, alors même que les membres de sa famille d'industriels sont tous républicains ! Je me suis rendu chez elle à la première élection où M. McKinley a été élu président contre M. Bryan¹⁶. J'ai trouvé mon amie très perturbée. Elle m'a dit un peu amèrement qu'elle avait enfin découvert ce que valait l'influence tant vantée des femmes ; qu'elle avait imploré chacun de ses fils et petits-fils, s'était lancée dans des arguments sans fin et des appels à la morale pour inciter l'un d'eux

à représenter ses convictions en votant pour Bryan ! Bien qu'ils lui fussent sincèrement dévoués, chacun d'entre eux s'était défaussé en arguant que ses convictions l'obligeaient à voter pour le ticket républicain. Tout ce qu'elle avait pu obtenir était la promesse de l'un des petits-fils, pour lequel elle avait une tendresse particulière parce qu'il portait le nom de son mari, qu'il s'abstiendrait de voter.

Il lui était impossible de voter pour Bryan, mais par respect pour ses sentiments, il s'abstiendrait de voter pour McKinley. Mon amie m'a dit qu'elle suspectait depuis de nombreuses années que les femmes ne pouvaient influencer les hommes que sur les choses qui ne les intéressaient pas de près, mais que c'était peine perdue pour une femme de tenter de persuader un homme en affaires ou en politique. Je soutenais qu'une femme n'avait pas le droit de persuader un homme de voter contre ses propres convictions et que je respectais les hommes de sa famille d'avoir suivi leur propre jugement, sans tenir compte de l'appel de l'honorable cheffe de famille à leur sens chevaleresque. À cela elle répondit qu'elle serait d'accord avec ce point de vue lorsqu'une femme aurait la même possibilité qu'un homme d'exprimer ses convictions par le vote. Je croyais alors, comme je le crois encore aujourd'hui, que rien n'est gagné lorsque l'indépendance de jugement est assaillie par une « influence », sentimentale ou autre. Nous testons le progrès de la civilisation en quelque sorte par notre pouvoir de respecter les différences et par notre tolérance envers les honnêtes convictions d'autrui.

C'est l'attitude de beaucoup de femmes actives qui seraient heureuses d'utiliser le bulletin de vote pour faire avancer les mesures publiques auxquelles elles tiennent et pour lesquelles elles se battent depuis des années. De telles femmes trouvent déplaisant de devoir user d'une « influence » indirecte alors qu'elles sont habituées à une action franche dans d'autres domaines. Et elles n'apprécient guère le temps passé à persuader un électeur d'adopter leur point de vue, et éventuellement de renoncer au sien, tout aussi intègre et valable

que le leur, quoique distinct parce que résultant d'une expérience totalement différente. Les femmes soucieuses de l'intérêt public et qui veulent obtenir le droit de vote ne veulent pas faire le travail des hommes, ni prendre en charge les affaires des hommes. Elles veulent simplement avoir l'occasion de faire leur propre travail et de s'occuper de ces affaires qui incombent naturellement et historiquement aux femmes, mais qui sont fréquemment oubliées et méprisées par nos institutions politiques.

Dans une communauté complexe comme la ville moderne, tous les points de vue doivent être représentés. Les résultats des diverses expériences doivent être mis en commun si la communauté veut progresser de façon saine et équilibrée. Pour faire face équitablement à chaque problème qui se présente, qu'il s'agisse d'un tunnel de transport de marchandises qui intéresse surtout les hommes d'affaires, ou de l'augmentation du taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, un problème qui concerne les femmes au plus haut point, ou encore de la mise en place de transferts plus adéquats d'un tramway à l'autre, une affaire dont hommes et femmes se préoccupent également, la communauté doit prendre en compte la totalité des jugements de sa population adulte.

Si l'administration de nos affaires civiques reste entièrement confiée aux hommes, la ville américaine pourrait bien continuer de progresser dans son développement commercial et industriel et se retrouver à la traîne dans tous les domaines qui font qu'une ville est saine et belle. Après tout, la fonction de la femme n'a-t-elle pas toujours été de rendre son lieu d'habitation à la fois propre et agréable ? La grisaille de la vie urbaine et l'absence du confort domestique des plus humbles fermes agricoles ne sont-elles dues au retrait de l'une des forces qui coopèrent naturellement ? Si les femmes ont été en quelque sorte responsables des choses de la vie les plus tendres et les plus délicates, celles qui en adoucissent et en estompent certaines

de ses dimensions les plus dures, n'ont-elles pas un devoir à remplir dans nos villes américaines ?

Pour conclure, je résumerai en disant que si la femme veut s'acquitter de ses responsabilités traditionnelles envers ses propres enfants, si elle veut éduquer et protéger du danger les enfants qui travaillent à l'usine et qui n'ont que la rue pour toute récréation, si elle veut imposer des forces culturelles sur notre civilisation matérialiste et si elle veut faire tout cela avec la dignité et la franchise qui conviennent à celles qui observent des devoirs immémoriaux, alors elle doit se résoudre à utiliser le bulletin de vote – l'instrument ultime de mise en œuvre du *self-government*. Ne pouvons-nous pas dire à juste titre que les femmes américaines ont besoin de cet outil pour préserver leur vie domestique ?

*



Affiche de campagne présidentielle montrant les portraits de Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson et William Howard Taft, 30 octobre 1912.

PHILANTHROPIE ET POLITIQUE (1912)

Quand on me demande pourquoi je me suis identifiée à un parti politique, la question, presque toujours, implique un regret¹⁷. En passant cette alliance politique, j'aurais affaibli mon « influence en matière de philanthropie ». Ma réponse, en toute sincérité, est qu'en rejoignant un parti politique, je n'ai fait qu'aller dans le sens des multiples entreprises philanthropiques que le Parti progressiste a endossées dans son programme comme autant d'enjeux d'action politique.

La campagne de cet automne a été pleine de révélations.

De nombreux politiciens de longue date ont sans doute été surpris de constater que la politique a un rapport avec des choses telles que les accidents des ouvriers, les longues heures de travail en usine des femmes, les soins aux personnes âgées, le soutien aux familles des prisonniers et beaucoup d'autres mesures similaires destinées à alléger le fardeau des opprimés.

D'un autre côté, de nombreuses femmes philanthropes, animées par l'esprit public, apprennent, souvent pour la première fois, qu'elles s'occupent d'orphelins dont le père a été tué inutilement par des machines dénuées de protection ; qu'elles ont sauvé des filles, conduites au désespoir par des temps et des efforts de travail excessifs, mais qui auraient pu être protégées par une législation éprouvée ; qu'elles ont trouvé des foyers pour des personnes âgées qui refusaient à juste titre qu'on les place dans un hospice pour indigents, mais qui, dans d'autres pays, auraient été prises en charge par des systèmes d'assurance vieillesse ; qu'elles ont fait vivre la famille de prisonniers dont le travail sert à accroître les profits de l'entrepreneur-contractant de la prison, pendant que leurs femmes et leurs enfants dépendent des œuvres charitables.

Il n'y a rien d'étrange, lorsqu'un parti politique entreprend d'examiner de telles questions lors de sa première Convention, à ce qu'il invite des femmes à y participer ; il aurait en fait été très anormal qu'elles en fussent exclues.

[Première version :

Peut-être que la vie moderne ne change nulle part aussi rapidement que sur cette ligne vacillante qui sépare la philanthropie de la politique.

On pourrait citer de nombreuses activités civiques à Chicago qui ont d'abord été soutenues par des femmes philanthropes et qui ont ensuite été prises en charge par la politique, ainsi des matrones dans les commissariats de police¹⁸, des écoles industrielles pour enfants problématiques¹⁹, et une douzaine d'autres. Les femmes, après avoir si longtemps discuté de ces questions dans leurs clubs et organisations, se montreraient curieusement timides si elles refusaient de s'y intéresser, simplement parce que ce sont devenus des sujets d'action politique.

À qui soutient que les femmes non partisans représenteraient leur cause devant les assemblées législatives de manière plus [acceptable] que les femmes qui sont identifiées aux partis politiques, on ne peut que répondre que les femmes de l'Illinois qui se sont battues pour la cause de l'égalité de suffrage pendant de nombreuses années, avant chaque session parlementaire, n'ont obtenu aucun succès notable. Elles s'attendent à un avantage décisif à l'avenir, quand elles recevront l'aide, de l'intérieur [du corps législatif], d'un certain nombre de membres qui auront été élus sur le Programme progressiste et qui se seront engagées à promouvoir l'égalité de suffrage.

Il y a un an à peine, les suffragistes de l'Illinois, convaincues de l'inutilité de l'ancienne méthode, ont tenté de lier chaque candidat

par un serment pré-électoral aux femmes de sa circonscription. Elles ont essayé de faire à l'échelle individuelle ce que tente le Parti progressiste à l'échelle nationale. Une aide vigoureuse « de l'intérieur » sera apportée à de nombreuses autres mesures auxquelles les femmes sont intéressées de longue date, telles que l'interdiction du travail des enfants et la limitation des heures de travail des jeunes filles. Les mesures de réparation sociale mises en place par le pouvoir législatif ne seront plus traitées comme des plans de « réformateurs » sentimentaux, mais seront reconnues comme le programme exigeant d'un parti politique national.

Lorsque les thèmes de la réforme sociale et de la justice industrielle sont inclus dans un grand document politique, les hommes sont animés, comme jamais auparavant, par un nouveau zèle pour leur promotion. Ces mesures deviennent plus qu'une profession de foi lorsque des candidats de courage et d'expérience politique sont désignés pour être leurs parrains, et sont acceptés ou rejetés en fonction des mérites de leur programme autant que de leurs qualités personnelles. Les mesures les plus exceptionnelles ne plairont pas à l'électeur moyen, à moins qu'elles ne soient associées à des candidats qui engagent leur intérêt.

Le candidat du Parti progressiste à l'élection présidentielle, par sa longue expérience, croit au nationalisme, et celui à la vice-présidence [Hiram W. Johnson] a démontré la valeur de l'État en tant qu'unité de gouvernement. Un code de législation sociale digne de ce nom ne peut être obtenu que par la [coopération] de la nation et des États, tenus à un objectif commun par la discipline de parti.

Le fait que les femmes ont été invitées à faire partie intégrante du Parti progressiste est le gage et la promesse (*hostage and pledge*) que leurs intérêts humanitaires de longue date – les soins aux malades et aux personnes âgées, la protection des personnes démunies – sont enfin entrés en politique.]



Cour centrale de *tenements*, Park Avenue et
107th Street, New York City.

[Début de la seconde version, publiée le 18 septembre 1912]

En fait, la ligne de démarcation entre les sphères de la philanthropie et de la politique bouge sans arrêt, au point qu'il est très difficile de savoir quand le pas est franchi qui nous fait passer de la première à la seconde. On peut illustrer cela par l'effort national d'obtenir du lait propre, dont la santé des bébés dépend si impérativement. Si l'on considère que deux cent mille bébés de moins d'un an meurent, chaque année, aux États-Unis²⁰ et que l'on estime que cent mille de ces décès pourraient être évités par des soins appropriés, on réalise l'importance d'un tel effort. À un moment donné, des stations de distribution de lait ont été établies dans tous les quartiers pauvres de Chicago, où les mères d'enfants malades pouvaient acheter du lait pasteurisé et modifié, les United Charities de la ville complétant cette action en soignant les bébés malades dans des tentes-hôpital, installées à proximité de ces stations, dans les bâtiments ou sur les toits.

Bien que les stations de lait fussent utiles, il s'est avéré impossible d'en avoir un nombre suffisant. Les infirmières qui visitaient les bébés malades amenés à ces stations se sont progressivement mises à consacrer de plus en plus de temps à l'instruction des mères, leur expliquant, entre autres choses, que seul un bébé nourri au sein meurt pour quinze bébés nourris au biberon. En fin de compte, les infirmières se retrouvaient souvent à prescrire des aliments pour les mères et non pour leurs enfants. Je ne me souviens plus du mois ou de l'année où ces infirmières sont passées du service de paiement de la société philanthropique à celui du service municipal de la santé (City Health Department), tant le changement s'est fait progressivement, ni du moment où la femme médecin qui résidait à l'University Settlement est devenue fonctionnaire de la ville, quoiqu'elle n'ait jamais cessé d'être une « assistante sociale ». À l'heure actuelle, ce corps d'infirmières qui vont et viennent dans les immeubles des quartiers dégradés, au plus chaud des mois d'été, pour sauver la vie d'enfants sans défense, travaillent en tant qu'infirmières des écoles pendant l'année scolaire. Elles sont protégées par des examens de service civil [équivalent des concours de la fonction publique] et sont partie prenante de l'activité municipale de Chicago. Leurs prestations, autrefois qualifiées de « philanthropiques », sont désormais qualifiées de « civiques ».

Mais l'effort pour obtenir du [lait] propre exigeait plus que cela. Il ne servait à rien d'enseigner aux mères comment prendre soin d'un lait qui avait été souillé ou empoisonné avant de leur parvenir. Il y a à peine quelques mois, notre département de santé a annoncé, dans une déclaration officielle, que dix mille vaches tuberculeuses fournissaient du lait à Chicago²¹. Obtenir du lait propre exigerait une inspection des fermes laitières du Wisconsin, du Michigan, de l'Indiana, de l'Iowa ainsi que de l'Illinois, ce qui est presque impossible à réaliser. Ce n'est que lorsque les hommes disposant du pouvoir politique placeront la législation humaine au-dessus des intérêts financiers qu'un test à la tuberculine des vaches sera établi dans tous

ces États et que l'inspection des fermes laitières sera imposée par la loi. C'est ainsi qu'une question aussi simple que [la qualité du] lait pour les bébés entre directement en politique, de surcroît dans une politique trans-étatique.

Parce que cette législation ne peut pas encore être obtenue des États, une ordonnance a été récemment proposée au Conseil municipal de Chicago, sur la recommandation du département de la santé : tout le lait qui entre dans la ville et qui n'a pas passé un test accrédité doit être pasteurisé avant d'être vendu. Une certaine association [de producteurs et de distributeurs de lait] déclare s'être précédemment opposée à cette ordonnance et avoir réussi à la faire échouer. Cette ordonnance a néanmoins été adoptée après qu'une augmentation du taux de mortalité des enfants de Chicago par temps chaud a incité le maire à convoquer une session spéciale du Conseil municipal pour examiner la protection de ces enfants contre les laits malsains. Lorsqu'un comité d'*aldermen*²² m'a demandé de m'adresser à une réunion publique du Conseil municipal à propos de l'ordonnance sur le lait, la salle du conseil était remplie d'employées des sociétés philanthropiques de Chicago, désespérées et découragées, dont les efforts pour sauver les enfants avaient été contrecarrés par quelques laitiers égoïstes.


Ce n'est que deux jours plus tard, cependant, lors de la première Convention du nouveau parti [progressiste], que les délégués se sont rendu compte, par dizaines, qu'ils s'étaient connus auparavant, au travers d'associations philanthropiques d'envergure nationale. Le président de la Convention était le sénateur [Albert J.] Beveridge, avec qui j'avais parlé lors d'une réunion annuelle du Comité national sur le travail des enfants (National Child Labor Committee), lorsque son projet de loi, destiné à réglementer ce domaine par le biais de lois sur le commerce interétatique, passait devant le Congrès. J'avais souvent côtoyé le juge [Benjamin Barr] Lindsey²³ lors de conférences sur les tribunaux pour mineurs et les soins aux enfants dépendants,



« Les fardeaux de l'enfance au travail », panneau de l'Exposition de Chicago pour le bien-être de l'enfant (Chicago Child Welfare Exhibit), mai 1911.

STREET TRADES

These are the only workers
not protected by law.



A group of children found selling in one city block.
April 3, 1911.

Bootblacking, selling gum and papers lead to

?

Truancy
Low Vitality
Ill Health – Dullness
Irresponsibility – Careless Habits.
Breaking down of parental control Five cent show habits-Petty
thievery Children on the street at all hours of the night
Ruin for the boys and girls

« Métiers de rue des enfants », panneau de l'Exposition de Chicago pour le bien-être de l'enfant (Chicago Child Welfare Exhibit), mai 1911.

et d'autres encore, en compagnie de nombreux autres délégués. Il ne m'est pas paru plus étrange que cela d'être invitée à m'adresser à cette Convention qui se penchait sur des questions économiques et sociales que j'avais souvent abordées auparavant. Pas plus étrange que ce ne l'avait été d'aller parler de la question du lait propre à l'Hôtel de Ville. La philanthropie s'était progressivement mêlée à la politique, dans les affaires municipales comme dans les affaires nationales. Le grand Colisée de Chicago, le bâtiment dans lequel se tenait la Convention nationale du Parti progressiste, n'était autre que celui où avait eu lieu, en 1911, l'Exposition sur le bien-être des enfants (*child welfare*)²⁴, à laquelle avaient participé pendant deux semaines près d'un demi-million de personnes.

Le Comité de protection de l'enfance, dont j'étais la présidente, s'était efforcé de diviser les organisations travaillant au nom des enfants en deux sections : celles qui étaient administrées par des fonctionnaires publics et financées par des fonds publics et celles qui l'étaient par la philanthropie privée. Dans la première section, il y avait la splendide présentation des écoles publiques, des classes entières d'enfants dont la discipline n'était pas perturbée, reliant des livres, cuisinant des repas, réalisant des danses folkloriques ou chantant dans de grands chœurs ; il y avait la bibliothèque publique avec les salles pour jeunes, les musées avec leurs expositions, les hôpitaux publics avec les quartiers pour enfants, le tribunal pour mineurs, les terrains de jeux publics et tant d'autres entreprises que plus des deux tiers de l'espace du bâtiment étaient occupés par la présentation des opérations de la ville en faveur des enfants.

Le Comité a rencontré les plus grandes difficultés, avec plus d'un des exposants, pour déterminer s'il s'agissait de service public ou de philanthropie privée²⁵. L'école en plein air pour les enfants atteints de tuberculose, par exemple, avait ses quartiers spacieux sur le toit du bâtiment appartenant à Hull-House et il était administré par les United Charities. Les enfants étaient nourris et chaudement vêtus,

suivis par des infirmières et des médecins fournis par le Fonds commémoratif Elizabeth McCormick, mais ils étaient instruits par des enseignants des écoles publiques et soigneusement maintenus dans les classes du système des écoles publiques. Alors que les dépenses de cette splendide exposition sur la protection de l'enfance avaient été payées sur les deniers privés d'une femme engagée publiquement, trois mille bénévoles, oubliant s'ils étaient fonctionnaires ou philanthropes, ne pensant qu'aux enfants, avaient travaillé dur ensemble pour assurer son succès.

De telles expériences avec de nombreuses organisations philanthropiques qui se fondent dans la politique montrent que les petits efforts privés valent souvent comme test dans une expérimentation. S'ils sont fructueux, leurs promoteurs doivent garder l'esprit ouvert et être prêts à les incorporer, grâce à l'action politique, à la vie la plus large de la communauté. Mais s'il est souvent nécessaire de mener une action politique de ce genre, qui vise à accroître l'utilité d'un projet philanthropique en le confiant au gouvernement, une action politique d'un autre genre est souvent nécessaire pour accompagner les bonnes initiatives qui ont déjà été reprises par le gouvernement.

En de nombreuses occasions, les femmes voient leurs anciens projets, qui ont été intégrés à l'administration du gouvernement, dépérir et perdre leur utilité. Elles constatent que leurs projets les plus chers sont discutés par des politiciens qui ne comprennent rien aux intentions de leurs promotrices, ou qui cherchent à les instrumentaliser à des fins personnelles.

La situation actuelle du tribunal pour mineurs de Chicago en est une bonne illustration. Il y a quelques années, les résidentes et résidents de Hull-House étaient très préoccupés par le sort des garçons et des filles, amenés dans les commissariats de police pour des délits mineurs. Progressivement, l'une des résidentes du *settlement* a consacré tout son temps à ces enfants malchanceux²⁶.

Juvenile Court Committee

Chicago

INCORPORATED MARCH 26, 1894

MRS. JOSEPH T. BOWEN, President, 16 Astor Street.
Miss Julia C. Lathrop, Vice-President, Hull House, 335 South Halsted Street
Leroy D. Thoman, Vice-President, 204 Dearborn Street
Mrs. Charles Henriotin, Vice-President, 251 Goethe Street
Mrs. George Bass, Chairman Court Committee, 350 Lincoln Park Boulevard
Miss Julia C. Lathrop, Chairman Conference Committee, Hull House, 335 South Halsted Street
Mrs. Sadie T. Wald, Chairman Detention Home Committee, 3958 Michigan Avenue.
Mrs. Frederick K. Tracy, Recording Secretary, 545 Jackson Boulevard
Mr. James H. Eckels, Treasurer, President Commercial National Bank
Mrs. Theodore B. Wells, Assistant Treasurer, 215 South Winchester Avenue

In order to continue the work of the Juvenile Court in a satisfactory manner, it is necessary to raise the sum of \$15,000 annually.

The Committee in charge of this work is incorporated. We employ fifteen probation officers, without whose services the Juvenile Court would be useless.

We have assumed the management and certain expenses of the Detention Home, 625 West Adams Street.

We are asking every church in Chicago to give us \$10 per annum, and it is earnestly requested that every pastor will put this matter before his congregation and urge upon them the necessity of supporting this most important institution. There is no better mission work than this saving of children; it is keeping them from becoming criminals; it is making them honest citizens. We look to you to do your share in guiding the children of this city towards clean and and reputable lives. If you are able, support a probation officer at \$720 a year. If you are unable to do this, give us something—at least \$10.

Make cheques payable to James H. Eckels, Treasurer, and send to Mrs. F. K. Tracy, Secretary, 545 Jackson Boulevard.

LOUISE DE KOVEN BOWEN,
President Juvenile Court Committee.

Juvenile Court Committee, 1899.

Les juges attachés aux deux commissariats de police les plus proches lui téléphonaient régulièrement pour des cas de première infraction et, chaque fois que la chose était possible, lui confiaient les enfants en liberté conditionnelle.

Lorsque le tribunal pour mineurs a été créé à Chicago, elle a été engagée comme premier agent de probation et, pendant quelques mois, elle a été la seule à remplir cette fonction. Ses services, à ce titre, et ceux de vingt et une autres personnes progressivement embauchées pour rejoindre le personnel des agents de probation, ont été payés par une association philanthropique, car, bien que ces agents travaillent pour le comté, aucun fonds n'avait été alloué pour leurs postes.

Pendant six années, cette association bénévole, appelée la Commission du tribunal pour mineurs (Juvenile Court Committee), a rémunéré les agents de probation. Dirigée par une éducatrice bien connue²⁷, elle a soutenu le centre de détention²⁸ par lequel passaient chaque année les 2 600 enfants qui auraient, sinon, dû rester dans les commissariats de police. En relation avec ce centre de détention, la Société de l'hôpital pour enfants (Children's Hospital Society) a financé une clinique médicale grâce à laquelle on a découvert que 90 % [des enfants et adolescents] de cette triste petite procession avai[en]t besoin de soins médicaux. Peu à peu, toutes ces activités ont été prises en charge par le comté, et maintenant les agents de probation, les enseignants, les infirmières et les médecins sont devenus des fonctionnaires. Le tribunal pour mineurs, qui englobe un centre de détention, les locaux d'une clinique médicale et psychopathologique et une école sous l'égide du Conseil de l'éducation de Chicago (Chicago Board of Education), est hébergé dans le bâtiment construit pour son usage spécial, avec l'argent des impôts publics.

Tout s'est bien passé sous diverses administrations, mais, récemment, un président du Conseil des commissaires du comté,

comprenant que le dispositif mis en place par le tribunal pour mineurs pouvait être des plus précieux pour développer le patronage de son parti, a mené une série d'attaques contre l'administration du tribunal, qui, de toute évidence, risquaient de détruire son utilité. Les postes d'agents de probation, occupés auparavant par ceux qui avaient passé avec succès les concours du service civil [de la fonction publique], l'ont désormais été par des personnes nommées pour soixante jours : l'un avait été entrepreneur dans les égouts, l'autre tenancier d'un salon ; l'agent de probation en chef, après un long et pénible procès, fut congédié, déclaré coupable d'actes illégaux ; le médecin responsable²⁹ a démissionné parce qu'une infirmière soi-disant qualifiée, nommée pour soixante jours, a défié son autorité et montré son ignorance des soins infirmiers en enveloppant la jambe infectée d'un garçon dans une feuille de vieux papier journal. La loi sur les fonds aux parents (Funds to Parents Act), communément appelée loi des pensions maternelles³⁰, grâce à laquelle le juge est autorisé à donner dix dollars par mois à une famille pour la prise en charge d'un enfant à domicile au lieu d'enfermer ce dernier dans une institution, offrait bien sûr une occasion formidable de se créer une clientèle politique parmi les gens les plus pauvres. Et ce n'est que grâce à l'action d'un juge éclairé, en coopération avec diverses sociétés philanthropiques, que cette loi bienfaitrice a été sauvée du désastre.

Lorsque le réveil du sentiment public a finalement suscité une enquête sur le tribunal pour enfants, le rapport du Comité s'est avéré favorable. Mais le président du Conseil du comté a refusé de le publier, et la philanthropie a dû entrer en scène et dégager des fonds privés pour financer sa publication.

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'un grand nombre de femmes de Chicago, animées par le sens du bien public, aient donné de leur temps et de leur énergie l'automne dernier, par l'intermédiaire de leurs clubs et d'autres organisations, pour promouvoir l'élection d'un homme plus sage à la présidence du Conseil du comté³¹. Elles auraient été

stupides de rester tranquillement assises, alors que leur travail de plusieurs années, accompli avec tant de dévouement, était en train d'être démolí. Bien sûr, elles ont été obligées d'entrer dans le jeu de la politique partisane parce qu'elles n'avaient pas d'alternative, dans le contexte du système américain de nomination des partis, pour assurer l'élection d'un fonctionnaire, bon ou mauvais.

Le fait que certaines des femmes qui se sont intéressées au développement du tribunal des mineurs ont été à la tête de sociétés philanthropiques, et le fait que j'étais moi-même, par exemple, présidente de Hull-House, n'auraient guère pu constituer une raison valable de refuser d'aider dans une telle crise.

Les institutions peuvent s'enliser, peut-être plus facilement que les individus, dans l'autosatisfaction. Il est facile, pour une institution, d'être tellement obnubilée par sa propre réputation et par son utilité future qu'elle en oublie la cause qu'elle sert et pour laquelle elle a été fondée. Et cela peut se produire indépendamment de la question d'aliéner des souscripteurs. Il est facile d'oublier que l'« influence », de personnes ou d'institutions, cesse d'avoir une valeur réelle lorsqu'elle est consciemment chérie comme une possession. L'influence doit être « une fleur au bord du chemin », comme le disaient nos vieux cahiers d'école à propos du bonheur.

On ne peut penser à une pire parodie de culte qu'une église entière qui serait remplie de fidèles dont la raison d'y être serait l'exemple qu'ils donnent à d'autres personnes. Et il n'y aurait pas de situation plus lugubre, concernant l'esprit de philanthropie, qu'un groupe de soi-disant travailleurs sociaux qui laisseraient le tribunal pour mineurs le plus développé au monde se dévoyer sous leurs propres yeux, par peur de nuire à leur influence personnelle. En fait, une institution peut facilement se détacher de la vie de sa communauté et tomber dans une position semblable à celle occupée par beaucoup de femmes en relation à leur propre cercle familial. Je connais des

femmes qui s'indignent de l'oïveté morale dans laquelle elles ont été reléguées, en raison même de la gentillesse et du respect de leurs enfants devenus adultes. On attend bien sûr d'elles qu'elles donnent des conseils et qu'elles ne défendent que les principes les plus nobles et les plus élevés, mais comme leurs [jugements] doivent être formés loin de la vie réelle, nombre de ces femmes se mettent à se méfier peu à peu de leurs propres conclusions et finissent par accepter les standards moraux que leurs fils, débordants d'action, rapportent des « marchés du commerce » et des « arènes de la politique », où ils ont tout au moins été testés à l'épreuve de la réalité.

La directrice d'une institution qui, dans l'esprit de la communauté, est synonyme de « bonnes œuvres », peut devenir tellement dépendante de sa réputation d'intégrité qu'elle risque de substituer [ce qui apparaît comme] ses actions de bonté à la tâche plus noble de déterminer quels sont les besoins réels de sa communauté et d'y répondre en toute humilité d'esprit. Le plan le plus vaste pour répondre à ces besoins authentiques, depuis l'amélioration des logements jusqu'aux concerts publics, ne peut être réalisé qu'avec le consentement de tout le monde, et la sagesse de tels plans doit leur être soumise au cours d'une campagne politique.

Il est sans doute vrai que, si les femmes abandonnent leur havre de paix et de certitude, elles ne peuvent plus prétendre être un point fixe de droiture dans une mer bouillonnante de questions déroutantes (*perplexing*). Mais elles seront au moins libérées du doute [harassant] que la droiture qu'elles prônent n'est peut-être pas du tout la vraie droiture ; et elles cesseront de penser, comme l'a fait une femme douée il y a un siècle, que : « Le destin insouciant ne nous demande jamais ce que nous sommes vraiment capables de faire. »

Pour sûr, [le postulat de] neutralité partisane des femmes doit être réexaminé alors qu'une multitude d'hommes et de femmes en sont venus à contester la sincérité et la valeur morale de cette combinaison

de révérence et de mépris qui interdisent aux femmes de remplir leurs obligations traditionnelles envers la communauté simplement parce que, pour ce faire, elles devraient participer à la vie politique.

Pour assumer leur part de responsabilité dans [la maîtrise des] grands problèmes sociaux qu'aucune des nations n'a encore résolus, mais qu'elles doivent prendre en charge par l'action politique pour maintenir leur rang, les femmes doivent désormais choisir entre la défense d'un idéal impossible, maintenu à l'extérieur du domaine politique, et la défense de standards moraux, au cœur même de la vie politique.

*

DISCOURS DE SOUTIEN À LA NOMINATION DE THEODORE ROOSEVELT, AU COLISEUM DE CHICAGO (7 AOÛT 1912)

Le Président donne la parole à M. Funk, qui escorte Miss Addams jusqu'à la tribune³².

(Miss Addams, accompagnée à la tribune par le sénateur Funk, est accueillie par de vifs applaudissements.)

Le Président : Mesdames et Messieurs de la Convention, la femme la plus éminente et la plus aimée d'Amérique, Miss Jane Addams, de Chicago! *(Applaudissements.)*

Miss Jane Addams : Monsieur le Président, chers amis, chers délégués de la Convention. Je me lève ici pour soutenir (*second*) la nomination [du candidat] de cette convention, enflammée par le splendide programme qu'elle a adopté [page 2].

Les mesures de progrès industriel, les demandes de justice sociale, longtemps discutées par des petits groupes dans les conférences des *charities* et les associations économiques, ont été ici examinées dans une grande convention nationale, et sont enfin propulsées dans l'arène austère de l'action politique (*applaudissements*).

Un grand parti a fait le serment de protéger les enfants, de s'occuper des personnes âgées, de sauvegarder des hommes accablés et de soulager des jeunes filles épuisées par le travail. Engagé dans ces entreprises, il était inévitable qu'un tel parti fasse appel aux femmes, qu'il cherche à puiser dans le grand réservoir de leur énergie morale, si longtemps indésirée et négligée par la politique pratique. L'un ne va pas sans l'autre : la nécessité d'un programme de bien-être humain, d'un côté, celle de la participation des femmes, de l'autre. Chaque initiative rencontre et complète l'autre.

Nous ratifions ce programme, non seulement parce qu'il représente nos convictions les plus sincères et exprime nos espoirs les plus élevés, mais aussi parce qu'il fait appel à nos facultés et réclame des actions concrètes. Il porte la promesse que la démocratie sera effectivement réalisée lorsque tous les groupes constitutifs de notre peuple – dont dix millions de nos concitoyens qui ont si tristement besoin d'être rassurés³³ – pourront assumer les responsabilités de l'autonomie et lorsqu'aucune catégorie de maux ne pourra plus se soustraire à la possibilité d'un recours ou d'une réparation [page 3].

Le nouveau parti est pour le moment et sera [pour toujours] plus que le représentant américain d'un mouvement mondial en faveur de conditions sociales plus justes, un mouvement que les États-Unis, à la traîne par rapport à d'autres grandes nations, ont été d'une lenteur inexplicable à incarner dans l'action politique. Mais l'heure est enfin venue et les femmes et les hommes assemblés dans cette salle, venus de tous les coins de ce continent, ont contribué à la cristallisation d'un programme et se sont unis autour d'un objectif commun.

**BRIEF SPEECH OF JANE ADDAMS AT
CHICAGO MARKS EPOCH IN HISTORY**



Character Sketch of Jane Addams on Platform.

CHICAGO, Aug. 9.—(Special)—Jane Addams took the convention of Bull Moose by storm when she spoke on behalf of Illinois to second the nomination of Roosevelt. It was a real "gale of applause" that greeted her when she was presented by Chairman Beveridge as "America's most eminent and most loved woman."

The occasion marked an epoch in America. It was the first time a woman had been called to the platform of a great political convention to speak as one of its members.

There was a hush. Then the gray-haired worker in the cause of humanity spoke these words:

"Measures of industrial amelioration, demands for social justice, long

discussed by small groups in charity conferences and economic associations, have here been considered in a great national convention, and are at last thrust into the stern arena of political action.

"The new party has become the American exponent of a world-wide movement toward juster social conditions, a movement which the United States, lagging behind other great nations, has been unaccountably slow to embody in political action.

"I second the nomination of Theodore Roosevelt, because he is one of the few men in our public life who have been responsive to the social appeal and who have caught the significance of modern movement."

Dessin de Jane Addams prenant la parole à la Convention du Parti progressiste en août 1912.

Je veux donc, ici, soutenir la nomination de Theodore Roosevelt. Il est l'un des rares hommes de notre vie publique à avoir répondu à l'appel social et à avoir saisi l'importance du mouvement moderne. Pour cette raison, parce que le programme exige un leader au courage invincible, à l'esprit ouvert, aux sympathies démocratiques, un leader doté du pouvoir d'illisible <interpréter> l'homme de la rue et de s'identifier au lot commun, je soutiens de tout cœur la nomination si convaincante de ce gentleman de New York! (*Applaudissements nourris.*)

*

UN CONTRAT AVEC LE PEUPLE. PROGRAMME DU PARTI PROGRESSISTE (1912)

[Le programme du Parti progressiste, consigné dans *A Contract With the People – Platform of the Progressive Party*, est adopté à la Première Convention nationale à Chicago, le 7 août 1912. Outre les propositions sur le développement du commerce, les voies fluviales, les tarifs douaniers, le système monétaire, l'administration de la justice, la réforme de l'impôt sur les revenus et sur les successions, le Canal de Panama et les traités internationaux, le programme incorpore un grand nombre de propositions avancées par les réformateurs. Ces propositions avaient été élaborées, discutées et votées par les femmes et les hommes des *settlements* et par les travailleurs sociaux de la Conférence nationale des Charities and Correction (CNCC).]

La conscience du peuple, en cette époque de graves problèmes nationaux, a donné naissance à un nouveau parti, né du sens de la justice de la nation³⁴. Nous, du Parti progressiste, nous nous consacrons à l'accomplissement du devoir qui nous a été confié par nos

pères de préserver le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, dont ils avaient posé les fondations.

Nous croyons, comme Thomas Jefferson et Abraham Lincoln, que le peuple est le maître de sa Constitution, qu'il doit réaliser ses fins et la protéger de ceux qui, par une perversion de son intention, la transformeraient en un instrument d'injustice. En accord avec les besoins de chaque génération, le peuple doit utiliser ses pouvoirs souverains pour établir et garantir l'égalité des chances et la justice industrielle, pour lesquelles ce gouvernement a été fondé et sans lesquelles aucune république ne peut subsister.

Ce pays appartient à ceux qui l'habitent. Ses ressources, ses affaires, ses institutions et ses lois doivent être utilisées, maintenues ou modifiées de la façon la plus favorable à l'intérêt général.

Il est temps de remettre le bien-être public au premier plan.

Les vieux partis

Les partis politiques existent pour assurer un gouvernement responsable et pour exécuter la volonté du peuple.

De ces grandes tâches, les deux vieux partis se sont détournés. Au lieu d'être des instruments de promotion du bien-être général, ils sont devenus des outils au service d'intérêts corrompus qui en usent pour leurs objectifs égoïstes. Derrière le gouvernement visible, un autre gouvernement, invisible, s'est installé sur le trône, qui ne doit aucune loyauté ni ne reconnaît aucune responsabilité au peuple.

Détruire ce gouvernement invisible, dissoudre l'alliance inavouable entre affairisme corrompu et politique corrompue est la première tâche de l'homme d'État de ce jour.

La trahison délibérée de sa confiance par le Parti républicain et l'incapacité fatale du Parti démocrate à faire face aux problèmes de l'époque nouvelle ont obligé le peuple à se forger un nouvel instrument de gouvernement par lequel rendre sa volonté effective dans les lois et les institutions.

Indépendant de la tradition, non-corrompu par le pouvoir, sans peur face à l'ampleur de la tâche, le nouveau parti se présente comme l'instrument du peuple pour balayer les vieux abus, et pour bâtir une nouvelle communauté, plus élevée.

Un pacte avec le peuple

Cette déclaration est notre pacte (*covenant*) avec le peuple, et, par ce pacte, nous engageons le parti et ses candidats, dans l'État et dans la nation, à tenir les promesses faites dans le présent document.

Gouvernement du peuple

Le Parti progressiste, attaché aux principes du gouvernement par une démocratie autonome (*self-controlled*) exprimant sa volonté par l'intermédiaire des représentants du peuple, s'engage à obtenir les modifications de la loi fondamentale des différents États et des États-Unis qui assureront le caractère représentatif du gouvernement.

En particulier, le parti se prononce pour des primaires directes pour la nomination des officiers étatiques et fédéraux; pour des primaires préférentielles à l'échelle nationale pour les candidats à la présidence; pour l'élection directe, par le peuple, des sénateurs des États-Unis; et nous exhortons les États à adopter la politique du scrutin court (*short ballot*), la responsabilité envers le peuple étant assurée par l'initiative populaire, le référendum et la révocation (ou rappel, *recall*).

Amendement de la Constitution

Le Parti progressiste, croyant qu'un peuple libre devrait avoir le pouvoir de modifier de temps à autre sa loi fondamentale afin de l'adapter progressivement aux besoins changeants du peuple, s'engage à fournir une méthode plus facile et plus rapide pour amender la Constitution fédérale.

Nation et État

Dans les limites de la Constitution, et plus tard par amendement de la Constitution, si cela s'avère nécessaire, nous préconisons de placer sous une juridiction nationale efficace les problèmes qui se sont étendus au-delà de la portée des États individuels.

Il est aussi grotesque qu'intolérable que les différents États, en raison de lois inégales dans des domaines d'intérêt commun, deviennent des agences commerciales concurrentes, et troquent la vie de leurs enfants, la santé de leurs femmes, la sécurité et le bien-être de leurs travailleurs au profit de leurs intérêts financiers.

L'insistance extrême du Parti démocrate sur les droits des États dans la plate-forme de Baltimore démontre une fois de plus son incapacité à comprendre le monde dans lequel il a survécu ou à administrer les affaires d'une union d'États qui sont, à tous égards essentiels, devenus un seul peuple.

Égalité de suffrage

Le Parti progressiste, convaincu qu'aucun peuple ne peut prétendre à juste titre participer à une véritable démocratie s'il nie les droits politiques en raison du sexe, s'engage à assurer l'égalité de suffrage pour les hommes et les femmes.

Pratiques de corruption

Nous engageons notre parti à adopter une législation qui impose une limitation stricte de toutes les contributions et dépenses de campagne, ainsi qu'une publicité détaillée avant et après les primaires et les élections.

Publicité et service public

Nous engageons notre parti à adopter une législation qui impose l'enregistrement des lobbyistes, la publicité des audiences des commissions, sauf pour ce qui concerne les affaires étrangères, et l'enregistrement de tous les votes en commission ; et une législation interdisant aux personnes nommées par le gouvernement fédéral d'occuper des fonctions dans des organisations politiques au niveau de l'État ou de la nation, ou de participer en tant qu'officiers ou délégués à des conventions politiques pour la nomination de représentants élus.

Administration de la justice

Le Parti progressiste, afin d'assurer au peuple une meilleure administration de la justice et, par conséquent, de favoriser un respect généralisé pour la loi et les tribunaux, s'engage à travailler sans relâche à la réforme de la procédure juridique et des méthodes judiciaires.

Nous pensons que l'émission d'injonctions dans les cas découlant de conflits de travail devrait être interdite si de telles injonctions ne s'appliquent pas en l'absence de conflits de travail.

Nous pensons enfin qu'une personne citée pour outrage dans des conflits du travail, pour autant que cet outrage n'a pas été commis en présence ou à proximité du tribunal et qu'il n'interfère pas avec la bonne administration de la justice, devrait avoir le droit d'être jugée par un jury.

Justice sociale et industrielle

Le devoir suprême de la nation est la conservation des ressources humaines par une politique éclairée de justice sociale et industrielle. Nous nous engageons à œuvrer sans relâche au sein de l'État et de la nation pour :

Une législation efficace visant à prévenir les accidents industriels, les maladies professionnelles, le surmenage, le chômage involontaire et autres effets néfastes de l'industrie moderne ;

La fixation de normes minimales de sécurité et de santé pour les diverses professions, et l'exercice de l'autorité publique de l'État et de la nation, y compris le contrôle fédéral sur le commerce inter-étatique, et le pouvoir de taxation, pour maintenir ces normes ;

L'interdiction du travail des enfants ;

Des standards de salaire minimum pour les femmes qui travaillent, afin d'assurer un « salaire vital » dans toutes les professions industrielles ;

L'interdiction générale du travail de nuit pour les femmes et l'instauration d'une journée de huit heures pour les femmes et les jeunes ;

Un jour de repos sur sept pour tous les travailleurs salariés ;

La journée de huit heures dans les industries fonctionnant en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;

L'abolition du système de travail sous contrat des prisonniers ; la substitution d'un système de production carcérale pour la consommation gouvernementale seulement ; et l'utilisation des gains des prisonniers pour le soutien de leurs familles à charge ;

La publicité sur les salaires, les heures et les conditions de travail ; des rapports complets sur les accidents et les maladies professionnelles ; et l'ouverture à l'inspection publique de tous les décomptes, poids, mesures et systèmes de contrôle des produits du travail ;

Des normes d'indemnisation pour les décès dus à des accidents du travail et à des maladies professionnelles qui transfèrent le fardeau du manque à gagner des familles des travailleurs à l'industrie, et donc à la communauté ;

La protection de la vie familiale contre les risques de maladie, d'emploi irrégulier et de vieillesse par l'adoption d'un système d'assurance sociale adapté aux usages américains ;

Le développement de la force de travail créative de l'Amérique en éliminant le dernier fardeau de l'analphabétisme de la jeunesse

américaine, en établissant des écoles pour l'éducation industrielle sous contrôle public et en encourageant l'éducation agricole et la démonstration dans les écoles rurales ;

L'établissement de laboratoires de recherche industrielle pour mettre les méthodes et les découvertes de la science au service des producteurs américains.

Nous favorisons l'organisation des travailleurs, hommes et femmes, comme moyen de protéger leurs intérêts et d'améliorer leur condition.

Département du travail

Nous engageons notre parti à mettre en place un département du Travail avec un siège dans le Cabinet³⁵, et avec un pouvoir juridictionnel étendu sur les questions affectant les conditions de travail et de vie.

Vie à la campagne

Le développement et la prospérité de la vie à la campagne sont aussi importants pour les habitants des villes que pour les agriculteurs. L'accroissement de la prospérité à la ferme aura des conséquences bénéfiques sur le coût de la vie et favorisera les intérêts de tous ceux qui vivent à la campagne et de tous ceux qui dépendent de ses produits pour se vêtir, se loger et se nourrir.

Nous engageons notre parti à favoriser le développement du crédit et de la coopération agricoles, l'enseignement de l'agriculture dans les écoles, l'extension des collèges agricoles, l'utilisation de l'énergie mécanique dans les fermes, et à rétablir la Commission de la vie à la campagne (Country Life Commission), afin de promouvoir directement le bien-être des agriculteurs et de mettre à leur portée les avantages de meilleures affaires, d'une meilleure agriculture et d'une meilleure vie.



Roosevelt à Chicago le 6 août 1912 avant la tenue de la Convention du Parti progressiste.

Coûts de vie élevés

Le coût élevé de la vie est dû en partie à des causes mondiales et en partie à des causes locales, en partie à des causes naturelles et en partie à des causes artificielles. Les mesures proposées sur divers sujets dans ce programme, telles que la conservation [de la nature], le tarif et les trusts, élimineront d'elles-mêmes les causes artificielles.

Il restera d'autres éléments tels que la tendance à quitter la campagne pour la ville, le gaspillage, l'extravagance, un système d'imposition inapproprié, de médiocres méthodes agricoles et de mauvaises méthodes de commercialisation des récoltes.

Pour remédier à cette situation, il faut disposer de l'information la plus complète et, sur la base de cette information, d'une supervision et d'un contrôle efficaces du gouvernement pour éliminer

toutes les causes artificielles. Nous nous engageons à mener une enquête complète et immédiate et à prendre des mesures sans tarder pour répondre à tous les besoins révélés par cette enquête.

Santé

Nous sommes favorables à la réunion de toutes les agences du gouvernement fédéral existantes en charge de la santé publique en un seul service national de santé, sans préjugé pour ou contre quelque ensemble de méthodes thérapeutiques, école de médecine ou école de soins, et disposant de pouvoirs supplémentaires, nécessaires pour que les autorités fédérales puissent remplir efficacement les fonctions de protection du public contre les maladies évitables. Parmi ces fonctions, on compte l'exécution des lois existantes concernant la nourriture saine, la quarantaine et les sujets connexes, la promotion des statistiques vitales et l'extension de la zone d'enregistrement de ces statistiques, ainsi que la coopération avec les activités sanitaires des divers États et villes de la Nation.

Business

Nous croyons qu'un véritable gouvernement populaire va de pair avec la justice et la prospérité, et, dans cette optique, notre but est d'assurer cette grande mesure de prospérité générale qui est le fruit d'affaires honnêtes et légitimes, encouragées par une justice équitable et par de bonnes lois progressistes.

Nous exigeons que le test de la véritable prospérité soit celui des avantages qu'elle confère à tous les citoyens, sans qu'elle se limite à des individus ou à des classes. Le test de l'efficacité des entreprises doit résider dans leur capacité à mieux servir le public : la justification de leurs profits et de leur contrôle des affaires commerciales doit être le partage des fruits de celles-ci avec le public.

Nous demandons donc une réglementation forte, nationale, des entreprises interétatiques. L'entreprise est un élément essentiel

du commerce moderne. La concentration des affaires modernes, à un certain degré, est à la fois inévitable et nécessaire pour garantir l'efficacité des affaires nationales et internationales. Mais la concentration actuelle de vastes richesses dans un système de sociétés, non surveillées et non contrôlées par la Nation, a placé entre les mains de quelques hommes un pouvoir énorme, secret et irresponsable sur la vie quotidienne des citoyens – un pouvoir insupportable dans un gouvernement libre et dont les abus sont certains.

Les excès de ce pouvoir ont été constatés dans le monopole des ressources nationales, la surévaluation des actions, la concurrence déloyale et les privilèges injustes, et enfin dans ses influences maléfiques sur les organismes publics de l'État et de la Nation. Nous ne craignons pas le pouvoir commercial, mais nous insistons pour qu'il soit exercé ouvertement, avec la publicité, la surveillance et la réglementation les plus efficaces, afin d'en préserver les biens tout en en éradiquant et en en prévenant les maux.

À cette fin, nous demandons instamment l'établissement d'une commission administrative fédérale, forte et de haut niveau, qui maintienne un contrôle actif et permanent sur les sociétés industrielles engagées dans le commerce interétatique, ou sur celles d'entre elles qui sont d'importance publique, en faisant pour elles ce que le gouvernement fait actuellement pour les banques nationales, ou la Commission du commerce interétatique pour les chemins de fer.

Une telle commission doit assurer la publicité totale des transactions des entreprises qui sont d'intérêt public; elle doit s'attaquer à la concurrence déloyale, à la fausse capitalisation et aux privilèges spéciaux, et, par une vigilance constante, garder et maintenir ouvertes toutes les autoroutes du commerce américain.

Ainsi, les hommes d'affaires auront une connaissance certaine de la loi et pourront facilement mener leurs affaires en conformité avec celle-ci; les investisseurs trouveront la sécurité pour leurs capitaux; les dividendes seront rendus plus sûrs et l'épargne du peuple drainée naturellement et sûrement dans les canaux du commerce.

Sous un tel système de réglementations constructives, le commerce légitime, libéré de la confusion, de l'incertitude et de contentieux stériles, se développera normalement en réponse à l'énergie et à l'esprit d'entreprise des hommes d'affaires américains.

Nous sommes favorables au renforcement de la loi Sherman³⁶ en interdisant les accords qui visent à se partager le territoire ou à limiter la production : le refus de vendre à des clients qui achètent à des rivaux commerciaux ; la vente à perte dans certaines régions tout en maintenant des prix plus élevés dans d'autres ; l'utilisation du pouvoir des transports pour aider ou nuire à des intérêts particuliers ; et autres pratiques commerciales déloyales.

Brevets

Nous nous engageons à promulguer une loi sur les brevets qui rendra impossible leur suppression ou leur utilisation à l'encontre du bien-être public ou dans l'intérêt de monopoles nuisibles.

Conservation

Les ressources naturelles de la nation doivent être rapidement développées et généreusement utilisées pour répondre aux besoins de la population, mais nous ne pouvons pas, sans risque, les laisser être gaspillées, exploitées, monopolisées ou contrôlées contre le bien général. De tout cœur, nous sommes favorables à la politique de conservation et nous nous engageons, au sein de notre parti, à protéger les forêts nationales sans entraver leur utilisation légitime au profit de l'ensemble de la population.

Les terres agricoles dans les forêts nationales sont et devraient rester ouvertes au véritable colon. La conservation ne retardera pas le développement légitime. Le colon honnête doit recevoir ses titres de propriété rapidement, sans restriction, ni délai inutile.

Nous pensons que les forêts, les terrains houillers et pétroliers, les ressources en eau et les autres ressources naturelles qui sont encore



Reçu pour la contribution d'un dollar au fonds de campagne du Parti progressiste 1912.

sous le contrôle de l'État ou de la nation (à l'exception des terres agricoles) ont plus de chances d'être judicieusement conservés et utilisés pour le bien-être général s'ils sont détenus par le public.

Afin que les consommateurs et les producteurs, les managers et les travailleurs, maintenant et à l'avenir, n'aient pas à payer un droit de péage aux monopoles privés de l'énergie et des matières premières, nous demandons que ces ressources soient conservées par l'État ou la nation, et mises immédiatement à disposition, en vertu de lois qui encouragent le développement et assurent aux gens un retour modéré sur les bénéfices.

En particulier, nous nous engageons à exiger une compensation raisonnable pour les droits d'utilisation de l'eau accordés par le public.

Nous nous engageons à légiférer pour louer les terres de pâturage publiques selon les dispositions équitables actuellement en cours, ce qui augmentera la production de nourriture pour le peuple

et sauvegardera complètement les droits de la ménagère actuelle. Les ressources naturelles, dont la conservation est nécessaire pour le bien-être national, devraient être possédées ou contrôlées par la nation.

État des routes

Nous reconnaissons l'importance capitale de bonnes routes et nous engageons notre parti à favoriser leur extension par tous les moyens appropriés. Nous sommes favorables à la construction rapide d'autoroutes nationales, ainsi qu'à l'extension du service de livraison gratuite en milieu rural.

Alaska³⁷

Le charbon et les autres ressources naturelles de l'Alaska devraient être ouverts au développement immédiatement. Elles appartiennent au peuple des États-Unis et ne seront à l'abri du monopole, du gaspillage ou de la destruction que tant qu'elles appartiennent au gouvernement.

Nous demandons qu'elles ne soient ni vendues ni données, sinon en vertu de la Loi Homestead³⁸. Mais en tant qu'elles appartiennent au gouvernement, elles doivent être rapidement ouvertes à l'utilisation, à des conditions libérales, selon les exigences d'un développement immédiat.

Ainsi, le gouvernement des États-Unis et la population de l'Alaska et de la côte du Pacifique jouiront des avantages d'un combustible bon marché ; la colonisation de vastes terres agricoles sera accélérée ; l'extermination du saumon sera empêchée et le développement juste et sage des ressources de l'Alaska remplacera l'extorsion ou le monopole privé.

Nous exigeons également que l'extorsion ou le monopole en matière de transports soit empêché par l'acquisition, la construction ou l'amélioration rapide par le gouvernement de chemins de fer, de

ports et autres équipements de transport que le bien-être de la population peut exiger.

Nous promettons au peuple du territoire de l'Alaska la même mesure d'autonomie juridique que celle qui a été accordée aux autres territoires américains. Les fonctionnaires fédéraux qui y seront nommés seront qualifiés par leur résidence préalable *bona fide* dans le territoire.

L'immigrant

Par l'établissement de normes industrielles, nous proposons de donner accès à une plus grande part des possibilités offertes par l'Amérique aux immigrants aptes au travail et à leurs collègues autochtones.

Nous dénonçons la politique fatale d'indifférence et de négligence qui a laissé notre énorme population d'immigrants devenir la proie du hasard et de la cupidité.

Nous sommes en faveur d'une action gouvernementale qui encourage la redistribution des immigrants loin des villes congestionnées, qui supervise étroitement toutes les agences privées qui s'occupent d'eux et qui promeuve leur assimilation, leur éducation et leur avancement.

Pensions

Nous nous engageons à suivre une politique des pensions sage et juste, qu'il s'agisse de l'attribution par le gouvernement fédéral de pensions à des soldats et des marins américains, à leurs veuves et à leurs enfants. Et nous approuvons la politique des États du Sud qui accorde déjà des pensions aux soldats et aux marins ex-confédérés, à leurs veuves et à leurs enfants.

Fonction publique

Nous condamnons les violations de la loi sur la fonction publique (*civil service*) sous l'administration actuelle, y compris les mesures d'évaluation et de coercition des employés subalternes, ainsi que le refus du Président de punir de telles violations après un constat de culpabilité par sa propre commission. Nous condamnons le patronage qu'il accorde aux membres du Congrès qui lui ont fait allégeance, tout comme son refus de l'accorder à ceux qui s'abstiennent de soutenir les mesures de son administration. Nous condamnons son retrait des nominations du Sénat jusqu'à ce qu'il soit assuré d'obtenir le soutien politique pour lui-même, et son utilisation ouverte des offices publics pour récompenser ceux qui ont voté pour sa nouvelle nomination.

Pour éradiquer de tels abus, nous exigeons non seulement l'application de la loi sur la fonction publique, à la lettre et dans son esprit, mais aussi une législation qui soumettra à la compétition les charges de maître de poste, de percepteur, de marshall et tous les autres offices non politiques; de même nous exigeons la promulgation d'une loi équitable sur les retraites, et nous insistons sur la nécessité de la bonne conduite, de l'efficacité et de la continuité dans les services publics.

Organisation des affaires du gouvernement

Nous engageons notre parti à réajuster les méthodes de travail du gouvernement national et à coordonner correctement les bureaux fédéraux, ce qui augmentera l'économie et l'efficacité de leurs services, évitera les doubles emplois et garantira de meilleurs résultats aux contribuables pour chaque dollar dépensé.

Contrôle des investissements par le gouvernement

Le peuple des États-Unis est escroqué de plusieurs millions de dollars chaque année, par des investissements sans valeur. Les gens ordinaires, les salariés et les petits épargnants, hommes et femmes,

n'ont aucun moyen de connaître les mérites des entreprises qui envoient des prospectus très colorés proposant des actions à vendre, des prospectus qui donnent l'impression que les gros rendements sont certains et que les fortunes sont à portée de main.

Nous considérons qu'il est du devoir du gouvernement de protéger son peuple contre ce type de piraterie. Nous demandons donc une législation raisonnable et bien pensée qui nous donnera un pouvoir de contrôle gouvernemental sur ce problème et qui fournira au peuple des États-Unis cette protection si nécessaire. Nous nous y engageons.

Conclusion

Sur la base de ces principes et de la reconnaissance du désir d'unir les forces progressistes de la nation en une organisation qui représentera sans ambiguïté l'esprit et la politique progressistes, nous faisons appel au soutien de tous les citoyens américains, quelles que soient leurs affiliations politiques antérieures.

*

LE DILEMME DU PROGRESSISTE : LE NOUVEAU PARTI (1912)

Si je me suis identifiée au Parti progressiste, c'est parce que j'ai été graduellement convaincue de la nécessité d'une nouvelle organisation politique³⁹, engagée dans un programme bien défini de législation sociale, avec des dirigeants résolus, courageux et expérimentés. Une telle entreprise est nécessaire si l'Amérique veut s'acquitter de l'obligation la plus fondamentale du *self-government*, celle de faire de l'ordre légal une expression adéquate du bien commun ; elle implique, dans chaque État, un corps de personnes consciemment

engagées (*committed*) dans le même programme et organisées pour le traduire en action politique.

Les épreuves que j'ai traversées et qui ont forgé ma propre expérience me permettent de valider la nécessité de presque toutes les mesures socio-économiques préconisées par le Parti progressiste. Je le fais à la suite de vingt-trois années de vie au cœur des conditions industrielles les plus problématiques (*perplexing*). De nombreux maux y perdurent qui, dans des nations plus anciennes et mieux gouvernées, ont été, entre-temps, considérablement atténués. Je peux [tirer de cette expérience de quoi] illustrer une douzaine de points du programme du nouveau parti :

(1) J'ai vu beaucoup de jeunes filles perdre leur bataille pour une vie honnête en raison de salaires trop bas et trop irréguliers pour les faire vivre, tandis que la communauté était impuissante à [rectifier] le fondement économique des dangers [auxquels elles étaient exposées] en créant des commissions de salaire minimum – analogues à celles que l'Angleterre a établies pour venir en aide aux femmes dans les *sweatshops*⁴⁰.

(2) J'ai connu, ici en Amérique, des filles qui travaillaient de nuit, sans aucune protection, et dont la vie a été écourtée par le pur et simple épuisement, alors même que vingt-neuf pays du monde civilisé ont interdit tout travail de nuit pour les femmes.

(3) J'ai connu, aussi, la femme et les enfants d'un condamné lutter sans aide contre une cruelle pauvreté, alors que ses gains de prisonnier étaient versés aux profits de l'entreprise concessionnaire de la prison, sans pouvoir être utilisés pour soutenir sa famille.

(4) J'ai rencontré de jeunes et robustes immigrants, qui sont devenus invalides au cours de leurs trois premiers mois en Amérique, une invalidité contractée sur des postes de sablage ou d'émaillage au plomb, alors que, dans leur pays d'origine, ils auraient été suffisamment protégés contre les maladies industrielles.



Défilé en faveur du suffrage, Long Island, 1913.



Un groupe de suffragistes de la Ligue des femmes électriques de Chicago défile en août 1920 pour inciter les femmes à s'inscrire sur les listes électorales.

(5) J'ai côtoyé beaucoup de familles d'honnêtes artisans, constamment hantées par la crainte que la maladie ou le chômage puisse à tout moment séparer leurs membres et les disperser dans des institutions d'assistance, parce que l'Amérique a négligé les systèmes d'assurance si bien établis dans les autres grandes nations.

(6) Je vois constamment des garçons et des filles prometteurs, qui enchaînent l'un après l'autre des emplois non qualifiés, et qui se découragent par manque de formation dans des écoles professionnelles⁴¹, si bien établies en Allemagne.

(7) Et j'ai pu en outre constater combien les dispositions de la législation de l'Illinois sur le travail des enfants étaient menacées par des regroupements nationaux de capitaux, tirant parti du fait qu'il n'y a pas de contrôle fédéral sur le travail des jeunes enfants⁴².

(8) J'ai vécu des périodes de grève et d'agitation au travail, où les affirmations les plus folles circulaient sur le montant des salaires payés et des amendes imposées ou sur les cadences exigées de la part des travailleurs : et où, pourtant, aucune méthode n'était disponible pour obtenir des informations exactes, du fait qu'aucune publicité n'a été requise légalement sur ces questions en Amérique.

(9) Je peux témoigner de l'amertume et du ressentiment de l'ensemble des voisins de Hull-House, lorsque des procédures d'injonction ont été injustement utilisées dans des conflits de travail et

(10) que le mépris de la part du tribunal était poussé bien au-delà de ce qu'on pourrait tenir pour légitime : et pourtant, aucune méthode n'était mise en place pour un recours calme et légal, sans lequel un *self-government* bien ordonné est impossible.

(11) J'ai connu des immigrants entassés dans des immeubles de rapport, sans défense et désœuvrés pendant de nombreux mois parce que le gouvernement fédéral, si prompt à rejeter les personnes incapables aux ports d'entrée de la nation, n'a pas de mécanisme d'orientation de la main-d'œuvre vers des localités où la demande est forte et où les compétences agricoles font cruellement défaut.

[Ici, *The American Magazine* a inséré une photographie d'Addams par Eva Watson Schutze, intitulée « La femme la plus éminente (*foremost*) d'Amérique » et le commentaire suivant : « Aucun [soutien] du Parti progressiste n'a eu une influence comparable à celle de Miss Jane Addams. Elle est connue et aimée par des milliers de personnes et respectée par des millions. Miss Addams est la première femme à avoir une place au conseil exécutif d'un parti politique national. »]

(12) J'ai assisté à [la faillite de certaines] entreprises philanthropiques, pourtant développées avec soin par des femmes qui étaient animées par l'esprit public, telles que les écoles professionnelles et les tribunaux pour mineurs. Lorsqu'elles ont été intégrées au gouvernement, ces entreprises ont dépéri et perdu leur plus haute utilité parce que leurs fondatrices et leurs promotrices n'ont plus pu y prendre part. J'ai de même assisté à l'échec d'un certain nombre d'autres mesures bénéfiques, telles que les pensions de vieillesse et les maisons pour épileptiques⁴³, parce que les femmes, privées du droit de vote, se trouvaient dans l'impossibilité d'insister pour que l'État fournisse des soins adéquats aux personnes âgées et malades.

Au cours de ces vingt-trois années, les travailleurs sociaux de tout le pays se sont réunis dans des conférences annuelles⁴⁴, discutant collectivement les programmes d'une meilleure législation qui soulage les pauvres de leurs fardeaux les plus lourds et qui les protège de l'exploitation politique et industrielle. Ils en sont progressivement venus à placer leurs espoirs dans une publicité accrue, telle qu'elle est assurée par des enquêtes scientifiques et des investigations fédérales.

Ce sont les travailleurs sociaux qui ont, les premiers, proposé de créer la Commission de l'immigration, nommée par le président Roosevelt⁴⁵. Ils ont également promu des recherches spécifiques sur les femmes et les enfants salariés aux États-Unis et [sont à l'origine de] la création d'un Bureau de l'enfance⁴⁶, grâce à leurs interventions en faveur de ces mesures devant les commissions du Congrès.

Et ils ont récemment exhorté le président Taft à nommer une Commission [des relations] industrielle[s] qui pourra étudier les relations protéiformes entre le capital et le travail⁴⁷.

En dépit de la précieuse publicité résultant de ces commissions et de la législation avancée dans des États comme le Wisconsin, de nombreux travailleurs sociaux, ainsi que des milliers d'autres personnes dans toute la nation, ont ressenti de plus en plus le besoin d'un nouveau parti qui incarnerait « l'action et la passion de notre temps ». Ce nouveau parti ferait de la réforme sociale une question politique de dimension nationale. Il lancerait une campagne d'éducation et enverrait ses leaders plaider pour ces mesures jusque dans les régions les plus reculées. Il mandaterait au Congrès et aux assemblées législatives des États des représentants engagés publiquement en faveur de la réforme sociale et responsables de mesures spécifiques devant leurs électeurs.

Seul un tel parti pourrait cristalliser le sentiment public qui couve dans diverses localités, et en faire une force de progrès national.

Il y a quelques semaines, une grande Convention à Chicago⁴⁸ a réuni des hommes et des femmes de tous les États de l'Union, hantés par les mêmes aspirations sociales, animés par les mêmes espoirs, se confiant les uns aux autres leurs sympathies et leurs souvenirs communs. Ils ont préconisé des méthodes éprouvées pour redresser de vieux torts et établir des normes sociales dans l'industrie. Pendant trois jours, ils ont défini leurs objectifs et harmonisé leurs volontés dans une gigantesque [coopération]. Ils ont placé à la tête de leur nouveau parti, « né du réveil du sens de la justice de la nation », deux hommes d'une grande sagacité politique, qui ont fait preuve d'une compréhension inhabituelle des demandes sociales du peuple.

Je suis heureuse d'avoir été une représentante (*delegate*) de cette Convention parce que je crois que son programme est une réponse

à des besoins vécus, et qu'avec l'établissement de l'égalité de suffrage, des primaires directes, de l'initiative populaire et du référendum, l'organisation politique de la nation ne pourra plus jamais s'éloigner autant de la vie et des besoins du peuple.

Je suis en outre convaincue que, parce que le colonel Roosevelt possède un pouvoir unique « d'exprimer le désir de la multitude dans des mots qu'elle n'oublie pas et de chasser ses doutes et ses craintes par la seule force de sa personnalité et la puissance vitale de son courage », aucun autre homme en Amérique n'est aussi capable que lui de concentrer l'énergie morale éparpillée de notre vaste nation et de la rediriger vers des réformes pratiques.

*

ET SI LES HOMMES RÉCLAMAIENT LE DROIT DE VOTE ? (1913)

Imaginons dans cet article, si l'on peut soutenir une hypothèse aussi absurde, une société où le régime matriarcal serait encore en vigueur⁴⁹. Imaginons que le développement de l'État ait suivi de près celui de la Famille, jusqu'à ce que le souci principal du premier, comme de la seconde, en soit venu à être le soin et l'éducation des enfants et la protection des anciens, des faibles et des malades. En bref, imaginons une hypothétique société organisée sur la base de la croyance qu'« il n'y a de richesse que la vie ». Avec ce point de départ ruskinien⁵⁰, supposons que la machinerie politique d'une telle société, le droit de vote et tout ce qui va avec, soient entre les mains des femmes parce que ce sont elles qui en auraient toujours le mieux exercé les fonctions. Imaginons à présent qu'à un moment donné, ces femmes, qui, dans cette société hypothétique, auraient détenu le pouvoir politique depuis la naissance de l'État, soient sollicitées par

les hommes privés de vote, lesquels demanderaient à être associés aux responsabilités de la citoyenneté.

En plagiant quelque peu les récents discours sur le suffrage, examinons les réponses variées que ces citoyennes pourraient faire, raisonnablement, à ces hommes qui réclament le droit de vote, au motif que seul l'usage du bulletin de vote leur permettrait de partager les devoirs de l'État.

Une des premières réponses que les femmes pourraient adresser aux hommes serait la suivante : « Notre objection la plus légitime est que vous aimez tellement vous disputer – vous adorez ça depuis que vous êtes des petits garçons – que vous oublieriez très probablement que le véritable objet de l'État est d'entretenir et de protéger la vie. Par pure vanité, vous voteriez des budgets énormes pour acheter des cuirassés, dont aucun n'a une espérance de vie de plus de quelques années, et qui pourtant coûtent dix millions de dollars l'unité⁵¹. Soit plus d'argent que la totalité des bâtiments de l'Université Harvard, qui est pourtant l'institution d'enseignement la plus riche d'Amérique. Chaque fois qu'un cuirassé tire un coup de canon, il dépense, ou plutôt il fait exploser 1 700 dollars, soit autant que ce que coûte l'éducation d'un garçon de la campagne. Et pourtant vous tireriez ces coups de canon comme on adresse de simples saluts, sans le moindre ennemi en vue à moins de 5 000 km, simplement parce que vous adorez le son du canon ! »

« Nos besoins en matière d'éducation sont trop criants et trop sérieux pour courir un tel risque. Le gouvernement démocratique lui-même est en péril si l'électorat n'est pas instruit. Nos industries souffrent du manque d'ouvriers qualifiés. Plus d'un demi-million d'immigrants par an doivent apprendre les principes fondamentaux du gouvernement républicain⁵². Pouvons-nous, en tant qu'électrices responsables, prendre le risque de gaspiller nos impôts en étendant

le droit de vote à [des citoyens] qui ont toujours été prêts à perdre la tête pour une simple parade militaire? »

Ensuite, deuxième point, ces femmes hypothétiques, qui auraient été responsables du progrès de l'industrie au cours des derniers siècles, comme les femmes l'avaient été au cours des siècles précédents, lorsqu'elles ramenaient le gibier à la maison et transformaient les peaux en abris et en vêtements, pourraient rajouter pas à ces hommes privés de leurs droits : « Nous avons élaboré avec soin un code de législation industrielle pour la protection des travailleurs de l'industrie moderne. Nous savons que vous, les hommes, avez toujours été négligents en ce qui concerne les choses du foyer, parfaitement indifférents à la nécessité de balayer et de nettoyer, tant et si bien que si l'on vous donnait la responsabilité des usines, vous laisseriez les ouvriers des filatures textiles contracter la tuberculose en respirant inutilement les poussières et ceux des ateliers de mécanique, de même, en inhalant de la limaille métallique. Ces maladies peuvent être évitées par un excellent système de ventilation que nous, les femmes, ne cessons de prôner, mais qu'il est presque impossible de faire installer dans un État fait de main d'homme (*man-made state*), parce que les hommes pensent si peu à la poussière et à ses effets maléfiques⁵³. Dans de nombreuses nations où le pouvoir politique est réservé aux hommes, comme c'est le cas aux États-Unis d'Amérique, il n'existe aucune protection, même pour les travailleurs qui fabriquent ou utilisent le blanc de plomb, et ce bien que des centaines d'entre eux soient chaque année amoindris par le saturnisme ou en meurent⁵⁴. »

« Nous avons également entendu dire que dans certains États, afin d'économiser le prix dérisoire d'une protection sur une machine dangereuse, des hommes chargés de la législation laissent des garçons et des filles imprudents perdre leurs doigts et parfois leurs mains, compromettant ainsi tout leur avenir. Ces législateurs, hommes, ne prennent pas de mesure obligatoire pour sécuriser les machines, bien qu'ils sachent que des chefs de famille, blessés sur

ces machines non protégées, doivent ensuite être soignés par l'État dans les hôpitaux, et que dans le cas où ils sont tués, l'État devra subvenir aux besoins de leurs veuves et de leurs enfants dans les hospices de pauvres.»

Ces femmes avisées, qui gouvernent l'État avec le même soin qu'elles ont toujours mis dans la gestion de leurs familles, reprocheront aux hommes qui demandent le droit de vote de ne pas vraiment savoir combien les enfants sont tendres et délicats. Ils risqueraient de les faire travailler dans des usines, comme ils l'ont fait dans les États faits de main d'homme, pendant toute la période de production industrielle. On peut encore imaginer ces femmes rajouter : « On nous a dit que, dans certains États, les enfants sont tirés de leur lit tôt le matin, avant l'aube, et transportés dans les filatures de coton, où on les fait courir de long en large pour s'occuper des métiers à tisser jusqu'à ce que leurs petits corps immatures soient tellement courbés et étirés qu'ils ne retrouvent plus jamais leur forme normale. On nous a encore dit qu'on laisse les petits enfants travailler dans les conserveries entre quinze et dix-sept heures par jour jusqu'à ce que,



The New Woman Wash Day :
Monsieur frotte à la lessiveuse, Madame lit Truth.

complètement épuisés, ils s'endorment parmi les débris de coquilles et les épluchures.»

Ces femmes responsables ne secoueraient-elles pas gravement la tête et ne diraient-elles pas que, tant que les hommes auront le culte du profit et le mettront au-dessus de la vie humaine, ce serait pure folie de leur accorder le droit de vote ? Du coup, bien sûr, elles tarderaient à faire de ces questions un enjeu de législation.

Et ces femmes en capacité de voter ne reprocheraient-elles pas aux hommes interdits de scrutin : « Vous avez toujours été si avides d'argent ! Quelle garantie avons-nous que, aveuglés par votre désir d'extraire la plus grande quantité de charbon du sol dans le temps le plus court, vous ne laisserez pas les soutènements de la mine se dégrader et les eaux souterraines s'accumuler, jusqu'à ce que le pourcentage d'accidents parmi les mineurs devienne tout simplement catastrophique ? »

« Vous êtes si imprudents et si négligents ! Les affaires vous semblent un simple jeu dont le gagnant remporte de grosses récompenses ! Nous avons entendu dire qu'en Amérique, où les femmes n'ont pas le droit de vote, les pertes en vies humaines dans les énormes aciéries sont épouvantables ; que le nombre de jeunes travailleurs, de beaux garçons, fierté de leurs mères, tués chaque année, dépasse l'entendement ; que la perte moyenne en vies humaines parmi les ouvriers en charpente métallique qui érigent d'immenses ponts et immeubles de bureaux est aussi désastreuse en pourcentage que les pertes en vies humaines de la bataille de Bull Run. Mais lorsque l'issue de cette bataille a été rapportée au président Lincoln, il a éclaté en sanglots, de chagrin et de douleur. Nous n'avons jamais entendu parler d'un président, d'un gouverneur ou d'un maire pleurant sur les rapports de ces pertes de vie quotidiennes, alors même que ces rapports leur ont été présentés par des enquêteurs gouvernementaux,

et que cette perte de vies aurait facilement pu être réduite par une législation protectrice.»

Après être entrées dans un état de vive irritation, analogue à ce malaise perpétuel des hommes en présence de femmes insurgées qui voudraient s’immiscer dans la gestion de l’État, ces électrices hypothétiques n’ajouteraient-elles pas : « L’ennui, c’est que les hommes n’ont pas d’imagination, ou plutôt c’est qu’ils sont tellement enclins à aller dans le sens historique de la gloire sur le champ de bataille, qu’on ne peut leur faire confiance dans les affaires industrielles. Parce que l’équipage d’un navire de guerre a été perdu, un jour, dans des circonstances qui laissaient supposer qu’un acte de perfidie avait été commis, les représentants masculins de deux grandes nations ont voté la guerre⁵⁵. Pourtant, chaque jour qui passe, dans une seule de ces nations – les États-Unis d’Amérique –, il y a autant d’hommes qui sont tués par des accidents industriels que cet équipage en comptait. Ces accidents se produisent dans des circonstances qui, si elles ne sont pas perfides, sont si criminellement indifférentes à la vie humaine qu’elles méritent qu’on les qualifie, avec Kipling, d’impies. »

Ces femmes en colère verraient certainement dans cette indifférence à l’égard de la vie humaine un sentiment antipatriotique et injustifiable, explicable uniquement par le fait que les hommes n’ont pas encore appris à faire le lien entre patriotisme et affaires industrielles.

Ces femmes consciencieuses, responsables d’un État dans lequel la vie serait considérée comme ayant plus de valeur que la richesse, diraient en outre : « Et puis, vous, les hommes, vous montrez de si curieuses survivances de l’instinct primaire et sauvage de punition et de vengeance. Les États-Unis, à eux seuls, dépensent chaque année pour leurs policiers, leurs tribunaux et leurs prisons cinq cents millions de dollars de plus que pour toutes leurs œuvres de religion, de charité et d’éducation. Le prix d’un procès intenté à un criminel

au début de sa vie pourrait épargner à l'État des milliers de dollars et à l'homme des horreurs indicibles. Et pourtant, en dépit de cet énorme montant de dépenses, peu de choses sont faites pour réduire la criminalité. Les hommes sont gardés dans des centres de détention et des pénitenciers où on ne trouve même pas l'apparence d'une mesure d'éducation ou de réforme ; les plus jeunes sont envoyés encore et encore dans la même institution jusqu'à ce qu'ils deviennent vieux et grisonnants, et pendant tout ce temps, on ne leur a pas une seule fois enseigné un métier, et ils n'ont pas été préparés de quelque façon que ce soit à résister aux tentations de la vie. »

« Une jeune fille sans abri qui cherche un logement peut être arrêtée pour racolage dans la rue et envoyée en prison pour six mois, même s'il n'y a aucune preuve contre elle, sur la seule impression du policier. Une jeune fille ainsi soupçonnée peut être obligée de répondre aux questions les plus harcelantes que lui pose le procureur de la ville, sans qu'aucune femme ne soit là pour la protéger des insultes ; elle peut être soumise aux examens les plus éprouvants, menés par un médecin en présence d'un policier, sans pouvoir faire appel à aucune matrone. C'est du moins ce qui se passe constamment aux États-Unis, à Chicago, par exemple. Alors que les choses vont différemment dans les pays scandinaves où des jurys de femmes siègent sur de tels cas, des femmes dont la patience a été maintes fois mise à l'épreuve par des jeunes filles en rupture de ban et qui savent l'incommensurable préjudice moral qui peut résulter d'un tel choc physique et psychique. »

Puis, ces mêmes femmes iraient plus loin encore. Elles auraient vécu dans un monde réel et auraient administré des affaires importantes. Elles ne seraient donc pas prudes et affectées. Elles continueraient ainsi : « Pire encore que tout ce que nous avons mentionné, il y a le fait que dans les villes du monde entier, dirigées par des hommes, une armée nombreuse de femmes est ainsi mise à l'écart. Elles sont traitées comme des parias. Elles sont tellement réprouvées qu'on tient pour honteux le simple fait de prononcer le nom qui les désigne. Parce

que leur existence même est illégale, elles peuvent être arrêtées quand un capitaine de police le décide. Elles peuvent être traduites devant un magistrat, condamnées à une amende et emprisonnées. Les hommes dont l'argent fait vivre leurs maisons, qui les fournissent en vêtements clinquants et les approvisionnent en drogues et en boissons enivrantes, ne sont jamais arrêtés, et ne sont même pas considérés comme des contrevenants à la loi. »

Ces femmes intrépides, dont la préoccupation pour la moralité de la famille a toujours pu s'exprimer par le biais des lois de l'État, n'auraient-elles pas réservé la même punition pour les hommes et les femmes, en cas de violations équivalentes de la loi ?

Si les femmes émancipées, évoquées par notre imagination, parlaient ainsi à ces hommes, privés de leurs droits, ces derniers respecteraient au moins leurs scrupules et leurs hésitations eu égard à une extension de l'obligation de la citoyenneté. Mais quelle ne serait l'irritation de l'esprit masculin si ces femmes, représentant l'État, leur servaient la demi-douzaine d'objections suivantes, malheureusement trop familières à beaucoup d'entre nous : « 1. que les hommes trouveraient la politique corruptrice ; 2. qu'ils voteraient sans doute comme leurs femmes et leurs mères ; 3. que le suffrage masculin ne ferait que doubler le nombre de voix sans changer les résultats ; 4. que le suffrage masculin conduirait à une diminution du respect pour les hommes ; 5. que la plupart des hommes n'auraient aucune envie de voter ; 6. que les hommes les meilleurs s'abstiendraient de voter. »

Je ne crois pas que des femmes, dont les expériences auraient été élargies et enrichies tout au long de leur vie, adresseraient ces six objections aux hommes comme autant de raisons de leur refuser le droit de vote – à moins qu'elles n'aient depuis longtemps pris l'habitude de regarder les hommes, non pas comme des camarades et des concitoyens, mais comme une classe à part : tenue pour réellement

inférieure sur les sujets essentiels, placée sur un piédestal pour ce qui concerne les sentiments.

Aucune discussion de ce genre n'aurait de raison d'être entre des hommes et des femmes qui auraient ensemble donné corps, dans des institutions politiques, aux affaires de la vie, échues, normalement et historiquement, aux deux genres. Si la femme s'était adaptée aux exigences changeantes de l'État comme elle l'a fait pour les mutations historiques de son propre foyer, elle aurait pu naturellement, sans conteste, occuper dans l'État la place qu'elle occupe maintenant dans la famille.

Lorsque Platon raconta un jour son rêve d'une République idéale, il pria ses concitoyens de ne pas le ridiculiser parce qu'il estimait que la coopération des femmes était nécessaire à son accomplissement. Et il affirmait que pour ce qui concerne les gardiens de l'État, on ne peut faire de distinction entre les pouvoirs de l'homme et de la femme, si ce n'est ceux que la coutume a établis⁵⁶.

*

LES CLUBS DE FEMMES ET LES POLITIQUES PUBLIQUES (1914)

Madame la Présidente, Mesdames les membres de la Fédération des clubs de femmes⁵⁷,

Lorsque je me souviens de la première réunion de la Fédération générale des clubs de femmes, qui s'est tenue à Chicago en 1892⁵⁸, deux personnalités marquantes me reviennent en mémoire, l'une d'elles, la présidente, Charlotte Emerson Brown, que j'avais connue du

temps du Collège, l'autre, une charmante hôtesse, Jenny Dow Harvey, qui installait les dames à leurs places sur l'estrade du Central Music-Hall. Ce bâtiment a été démoli, et mes deux amies, la présidente et l'hôtesse, ne sont plus de ce monde. Vingt-deux années se sont écoulées, avec leurs inévitables changements, et pourtant cette réunion-ci me semble un double de l'autre, au point que je crois percevoir la même scène, à dominante violette⁵⁹, de femmes unies dans une quête immense d'éléments essentiels de la culture. Une quête, qu'en raison de ma myopie, je supposais appartenir à la saison irrévocable des commencements. Les *settlements* étaient encore tout jeunes à cette époque, et nous aussi, nous attendions du regroupement social et de la libération d'énergies jusqu'alors inemployées, un enrichissement notable du modèle de la culture humaine.

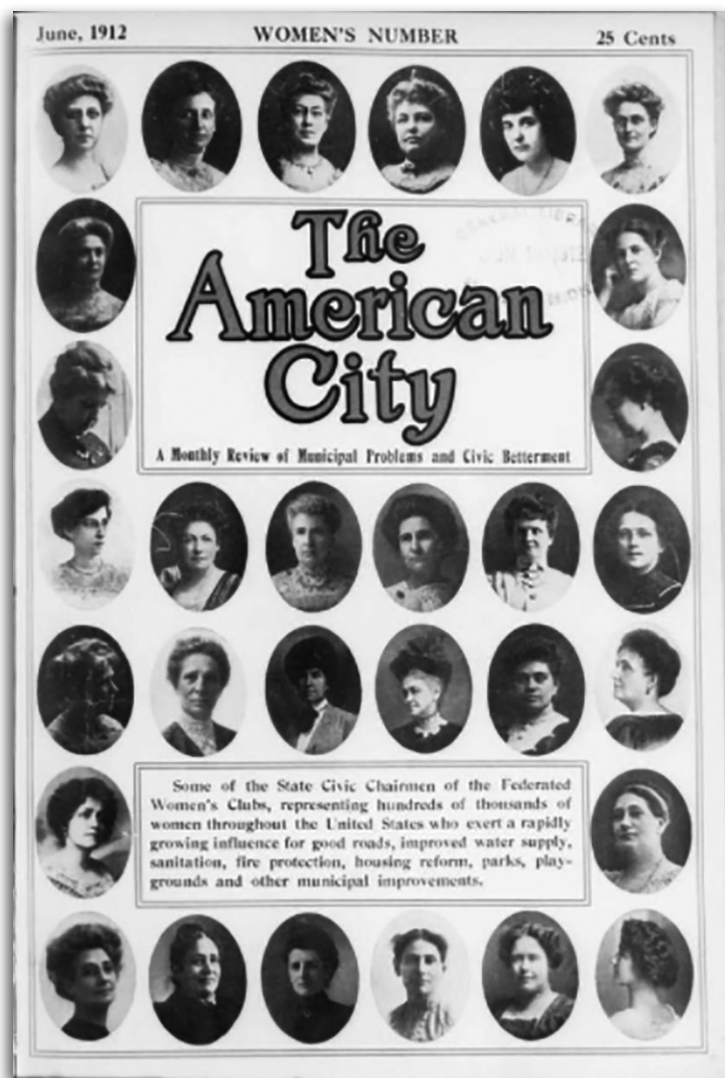
Lors de cette première rencontre à Chicago, à la veille de l'Exposition universelle, nous avons acquis une conscience nouvelle des filaments subtils et impalpables qui lient secrètement nos pensées et nos humeurs dans des relations cosmopolites. Nous étions remplies d'un bonheur nouveau, analogue à la joie simple qui vient aux petits enfants quand on leur apprend pour la première fois à se donner la main, en un jeu bien ordonné.

Il y a vingt-cinq ans, les femmes américaines commençaient à peine à reconnaître la différence fondamentale entre l'individuel et le social ; entre ce qu'un enfant hérite de ses parents et ce qu'il reçoit d'un groupe social ; entre ce qu'il partage avec ses parents de sang et ce qu'il a en commun avec les hommes de sa génération. En tant que femmes au foyer, les femmes s'étaient peu intéressées à la vie de l'industrie et du commerce, parce que leur seul et unique but était d'en rassembler les produits pour les transformer en un foyer. Aussi, lorsque les femmes ont répondu pour la première fois aux revendications sociales, elles se sont contentées, dans le même esprit, de sélectionner, à partir des méthodes des pédagogues et avec la prévoyance des hommes d'État, ce qu'elles jugeaient nécessaire pour

organiser le milieu social de leurs enfants. Et elles n'ont pas éprouvé de sentiment de responsabilité, au-delà de ce choix avisé.

Les premiers clubs ont été précieux, en premier lieu parce qu'ils révélaient aux femmes l'emploi de ce magnifique outil qu'est le contact humain. Ils leur faisaient également découvrir un fait merveilleux, à savoir que la joie solitaire de l'effort individuel peut être complétée par la séquence sociale de communication qui lui est due. Dans la décennie qui suivit le meeting de Chicago, les clubs nouvellement organisés, entre eux, ne tentèrent rien de moins que d'appréhender et d'harmoniser notre héritage spirituel commun tel qu'il est inscrit dans la poésie, l'histoire, la science, l'art, le théâtre, la musique, afin d'en faire un grand appareil pour l'évocation de la vie culturelle. Il est facile de traiter à la légère cette période de développement des clubs, mais il est certain que la coordination constante de ces études spécialisées, qui se multipliaient sans cesse, a eu des effets sur la vie et le caractère de chaque communauté, plus profondément et plus intimement que tout ce qui aurait pu être moins fructueux.

Les femmes ont appris à étudier et à observer, à utiliser l'expérience accumulée par l'humanité, à suivre la vie à travers tous ses changements déconcertants, à se réjouir de sa variété et de sa richesse, à la comprendre comme un processus vital. Rien de moins universel que ces premiers programmes n'aurait pu rendre les clubs de femmes conscients des tendances qui marquent chaque époque pour ce qu'elle est – le résumé de ses expériences, de ses connaissances et de ses affections que l'on trouve à la racine même de l'existence sociale, ce que l'on appelle « la tendance de l'époque ». Les premières réunions bienales de la Fédération étaient en quelque sorte de gigantesques revues des forces engagées dans la lutte pour l'affirmation de la puissance et de la beauté de la nature humaine, contre une civilisation matérielle tendant inéluctablement à séparer l'art de l'industrie, la vie intellectuelle de la vie sociale, les affaires de la morale.



Leaders des Clubs de femmes (Women's Clubs leaders) (*The American City : A Monthly Review of Municipal Problems and Civic Betterment*, couverture de juin 1912).

Il est toujours facile pour une démocratie qui insiste sur l'écriture de son propre programme, d'exclure l'imagination, de se méfier des sentiments et de faire peu de cas du passé. Il faut quelque chose comme une foi unie et une énergie collective pour les faire valoir et leur conférer une efficacité sur l'opinion publique. La grande fonction des clubs de femmes au cours de ces premières années était-elle de créer une communauté de sentiments et de pensées à propos du monde et de son fonctionnement – ce que le professeur William James avait l'habitude d'appeler la « similitude d'esprit (*like-mindedness*) », si essentielle dans tout effort d'action concertée ? Certainement, lorsque le temps de l'action est venu, on a constaté que le sol avait été préparé pour nourrir une opinion publique saine et sensée (*sound*). Les clubs de femmes étaient alors prêts et impatients de discuter, l'une après l'autre, les questions de politique publique telles qu'elles se présentaient au pays.

Leur nom est légion⁶⁰. Mais sélectionner ces questions en suivant leur ordre historique reviendrait à énumérer la science domestique pour les écoles publiques, la création des crèches et des aires de jeu, l'interdiction du travail des enfants, la réforme de la fonction publique, l'assistance aux immigrants, le contrôle de la pureté des aliments, la législation protectrice pour les femmes, la conservation de l'eau, des forêts et des ressources minérales, la formation professionnelle, la préservation des oiseaux, la création de bibliothèques et de galeries d'art itinérantes, la suppression du vice commercialisé, et bien d'autres encore. Et si, à l'occasion, les clubs de femmes hissaient le drapeau d'une nouvelle cause pour le pur plaisir de le voir flotter « au soleil du sentimentalisme », le mal était minime : pour reprendre les mots d'un politicien, « cela faisait du bien au pays ».

Beaucoup de ces sujets sont restés de simples thèmes de discussion pendant des années. Mais la société a la curieuse manie de transformer soudain en problèmes vivants, vitaux, inapaisables, de vieux thèmes éculés, qui ont été agités pendant des années comme un

simple point de controverse. Un sujet qui a récemment gagné une dimension morale, presque par accident, s'enflamme soudain et embrase des communautés entières, éclairant autrement les relations humaines, chargeant le devoir public d'un sens nouveau. Il convertit un idéalisme social abstrait en exigences pratiques impérieuses, bien que toujours prises dans de plus vastes aspirations humaines. C'est lorsque ce brasier flambe vraiment, que le thème chauffé à blanc, en état de fusion, pour ainsi dire, par l'action de la passion et du désir humains, peut être le mieux utilisé comme une arme dans ce merveilleux *Kulturkampf*⁶¹ dans lequel les clubs de femmes sont engagés.

Lorsque cette vague d'émotion civique, qui déferle maintenant dans toutes les directions de la nation et qui a pour mot d'ordre « Embellissez votre ville! (*Beautify the City!*) », s'est imposée à l'attention du public, il était très important que soient actives, depuis longtemps, des commissions d'art municipal, que les écoles publiques aient été fournies en bons tableaux, que des arbres aient été plantés dans des villes arides, que les femmes des clubs aient contribué à sauver [la ligne de falaises des] Palisades sur l'Hudson, en y créant un parc national. Tout cela donnait une réalité et un arrière-plan au mouvement. Lorsque le nouvel impératif social formulé comme « Connaissez votre ville! (*Know Your City*) » a pris de l'ampleur et a été accepté partout et par tous, de sorte que, sous son impulsion, au risque de sa sanction, une enquête sur les faits et les tendances de la vie urbaine a été engagée, il était à nouveau important que les femmes aient appris dans tout le pays l'importance de l'inspection du lait et des aliments, la nécessité de se débarrasser de la tuberculose, l'exigence de bonnes conditions de travail dans les usines, les potentialités des cités-jardins.

Les clubs de femmes étaient préparés à ces enquêtes sociales, que les cartes en résultant dessinent le réseau des égouts et des conduites d'eau, qu'elles attestent de la nécessité de réorganiser les terminaux ferroviaires, ou qu'elles démontrent que, faute de ressources

récréatives et culturelles, les jeunes s'égarèrent par pure vacuité d'esprit. Quelle différence cela a-t-il fait dans la discussion et la compréhension de toutes ces politiques publiques, qu'un million de femmes dans toute la nation les connaissent déjà et diffusent constamment des informations à leur propos! Bien sûr, les clubs de femmes ont parfois eu pour tâche de démontrer que le savoir donne le pouvoir et que les impulsions émotionnelles peuvent être contrôlées aussi bien que créées par la possession d'un idéal. Mais c'est au cours de la première décennie de la Fédération que ces femmes, animées d'un esprit public, ont découvert que la conception culturelle de la vie ne doit pas se contenter de devenir aussi agressive que la conception commerciale, si elle veut être efficace : elle doit être tout autant diffusée et tout aussi profondément enracinée dans la conviction. Ces femmes ont découvert qu'il était nécessaire de mobiliser l'opinion publique non seulement dans la ville ou dans l'État où la réforme était nécessaire, mais dans tout le pays. Une organisation moins étendue que la Fédération des clubs de femmes, avec des intérêts moins universels, n'aurait servi à rien.

Les preuves ne manquent pas de ce que certains de ces résultats ont déjà été atteints. On peut illustrer ce point par des exemples de législation protectrice pour les travailleuses : en l'espace de trente jours, entre février et mars de cette année-ci [1914], la Cour suprême de l'Oregon, par une décision unanime, a maintenu la loi sur le salaire minimum ; la Cour suprême des États-Unis, dans un cas concernant l'Ohio, a établi la semaine de cinquante-quatre heures sur six jours⁶² ; et un vote du Congrès a accordé les huit heures aux travailleuses du district de Columbia.

Ce serait intéressant de connaître le nombre de lettres qui ont été envoyées aux législateurs par les femmes des clubs, les centaines de documents lus et de discussions menées dans leurs réunions sur les thèmes impliqués dans ces trois décisions notables. La Fédération des clubs de femmes a joué un rôle crucial dans la création et la

dissémination de la nouvelle sympathie sociale. Doit-elle hésiter à poursuivre cette œuvre bienfaisante parce qu'elle a peur d'utiliser des outils politiques, si longtemps et si égoïstement monopolisés par des hommes ?

Il y a vingt-cinq ans, les femmes américaines prospères étaient particulièrement exposées aux tentations de l'oisiveté et de l'égoïsme, et on doit leur reconnaître d'avoir créé et utilisé le club de femmes non seulement pour se protéger, mais aussi pour en faire une formidable force d'action démocratique et bénéfique. Les clubs eux-mêmes sont-ils aujourd'hui confrontés à de telles tentations ? Tous ces efforts pour donner une expression efficace aux nouvelles revendications montrent la dépendance de la force motrice de la machine politique à de nombreuses variétés de carburant social. Ils attestent clairement du besoin qu'ont les femmes d'une plus grande participation politique. Sans le droit de vote, elles sont tenues à l'écart du jeu, ce jeu auquel se livrent les hommes d'État du monde entier, qui tentent, en ce moment, de traduire la nouvelle sympathie sociale en action politique.

Voici quatorze ans que la Fédération a adopté une résolution exhortant ses membres à contribuer à l'application des lois sur le travail des enfants dans tous les États où de telles lois avaient été promulguées. Lors de la biennale suivante, un Comité sur le travail des enfants (Child Labor Committee) a été créé⁶³, et, depuis lors, cette cause a été une obligation reconnue par les clubs de femmes. L'hiver prochain, cependant, le sujet sera soumis à l'adoption ou à la modification d'une législation dans trente-deux États. Le sentiment public est encore et toujours nécessaire, mais le stade de l'élaboration d'une loi définitive a été atteint, à moins que nous ne permettions à un million sept cent cinquante-deux mille enfants de continuer à travailler dans les mines et les usines d'Amérique.

Le mouvement des clubs de femmes n'est qu'une manifestation de la plus ample quête de liberté et de culture que l'on rencontre dans les âmes de toutes les grandes femmes du monde entier. Parmi les pionnières, on compte les femmes qui tenaient les célèbres salons du XVIII^e siècle. Au début, elles mettaient l'accent sur les relations humaines comme étant le meilleur moyen de culture de l'individu, affirmant que [cette sociabilité] surpassait même les livres ou les voyages. Plus tard, elles donnèrent comme raison d'être au salon, même le plus brillant, le fait que des personnes doivent se réunir pour raisonner ou exercer la justice, et elles devinrent extrêmement fières du fait, qu'à la fin du siècle, toute l'Europe était plongée dans un état d'agitation si la moindre injustice était commise en l'un de ses lieux. Les clubs de femmes ont-ils aussi appris à élargir leur définition de la culture jusqu'à ce qu'elle englobe, enfin, l'abolition de toutes les injustices sociales ?

Les clubs de cette Fédération ont appris très tôt, par leurs actions philanthropiques, que la bienveillance de l'amour est porteuse d'un immense salut ; ils ont appris, par leur étude de la poésie et de l'art, que la beauté est source de vérité ; ne découvrent-ils pas, à présent, un troisième dicton selon lequel la compréhension de la vie fraie la voie du progrès social ?



Vendeurs de journaux à la criée, New York, février 1908, par Lewis Hine, pour le Comité sur le travail des enfants.

NOTES

1 Jane Addams (1910), « Women and Public Housekeeping », New York, National Woman Suffrage Pub. Co. Inc. (texte traduit de l'anglais au français et annoté par Daniel Cefai). Il avait déjà été publié, avec des variations, dans le chapitre VII: « Utilization of Women in City Government » de *Newer Ideals of Peace*, 1907, New York, The Macmillan Company, p. 182-186. Nous y avons ajouté les paragraphes suivants: 1907, p. 180-182 et p. 186-188. Le début du chapitre était déjà paru comme « The Modern City and the Municipal Franchise for Women », National American Woman Suffrage Association, Warren, Ohio, 1906.

2 *Franchise*: le droit de vote et le droit de se présenter aux élections – la capacité d'être électrice et élue.

3 Cette opération de débordement du ménage privé vers le ménage public (*civic housekeeping*), qui implique une transformation des statuts de participation des femmes à la vie publique et un empiètement sur des domaines qui étaient jusque-là réservés aux hommes, n'allait pas de soi, comme l'indique Jane Addams, 1910, *Twenty Years at Hull House*, New York, The Macmillan Company, p. 288: « Beaucoup de femmes de l'arrondissement [17th ward], nées à l'étranger, ont été très choquées par cette brusque adoption de manières de faire masculines, et il a fallu un bon nombre d'explications pour faire

passer l'idée, même de façon vague, que si se déplacer dans des logements collectifs pour soigner les malades est une tâche féminine, il est peut-être tout aussi féminin de travailler dans le même quartier à empêcher la multiplication des "maladies de la crasse" (*filth diseases*) [liées au manque d'hygiène]. Alors que certaines femmes avaient approuvé avec enthousiasme la lente transformation de leurs conditions de vie et accepté l'idée que leurs tâches ménagères devaient s'étendre logiquement aux ruelles et aux rues adjacentes, elles restaient pourtant tout à fait convaincues que "ce [la politique] n'était pas là un travail de femme". »

4 *Nestor*: roi de Pylos, le plus âgé et le plus sage des Grecs pendant la Guerre de Troie.

5 Ces chiffres seront confirmés par les enquêtes que mènera le Bureau de l'Enfance (Children's Bureau), créé et dirigé par Julia Lathrop, une ancienne de Hull House, à partir de 1912, au sein de l'administration fédérale de William H. Taft, puis de Woodrow Wilson.

6 Jane Addams, 1910, « Why Women Should Vote », *The Ladies' Home Journal* 27 (janvier 1910), p. 21-22 (reprint by the National American Woman Suffrage Association, New York, 505 Fifth Avenue) (traduction de l'anglais au français et notes par Daniel Cefai).

7 La question est traitée par Alice Hamilton, 1903, « The Fly as a Carrier of Typhoid », *Journal of the American Medical Association*, 40 (9), p. 576-83.

8 En 1906, le Mouvement de réforme municipale a conduit à la tenue d'une Convention à Chicago avec pour finalité de réviser sa Charte municipale (*Charter Convention*). Les membres de la Convention étaient des hommes, mais les groupes de femmes ont beaucoup travaillé en coulisses pour infléchir les mesures en matière de gouvernement municipal (équipements, éducation, alimentation, hygiène, et bien entendu finances publiques). La Ligue des syndicats féminins (Women's Trade Union League) a demandé à la Fédération du travail de Chicago d'inclure le suffrage féminin parmi les mesures de la Charte, mais il ne l'a été ni dans la version de 1906 ni dans celle de 1909. Maureen A. Flanagan (1986), « Charter Reform in Chicago: Political Culture and Urban Progressive Reform », *Journal of Urban History*, 12 (2), p. 109-130.

9 Sur cette coopération entre femmes de milieux sociaux, culturels et raciaux différents dans une fédération d'une centaine d'organisations féminines pour obtenir le vote aux élections municipales (*municipal franchise*), cf. Jane Addams, *Twenty Years*, op. cit., chap. XIV « Civic Cooperation » en part. p. 339-341.

10 Mrs Frederic Schoff, 1916, « The National Congress of Mothers and Parent-Teacher Associations », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 67, numéro spécial « New Possibilities in Education », p. 139-147: « Le Congrès national des mères et des associations de parents et d'enseignants a été l'organisation pionnière dans l'étude et la promotion de toutes les phases du bien-être de l'enfant, et il doit rester au cœur de tous les mouvements de protection de l'enfance, car sans la coopération des mères, aucune amélioration réelle ne peut être apportée aux enfants. » (p. 139).

11 « *The three Rs* »: *reading, (w)riting and (a)rithmetic*.

12 Ce type d'observations est ce que Jane Addams venait de consigner dans son livre *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, The Macmillan Company, 1909.

13 La Commission, cette instance de pilotage et d'évaluation au service du tribunal pour mineurs, qui payait et recrutait les agents de probation, siégeait pour conseiller les juges sur certains dossiers et contribuait à créer le nouveau centre de détention pour mineurs, a été présidée pendant sept ans par Louise deKoven Bowen, laquelle a ensuite dirigé la Ligue de protection de la jeunesse (Juvenile Protective Association), basée à Hull House, quand le tribunal a été pris en charge par le Cook County.

14 C'était l'un des chevaux de bataille des associations de femmes de maintenir des standards de décence et d'éviter leur perversion par les saloons et les cinémas, les cabarets et les dancings – voir les enquêtes de la Juvenile Protective Association.

15 Le Free Silver Movement prônait une frappe illimitée de monnaie en argent. Le mouvement a été provoqué par une loi du Congrès de 1873 qui omettait le dollar en argent de la liste des pièces autorisées (le « Crime de 73 »). Parmi ses partisans, on comptait les propriétaires de mines d'argent dans l'Ouest, les agriculteurs qui espéraient qu'un plus fort volume de monnaie disponible augmenterait le prix de leurs récoltes, et les débiteurs qui croyaient pouvoir rembourser leurs dettes plus facilement.

16 L'élection présidentielle de 1896 a opposé William McKinley pour le Parti républicain et William Jennings Bryan pour le Parti démocrate.

17 Le texte qui suit, « Philanthropy and Politics », inclut deux variantes, directement liées à l'élection de 1912. La première version (sans date) et la seconde version (18 septembre 1912) ont été écrites après le Congrès du Parti progressiste (7 août 1912), mais avant l'élection présidentielle du 5 novembre 1912. Ces textes sont accessibles en ligne : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/8859> et <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/>

show/8867 (traduction de l'anglais au français et notes de Daniel Cefai).

18 Les « matrones » étaient des femmes employées par les services de police pour s'occuper des femmes et des enfants arrêtés et emprisonnés. On les retrouvait également aux postes d'accueil des migrants dans les ports d'entrée dans le pays.

19 L'État de l'Illinois avait développé un réseau d'écoles industrielles, proposant un apprentissage professionnel à des enfants dépendants et délinquants. En 1887 est, par exemple, créée une école de travail manuel qui devient une « ferme-école » pour les moins de 16 ans, avec l'argent collecté par le Club des femmes de Chicago (Woman's Club de Chicago). En 1900, huit cottages sont construits pour accueillir ces enfants et adolescents sur une propriété de Glenwood, à une trentaine de miles au sud de Chicago.

20 Le problème du lait frelaté ou pollué était dramatique. En 1911, le Comité du lait de New York annonçait qu'un huitième des 123 433 bébés nés pendant les douze mois précédents étaient morts, en grande partie, en raison de la mauvaise qualité du lait.

21 George Whitaker était chargé des enquêtes sur le marché du lait pour le compte du Département de l'Agriculture (Dairy Division). La tuberculose était présente à l'état endémique, pendant des années, dans les élevages laitiers (Alan L.

Olmstead & Paul W. Rhode, 2004, «The “Tuberculous Cattle Trust” : Disease Contagion in an Era of Regulatory Uncertainty», *The Journal of Economic History*, 64 (4), p. 929-963). George Whitaker (1911, *The Milk Supply of Chicago and Washington*, Washington D.C., U.S. Department of Agriculture/Bureau of Animal Industry, Bulletin n° 138, p. 40) relate que le test à la tuberculine mené dans différents États a révélé qu’une proportion de 15 à 20 % des vaches laitières étaient touchées.

22 La Ville de Chicago compte 50 *aldermen*, sortes de maires d’arrondissement (*ward*), élus pour quatre ans, qui sont en même temps les membres du Conseil municipal (*City Council*).

23 Benjamin Barr Lindsey, juge au tribunal pour mineurs de Denver, Colorado, à partir de 1901, bataillait pour la fin du travail des enfants, la réforme du système pénitentiaire, le mouvement des centres aérés (*fresh air*), la création de bains publics et de terrains de jeux, la loi pour la pension des mères célibataires. Plus tard, en 1927, il serait un ardent défenseur du mariage après compagnonnage à l’essai (*companionate marriage*) (un test d’un an entre jeunes gens, sans avoir d’enfants, avant de se marier si affinités) qui fera scandale!

24 L’Exposition de Chicago pour le bien-être de l’enfant (Chicago Child Welfare Exhibit) s’était tenue l’année d’avant, du 11 au 25 mai 1911. Elle

était un plaidoyer contre les taux de mortalité et de délinquance dans les quartiers les plus pauvres de la ville, en raison de la dureté des conditions de vie et de l’échec à contrôler la qualité de l’alimentation, à fournir de bons soins médicaux, à garantir une éducation primaire et professionnelle, à ménager une place aux familles de migrants – des tracts et brochures y étaient distribués en polonais, allemand, italien, lituanien, etc. Elle prônait des progrès en éducation physique, hygiène et nutrition et décrivait les progrès dans les institutions sociales et pénitentiaires, d’éducation et de loisir. Les organisations impliquées étaient la National Federation of Settlements, la Federation of Day Nurseries, la Visiting Nurse Association of Chicago et la Juvenile Protection Association of Chicago. De 18h à 22h, l’entrée était non-payante (*The Child in the City*, Chicago, Department of Social Investigation/ Chicago School of Civics and Philanthropy, 1912).

25 Dans « Why Women Are Concerned With the Larger Citizenship » (1913-14 : 2126), Addams utilise une belle image pour rendre compte de l’alliance parfois désajustée du public et du privé : « Lorsque le tribunal pour enfants a été créé en vertu de la loi spéciale élaborée par le juge Hurd, et qu’aucune disposition n’avait été prise pour les enfants en attente de jugement, la philanthropie privée a ouvert un lieu pour les accueillir tandis que les écoles publiques fournissaient les enseignants. Elles

disposaient d'un omnibus pour transporter les enfants de la maison du côté ouest de la rue Adams jusqu'à l'emplacement de la rue Clark, au centre-ville, où se tenait le tribunal. Là encore, l'institution publique et la philanthropie privée ont toutes deux participé en collaboration. L'entreprise privée possédait l'omnibus, tandis que la ville fournissait les chevaux. Je me souviens du premier attelage des chevaux de la ville. L'un était un grand cheval décharné qui était utilisé par les pompiers et mis au rencart après qu'il eut perdu sa mobilité initiale, l'autre était un petit poney. Un harnais de taille moyenne les tenait ensemble. Je me souviens très bien de la première fois où les deux chevaux ont été attachés à l'omnibus appartenant au Comité du tribunal pour enfants. Le couple mal assorti et le nouveau véhicule illustraient la relation difficile entre la politique et la philanthropie.»

26 Il s'agit d'Alzina Stevens. Après avoir été le contact semi-officiel du commissariat de police du quartier, qui faisait appel à ses services comme médiatrice avec les jeunes délinquants et qui lui confiait les garçons coupables de petits délits, elle est devenue le premier agent de probation du tribunal pour mineurs du Cook County en 1899. «Au début, elle était le seul agent de probation, mais au moment de sa mort, survenue à Hull House en 1900, elle était l'agent principal d'un organisme de six personnes. Toute son expérience

l'avait préparée à traiter avec perspicacité les enfants rebelles (*wayward*). Elle était entrée dans une manufacture de coton de la Nouvelle-Angleterre à l'âge de treize ans, où elle avait rapidement perdu l'index de sa main droite, par "négligence", lui avait-on dit. Personne ne semblait alors comprendre que ce manque de soin était un privilège de l'enfance. Plus tard, elle devint typographe et fut l'une des premières femmes en Amérique à adhérer au syndicat des typographes, "encartée" pendant toutes les années de travail d'imprimerie et d'édition qui suivirent. Au fur et à mesure que le tribunal pour mineurs se développait, le comité de citoyens soucieux du bien public (*public-spirited*) et qui, au début, ne fournissait que le salaire de Mrs Stevens, a ensuite entretenu un corps de vingt-deux officiers. Plusieurs résidents de Hull-House ont ramené à la maison, pendant de nombreuses années, une triste procession d'enfants luttant contre toutes sortes de handicaps. Lorsque l'on obtint une législation qui permit de rémunérer les agents de probation sur les budgets du Cook County, un défi fut lancé. Quelle méthode efficace choisir pour la nomination aux postes du service civil [fonction publique]? L'enjeu était de faire passer un examen pour recruter des hommes et des femmes aptes à cette tâche humaine délicate. En tant que l'une des cinq membres que la commission du service civil a chargés du premier examen pour sélectionner des agents de probation,

j'ai acquis la conviction que nous n'en étions qu'aux prémices de la méthode apolitique de sélection des fonctionnaires. Si rigide et inflexible soit l'examen, il reste notre espoir de salut politique. » (Jane Addams, *Twenty Years*, op. cit., p. 323-324).

27 Julia Lathrop avait été avec Lucy Flowers à l'origine de la création du tribunal pour mineurs de Chicago, en juillet 1899. Ce processus résultait d'une mobilisation et d'une réflexion collective de femmes qui penchaient pour des méthodes de réforme et de réhabilitation, de préférence au châtement et à l'incarcération des enfants et adolescents dans des prisons d'adultes. Lathrop avait été élue par le Chicago Woman's Club première présidente de la Commission du tribunal pour mineurs, sur le fondement de sa connaissance de première main des prisons et maisons de redressement du comté (sur lesquelles elle avait enquêté pour le Charities Board). Elle deviendrait la présidente de l'Institut de psychopathologie des jeunes (Juvenile Psychopathic Institute) en 1909, créé avec les fonds de Mrs Ethel Dummer, confié à la direction de William A. Healy.

28 Le centre de détention se trouvait sur 625 West Adams Street, à trois blocs de Union Station; le tribunal pour mineurs à 202 Ewing Street, au coin de Halsted, en face de Hull House.

29 Sans doute le Dr James A. Britton, par ailleurs résident de Hull House tout comme Gertrude Howe Britton, son épouse, membre de l'Association de protection des jeunes (Juvenile Protective Association). Britton a accusé Peter Bartzen de « placer (*loading up*) ses amis politiques dans les services du comté ».

30 Cette loi, que l'on dirait des « allocations familiales » en France, est votée pour la première fois dans le Missouri, le 7 avril 1911, pour les mères de famille « dont les maris sont morts ou prisonniers, quand [elles] sont pauvres et ont un enfant ou des enfants de moins de 14 ans ». Dans l'Illinois, elle est votée le 5 juin 1911 et spécifie qu'elle vaut pour les « parents de tels enfants dépendants ou négligés » qui, par ailleurs, s'occupent convenablement de leurs enfants, de sorte que le bien-être de ceux-ci est de rester à la maison. U.S. Department of Labor, Children's Bureau, 1914, *Laws Relating to « Mothers' Pensions » in the United States, Denmark and New Zealand*, Dependent Children Series n° 1, Publication n° 7, Washington, Government Printing Office.

31 Il s'agit d'Alexander A. McCormick, qui avait présidé la Ligue de protection des migrants (Immigrants' Protective League) et contribué à mettre en place un Bureau de l'Immigration. À l'élection de novembre 1912, en tant que candidat du Parti progressiste, il prend la place du démocrate Peter Bartzen comme président du Conseil des

commissaires du Cook County (Board of Commissioners : un corps législatif de 15 membres élus, sur un territoire qui inclut la ville de Chicago, chargé à l'époque de questions de sécurité, propreté et santé). « Batling Peter » Bartzén était devenu l'ennemi juré des femmes de Hull House après avoir mené une campagne violente contre cette « horde hypocrite de réformatrices » en 1910. Il avait tenté en 1911 de démanteler le tribunal pour mineurs (Juvenile Court) moyennant une enquête publique et de discréditer l'école professionnelle pour filles de l'Illinois (Illinois Industrial School for Girls). Les réformateurs de la Ville avaient fait campagne contre lui – Addams et son comité publiant dans les journaux de Chicago, le 2 novembre, un « Call to Public Service in the Interest of the Poor, Sick, Aged and Injured, and the Helpless Children of Chicago and Cook County ». L'effet Bull Moose s'est ainsi fait sentir jusque dans les élections du Comté de Cook. En 1916, Addams enverra une lettre de soutien et des recommandations à Harold Ickes pour le meeting du Parti progressiste du 11 janvier 1916, mais elle n'y participera pas, ayant dû se rendre à Washington pour le Congrès du Parti des femmes pour la paix (Women's Peace Party).

32 Discours de soutien d'Addams, à la tribune du Congrès du Parti progressiste, en faveur de l'investiture de Roosevelt comme candidat à l'élection présidentielle : « Nominating

Speech for Theodore Roosevelt, August 7, 1912 ».

33 Les dix millions d'Africains-Américains aux délégations de qui Roosevelt et son état-major ont refusé l'intégration au Parti progressiste. On peut lire sa tentative de justification de ce qui était un choix stratégique dans T. Roosevelt, « The Progressives and the Colored Man », *The Outlook*, 24 août 1912.

34 *A Contract With the People – Platform of the Progressive Party* reprend les grands volets du programme du Parti progressiste, adopté à la Première Convention nationale à Chicago – particulièrement les points (*planks*) concernant la question du vote des femmes, de la conservation de la nature, du travail et de l'immigration, de la démocratie participative et de la justice économique et sociale (traduction de l'anglais au français par Daniel Cefai).

35 Le Cabinet comprend le Vice-Président et les secrétaires des départements, équivalents des ministères : c'est une sorte de Conseil des ministres chargé de conseiller le Président.

36 La loi Sherman ou Loi anti-trust du 2 juillet 1890 se battait contre la constitution de monopoles, les abus de position dominante et les ententes illicites. La Standard Oil ou American Tobacco seront démantelées en 1911. Le Sherman Act sera rectifié et

complété par le Clayton Antitrust Act de 1914.

37 Ce paquet de mesures sur l'Alaska montre que les avancées en termes de « conservation » de la nature et de création de parcs naturels pouvaient aller de pair avec des projets d'exploitation des ressources naturelles et de développement régional dans des zones jusque-là sauvages – sous le contrôle du gouvernement, cependant.

38 Le *Homestead Act* ou Loi de propriété fermière, signée par Abraham Lincoln le 20 mai 1862, permettait aux familles qui produisent les preuves qu'elles occupaient un terrain depuis plus de 5 ans d'en revendiquer la propriété privée, à hauteur d'une surface de 160 acres (environ 65 hectares).

39 Jane Addams (1912), « The Progressive's Dilemma: The New Party », paru en novembre dans *The American Magazine*, 75, p. 12-14 (traduction et notes par Daniel Cefai).

40 La lutte contre les *sweatshops* était un fil directeur de l'action de Hull House, depuis la publication de l'article de Florence Kelley, « The Sweating System », dans les *Hull House Maps and Papers* (1895). Les femmes de Hull House et celles des *settlements* new-yorkais étaient liées aux syndicats de femmes. Créé le 3 juin 1900, le Syndicat international des femmes travailleuses dans la confection (International Ladies'

Garment Workers' Union) (ILGWU) était l'un des plus puissants aux États-Unis. En 1909, la grève des 20 000 (Uprising of 20.000) dure quatorze semaines. En 1910, un nouveau conflit de 60 000 grévistes (The Great Revolt) éclate. Puis l'incendie de l'usine Triangle Shirwaist Factory, le 25 mars 1911, et la mort de 146 femmes qui y étaient employées, ont rendu plus criante encore la situation de ce secteur industriel et la sous-traitance d'une partie des tâches de production à domicile ou à des petits ateliers. Ces faits sont présents à l'esprit des femmes qui réclament l'égalité à la Convention du Parti progressiste en 1912.

41 Le combat pour le développement des écoles professionnelles était l'un des plus virulents au moment de la naissance du Parti progressiste, et l'on retrouvait toutes les figures du pragmatisme – Dewey, Mead, Addams, Flag, Follett – à ses avant-postes.

42 Cela a été l'une des premières déconvenues politiques de Hull House: après que Florence Kelley et Alzina Stevens ont mené une enquête sur les conditions de travail dans les usines de l'Illinois en 1892, et qu'avec l'aide du gouverneur John Peter Atgelt, elles ont réussi à faire passer une loi qui limitait le travail des enfants et des femmes à huit heures par jour, l'Association des industriels de l'Illinois (Illinois Association of Manufacturers) l'a faite abolir par l'assemblée législative de l'Illinois en 1895.

43 Le terme original est *epileptic colonies*, qui s'étaient développées à partir des années 1890 – le terme « colonies » étant préféré à celui d'« asiles ». Elles sont décrites par C. Theodore Ewart (1892, « Epileptic Colonies », *Journal of Mental Science*, 38 (161), p. 212-221) comme « un foyer pour les sans-abri, une institution industrielle pour ceux à qui les voies ordinaires de la profession sont fermées, un hôpital où la guérison, ou tout au moins un certain soulagement, sera possible, et un centre d'enseignement pour la formation des jeunes, créant ainsi une communauté prospère, industrielle et florissante qui servira de modèle à de nombreuses autres communautés de ce genre, encore à être fondées dans ce pays ».

44 Il s'agit de la Conférence nationale du travail social (National Conference of Social Work), qui s'appelait auparavant National Conference of Charities and Correction, et qui a élaboré à partir de 1909 la « Plateforme des minima industriels », reprise pour une bonne part dans le programme du Parti progressiste.

45 La Commission Dillingham, commission bipartisane formée en février 1907, nommée d'après le sénateur William P. Dillingham du Vermont, vient alors de publier, en 1911, son rapport en quarante et un volumes sur les causes, les tendances et les impacts de l'immigration.

46 Le Bureau de l'enfance (Bureau of Children) confié à Julia Lathrop par le président Taft le 9 avril 1912.

47 La Commission des relations industrielles (Commission on Industrial Relations) est créée par le Congrès le 23 août 1912 pour étudier les conditions de travail et de salaire et les relations entre directeurs et travailleurs. Elle a pour origine la « Pétition au Président pour une Commission fédérale des relations industrielles » (présentée au président Taft le 30 décembre 1911. Cf. Graham Adams, 1966, *Age of Industrial Violence 1910-15: The Activities and Findings of the United States Commission on Industrial Relations*, New York, Columbia University Press.

48 Il s'agit bien entendu de la Convention nationale du Parti progressiste qui s'est tenue au Coliseum de Chicago, en août 1912.

49 Jane Addams (1913), « If Men Were Seeking the Franchise », paru dans le *Ladies' Home Journal*, livraison du 10 juin, n° 30 (traduction et notes par Daniel Cefaï).

50 John Ruskin (1819-1900) était l'auteur et peintre fétiche de Jane Addams et d'Ellen Gates Starr, bien qu'il fût, comme Carlyle, Morris et Tolstoï, enclin à bannir la civilisation industrielle. Elles l'admiraient autant pour son *Stones of Venice* (1851-53) et sa critique d'art que pour les ateliers d'enseignement qu'il avait mis en

place, en particulier au Collège des travailleurs (Working Men's College), et pour son engagement aux côtés de la réforme sociale. Ruskin était proche de F. D. Maurice ou d'Octavia Hill, pionnière de la Charity Organization Society et de la Kyrle Society, qui prônait d'apporter de la beauté dans la vie de tous les jours et plaidait pour la création d'espaces verts. William Morris transposera les idées de Ruskin dans le mouvement des arts décoratifs des Arts & Crafts, dont Hull House sera l'une des places-fortes aux États-Unis en fondant la Chicago's Arts and Crafts Society (cf. E. G. Starr, 2003, *On Art, Labor, and Religion*, New Brunswick, NJ, Transactions Publishers).

51 Il s'agit sans doute d'une allusion aux deux navires de guerre par an que le Parti progressiste se proposait de bâtir, et qui seraient venus se rajouter à la flotte de seize cuirassés (Great White Fleet), formée par Roosevelt alors qu'il était président.

52 Les militants progressistes – tout comme les pédagogues pragmatistes – défendaient avec ardeur l'éducation professionnelle et l'éducation pour adultes.

53 La lutte contre les maladies professionnelles est ainsi recadrée par rapport à l'extension du souci de propreté et de santé de la sphère domestique à la sphère du travail et de la rue.

54 Céruse ou carbonate de plomb, encore appelé blanc de Saturne, ou blanc d'argent, utilisé pour fabriquer des peintures. Alice Hamilton venait de publier, en 1911, les résultats de l'enquête de la Commission de l'Illinois sur les maladies professionnelles (Illinois Commission on Occupational Diseases) (cf. «Lead Poisoning in Illinois», *The American Economic Review*, 1(2), 1911, p. 257-264).

55 Addams se réfère aux attaques de sous-marins allemands contre les navires marchands – comme le RMS Lusitania, visé comme cible militaire le 7 mai 1915, causant 1 198 morts, dont 128 Américains. En janvier 1917, le gouvernement allemand déclare une guerre sous-marine de ses U-Boots sans restriction.

56 Si Platon, dans le *Ménon* (71^e), définit des vertus différentes pour les hommes et pour les femmes, étant admis que les deux sexes ont des activités différentes (la femme étant capable de bien conduire le ménage, l'homme de bien administrer la cité), il affirme dans la *République* (455d-e) qu'«il n'est aucun emploi concernant l'administration de la Cité qui appartienne à la femme en tant que femme ou à l'homme en tant qu'homme; au contraire, les aptitudes naturelles sont également réparties entre les deux sexes, et il est conforme à la nature que la femme, aussi bien que l'homme, participe à tous les emplois, encore qu'en tous elle soit plus faible que l'homme».

57 Ce discours, « Women's Clubs and Public Policies » (*Biennial Convention Official Report*, 1914, p. 24-30) a été donné par Jane Addams à la Convention biennale de la Fédération Générale des clubs de femmes (General Federation of Women's Clubs), le 10 juin 1914 (traduction et notes par Daniel Cefai).

58 La Fédération générale des clubs de femmes (General Federation of Women's Clubs), dont la devise était « Unity in Diversity », a mobilisé jusqu'à 3 000 clubs, organisés en fédérations, État par État. Leur objectif était l'action bénévole à des fins civiques, pour des causes comme celles de l'abolition du travail des enfants, leur éducation et leur santé, la qualité des aliments et des boissons, l'aménagement de parcs, d'écoles et de bibliothèques publiques, la lutte pour la propreté urbaine et contre la prostitution.

59 La couleur violette est restée la couleur de la Journée internationale des femmes. Le *National Woman's Day* a eu lieu une première fois, à l'appel du Parti socialiste, le 28 février 1908. Puis, suite à la proposition de Clara Zetkin au Second Congrès international des femmes à Copenhague (27 août 1910), l'Internationale socialiste des femmes a organisé le 19 mars 1911 la Journée internationale pour les droits des femmes, dont le droit de vote et contre les discriminations au travail. La combinaison du violet,

du vert et du blanc, qui symbolise la lutte pour l'égalité des femmes et des hommes, est une invention de l'Union sociale et politique des femmes (Women's Social and Political Union) au Royaume-Uni, en 1908. Le violet symbolise la justice et la dignité ; le vert, l'espoir ; le blanc, la pureté.

60 Référence à l'Évangile selon Saint Marc (5.9). Jésus demande au démon quel est son nom, lequel répond : « Mon nom est légion, car nous sommes nombreux. » Les problèmes sociaux, ou les maux sociaux, de même, sont légion.

61 L'expression *Kulturkampf* (combat culturel) pouvait encore évoquer, au moment où écrivait Addams, le conflit des années 1870 entre le gouvernement prussien de Bismarck et l'Église romaine catholique de Pie IX, soit une bataille entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel. Mais le terme sonne déjà, de façon contemporaine, comme les « guerres culturelles (*culture wars*) », dont il sera question à partir des années 1920, et qui, à l'époque, opposent conservateurs et libéraux aux États-Unis, sur des enjeux de prohibition, d'éducation et de justice.

62 Il y a une incohérence dans le texte original qui parle aussi de journée de dix heures.

63 Mrs. A. O. Granger, 1905, « The Work of the General Federation of Women's Clubs against Child Labor », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 25, p. 102-107.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

* * *

Jane Addams, W.E.B. Du Bois et le vote des femmes **Élection de 1912, organisations civiques et Parti progressiste**

Page 12: Jane Addams (1860-1935) (Library of Congress, autour de 1912, domaine public, digital ID: cph 3a13016 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3a13016>).

Page 13: W. E. Burghardt Du Bois (1868-1963) (photographe: Addison N. Scurlock, autour de 1911; National Portrait Gallery, Smithsonian Institution, domaine public).

Page 17: Affiche publicitaire pour le film Pathé en cinq bobines, *A Militant Suffragette*, qui représente une scène de bris de vitrines, stratégie privilégiée de l'Union sociale et politique des femmes (WSPU) d'Emeline Pankhurst en Angleterre, et une scène de nourriture forcée d'une suffragette menant une grève de la faim en prison (1914, Moving Picture World, domaine public).

Page 31: Ladies Waist & Dressmakers, Union Local 25, et United Hebrew Trades of New York, organisent une marche de deuil et de protestation après l'incendie de l'usine Triangle Shirtwaist, 25 mars 1911: « *We Mourn Our Loss* (Nous pleurons nos disparus) » (5 avril 1911, auteur inconnu, The Kheel Center for Labor-Management Documentation and Archives in the ILR School at Cornell University).

Page 39: « *The New Woman: Wash Day* ». Stéréogramme d'une femme en knickers, fumant cigarette, regardant de haut un homme qui fait la lessive dans un baquet (New York, Strohmeyer & Wyman, vers 1897. Library of Congress: stereo 1s27690 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/stereo.1s27690>).

Page 44: Emmeline Pankhurst, entourée de Emmeline Pethick Lawrence and Christabel Pankhurst, à la tribune d'un meeting de la

Women's Social and Political Union (WSPU), 1912 (General Press Photo Company, ID : 22505190368, domaine public).

Page 53 : Carte de l'Association nationale pour le suffrage des femmes américaines (NAWSA), dans le cadre de la campagne « *Votes for Women* », montrant les États (en blanc) où le suffrage est déjà acquis, et indiquant ceux (en rouge) où il pourrait l'être (Digital Public Library of America, University of Virginia Library, 1912).

Page 61 : Congrès national de la National Women's Trade Union League (NWTUL, fondée en 1903) à St. Louis en 1913 (photographe : Lowther & Schreiber, Library of Congress, domaine public, digital ID : pan 6a34976 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/pan.6a34976>).

Page 63 : Résolution conjointe du Congrès : 13^e Amendement sur l'abolition de l'esclavage, 1868 (avec liste des signatures des représentants et des sénateurs ayant voté « *aye* ») (Librairie du Congrès, The Alfred Whital Stern Collection of Lincolniana. Digital Id : <http://hdl.loc.gov/loc.rbc/lprbscsm.scsm0681>).

Page 68 : Newark, NJ, 1913 : Marcheuses et marcheurs pour le suffrage (*suffrage hikers*) en chemin vers Washington, D. C. (Bain News Service, Library of Congress, Prints and Photographs, digital ID : gg Bain.12623 et cph.3a27602).

Page 72 : Addams justifie son soutien à Roosevelt dans *The Woman's Journal*, 17 août 1912 : « *Why I Seconded Roosevelt's Nomination* ».

Page 75 : « *All Aboard for Clean Chicago* (Tous en route pour un Chicago propre!) » : affiche du Chicago Health Department pour la semaine du nettoyage, 5-10 mai 1913 (in Anna E. Nicholes, 1913, *How Women Can Help in the Administration of a City*, Chicago, The Civics Society : 2177).

All Aboard for Chicago était le nom d'un jeu de société lancé par les frères Parker à l'époque de l'Exposition universelle (Columbian World's Fair) de Chicago (autour de 1892-93).

Pages 84 et 85 : Résolutions conjointes du Congrès pour le 18^e Amendement sur la Prohibition, et le 19^e Amendement sur le suffrage féminin, 1919 (l'abréviation H. J. Res. et S. J. Res., suivie d'un nombre, renvoie à une « résolution conjointe » de la Chambre des représentants (H) et du Sénat (S), qui devient une loi après signature du président). Les

résolutions conjointes sont également utilisées pour proposer des amendements à la Constitution : elles doivent être approuvées par deux tiers des deux Chambres et trois quarts des États, et peuvent être intégrées à la Constitution sans signature du président.

Page 93 : Ouvriers du textile pendant la grève de Lawrence de 1912, dite du Pain et des Roses, encerclés par la garde civile du Massachusetts (George Meany Memorial Archives, Silver Spring, Maryland, domaine public).

Pages 94 et 95 : Teddy Roosevelt chevauchant un orignal mâle (*bull moose*) – la seconde photo est un montage qui provient du *New York Tribune* (8 septembre 1912), où elle était publiée entre les photos de Taft juché sur un éléphant et de Wilson monté sur un âne.

Page 97 : Les partisans de Theodore Roosevelt quittent la Convention nationale du Parti républicain et vont créer le Bull Moose Party, le 22 juin 1912 (Library of Congress Prints and Photographs, Bains New Service).

Page 97 : Theodore Roosevelt s'adresse aux 10 000 participants à la Convention nationale du Parti progressiste, Coliseum de Chicago, le 6 août 1912 (Library of Congress Prints and Photographs, Bains New Service, Digital ID : ggbain 11285 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ggbain.11285>).

Page 107 : Grève de travailleurs du vêtement (Alfred Benjamin & Co) devant le magasin d'alcools Steinhardt Bros à New York City – avec revendications en anglais, italien et yiddish.

Page 107 : Groupe de femmes travaillant dans la confection et participant à une grève, janvier 1910 (Library of Congress Prints and Photographs, Bain Collection, Reproduction Number : LC-USZ62-51003).

Page 108 : Travailleuses du vêtement défilant le 1^{er} mai 1916 (May Day) à New York (Library of Congress Prints and Photographs, Bain Collection, Digital ID : cph 3a42195).

Page 121 : « *Women in the Home* » (« Jusqu'où les mères peuvent-elles contrôler la vie domestique ? »). Affiche de la NAWSA, 10 mai 1910 (collection : Broad­sides, leaflets, and pamphlets from America and Europe. Library of Congress, Printed Ephemera Collection, Portfolio 132, Folder 5).

Page 124 : Dépôt d'ordures et habitations dans le Near West Side de Chicago, autour de 1900-1910, milieu de propagation de maladies : Alice Hamilton, résidente de Hull House, 19^e circonscription de Chicago, identifie

les mouches comme vecteur de transmission de la fièvre typhoïde lors de l'épidémie de 1902.

Page 124 : Bubbly Creek, au coin des rues West 39th et South Morgan, entre Bridgeport et les Stockyards, Chicago : poulet debout sur la croûte solidifiée des eaux usées, 1911 (Photographe *Chicago Daily News*; Chicago Historical Society, DN-0056899).

Page 125 : Camion hippomobile de ramassage des ordures, autour de 1900 (carte postale).

Page 127 : Station de distribution de bouteilles consignées de lait pasteurisé, créée par Nathan Straus, président du Conseil de la santé de New York, destinée aux familles juives et italiennes de New York, autour de 1900-10 (<https://www.jewishvirtuallibrary.org/straus>).

Page 130 : « Lait de maman pour les bébés, lait de vache pour les veaux : vous ne pouvez pas faire mieux que le Plan de Dieu. Le trajet court et le trajet long. 70 % des bébés de la ville reçoivent leur nourriture à travers un tuyau long d'une centaine de kilomètres. Il faut 36 heures, souvent 40, pour que le lait coure de bout en bout du tuyau, depuis la vache jusqu'au bébé. Ce tuyau est crevé à de nombreux endroits et la nourriture du bébé est fréquemment polluée. Et pourtant, beaucoup de gens se demandent la raison de la mort de tant de bébés ! Par ailleurs le bébé nourri au sein maternel boit du lait frais, pur et sain – les germes ne peuvent y pénétrer. » (Anna E. Nicholes, 1913 : 2189).

Page 131 : « Conservez le lait de bébé propre et frais : la saleté plus la chaleur de l'été font du lait un poison. Comment fabriquer une glacière bon marché à la maison » (Anna E. Nicholes, 1913 : 2205). Anna E. Nicholes est à l'époque commissaire (Commissioner) au Conseil des services publics (Civil Service Board) du Cook County (Addams, 1930 : 17).

Page 144 : Infirmières en uniforme de l'école d'apprentissage de l'hôpital de New York (New York Hospital Training School for Nurses) paraissant pour le suffrage des femmes en 1913 (Domaine public, Medical Center Archives of New York-Presbyterian/Weill Cornell/ Cornell University).

Page 148 : Tribune du Congrès international des femmes pour la paix à La Haye, 1915. De gauche à droite : 1. Lucy Thoumaian (Arménie), 2. Leopoldine Kulka (Autriche), 3. Laura Hughes (Canada), 4. Rosika

Schwimmer (Hongrie), 5. Anika Augspurg (Allemagne), 6. Jane Addams (États-Unis), 7. Eugénie Hanner (Belgique), 8. Aletta Jacobs (Pays-Bas), 9. Chrystal Macmillan (Royaume-Uni), 10. Rosa Genoni (Italie), 11. Anna Kleman (Suède), 12. Thora Daugaard (Danemark), 13. Louise Keilhau (Norvège) (Domaine public, <https://www.flickr.com/photos/lselibrary/22785230005/>).

Page 149 : Délégation des 42 femmes pacifistes du Parti des femmes pour la paix (Woman's Peace Party) sur le paquebot Noordam, en route vers le Congrès international de la Paix de la Haye. Sont identifiées, de gauche à droite : Emmeline Pethick-Lawrence, Jane Addams (au-dessus du « P » de Peace), Annie E. Malloy (présidente du syndicat des opératrices de téléphone de Boston), un peu plus à droite, le regard tourné vers la droite, avec un chapeau à fleurs, Mary Heaton Vorse (journaliste, syndicaliste, romancière), et tout à fait à droite, Lillian Kohlhammer de Chicago (1915, Library of Congress Prints and Photographs Division : LC-B2- 3443-11 [P&P]).

Page 151 : La loi Keating-Owen interdit le commerce entre États aux employeurs des enfants de moins de 14 ans dans les usines et de moins de 16 ans dans les carrières et les mines (Library of Congress, National Child Labor Committee collection, LOT 7483, v. 2, no. 4077 [P&P] LC-H5- 4077).

Page 162 : Cinq femmes noires de la Ligue des femmes (Women's League) de Newport, 1899 (African American Photographs Assembled for 1900 Paris Exposition, Library of Congress, digital ID : cph.3a51595).

Page 162 : « *Lifting as We Climb* », bannière de l'Association nationale des clubs de femmes de couleur, 1924 (National Association of Colored Women – NACW) (Smithsonian National Museum of African American History and Culture).

Page 163 : Photo de groupe au 19^e Congrès de la Fédération des clubs de femmes de couleur de l'Illinois, devant l'Église Wayman Africaine Méthodiste Épiscopale de Bloomington, août 1918. La bannière porte l'inscription « Loyauté aux femmes et Justice pour les enfants » (McLean County Museum of History, Bloomington, Illinois).

Page 167 : Programme officiel du défilé de la NAWSA, Washington, D. C., 3 mars 1913 (Benjamin Moran Dale, 1889-1951, Library of Congress, Rare Book and Special Collections Division. Digital ID : rbpe.20801600).

Page 167 : Inez Milholland Boissevain, vêtue d'une cape blanche, montant un cheval blanc, paradant en tête du défilé pour le suffrage à Washington, D. C., le 3 mars 1913 (Library of Congress Prints and Photographs, Bains News Service, Digital ID : ggbain 11399 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ggbain.11399>).

Page 168 : L'actrice allemande Hedwig Reicher portant le costume de Columbia en face du siège du Département du Trésor, lors de la marche du 3 mars 1913 (Library of Congress, Prints and Photographs Division, Digital ID : ppmcsc 00032 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ppmcs00032>).

Page 170 : Bébé, germes et suffrage : « J'aurais aimé que ma maman ait le droit de vote pour tenir les germes à distance » (*The Woman Voter*, mai 1916 : 17).

Page 172 : *Woman's Journal and Suffrage News*, 3 mars 1913 : « Le défilé se bat pour la victoire malgré des scènes scandaleuses » – photos représentant Rosalie Gardiner Jones et Inez Milholland, dans la livraison du 8 mars 1913 (Library of Congress, Digital ID : ppmcsca 02970 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ppmcsca.02970>).

Page 173 : Marche nationale pour le suffrage à Washington, D. C., le 3 mars 1913, au coin de Pennsylvania Avenue et de la 11th Street (Library of Congress Prints and Photographs, Bains News Service, Digital ID : ggbain 11365 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ggbain.11365>).

Page 177 : Julia Lathrop, Jane Addams et Mary McDowell plaident la cause du suffrage féminin au Congrès, Capitol Hill, Washington, D. C., [sans doute le 3 décembre] 1913 (Library of Congress, Harris & Ewing, Digital ID : cph 3a50129 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3a50129>).

Page 178 : Ida B. Wells portant un macaron « In Memoriam Martyred Negro Soldiers » en hommage aux soldats noirs qui ont été traduits en cour martiale et pendus pour mutinerie présumée à Houston, Texas, le 11 décembre 1917 (University of Chicago Photographic Archive, Hanna Holborn Gray Special Collections Research Center, University of Chicago Library, ID : apfl-08641).

Page 185 : Isabella Bomfree Sojourner Truth, auteure de « *Ain't I a Woman ?* », portant la photo de son petit-fils, James Caldwell, combattant du 54^e régiment « noir » d'infanterie du Massachusetts en 1864-65 (Library

of Congress, Prints & Photographs Catalog, Digital ID : ppmsca 52069 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ppmsca.52069>).

Page 189 : Le Frederick Douglass Center, *settlement* noir ouvert dans le Southside de Chicago (3032 South Wabash Avenue), à l'initiative de Ida B. Wells et Celia Parker Woolley, en 1904. Il fusionnera avec la Chicago Urban League en 1918 (Chicago Commission of Race Relations, *The Negro in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press, 1922 : 150).

Page 193 : Neuf femmes noires brandissant une bannière de la State Woman's National Baptist Convention (1905-1915). La porte-bannière est Nannie Helen Burroughs, membre de la NAACP et de la National Association of Colored Women (NACW) (Library of Congress, Lot 12572, Prints and Photographs Division. Digital ID : ds 13272 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/ds.13272>).

PAGE 194 : Nannie Helen Burroughs (The Rotograph Company, autour de 1910, Library of Congress, Prints & Photographs Catalog, Reproduction Number : LC-USZ62-79903).

Page 195 : Anna Julia Cooper, auteure de *A Voice From the South*, 1892 (C. M. Bell Studio Collection, Washington, entre février 1901 et décembre 1903, Library of Congress, Prints & Photographs Catalog, Reproduction Number : LC-DIG-bellcm-15413).

Page 201 : Organisation de lutte pour le vote des femmes par des « électrices de couleur », Géorgie, vers 1920 (Schomburg Center for Research in Black Culture/ New York Public Library).

Page 210 : *Votes for Women Broadside* : « *Stand Back, Ladies! Convicts Out-Rank Women!* » (Les détenus surclassent les femmes!), affiche de la Women's Political Union, 28 janvier 1911 (Library of Congress, JK1881.N357 sec. XVI, no. 3-9 NAWSA Coll : Miller NAWSA Suffrage Scrapbooks, 1897-1911 : n° 9).

Page 211 : New York Woman Suffrage Association (NYWSA) : « Justice, Égalité, Pourquoi les femmes veulent-elles voter. Les femmes sont des citoyennes et souhaitent s'acquitter de leur devoir civique » (Ann Lewis Women's Suffrage Collection, <https://lewissuffragecollection.omeka.net/items/show/1619>).

Page 215 : Le 26 juin 1913, le gouverneur de l'Illinois, Edward F. Dunne, signe le Suffrage Bill qui donne le droit de vote aux femmes de l'Illinois, en présence de Grace Wilbur Trout, Elizabeth Booth Antoinette Funk et Margaret Haley (*Chicago Tribune*: <http://galleries.apps.chicagotribune.com/chi-130620-100-years-women-right-to-vote-illinois-suffrage-pictures/#chi-vote20bill-20080415>).

Page 218 : Conseil consultatif (advisory council) de la Congressional Union for Women Suffrage. Réunion à la Ye Peg Woffington Coffee House, New York, 31 mars 1915. Au tout premier plan, de gauche à droite, Elizabeth Colt, Elizabeth T. Kent, Mrs John Rogers, Olive Halladay Hasbrouck et Hazel MacKaye qui présente le journal *The Suffragist*. Derrière Rogers, Lucy Burns (publiée en couverture de *The Suffragist*, 3, n° 15, 10 avril 1915) (Library of Congress, Digital ID : <https://www.loc.gov/resource/mnwp.160014>).

Page 220 : Appel à l'alliance des femmes républicaines et démocrates pour faire passer leur revendication commune (*The Woman Voter*, juin 1916, p. 9 et 14). Le premier dessin reprend la symbolique de l'âne démocrate et de l'éléphant républicain, inventée par le caricaturiste Thomas Nast dans les années 1880.

Page 221 : Les suffragettes paraded en automobile à Chicago (sans doute en vue de la démonstration de force de 5 000 femmes à la Convention du Parti républicain du 7 juin 1916, à l'appel de Carrie Chapman Catt, présidente de la NAWSA) (*Chicago Tribune*, <http://galleries.apps.chicagotribune.com/chi-130620-100-years-women-right-to-vote-illinois-suffrage-pictures/>).

Page 223 : *Grand Picket* des suffragistes devant la Maison Blanche, à la veille de la seconde cérémonie d'inauguration du Président Woodrow Wilson, 4 mars 1917 (Harris & Ewing, Library of Congress, <https://www.loc.gov/item/mnwp000434/>).

Page 223 : Le piquet du 10 novembre 1917 (Harris & Ewing, National Woman's Party Records, Group II, Container II:276, Folder: Group Photographs n°s 77-87 ; Library of Congress, Digital ID : <http://hdl.loc.gov/loc.mss/mnwp.276023>).

Page 225 : Lucy Burns dans la prison d'Occoquan, Laurel Hill, Virginie (photographe : Harris & Ewing, Washington, D.C., National Woman's Party

Records, Group II, Container II:274, Folder: Individual Photographs Nos. 18-70 B, Digital ID: <http://hdl.loc.gov/loc.mss/mnwp.274009>).

Page 232: Couverture de *A Contract With The People*, programme du parti progressiste (1912).

Pages 234 et 235: Placard publicitaire, 1911, pour la revue *The Survey: A Journal of Constructive Philanthropy*, et pour la publication de la Russell Sage Foundation, *The Pittsburgh Survey*.

Page 237: Femmes déléguées à la Convention du Parti progressiste de Chicago en 1912 (Photographe: Miles Franklin, 2^e en partant de la droite; State Library of South Wales, <https://www.sl.nsw.gov.au>)

Page 241: Chambre garnie pour une famille monoparentale et cinq enfants (Photographe R. R. Earle), in Sophonisba Breckinridge & Edith Abbott (avec Jessie F. Bell & Caro B. MacArthur), 1910, « Chicago's Housing Problem: Families in Furnished Rooms », *American Journal of Sociology*, 16 (3): 302.

Page 244: Bandana et drapeau à l'effigie de Roosevelt et du Bull Moose, diffusés pendant la campagne électorale du Parti progressiste, 1912.

Page 247: Caricature de Roosevelt hilare, en chimiste opportuniste, mixant dans son *Teddy Speech* des « vues conservatrices », avec des « épices radicales », et le contenu de fioles étiquetées « progressisme » et « démocratie pure ». « *The more you mix in, the easier to satisfy everyone* » (Plus vous mélangez, plus il est facile de satisfaire tout le monde) (auteur: Karl K. Knecht, paru en octobre 1912 dans *Evansville Courier*).

Page 248: Câble de nuit de la compagnie de télégraphe Western Union, daté du 8 août 1912, où Roosevelt remercie Addams de l'avoir secondé depuis Cleveland, Ohio (Library of Congress, Roosevelt Papers/ accessible à: <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/5371>).

Page 260: Quelques membres fondateurs du Niagara Movement lors de la première rencontre de 1905 à Fort Erie (de gauche à droite, rangée du haut: H. A. Thompson, Alonzo F. Herndon, John Hope, James R. L. Diggs (?); rangée du milieu: Frederick McGhee, Norris B. Herndon (jeune garçon), J. Max Barber, W. E. B. Du Bois, Robert Bonner; rangée du bas: Henry L. Bailey, Clement G. Morgan, William H. Hart, B. S. Smith) (Library of Congress, R. P. Slater photographe, Digital ID: ppsmsca 37818 <http://hdl.loc>).

[gov/loc.pnp/ppmsca.37818](http://gov.loc.pnp/ppmsca.37818) et W. E. B. Du Bois Library, Special Collections & University Archives, UMass Amherst).

Page 261: Quatrième Congrès annuel de la NAACP à Chicago. La légende indique que Jane Addams et W. E. B. Du Bois sont présents (A. Jenkins Publisher, 1917 ; Schomburg Center for Research in Black Culture, New York Public Library).

* * *

Annexes. Traductions des textes de Jane Addams

Page 285: Illustration du Woman's City Club de Chicago, reprise dans *The American City Magazine*, vol. 29, septembre 1923 : 319. « *The Links that Bind the Home to the City Hall: Some Reasons Why Women are Becoming Increasingly Interested in Municipal Affairs* ». La vie domestique est pénétrée de toute part par l'action des institutions publiques. L'affiche énumère les services de la municipalité dont la bonne marche du foyer familial est dépendante : 1) Bureau des licences de mariage. 2) Département de la Construction et de l'Hygiène domestique. 3) Inspection des usines, département de la Santé. 4) Départements de la Santé, de l'Alimentation, des Marchés, des Poids et Mesures. 5-8) Commissariat des travaux publics. 6) Inspection du lait, département de la Santé. 7-12) Inspection sanitaire, service des Rues et Allées. 9) Registre des naissances, Greffe du Comté. 10) Département de la Santé, Conseil de l'éducation. 11) Bureau spécial d'inspection des fumées. 13) Bureau des maladies contagieuses, département de la Santé. 14) Bureau d'inspection de la faculté de médecine, département de la Santé.

Page 294: Bulletin de vote du référendum pour ou contre l'extension du suffrage aux femmes, 13 mars 1912, dans les villes de Chicago et de Cicero (Chicago Historical Society : ICHI-14325).

Page 297 : Affiche de campagne présidentielle montrant des portraits de Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson et William Howard Taft, 30 octobre 1912 (Library of Congress, LC-USZ62-68562).

Page 301 : Cour centrale de *tenements*, Park Avenue et 107th Street, New York City (Detroit Publishing Co, vers 1900, Library of Congress Prints and Photographs Division : digital ID det.4a28182).

Pages 304 et 305 : Deux panneaux de l'Exposition de Chicago pour le bien-être de l'enfant (Chicago Child Welfare Exhibit), mai 1911 : « Les fardeaux de l'enfance au travail », et « Métiers de rue des enfants » (*The Child in the City*, 1912, Chicago, Chicago School of Civics and Philanthropy : 19 et 291).

Page 308 : Juvenile Court Committee, 1899 (Chicago Historical Committee, ICHI 37491).

Page 315 : Dessin de Jane Addams prenant la parole à la Convention du Parti progressiste en août 1912.

Page 323 : Roosevelt à Chicago le 6 août 1912 avant la tenue de la Convention du Parti progressiste (*Chicago Daily News*, Chicago History Museum).

Page 327 : Reçu pour la contribution d'un dollar au fonds de campagne du Parti progressiste 1912.

Page 333 : Défilé en faveur du suffrage à Long Island, 1913 (ID number : 98f/23/hgmp/12499/te862, domaine public).

Page 333 : Un groupe de suffragistes de la Ligue des femmes électrices (League of Woman Voters) de Chicago défile en août 1920 pour inciter les femmes à s'inscrire sur les listes électorales, après que le 19^e Amendement leur a accordé le droit de vote. L'une des trompettistes est la juriste Helen Hamilton qui avait essayé, sans succès, d'intégrer l'American Bar Association en 1915 (archives du *Chicago Tribune*).

Page 340 : « *The New Woman Wash Day* : Monsieur frotte à la lessiveuse, Madame lit *Truth* » (R. Y. Young, American Stereoscopic Company, 1901 ; Library of Congress, Digital ID : cph 3b22851 <http://hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3b22851>).

Page 348: Leaders des Clubs de femmes (*Women's Clubs leaders*) (*The American City: A Monthly Review of Municipal Problems and Civic Betterment*, couverture de juin 1912).

Page 354: Vendeurs de journaux à la criée, New York, février 1908, par Lewis Hine, pour le Comité national sur le travail des enfants (National Child Labor Committee) (Library of Congress Prints and Photographs, Digital ID: LC-DIG-nclc-03181, <https://hdl.loc.gov/loc.pnp/nclc.03181>).

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Andrew D. (2005), «Linked Ecologies», *Sociological Theory*, 23 (3), p.245-274.
- ABBOTT Andrew D. (2010), «Pragmatic Sociology and the Public Sphere: The Case of Charles Richmond Henderson», *Social Science History*, 34 (3), p. 337-371.
- ABBOTT Grace (1917), *The Immigrant and the Community*, avec une introduction du juge Julian W. Mack, New York, The Century Co.
- ACWA (1922), *The Clothing Workers of Chicago, 1910-1922*, Amalgamated Clothing Workers of America, Research Department.
- ADAMS Graham (1966), *Age of Industrial Violence 1910-15: The Activities and Findings of the United States Commission on Industrial Relations*, New York, Columbia University Press.
- ADDAMS Jane & RESIDENTS OF HULL HOUSE (1895), *Hull House Maps and Papers*, Chicago, Thomas Y. Cromwell.
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan (rééd. 2002 par Charlene Haddock Seigfried).
- ADDAMS Jane (1907), *Newer Ideals of Peace*, Chautauqua, N. Y., Chautauqua Press (rééd. 2007 par Berenice A. Carroll & Clinton F. Fink).
- ADDAMS Jane (1907a), «Address on Industrial Education», National Society for the Promotion of Industrial Education, *Bulletin*, 1 (janvier) p.37-44.
- ADDAMS Jane (1909), *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1909/1910), «Foreword», in Immigrants' Protective League, *Annual Report*, Chicago, p.4 (3 mars 1910).
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull House, with Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910a), «Charity and Social Justice», in *National Conference of Charities and Correction. Proceedings*, 19 mai, p.1-18.
- ADDAMS Jane (1910a/2023), «Why Women Should Vote», *The Ladies' Home Journal*, 27, 2 (janvier), p.21-22.
- ADDAMS Jane (1910b/2023), «Women and Public Housekeeping», New York, National Woman Suffrage Pub. Co. Inc. (repris dans *Newer Ideals of Peace*, 1907, New York, The MacMillan Company, p.182-186).
- ADDAMS Jane (1911), «Child Labor on the Stage», in National Child Labor Committee, *Uniform Child Labor Laws: The Proceedings of the 7th Annual Conference of the National Child Labor Committee*, Birmingham, Alabama, 9-12 mars, New York, NCLC, p. 60-65.
- ADDAMS Jane (1911a), «Recreation as a Public Function in Urban Communities», *American Journal of Sociology*, 6, p.35-39.

- ADDAMS Jane (1911b), «Opening of the Exhibit», in *Chicago Child Welfare Exhibit, The Child in the City: A Handbook of the Child Welfare Exhibit*, 11-25 mai 1911, Chicago, Chicago Coliseum, p.4-5.
- ADDAMS Jane (1911c), «Address», in *University Settlement Society of New York, Annual Report*, 25, p.21-24.
- ADDAMS Jane (1911d), «Standards of Education for Industrial Life», *National Conference of Charities and Correction: Proceedings*, 8 juin, p.162-164.
- ADDAMS Jane (1911e), «The Social Situation: Religious Education and Contemporary Social Conditions», *Religious Education* (juin), 6 (2), p.145-152.
- ADDAMS Jane (1911f), «Jane Addams' Speech», in «Notable Speeches», *Woman's Journal*, 17 juin, 42, p.185-186.
- ADDAMS Jane (1911g), «What Women Might Accomplish with the Franchise», *Address to the NAWSA*, 21 octobre, Louisville, Kentucky.
- ADDAMS Jane (1912/2023), «Philanthropy and Politics», manuscrit, 18 septembre 1912. En ligne : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/8867>.
- ADDAMS Jane (1912a), «Pragmatism in Politics», *Survey*, 1 (5 octobre), p.267-268.
- ADDAMS Jane (1912b), «Jane Addams relates the Steps by which she became a Progressist», *Baltimore News* (13 octobre), p.10.
- ADDAMS Jane (1912c), «The Progressive Party and the Negro», *The Crisis*, vol. 5 (novembre), p.30-31.
- ADDAMS Jane (1912d), «Why I Seconded Roosevelt's Nomination», *Woman's Journal*, 43 (17 août), p.257.
- ADDAMS Jane (1912e), «Every Progressive Democratic Government Must Include Woman Suffrage», *Dress*, novembre.
- ADDAMS Jane (1912f), «Protect Our Immigrants is Jane Addams' Plea» (flyer 28), septembre.
- ADDAMS Jane (1912g), «The Progressive Party and Social Legislation», 18 septembre, Jane Addams Digital Edition. En ligne : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/8868>.
- ADDAMS Jane (1912h), «My Experiences as a Progressive Delegate», *McClure's Magazine*, 40, p.12-14.
- ADDAMS Jane (1912i), «Recreation as a Public Function in Urban Communities», *American Journal of Sociology*, 17 (5), p.615-619.
- ADDAMS Jane (1912j), «The Communion of the Ballot», 24 novembre, Philadelphie, National American Woman Suffrage Association. En ligne : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/8938>.
- ADDAMS Jane (1912k), «The Church and the Social Evil», in *Men and Religion Forward Movement: Messages of the Men and Religion Movement*, New York, vol. II, p.130-141.
- ADDAMS Jane (1912l), «Child at the Point of Greatest Pressure», in *National Conference of Charities and Correction: Proceedings*, p.26-30.

- ADDAMS Jane (1912m), «Remarks», in *U. S. House of Representatives, Committee on the Judiciary, Hearings on Woman Suffrage*, 13 mars 1912, Serial 2, 62nd Cong., 2nd Sess., p. 7-8.
- ADDAMS Jane (1912n), «Speech Seconding Theodore Roosevelt's Nomination for President at the Progressive Convention», in *U. S. Congressional Record*, XL, 8, Part 12, Appendix, 62nd Cong., 2nd Sess., p. 564-565.
- ADDAMS Jane (1912o), «Recreation as a Public Function in Urban Communities», *American Journal of Sociology*, 17, p. 615-619.
- ADDAMS Jane (1912p), «Humanitarian Value of Civil Service», *Survey*, 28 (6 avril), p. 14-16.
- ADDAMS Jane (1912q), «The Civic Value of Higher Education for Women», *Bryn Mawr Alumnae Quarterly*, juin, VI, p. 59-67.
- ADDAMS Jane (1912r), «Votes for Women and Other Votes», *The Survey*, 28 (1^{er} juin), p. 367-368.
- ADDAMS Jane (1912s), «The Church and the Social Evil: Christian Responsibility for a Terrible Modern Scourge», *Methodist Quarterly Review*, 61, p. 665-672.
- ADDAMS Jane (1912t), «Progressives' Offer to Women Workers», *New York Evening Mail*, 12 octobre, p. 3.
- ADDAMS Jane (1912u), «Lessons of the Election», *City Club Bulletin*, 5 (27 novembre), p. 361-364.
- ADDAMS Jane (1912v/2023), «The Progressive's Dilemma. The New Party», *The American Magazine*, 75, p. 12-14.
- ADDAMS Jane (1912w), «The Progressive Party and the Disinherited», août-septembre, Jane Addams Digital Edition. En ligne : <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/8282>.
- ADDAMS Jane (1912x), «A Modern Lear», *The Survey*, 29 (2 novembre), p. 131-137.
- ADDAMS Jane (1912y), «Indirect Influence», *Woman's Journal*, 43 (23 novembre), p. 373.
- ADDAMS Jane (1912z), *A New Conscience and an Ancient Evil*, New York, The Macmillan Company (rééd. 2002 par Katherine Joslin).
- ADDAMS Jane (1913), «Introduction», in Graham Taylor, *Religion in Social Action*, New York, Dood, Mead and Company, p. xi-xxxv.
- ADDAMS Jane (1913-1914), «Why Women are concerned with the Larger Citizenship», in Shailer Mathews (ed.), *Woman and the Larger Citizenship*, vol. IX de la «Woman Citizen's Library», Chicago, The Civics Society, p. 2123-2142.
- ADDAMS Jane (1913a), «Foreword», in Robert A. Woods & Albert J. Kennedy (eds), *Young Working Girls: A Summary of Evidence from Two Thousand Social Workers*, Boston, Houghton Mifflin, pour The National Federation of Settlements, p. xi-xiii.
- ADDAMS Jane (1913b), «Struggle for Life Above the Poverty Line», *National Federation of Settlements. Conference Report*, III, p. 16-19.

- ADDAMS Jane (1913c), «Has the Emancipation Proclamation Been Nullified by National Indifference?», *The Survey*, 29 (1^{er} février), p.565-566.
- ADDAMS Jane (1913d), «If Men Were Seeking the Franchise», *Ladies' Home Journal*, 30 (10 juin).
- ADDAMS Jane (1913e), «The Juvenile Adult Offender», *Ladies Home Journal*, 30 (octobre), p.24.
- ADDAMS Jane (1913f), «Should the Chicago Aldermanic Elections Next Spring be Non-Partisan?», *City Club Bulletin*, VI (7 novembre), p.302-304.
- ADDAMS Jane (1913g), «Peace on Earth», *Ladies' Home Journal*, 30 (décembre), p.27.
- ADDAMS Jane (1914/2023), «Women's Clubs and Public Policies», in *General Federation of Women's Clubs. Biennial Convention Official Report* (10 juin), 12, p.24-30.
- ADDAMS Jane (1914a), «Humanitarian Aspects of the Merit System. In National Civil Service Reform League», *Proceedings at the Annual Meeting* (3 décembre), p.108-113.
- ADDAMS Jane (1914b), «Testimony», in *U. S. House of Representatives, [Sub-] Committee in Woman Suffrage of the Committee on Rules*, Hearing on Resolution Establishing a Committee on Woman Suffrage, House Document 754, 63rd Cong., 2nd Sess., p.13-18.
- ADDAMS Jane (1916), *The Long Road of Woman's Memory*, New York, Macmillan (rééd. 2002 par Charlene Haddock Seigfried).
- ADDAMS Jane (1916b), «The Devil-Baby at Hull-House», *Atlantic Monthly*, 118 (4), p.441-451.
- ADDAMS Jane (1917), «Patriotism and Pacifists in War Time», *City Club Bulletin*, X (16 juin), p.184-190.
- ADDAMS Jane (1922), *Peace and Bread in Time of War*, New York, Macmillan (rééd. 2002 par Katherine Joslin).
- ADDAMS Jane (1930), *The Second Twenty Years at Hull-House: September 1909 to September 1929, With a Record of a Growing World Consciousness*, New York, The Macmillan Company (en particulier, Chap.II: «Social Service and the Progressive Party: Social Trends Between 1909 and 1912 Suggesting a New Political Alignment», p.10-48).
- ADDAMS Jane (1935), *My Friend, Julia Lathrop*, New York, Macmillan (rééd. 2004 par Anne Firor Scott).
- ADDAMS Jane, BALCH Emily G. & Alice HAMILTON (1915), *Women at The Hague: The International Congress of Women and its Results*, New York, The Macmillan Company (en part. «Women and Internationalism», p.124-141) (rééd. 2003 par Harriet Hyman Alonso).
- ANDERSON Oscar E. (1956), «The Pure-Food Issue: A Republican Dilemma, 1906-1912», *The American Historical Review*, 61 (3), p.550-573.
- ANNALS OF THE ACADEMY OF POLITICAL AND SOCIAL SCIENCE (1913), «The Negro's Progress in Fifty Years», 49 (septembre).

- APPIAH Kwame Anthony (2014), *Lines of Descent: W.E.B. Du Bois and the Emergence of Identity*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- ARONSON Amy (2020), *Crystal Eastman: A Revolutionary Life*, New York, Oxford University Press.
- BAGGIO Guido (2016), «The Influence of Dewey's and Mead's Functional Psychology Upon Veblen's Evolutionary Economics», *European Journal of Pragmatism and American Philosophy*, VIII (1). En ligne: <https://doi.org/10.4000/ejap.467>.
- BAKER Paula (1984), «The Domestication of Politics: Women and American Political Society 1780-1920», *American Historical Review*, 89 (3), p. 620-647.
- BAKER Ray Stannard (1908), *Following the Color Line*, Doubleday, Page & Company.
- BARROWS John Henry (1890), *Municipal Patriotism*, Chicago, The Craig Press.
- BEARD Charles A. (1912a), *American City Government: A Survey of Newer Tendencies*, New York, The Century Co.
- BEARD Charles A. (1912b), «Recent Activities of City Clubs», *National Municipal Review*, 1 (3), p. 431-435.
- BEARD Charles A. (1913), *The City Manager Plan of Municipal Government*, New York, The National Short Ballot Organization (35 p.).
- BEARD Charles A. & Birl E. SHULZ (1911), *Documents on the State-Wide Initiative, Referendum and Recall*, New York, The Macmillan Company.
- BEARD Charles A. & Birl E. SHULTZ (1912), *Documents on the State-Wide Initiative, Referendum and Recall*, New York, Macmillan.
- BEARD Mary Ritter (1900), «The Twentieth-Century Woman Looking Around and Backward», *Young Oxford*, 2 (15), p. 100-104.
- BEARD Mary Ritter (1901), «The Nineteenth-Century Woman Looking Forward», *Young Oxford*, 2 (16), p. 119-122.
- BEARD Mary Ritter (1915), *Woman's Work in Municipalities*, New York et Londres, D. Appleton and Company.
- BEARD Mary Ritter (1916), «The Congressional Union», *The Woman Voter*, VII (1), p. 14-15.
- BEARD Mary Ritter (1946), *Woman as a Force in History: A Study in Traditions and Realities*, New York, Macmillan.
- BEARD Mary Ritter (1991), *A Woman Making History: Mary Ritter Beard Through Her Letters*, Nancy Cott (ed.), New Haven, Yale University Press.
- BEATTY Bess (1978), «Perspectives on American Women: The View from Black Newspapers, 1865-1900», *The Maryland Historian*, 9, p. 39-50.
- BEHN Beth A. (2012), *Woodrow Wilson's Conversion Experience: The President and the Federal Woman Suffrage Amendment*, Ph.D. History, University of Massachusetts, Amherst.
- BENJAMIN Anne Myra (1991), *A History of the Anti-Suffrage Movement in the United States from 1895 to 1920: Women Against Equality*, Lewiston, The Edwin Mellen Press.

- BENTLEY Arthur F. (1908), *The Process of Government : A Study of Social Pressures*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BENTLEY Arthur F. (1941), «Decrassifying Dewey», *Philosophy of Science*, 8(2), p.147-156.
- BENTLEY Arthur F. (1969), *Makers, Users and Masters* (écrit en 1918-20), S. Ratner (ed.), Syracuse, Syracuse University Press.
- BENTLEY Arthur F. & John DEWEY (1964), *A Philosophical Correspondence 1932-1951*, ed. by Sidney Ratner, Jules Altman & James Wheeler, New Brunswick, Rutgers University Press.
- BETTEN Neil & Michael J. AUSTIN (1990), *The Roots of Community Organizing 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press.
- BIJON Béatrice & Claire DELAHAYE (eds) (2017), *Suffragistes et suffragettes. La conquête du droit de vote des femmes au Royaume-Uni et aux États-Unis*, Lyon, ENS Éditions.
- BIJON Béatrice & Claire DELAHAYE (2017), «Préambule: le poids et le choix des mots», in Id. (eds), *Suffragistes et suffragettes. La conquête du droit de vote des femmes au Royaume-Uni et aux États-Unis*, Lyon, ENS Éditions.
- BOOTH Général William & Catherine MUMFORD-BOOTH (1890), *Darkest England and the Way Out*, Chicago, Charles H. Sergel & Co.
- BOURNE Randolph S. (1911), «The Handicapped – By One of Them», *The Atlantic Monthly*, septembre, p.320-329, repris sous le titre «A Philosophy of Handicap» in *Youth and Life*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company, 1911, p.339-365.
- BOURNE Randolph S. (1916), «Trans-National America», *Atlantic Monthly*, 118 (juillet), p.86-97.
- BOURNE Randolph S. (1917), «Twilight of Idols», *The Seven Arts*, 11 (octobre), p. 688-702.
- BOWEN DEKOVEN Louise (1913), *The Colored People of Chicago (An Investigation made by A. P. Drucker, Sophia Boaz, A. L. Harris, Miriam Schaffner)*, Chicago, Juvenile Protective Association.
- BRAGDON Henry W. (1967), *Woodrow Wilson: The Academic Years*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- BRANDEIS Louis D., avec Josephine GOLDMARK (1908), *Women in Industry: Decision of the United States Supreme Court in Curt Muller vs. State of Oregon, Upholding the Constitutionality of the Oregon Ten Hour Law for Women and Brief for the State of Oregon*, New York City, National Consumers' League.
- BRECKINRIDGE Sophonisba (ed.) (1912), *The Child in the City*, Chicago, Department of Social Investigation/ Chicago School of Civics and Philanthropy.
- BRECKINRIDGE Sophonisba & Edith ABBOTT (1910), «Chicago's Housing Problem: Families in Furnished Rooms», *American Journal of Sociology*, 16 (3), p.289-308.
- BRECKINRIDGE Sophonisba & Edith ABBOTT (1912), *The Delinquent Child and the Home*, New York, Charities Publication Committee/ Russell Sage Foundation.

- BRISSENDEN Paul F. (1913), «The Launching of the Industrial Workers of the World», *University of California Publications in Economics*, 4 (1), p.1-82.
- BRODERICK Francis L. (1957), «Du Bois and the Democratic Party 1908-1916», *Negro History Bulletin*, 21 (2), p.41-46.
- BROWN Richard J. (1968), «John Dewey and the League for Independent Political Action», *The Social Studies*, 59 (4), p.156-161.
- BROWN Victoria Bissell (1995), «Jane Addams, Progressivism, and Women Suffrage: An Introduction to “Why Women Should Vote”», in Marjorie Spruill Wheeler (ed.), *One Woman, One Vote: Rediscovering the Woman Suffrage Movement*, Troutdale, OR, New Sage Press, p.179-202.
- BRYCE James (1893), *The American Commonwealth*, 2 vol., New York, Macmillan.
- BULLOCK Edna D. (1915), *Selected Articles on Mothers' Pensions*, New York, H. H. Wilson Company.
- BUREAU OF THE CENSUS (1912), *Mortality Statistics: 1910*, E. Dana Durand (ed.), Washington D. C., Government Printing Office.
- BURNHAM John C. (1973), «The Progressive Era Revolution in American Attitudes Toward Sex», *The Journal of American History*, 59 (4), p.885-908.
- CABOT Ella Lyman, ANDREWS Fannie Fern, COE Fanny E., HILL Mabel & Mary MCSKIMMON (1914/1918), *A Course in Citizenship and Patriotism*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- CAHILL Cathleen D. (2020), *Recasting the Vote: How Women of Color Transformed the Suffrage Movement*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- CALHOUN Craig (1993), «“New Social Movements” of the Early Nineteenth Century», *Social Science History*, 17 (3), p.385-427.
- CAMHI Jane Jerome (1994), *Women Against Women: American Anti-Suffragism, 1880-1920*, Brooklyn, N. Y., Carlson Pub.
- CARBY Hazel V. (2007), «The Souls of Black Men», in Susan Gillman & Alys Eve Weinbaum (eds), *Next to the Color Line: Gender, Sexuality, and W. E. B. Du Bois*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p.234-268.
- CARSEL Wilfred (1940), *A History of the Chicago Ladies' Garment Workers' Union*, Chicago, Normandie House.
- CARSON Mina (1990), *Settlement Folk: Social Thought and the American Settlement Movement 1885-1930*, Chicago, The University of Chicago Press.
- CATT Carrie Chapman & Nettie Rogers SHULER (1926), *Woman Suffrage and Politics: The Inner Story of the Suffrage Movement*, New York, Charles Scribner's Sons.
- CEFAÏ Daniel (2020), «La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 3, p.270-355. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-7-cefai.pdf>.

- CEFAÏ Daniel (2021), «Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 4, p.342-519. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/7-pragmata-4-cefai.pdf>.
- CHANDLER Nahum D., DU BOIS W. E. B. & Max WEBER (2006), «The Possible Form of an Interlocution: W. E. B. Du Bois and Max Weber in Correspondence, 1904-1905», *The New Centennial Review*, 6 (3), p.193-239.
- CHILDREN'S BUREAU, U.S. DEPARTMENT OF LABOR (1917), *Baby-Week Campaigns*, Washington, Government Printing Office.
- CLEMENS Elisabeth S. (2010), «From City Club to Nation State: Business Networks in American Political Development», *Theory and Society*, 39 (3-4), p.377-396.
- CLEMENS Elisabeth S. (1993), «Organizational Repertoires and Institutional Change: Women's Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920», *American Journal of Sociology*, 98 (4), p.755-798.
- COLLECTIF (1910-15), *The Fundamentals: A Testimony to the Truth*, Chicago, Testimony Publishing Company.
- COMMONS John R. (1934/1963), *Myself: The Autobiography of John R. Commons*, Madison, University of Wisconsin Press.
- COMMONS John R., SAPOSS David J., SUMNER Helen L., MITTELMAN Edward B., HOAGLAND Henry E., ANDREWS John B. & Selig PERLMAN (1918), *History of Labour in the United States*, New York, The Macmillan Company (2 volumes).
- CONWAY Jill (1970), «Stereotypes of Femininity in a Theory of Sexual Evolution», *Victorian Studies*, 14, p.47-62.
- CONWAY Jill (1971-72), «Women Reformers and American Culture, 1870-1930», *Journal of Social History*, 5, p.164-177.
- COOK Blanche Wiesen (1979), «Female Support Networks and Political Activism: Lillian Wald, Crystal Eastman, Emma Goldman, Jane Addams», in Nancy F. Cott & Elizabeth H. Pleck (eds), *A Heritage of Her Own: Toward a New Social History of American Women*, New York, Simon & Schuster, p.412-444.
- COOPER Anna Julia (1892), *A Voice From the South by a Black Woman of the South*, Xenia, OH, The Aldine Printing House.
- COOPER Anna Julia (1925), *L'Attitude de la France à l'égard de l'esclavage pendant la Révolution*, Paris, Imprimerie de la Cour d'Appel (thèse de la Faculté des lettres).
- COOPER Jr. John Milton (1984), *The Warrior and the Priest: Woodrow Wilson and Theodore Roosevelt*, Cambridge, Harvard University Press.
- COTT Nancy F. (1975), *The Bonds of Womanhood: Woman's Sphere in New England 1790-1835*, New Haven, NJ, Yale University Press.
- COTT Nancy F. (1987), *The Grounding of Modern Feminism*, New Haven et Londres, Yale University Press.
- CROLY Herbert (1909), *The Promise of American Life*, New York, The Macmillan Company.

- CROLY Herbert (1914), *Progressive Democracy*, New York, Macmillan.
- CROLY Mrs. J. C. (Jenny June) (1898), *The History of the Woman's Club Movement in America*, New York, Henry G. Allen & Co (published under the Authority of the Council of the General Federation of Woman's Clubs in America).
- DARROW Clarence & Wayne B. WHEELER (1927), *Dry-Law Debate: Clarence Darrow vs. Wayne B. Wheeler*, Girard, Kansas, Haldeman-Julius Publications.
- DAVIES Andrea Rees (2012), *Saving San Francisco: Relief and Recovery after the 1906 Disaster*, Philadelphie, Temple University Press.
- DAVIS Allen F. (1964), «The Social Workers and the Progressive Party 1912-1916», *The American Historical Review*, 69 (3), p. 671-688.
- DAVIS Allen F. (1964b), «Settlement Workers in Politics, 1890-1914», *The Review of Politics*, 26 (4), p. 505-517.
- DAVIS Allen F. (1967), *Spearheads for Reform: The Social Settlements and the Progressive Movement, 1890-1914*, New York, Oxford University Press.
- DAVIS Allen F. (1973), *American Heroine: Life and Legend of Jane Addams*, New York, Oxford University Press.
- DAVIS Elizabeth Lindsay (1922), *The Story of the Illinois Federation of Colored Women's Clubs 1900-1922*, Chicago, éditeur non identifié.
- DAVIS Elizabeth Lindsay (1933), *Lifting as They Climb*, Washington, National Association of Colored Women.
- DE WITT Benjamin Parke (1915), *The Progressive Movement: A Non-partisan, Comprehensive Discussion of Current Tendencies in American Politics*, New York, The Macmillan Company.
- DEEGAN Mary Jo (1988a), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Books.
- DEEGAN Mary Jo (1988b), «W. E. B. Du Bois and the Women of Hull-House, 1895-1899», *The American Sociologist*, 19 (4), p. 301-311.
- DEEGAN Mary Jo (2002), *Race, Hull House, and the University of Chicago: A New Conscience against Ancient Evil*, Westport, CT, Praeger.
- DEEGAN Mary Jo (2008), «Hull House School of Race Relations», in Richard T. Scaher (ed.), *Encyclopedia of Race, Ethnicity, and Society*, Thousand Oaks, CA, Sage Publications, p. 659-662.
- DEFORREST Robert W. & Lawrence VEILLER (eds) (1903), *The Tenement House Problem*, New York, The Macmillan Company (2 vol.).
- DELAHAYE Claire (2012), *Wilson contre les femmes*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- DELAHAYE Claire (2016), «Le lobbying des suffragistes au Congrès (1913-1920)», *Politique américaine*, 27 (1), p. 63-83.
- DELAP Lucy (2007), *The Feminist Avant-Garde: Transatlantic Encounters of the Early Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DELISLE Burns Cecil (1921), *Government and Industry*, Londres, George Allen & Unwin Ltd.

- DEVINE Edward T. (1902), «Cooperation between the New York Society and the Departments of the Municipal Government», *Charities: A Weekly Review of Local and General Philanthropy*, vol. IX (juillet-décembre), p.473-477.
- DEWEY John (1888), «The Ethics of Democracy», *Univ. of Michigan Philosophical Papers*, n° 1, Second Series, Ann Arbor, Andrews & Co. (EW.1.227-49).
- DEWEY John (1891), *Outlines of a Critical Theory of Ethics*, Ann Arbor, Register Publishing Company.
- DEWEY John (1901), «Are the Schools Doing What the People Want Them to Do?», *Educational Review*, 21, p. 459-474.
- DEWEY John (1910), *How We Think*, Boston, D. C. Heath & Co Publishers.
- DEWEY John (1916), *Democracy and Education*, New York, Macmillan.
- DEWEY John (1916a), «The Hughes Campaign», in *The Middle Works of John Dewey*, vol. 10, 1916-1917 (MW.10.252-5).
- DEWEY John (1916b), «The Need of an Industrial Education in an Industrial Democracy», *Manual Training and Vocational Education*, 17, p.409-414 (MW.10.137-43).
- DEWEY John (1917), «The Future of Pacifism», *The New Republic*, 11, p.358-360 (MW.10.265-70).
- DEWEY John (1918), «Morals and the Conduct of States», *The New Republic*, 23 mars (MW.11.122-6).
- DEWEY John (1919), «Theodore Roosevelt», *Dial*, 66, p.115-117 (repris dans MW.11.143-50).
- DEWEY John (1922/2023), «Préjugé racial et friction raciale», in J. Stavo-Debaugue, *John Dewey et les questions raciales. À propos d'une controverse actuelle*, Paris, Bibliothèque de Pragmata.
- DEWEY John (1923), «Shall We Join the League?», *The New Republic*, 7 mars (MW.15.78-82).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1932), *Ethics*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1932a), «The Place of Minor Parties in the American Scene and Their Relation to the Present Situation», *Government Series Lecture* n° 13, Chicago, The University of Chicago Press (28 June 1932 radio address in the «You and Your Government» series, sponsored by the National Advisory Council on Radio in Education) (LW.6.231-9).
- DEWEY John (1932b), «Prospects for a Third Party», *New Republic*, 71 (27 juillet), p.278-280 (LW.6.246-53).
- DEWEY John (1939/1995), «La démocratie créatrice: la tâche qui nous attend (Creative Democracy: The Task Before Us)», trad. fr. Sylvie Chaput, *Horizons philosophiques*, 5 (2), p.41-48 (LW.14.224-30).
- DEWEY John (1948), «American Youth, Beware of Wallace Bearing Gifts», in *The Later Works of John Dewey*, vol. 15, 1942-48 (LW.15.242-7).
- DEWEY John & James H. TUFTS (1908), *Ethics*, New York, Henry Holt & Co.

- DINER Steven J. (1970), «Chicago Social Workers and Blacks in the Progressive Era», *Social Service Review*, 44 (4), p.393-410.
- DRESCHER Seymour (1994), «Whose Abolition? Popular Pressure and the Ending of the British Slave Trade», *Past & Present*, 143, p.136-166.
- DU BOIS W.E.B. (1896), *The Suppression of the African Slave-Trade to the United States of America, 1638-1870*, New York, Longmans, Green, and Co.
- DU BOIS W.E.B. (1899/2019), *Les Noirs de Philadelphie: une étude sociale*, suivi de *Enquête spéciale sur les Noirs employés dans le service domestique dans le 7^e district* par Isabel Eaton, trad. éd. et intro. par Nicolas Martin-Breteau, Paris, La Découverte.
- DU BOIS W.E.B. (1903), «The Talented Tenth», in Booker T. Washington (ed.), *The Negro Problem*, New York, James Pott and Company (trad. fr. «Le dixième talentueux», *Tracés*, 2013, 25).
- DU BOIS W.E.B. (1903/2007), *Les Âmes du peuple noir*, trad. éd. et postface par Magali Bessone, Paris, La Découverte.
- DU BOIS W.E.B. (1905), «A Select Bibliography of the Negro American», Atlanta, The Atlanta University Publications, n° 10.
- DU BOIS W.E.B. (1906), «The Economic Future of the Negro», *Publications of the American Economic Association*, 7 (1), p.219-242.
- DU BOIS W.E.B. (1910), «Reconstruction and Its Benefits», *The American Historical Review*, 15 (4), p. 781-799.
- DU BOIS W.E.B. (1911-1920), *The Crisis: A Record of the Darker Races* (articles sur le suffrage parus dans la revue de la National Association for the Advancement of Colored People – NAACP): (1911), «Forward Backward», 2, p.243-244; (1912a), «Heckling the Hecklers» (mars), 3, p.195-196; (1912b), «Suffering Suffragettes» (juin), 4, p. 76-77; (1912c), «Ohio» (août), 4, p.182; (1912d), «Editorial: Votes for Women» (septembre), 4, 5, p. 234, numéro spécial «Woman's Suffrage Number» (suivi par Symposium p.240-247: Fanny Garrison Villard, Adella Hunt Logan, Mary Church Terrell, Martha Gruening); (1913), «Woman's Suffrage» (mai), 5, p. 29; (1914), «Votes for Women» (août), 8, p.179-180; (1915a), «Woman Suffrage» (avril), 9, p.285; (1915b), «Votes for Women» (août), 10, p.177 (présentation du Symposium p.178-192); (1915c), «Suffrage and Women» (février), 9, p.182; (1915d), «Woman Suffrage» (novembre), 11, p.29-30; (1917), «Votes for Women» (novembre), 15, p. 8; (1920), «Get Ready» (mai), 20, p.5.
- DU BOIS W.E.B. (1913), «Another Open Letter to Woodrow Wilson», *The Crisis*, septembre, 6 (5), p. 232-236.
- DU BOIS W.E.B. (1914), «The World War and the Color Line», *The Crisis*, novembre, 9 (1), p. 28-30.
- DU BOIS W.E.B. (1915), «The African Roots of War», *The Atlantic Monthly*, mai, p.707-714 (trad. fr. «Les origines africaines de la guerre», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2018, 1-2 (171-2), p. 74-89).
- DU BOIS W.E.B. (1919), «Returning Soldiers», *The Crisis*, 18 (mai), p.13.

- DU BOIS W.E.B. (1920), *Darkwater: Voice From Within the Veil*, New York, Harcourt, Brace, and Company – dont (1920b), «The Souls of White Folk», p.29-52; (1920c), «Of the Ruling of Men» p.134-159; (1920d), «The Damnation of Women», p.163-186.
- DU BOIS W.E.B. (1920e), «Get Ready», *The Crisis*, mai, 20 (1), 115, p.5-6.
- DU BOIS W.E.B. (1940), *Dusk of Dawn : An Essay Toward an Autobiography of a Race Concept*, New York, Harcourt, Brace, and Co (trad. fr. Jean Pavans, *Pénombre de l'aube*, Paris, Édition Vendémiaire).
- DU BOIS W.E.B. (1956), «Why I Won't Vote», *The Nation*, 20 octobre.
- DU BOIS W.E.B. (1957), *The Black Flame 1: The Ordeal of Mansart*, New York, Mainstream Publishers.
- DU BOIS W.E.B. (1959), *The Black Flame 2: Mansart Builds a School*, New York, Mainstream Publishers.
- DU BOIS W.E.B. (1960), «A Negro Student at Harvard at the End of the 19th Century», *The Massachusetts Review*, 1 (3), p. 439-458.
- DU BOIS W.E.B. (1961), *The Black Flame 3: Worlds of Color*, New York, Mainstream Publishers.
- DU BOIS W.E.B. (1973), «My Impressions of Woodrow Wilson», *The Journal of Negro History*, 58 (4), p. 453-459.
- DU BOIS W.E.B. & Augustus Granville DILL (1914), *Morals and Manners Among Negro Americans*, The Atlanta University Publications n°18, Atlanta, The Atlanta University Press.
- DU BOIS W.E.B. & Booker T. WASHINGTON (1907), *The Negro in the South: His Economic Progress in Relation to His Moral and Religious Development*, Philadelphie, George W. Jacobs & Company.
- DUBOIS Ellen Carol (1978), *Feminism and Suffrage: The Emergence of an Independent Women's Movement in America 1848-1869*, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- DUNCAN Beatrice S. & Emma DUKE (1917), *Infant Mortality: Results of a Field Study in Manchester, N.H., Based on Births in One Year*, Washington, Government Printing Office/ U.S. Department of Labor, Children's Bureau.
- DYKHUIZEN George (1973), *The Life and Mind of John Dewey*, Carbondale et Edwardsville, Southern Illinois University Press.
- EARHART Mary (1944), *Frances Willard : From Prayers to Politics*, Chicago, The University of Chicago Press.
- EASTMAN Max (1912), «Easily History of the Men's League», *The Woman Voter*, octobre, III (10), p.220-221.
- ELSHTAIN Jean Bethke (2002), *Jane Addams and the Dream of American Democracy*, New York, Basic Books.
- EWART C. Theodore (1892), «Epileptic Colonies», *Journal of Mental Science*, 38 (161), p.212-221.

- FILLARD Claudette (ed.) (2009), *Elizabeth Cady Stanton. Naissance du féminisme américain à Seneca Falls*, Lyon, ENS Éditions.
- FISCHER Marilyn (2004), *On Addams*, Belmont, CA, Wadsworth.
- FISCHER Marilyn (2006), «Addams's Internationalist Pacifism and the Rhetoric of Maternalism», *NWSA Journal*, 18 (3), p. 1-19.
- FISCHER Marilyn (2007), «Caring Globally: Jane Addams, World War One, and International Hunger», Philosophy Faculty Publications, University of Dayton, 140.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing. Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FISCHER Marilyn & Judy D. WHIPPS (eds) (2003), *Addams's Essays and Speeches on Peace (1899-1935)*, Bristol, UK, Thoemmes Press.
- FISCHER Marilyn, NACKENOFF Carol & Wendy CHMIELEWSKI (eds) (2009), *Jane Addams and the Practice of Democracy*, Belmont, CA, Wadsworth.
- FLANAGAN Maureen A. (2002), *Seeing with Their Hearts: Chicago Women and the Vision of the Good City 1871-1933*, Princeton, Princeton University Press.
- FOLLETT Mary P. (1896), *The Speaker of the House of Representatives*, New York, Longmans, Green.
- FOLLETT Mary P. (1912), «The Placement Bureau» (décembre), *Bulletin: The Women's Municipal League of Boston*, p. 7-18.
- FOLLETT Mary P. (1913), «Evening Recreation Centers», *The Playground*, janvier, p. 384-400.
- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State: Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green.
- FORCEY Charles (1961), *The Crossroads of Liberalism: Croly, Weyl, Lippmann, and the Progressive Era, 1900-1925*, New York, Oxford University Press.
- FORD Linda G. (1991), *Iron Jawed Angels: The Suffrage Militancy of the National Woman's Party, 1912-1920*, Lanham, MD, University Press of America.
- FORTUNE T. Thomas (1885), *The Negro in Politics*, New York, Ogilvie & Rowntree.
- FREEDMAN Estelle (1979), «Separatism as Strategy: Female Institution Building and American Feminism, 1870-1930», *Feminist Studies*, 5 (3), p. 512-529.
- FREGA Roberto (2020), *Le Projet démocratique. Une approche pragmatiste*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- FULLER S. Margaret (1845), *Woman in the Nineteenth Century*, New York, Greeley & McElrath (trad.fr. *Des femmes en Amérique*, trad., éd. et postface par François Specq, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2011).
- GABLE John Allen (1978), *Bull Moose Years: Theodore Roosevelt and the Progressive Party*, Port Washington, NY, Kennikat Press.
- GAGE Matilda Joslyn (1893), *Woman, Church and State: A Historical Account of the Status of Woman Through the Christian Ages: With Reminiscences of the Matriarchate*, Chicago, Charles H. Kerr.

- GEORGE Henry Jr (1905), *The Menace of Privilege, a Study of the Dangers to the Republic from the Existence of a Favoured Class*, New York, Macmillan.
- GIDDINGS Paula J. (2008), *Ida: A Sword among Lions (Ida B. Wells and the Campaign Against Lynching)*, New York, Amistad.
- GILMAN Charlotte Perkins, (1898), *Women and Economics: A Study of the Economic Relation between Men and Women as a Factor in Social Evolution*, Boston, Small, Maynard & Company.
- GILMAN Charlotte Perkins (1908), «A Suggestion on the Negro Problem», *American Journal of Sociology*, 14 (1), p.78-85.
- GILMAN Charlotte Perkins (1911), «Something to Vote For: A One Act Play», *The Forerunner*, juin, II (6), p.143-153.
- GILMAN Charlotte Perkins (1911), *The Man-Made World or Our Androcentric Culture*, New York, Charlton Company.
- GILMAN Charlotte Perkins (1913), «Race Pride», *Forerunner*, avril, 4, p.89-90.
- GILMAN Charlotte Perkins (1923), «Is America Too Hospitable?», *The Forum*, New York, octobre, p.1983-1989.
- GOLDMARK Josephine (1912), *Fatigue and Efficiency: A Study in Industry*, New York, Charities Publication Committee/ Russell Sage Foundation.
- GOLDMARK Josephine *et al.*, (1910 et 1911), «The Work of National Consumers' League», *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1910, vol. 36, p.1-3+5+7-75 et 1911, vol. 38, p.1-3+5+7-77.
- GOLDSTONE Jack A. (ed.) (2003), *States, Parties, and Social Movements*, New York, Cambridge University Press.
- GOODIER Susan (2013), *No Votes for Women: The New York State Anti-Suffrage Movement*, University of Illinois Press.
- GOODWIN Joanne L. (1997), *Gender and the Politics of Welfare Reform: Mothers' Pension in Chicago 1911-1929*, Chicago, The University of Chicago Press.
- GRANGER Mrs. A.O. (1905), «The Work of the General Federation of Women's Clubs against Child Labor», *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 25, p.102-107.
- GRANT Madison (1916), *The Passing of the Great Race or The Racial Basis of European History*, New York, Charles Scribner's Sons.
- GRIMKÉ Sarah (1838), *The Equality of the Sexes and the Condition of Women*, Boston, I. Knapp.
- GRUENING Martha (1912), «Two Suffrage Movements», *The Crisis*, 4, p.245-247.
- GRUENING Martha (1932), «The Negro Renaissance», *Hound and Horn*, 5 (3), p.504-514.
- GRUENING Martha, BOARDMAN Helen & John R. SHILLADY (1919), *Thirty Years of Lynching in the United States 1889-1918*, New York, National Association for the Advancement of Colored People, National Office.
- GUSFIELD Joseph (1963), *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.

- GUSFIELD Joseph (1981a), «Social Movements and Social Change: Perspectives on Linearity and Fluidity», in Louis Kriesberg (ed.), *Research in Social Movements, Conflict, and Change*, Bingley, Emerald, p. 317-339.
- GUSFIELD Joseph (1981b/2009), *La Culture des problèmes publics*, Paris, Economica.
- GUSTAFSON Melanie S. (1997), «Partisan Women in the Progressive Era: The Struggle for Inclusion in American Political Parties», *Journal of Women's History*, 9 (2), p. 8-30.
- GUSTAFSON Melanie S. (2001), *Women and the Republican Party 1854-1924*, Urbana, University of Illinois Press.
- HAMILTON Alice (1903), «The Fly as a Carrier of Typhoid», *Journal of the American Medical Association*, 40 (9), p. 576-583.
- HAMILTON Alice (1911), «Lead Poisoning in Illinois», *The American Economic Review*, 1 (2), p. 257-264.
- HAMILTON Alice (1943), *Exploring the Dangerous Trades: The Autobiography of Alice Hamilton*, Boston, Little, Brown and Company.
- HAMINGTON Maurice (2004), *Embodied Care: Jane Addams, Maurice Merleau-Ponty, and Feminist Ethics*, Urbana, University of Illinois Press.
- HAMINGTON Maurice (2005), «Public Pragmatism: Jane Addams and Ida B. Wells on Lynching», *The Journal of Speculative Philosophy*, 19 (2), p. 167-174.
- HAMINGTON Maurice (2009), *The Social Philosophy of Jane Addams*, Urbana, University of Illinois Press.
- HAMINGTON Maurice (ed.) (2010), *Feminist Interpretations of Jane Addams*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- HAMINGTON Maurice (2022), «Jane Addams», in Edward N. Zalta & Uri Nodelman (eds), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*. En ligne : <https://plato.stanford.edu/archives/fall2022/entries/addams-jane>.
- HARD William (1920), *Raymond Robins' Own Story*, New York et Londres, Harper & Brothers.
- HARPER Ida Husted (ed.) (1922), *The History of Woman Suffrage*, New York, J. J. Little & Ives Company.
- HAYDEN Dolores (1981), *The Grand Domestic Revolution*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- HAYS Will H. (1955), *The Memoirs of Will H. Hays*, Garden City, NY, Doubleday & Company.
- HENDRICKS Wanda A. (1998), *Gender, Race, and Politics in the Midwest: Black Club Women in Illinois*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press.
- HOFSTADTER Richard (1948), *The American Political Tradition and the Men Who Made It*, New York, Alfred A. Knopf.
- HOWE Frederic C. (1905), «The Case for Municipal Ownership», *Proceedings of the American Political Science Association*, vol. 2, Second Annual Meeting, p. 89-104.

- HOY Suellen M. (1980), «Municipal Housekeeping: The Role of Women in Improving Urban Sanitation Practices 1880-1917», in Martin C. Melosi (ed.), *Pollution & Reform in American Cities, 1870-1920*, Austin, University of Texas Press, p.173-198.
- HUEBNER Daniel R. (2014), *Becoming Mead: The Social Process of Academic Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HUEBNER Daniel R. (2019), «Histoire, enquête et responsabilité Le trésor perdu des premières générations de pragmatistes», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 2, p.14-61. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-huebner.pdf>.
- HUNTER Robert (1901), *Tenement Conditions in Chicago: Report by the Investigating Committee of the City Homes Association*, Chicago, City Homes Association.
- ICKES Harold L. (1943), *The Autobiography of a Curmudgeon*, New York, Reynal & Hitchcock.
- JABLONSKY Thomas J. (1994), *The Home, Heaven, and Mother Party: Female Anti-Suffragists in the United States, 1868-1920*, Brooklyn, NY, Carlson Pub.
- JABOUR Anya (2019), *Sophonisba Breckinridge Championing Women's Activism in Modern America*, Urbana, University of Illinois Press.
- JAMES Joy (1997), «Profeminism and Gender Elites: W.E.B. Du Bois, Anna Julia Cooper, and Ida B. Wells-Barnett», in *Transcending the Talented Tenth: Black Leaders and American Intellectuals*, New York, Routledge, p. 35-60.
- JAMES William (1906/1911), «The Moral Equivalent of War», *McClure's Magazine*, repris in *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 265-296.
- JOHNSON Helen K. (1909), *Woman and the Republic: A Survey of the Woman-Suffrage Movement in the United States and a Discussion of the Claims and Arguments of Its Foremost Advocates* (enlarged edition 1897), New York, The National League for the Civic Education of Women.
- KALLEN Horace (1915), «Democracy Versus the Melting Pot: A Study of American Nationality», *The Nation*, 100, 18 février, p.190-194 et 25 février 1915, p.217-222.
- KELLEY Florence (1895), «The Sweating-System», in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p.27-45.
- KELLEY Florence (1905), *Some Ethical Gains Through Legislation*, New York, The Macmillan Company, en part. chap. V, «The Right of Women to the Ballot».
- KELLOGG Paul U. (1910), «The Organization of the Conference», *Proceedings of the National Conference of Charities and Correction*, Fort Wayne, Ind.
- KELLOGG Paul U. (1912), «The Industrial Platform of the New Party», *Survey*, (24 août), 28, p.668-670.
- KELLOGG Paul U. (ed.) (1914), *The Pittsburgh District: Civic Frontage*, New York, Russell Sage Foundation.

- KELLOGG Paul, HARRISON Shelby M. & George E. PALMER (1912), *The Social Survey*, New York, Russell Sage Foundation (reprise des textes «The Spread of the Survey Idea», «A Social Survey of a Typical American City», «A Sanitary and Health Survey», *The Proceedings of the Academy of Political Science*, 2 (4), présentés à l'Académie de science politique le 18 avril 1912).
- KERBER Linda K. (1988), «Separate Spheres, Female Worlds, Woman's Place: The Rhetoric of Women's History», *The Journal of American History*, 75 (1), p. 9-39.
- KLOPPENBERG James (1986), *Uncertain Victory: Social Democracy and Progressivism in European and American Thought, 1870-1920*, New York, Oxford University Press (chap.6, «From Socialism to Social Democracy» et chap.7, «Social Democratic Politics»).
- KNIGHT Denise D. (2000), «Charlotte Perkins Gilman and the Shadow of Racism», *American Literary Realism*, 32 (2), p. 159-169.
- KNIGHT Louise W. (1997), «Biography's Window on Social Change: Benevolence and Justice in Jane Addams's "A Modern Lear"», *Journal of Women's History*, 9 (1), p. 111-138.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen: Jane Addams and the Struggle of Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KNIGHT Louise W. (2014), «John Dewey and Jane Addams Debate War», in Brian Jackson & Gregory Clark (eds), *Trained Capacities: John Dewey, Rhetoric, and Democratic Practice*, Columbia, S.C., University of South Carolina Press.
- KNIGHT Louise W. (2005/2022), «Ordures et démocratie. Une campagne d'organisation communautaire à Chicago dans les années 1890», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 5, p. 266-305. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2022/07/6-louise-w-knight-pragmata-2022-5.pdf>.
- KNIGHT Louise W. (2013a), «Jane Addams and Theodore Roosevelt: A Political Friendship», in *Theodore Roosevelt Association Journal*, 34 (3), p. 69-75.
- KNIGHT Louise W. (2013b), «Jane Addams and the Suffrage Movement», conférence donnée à la Susan B. Anthony House, Rochester, NY, 9 juillet.
- KNUPFER Anne Meis (1996), *Toward a Tenderer Humanity and a Nobler Womanhood: African American Women's Clubs in Turn-of-the-Century Chicago*, New York, New York University Press.
- KRADITOR Aileen S. (1965), *The Ideas of the Woman Suffrage Movement 1890-1920*, New York, Columbia University Press.
- LA FOLLETTE Robert (1913), *Autobiography: A Personal Narrative of Political Experiences*, Madison, The Robert M. La Follette Co.
- LASCH-QUINN Elisabeth (1993), *Black Neighbors: Race and the Limits of Reform in the American Settlement House Movement, 1890-1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- LEE Mordecai (2015), *The Philosopher-Lobbyist: John Dewey and the People's Lobby 1928-1940*, Albany, NY, State University of New York.

- LEVENSTEIN Harvey (1980), «The New England Kitchen and the Origins of Modern American Eating Habits», *American Quarterly*, 32 (4), p.369-386.
- LEWIS David Levering (1993), *W. E. B. Du Bois: Biography of a Race 1868-1919*, New York, Henry Holt and Company.
- LINK Arthur S. (1947), «The Negro as a Factor in the Campaign of 1912», *The Journal of Negro History*, 32 (1), p.81-99.
- LINK Arthur S. (1954), *Woodrow Wilson and the Progressive Era, 1910-1917*, New York, Harper and Bros.
- LIPPMANN Walter (1912), *A Preface to Politics*, New York et Londres, Mitchell Kennerley.
- LIVINGSTON James (2003), «War and the Intellectuals: Bourne, Dewey, and the Fate of Pragmatism», *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 2(4), p. 431-450.
- LOVEJOY Arthur Oncken (1908), «The Thirteen Pragmatisms», *The Journal of Philosophy, Psychology, and Scientific Methods*, Part I, 2 janvier, p.5-12 et Part II, 16 janvier, p.29-39.
- LOWE Barbara J. (2022), «Quelques questions pragmatistes qui traversent “Garbage and Democracy” de Louise Knight», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 5, p.306-330. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2022/07/7-barbara-j-low-pragmata-2022-5.pdf>.
- MARCHAND C. Roland (1972), *The American Peace Movement and Social Reform, 1898-1918*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- MARTIN Jay (2002), *The Education of John Dewey: A Biography*, New York, Columbia University Press.
- MATTSON Kevin (1998), «Reading Follett: An Introduction to The New State», in M. P. Follett, *The New State*, University Park, Pennsylvania State University Press, p. xxvii-lix.
- MATTSON Kevin (1998), *Creating a Democratic Public: The Struggle for Urban Participatory Democracy during the Progressive Era*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- MCCARTHY Charles (1912), *The Wisconsin Idea*, New York, The Macmillan Company.
- MCCARTHY Kathleen (1982), *Noblesse Oblige: Charity and Cultural Philanthropy in Chicago, 1849-1929*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MCCORMICK Alexander A. (1914), *A Study of Cook County*, Chicago, Cook County.
- MCGERR Michael (1990), «Political Style and Women's Power, 1830-1930», *The Journal of American History*, 77 (3), p. 864-885.
- MCKAY Kenneth Campbell (1947), *The Progressive Movement of 1924*, New York, Columbia University Press.
- MEAD George H. (1899/2020), «L'hypothèse de travail dans la réforme sociale», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 3, p.356-362. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-8-mead.pdf>.

- MEAD George H. (1910/2021), «Sur le rôle des *social settlements*: pouvoir de l'enquête et esprit de voisinage», *Pragmata. Revue d'études pragmatistes*, 4, p.580-597. En ligne: <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/12-pragmata-4-mead3.pdf>.
- MEAD George H. (1912a), «Remarks on Labor Night Concerning Participation of Representatives of Labor in the City Club», *City Club Bulletin*, 5, p.214-215.
- MEAD George H. (1912b), «Probation and Politics: The Juvenile Court System at Chicago», *The Survey*, 27, p.2004-2014.
- MEAD George H. (1913), «The Co-ordination of Social Agencies», *The Institution Quarterly*, 4 (2), p.196-200.
- MEAD George H. (2008), *Self, War, & Society: George Herbert Mead's Macrosociology*, Mary Jo Deegan (ed.), New York, Routledge/Transaction Publishers.
- MEAD George H. & J. Paul GOODE (eds) (1912), *Educational Opportunities in Chicago: A Summary Prepared by the Council for Library and Museum Extension*, 2nd Year, Chicago, Council for Library and Museum Extension.
- MEAD George H. (Chairman), WREIDT Ernest A. & William J. BOGAN (1912), *A Report on Vocational Training in Chicago and in Other Cities*, Chicago, City Club/ Sub-Committee of the Committee on Public Education 1910-1911.
- MEAD George H., ICKES Harold L. & Irwin St. James TUCKER (1915), *A Brief History of the Clothing Strike in Chicago*, Chicago, Publication Committee of the Citizens' Mass Meeting.
- MEAD Lucia Ames (1904), *Primer of the Peace Movement*, Washington, D.C., American Peace Society.
- MEAD Lucia Ames (1912), *Swords and Ploughshares or The Supplanting of the System of War by the System of Law*, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- MERRIAM Charles E. (1920), *American Political Ideas: Studies in the Development of American Political Thought 1865-1917*, New York, The Macmillan Company.
- MILKIS Sidney M. (2009), *Theodore Roosevelt, The Progressive Party, and the Transformation of American Democracy*, Lawrence, KS, University Press of Kansas.
- MILKIS Sidney M. & Daniel J. TICHENOR (1994), «“Direct Democracy” and Social Justice: The Progressive Party Campaign of 1912», *Studies in American Political Development*, 8 (2), p.282-340.
- MILKIS Sidney M. & Daniel J. TICHENOR (2019), *Rivalry and Reform: Presidents, Social Movements, and the Transformation of American Politics*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MILLER Kelly (1908), *Race Adjustment: Essays on the Negro in America*, New York et Washington, The Neale Publishing Company.
- MILLER Kelly (1919), *Kelly Miller's History of the World War for Human Rights*, Washington D. C., Austin Jenkins.
- MOORE Addison Webster (1910), *Pragmatism and Its Critics*, Chicago, The University of Chicago Press.

- MOWRY George E. (1940), «The South and the Progressive Lily White Party of 1912», *The Journal of Southern History*, 6 (2), p.237-247.
- MOWRY George E. (1946), *Theodore Roosevelt and the Progressive Movement*, New York, Hill and Wang.
- MURPHY William B. (2009), «The National Progressive Republican League and the Elusive Quest for Progressive Unity», *Journal of the Gilded Age and the Progressive Era*, 8 (4), p.515-543.
- NAACP (1912), «The Fourth Annual Conference of the National Association for the Advancement of Colored People», *The Crisis: A Record of the Darker Races*, 4 (2), juin 1912, p.78-87 (avec photo de groupe: p.78-79, rappel des «objectifs» par Oswald Garrison Villard: p.80-84, et «The Nation's Duty» par l'Honorable Edward O. Brown: p.84-87).
- NASH George H. (1996), *The Life of Herbert Hoover: Master of Emergencies, 1917-1918*, New York, W. W. Norton & Company.
- NATHAN Maud (1917), «Woman's Working Day in War Time», *The Woman Voter*, mai, VIII (5), p.9.
- NATIONAL COMMITTEE ON PRISON LABOR (1912), *Prison Labor in the Party Platform of 1911-1912*, New York, National Committee on Prison Labor (leaflet n° 7).
- NICHOLAS Anna E. (1913-1914), «How Women Can Help in the Administration of a City», in Shailer Mathews (ed.), *Woman and the Larger Citizenship*, vol. IX de la «Woman Citizen's Library», Chicago, The Civics Society, p.2143-2210.
- NORD David Paul (1982-83), «The Paradox of Municipal Reform in the Late Nineteenth Century», *The Wisconsin Magazine of History*, 66 (2), p. 128-142
- NOTMAN Katherine H. (1917), «System and Squads in Canvassing», *The Woman Voter*, mars, VIII (3), p.14-15.
- OLIVER Lawrence J. (2015), «W.E.B. Du Bois, Charlotte Perkins Gilman, and "A Suggestion on the Negro Problem"», *American Literary Realism*, 48 (1), p.25-39.
- OLMSTEAD Alan L. & Paul W. RHODE (2004), «The "Tuberculous Cattle Trust": Disease Contagion in an Era of Regulatory Uncertainty», *The Journal of Economic History*, 64 (4), p.929-963.
- PANKHURST Emmeline (1914), *My Own Story*, Londres, Eveleigh Nash.
- PARK Maud Wood (1920), *Front Door Lobby*, manuscript National American Woman Suffrage Association Collection (Library of Congress Online Catalog: 1.230.251).
- PARK Robert E. & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, The University of Chicago Press.
- PAUL Alice (1972-73), «Conversations with Alice Paul: Woman Suffrage and the Equal Rights Amendment», An Interview Conducted by Amelia R. Fry, Regional Oral History Office, University of California, Berkeley. En ligne: <http://content.cdlib.org/view?docId=kt6f59n89c&brand=oac4>.

- PAULEY Garth E. (2000), « W. E. B. Du Bois on Woman Suffrage: A Critical Analysis of his *Crisis* Writings », *Journal of Black Studies*, 30 (3), p. 383-410.
- PERRY Elisabeth Israels (1987), *Belle Moskowitz: Feminine Politics and the Exercise of Power in the Age of Alfred E. Smith*, New York, Oxford University Press.
- PETHICK-LAWRENCE Emmeline (1938), *My Part in a Changing World*, Londres, Victor Gollancz Ltd.
- PETTEGREW John (2012), « The Religion of Democracy in Wartime: Jane Addams, Pragmatism, and the Appeal of Horizontal Mysticism », *American Journal of Theology & Philosophy*, 33 (3), p. 224-244.
- PINCHOT Amos (1958), *History of the Progressive Party 1912-1916*, New York, New York University Press.
- RALSTON Shane J. (2022), « Jane Addams and John Dewey », in Patricia M. Shields, Joseph Soeters & Maurice Hamington (eds), *The Oxford Handbook of Jane Addams*, Oxford University Press.
- RATNER Sidney & Jules ALTMAN (eds) (1964), *John Dewey and Arthur F. Bentley: A Philosophical Correspondence, 1932-1951*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press.
- RAUSCHENBUSCH Walter (1907), *Christianity and the Social Crisis*, New York, The Macmillan Company.
- RAUSCHENBUSCH Walter (1912), *Christianizing the Social Order*, New York, The Macmillan Company.
- RECCHIUTI John L. (2007), *Civic Engagement: Social Science and Progressive-Era Reform in New York City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- REED Christopher R. (1997), *The Chicago NAACP and the Rise of Black Professional Leadership 1910-1966*, Bloomington, Indiana University Press.
- RIIS Jacob (1890), *How the Other Half Lives: Studies among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons.
- RIIS Jacob (1901), *The Making of an American*, New York, Grosset & Dunlap.
- ROBBINS Jane E. (1912), « The First Year at The College Settlement », *The Survey*, 27, 24 février, p. 1800-1802.
- ROBERTS Sidney I. (1960), « The Municipal Voters' League and Chicago's Boodlers », *Journal of the Illinois State Historical Society (1908-1984)*, 53 (2), p. 117-148.
- ROBINSON Virginia P. (1962), *Jessie Taft, Therapist and Social Work Educator: A Professional Biography*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- RODGERS Daniel T. (1998), *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press.
- ROGERS Helen W. (1912), « The Placement Bureau » (décembre), *Bulletin: The Women's Municipal League of Boston*, p. 18-37.
- ROOSEVELT Theodore (1905), « Lincoln and the Race Problem », Address at the Lincoln Dinner of the Republican Club of the City of New York, 13 février 1905, in *The Works of Theodore Roosevelt*, vol. XVI, New York, Charles Scribner's Sons.

- ROOSEVELT Theodore (1909), *The Roosevelt Book: Selections from the Writings of Theodore Roosevelt*, R. Bridges (ed.), New York, Charles Scribner's Sons.
- ROOSEVELT Theodore (1910a), *The New Nationalism*, New York, The Outlook Company.
- ROOSEVELT Theodore (1910b), *American Problems*, New York, The Outlook Company.
- ROOSEVELT Theodore (1912), *Address by Theodore Roosevelt before the Convention of the National Progressive Party in Chicago, August, 1912* (accessible sur le site de la Theodore Roosevelt Digital Library, Dickinson State University: www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o284876).
- ROOSEVELT Theodore (1913), *An Autobiography*, New York, The Macmillan Company.
- ROOSEVELT Theodore (1916/1917), *Le Devoir de l'Amérique en face de la guerre (Fear God and Take your Own Part)*, Paris, Perrin et Cie, Libraires-éditeurs.
- ROOSEVELT Theodore (1926), *The Works of Theodore Roosevelt: Social Justice and Popular Rule*, vol. XVII, New York, Charles Scribner's Sons (comprend quelques-uns des articles publiés dans *The Outlook* alors qu'il était éditeur-associé ou éditeur-collaborateur de Lyman Abbott): «The Progressives Past and Present», 96, p. 56-60, 10 septembre 1910; «Nationalism and Progress», 97, 14 janvier 1911, p. 56-59; «The Welfare of the Farmer», 100, p. 262-266, 31 février 1912; «Do You Believe in the Rule of the People», 100, p. 526-528, 9 mars 1912; «Civic Duty and Social Justice», 101, p. 294-296, 8 juin 1912; «Two Phases of the Chicago Convention», 20 juillet 1912, p. 620-630; «The People and the Courts», 101, p. 855-7, 17 août 1912; et parmi les éditoriaux de *l'Outlook*: «Nationalism and Popular Rule», 11 janvier 1911; «A Phase of Industrial Justice», 100, p. 353-356, 17 février 1912; «The Conservation of Business: Shall We Strangle or Control It?», 100, p. 574-578, 16 mars 1912; «Progressive Democracy, The Right of the People to Rule», 102, p. 819-812, 11 août 1912.
- ROSENBERG Arnold S. (1969), «The New York Reformers of 1914: A Profile», *New York History*, 50 (2), p. 187-206.
- ROSENTHAL Herbert Hillel (1955), *The Progressive Movement in New York*, Cambridge, Mass., Ph.D. Histoty, Harvard University.
- ROYCE Josiah (1908), *Race Problems, Provincialism, and Other American Problems*, New York, The Macmillan Company.
- RUDWICK Elliott M. (1958), «W.E.B. Du Bois in the Role of Crisis Editor», *The Journal of Negro History*, 43 (3), p. 214-224.
- RYAN John A. (1909), *A Programme of Social Reform by Legislation*, New York, The Catholic World Press.
- RYAN Mary P. (1990), *Women in Public: Between Banners and Ballots, 1825-1880*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- SANGER Margaret (1914), *Family Limitation*, New York, Margaret Sanger Publishing.

- SCISCO Louis Dow (1901), *Political Nativism in New York State*, New York, The Columbia University Press.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1993), «Shared Communities of Interest: Feminism and Pragmatism», *Hypatia*, 8 (2), p. 1-14.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1996), *Pragmatism and Feminism: Reweaving the Social Fabric*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1999), «Socializing Democracy: Jane Addams and John Dewey», *Philosophy of the Social Sciences*, 29 (2), p. 207-230.
- SELMI Patrick (2011), «Jane Addams and the Progressive Party Campaign for President in 1912», *Journal of Progressive Human Services*, 22 (2), p. 160-190.
- SHAILER Mathews (1910), «What Mr. Roosevelt Might Become», *World Today*, 19, p. 1177-1178.
- SHANLEY Mary Lyndon (1986), «Suffrage, Protective Labor Legislation, and Married Women's Property Laws in England», *Signs*, 12 (1), p. 62-77.
- SHAPIRO Herbert (1971), «Steffens, Lippmann, and Reed: The Muckraker and His Protégés», *The Pacific Northwest Quarterly*, 62 (4), p. 142-150.
- SHARPE Dores Robinson (1942), *Walter Rauschenbusch*, New York, Macmillan.
- SHIELDS Patricia (2003), «The Community of Inquiry: Classical Pragmatism and Public Administration», *Administration & Society*, 35 (5), p. 510-538.
- SHIELDS Patricia M. (2006), «Democracy and the Social Feminist Ethics of Jane Addams: A Vision for Public Administration», *Administrative Theory & Praxis*, 28 (3), p. 418-443.
- SIDGWICK Henry (1898), «Public Morality», in *Practical Ethics*, Londres, Swan Sonnenschein & Co et New York, The Macmillan Co.
- SIMPSON Celena (2015), «Du Bois's Dubious Feminism: Evaluating through The Black Flame Trilogy», *The Pluralist*, 10 (1), p. 48-63.
- SKARBK Emily C. (2014), «The Chicago Fire of 1871: A Bottom Up Approach to Disaster Relief», *Public Choice*, 160 (1), p. 155-180.
- SKOCPOL Theda (1992), *Protecting Soldiers and Mothers: The Politics of Social Provision in the United States, 1870s-1920s*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, Belknap.
- SKOLNIK Richard (1970), «Civic Group Progressivism in New York City», *New York History*, 51 (4), p. 411-439.
- SMALL Albion W. (1895), «The Civic Federation: A Study in Social Dynamics», *American Journal of Sociology*, 1 (1), p. 79-103.
- SMITH Shane A. (2008), «The Crisis in the Great War: W.E.B. Du Bois and his Perception of African-American Participation in World War I», *The Historian*, 70 (2), p. 239-262.
- SMYTHE William Ellsworth (1905), *Constructive Democracy; The Economics of a Square Deal*, New York, Macmillan.
- SQUIRE (Viola) Belle (1911), *The Woman Movement in America: A Short Account of the Struggle for Equal Rights*, Chicago, McClurg & Co.

- STANTON Elizabeth Cady (1893), «Women and Street Cleaning», *The Woman's Journal*, 24 (33).
- STANTON Elizabeth Cady, ANTHONY Susan B. & Matilda Joslyn GAGE (1881), *History of Woman Suffrage*, New York, Fowler & Wells Publishers, 753 Broadway, vol. 1, 1848-1861 et vol. 2, 1861-1876 (avec Harriot E. Stanton Blatch).
- STARR Ellen Gates (2003), *On Art, Labor and Religion*, Mary Jo Deegan & Anna-Maria Wahl (eds), New Brunswick et Londres, Transaction Publishers (en part. Part 2, «Labor Intensified: The Angel of the Strikers»).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2023), *John Dewey et les questions raciales. À propos d'une controverse actuelle*, Paris, Bibliothèque de Pragmata (n° 2).
- STEAD William T. (1894), *If Christ Came to Chicago*, Chicago, Laird & Lee.
- STEVENS Doris (1920), *Jailed for Freedom*, New York, Boni and Liveright.
- STIVERS Camilla (2000), *Bureau Men Settlement Women: Constructing Public Administration in the Progressive Era*, Lawrence, KS, University of Kansas Press.
- STODDARD Lothrop (1920), *The Rising Tide of Color Against White World-Supremacy*, New York, Charles Scribner's Sons.
- STRANGE Douglas C. (1968), «The Making of a President – 1912 The Northern Negroes' View», *Negro History Bulletin*, 31 (7), p.14-23.
- SUMNER William G. (1906), *Folkways: A Study of Mores, Manners, Customs and Morals*, New York, Ginn and Co.
- TAFT Jessie (1913/1915), *The Woman Movement from the Point of View of Social Consciousness*, Ph.D. Philosophy, University of Chicago, publiée à Menasha, WI, Collegiate Press, George Banta Publishing.
- TARBELL Ida M. (1925), *The Life of Elbert H. Gary: The Story of Steel*, New York, D. Appleton and Co.
- TERBORG-PENN Rosalyn (1998), *African American Women in the Struggle for The Vote, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press.
- TERRELL Mary Church (1940), *A Colored Woman in a White World*, Washington D.C., Ransdell Inc.
- THE CRISIS (1911), «Races Congress Number», numéro spécial, 2 (5).
- THOMAS William I. (s.d.), «Shall Women Vote?», Boston, Massachusetts Woman Suffrage Association.
- THOMPSON Daniel Greenleaf (1893), *Politics in a Democracy: An Essay*, Londres, Longmans, Green, and Company.
- THRONTVEIT Trygve (2013-14), «Philosophical Pragmatism and the Constitutional Watershed of 1912», *Political Science Quarterly*, 128 (4), p.617-651.
- TILLY Louise A. (1997), «Women, Work, and Citizenship», *International Labor and Working-Class History*, 52, p.1-26.
- TONN Joan C. (2003), *Mary P. Follett: Creating Democracy, Transforming Management*, New Haven, CT, Yale University Press.
- TROUT Grace Wilbur (1920), «Side Lights on Illinois Suffrage History», *Journal of the Illinois State Historical Society*, 13 (2), p.145-179.

- TRUMAN David B. (1951), *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion*, New York, Alfred A. Knopf.
- TRUTH Sojourner (avec Olive Gilbert) (1850/2016), *Récit de Sojourner Truth, une esclave du Nord, émancipée de la servitude corporelle en 1828 par l'État de New York*, traduction et introduction Claudine Raynaud, Rouen, Presses universitaires de Rouen.
- TUCKER Preble (1894), «The Good-Government Clubs», *The North American Review*, 159 (454), p.382-384.
- VEILLER Lawrence (1949), *Reminiscences*, Interview by Allan Nevins & Dean Albertson, Columbia University Oral History Collection (Rare Book & Manuscript Library).
- VICE COMMISSION OF CHICAGO (1911), *Social Evil in Chicago*, Chicago, Gunthorp-Warren Printing Company.
- VILLARD Oswald Garrison (1902), «Women in the New York Municipal Campaign of 1901», Conférence à la National Suffrage Convention de Washington, D. C., 14 février 1902. En ligne : <http://www.loc.gov/resource/rbnawsa.n8366>.
- VOSE Clement E. (1957), «The National Consumers' League and the Brandeis Brief», *Midwest Journal of Political Science*, 1 (3-4), p.267-290.
- WALD Lillian (1934), *Windows on Henry Street*, Boston, Little, Brown, and Company.
- WALD Lillian D. (s.d.), «The Work of the Nurses' Emergency Council», *The Public Health Nurse*, 10, p.305-313.
- WARD Edward J. (1912), «The Public Schoolhouse for the Public» (20 juin), *The Journal of Education*, 75 (25), p.710-711.
- WARD Edward J. (1913), *The Social Center*, New York et Londres, D. Appleton and Company.
- WARNER Robert M. (1959), «Chase S. Osborn and the Presidential Campaign of 1912», *The Mississippi Valley Historical Review*, 46 (1), p.19-45.
- WASHINGTON Booker T., WILLIAMS Fannie Barrier & Norman Barton WOOD (1900), *A New Negro for a New Century*, Chicago, American Publishing House.
- WATKINS Valethia (2016), «Votes for Women: Race, Gender, and W.E.B. Du Bois's Advocacy of Woman Suffrage», *Phylon* (1960-), 53 (2), p.3-19.
- WEBB Beatrice (1909), *The Minority Report of the Poor Law Commission*, Londres, Printed for the National Committee to Promote the Break-up of the Poor Law.
- WELLS Ida B. (1970), *Crusade for Justice : The Autobiography of Ida B. Wells*, Alfreda M. Duster (ed.), Chicago, The University of Chicago Press.
- WELLS-BARNETT Ida B. (1895), *The Red Record : Tabulated Statistics and Alleged Causes of Lynching in the United States*, Chicago, Donohue & Henneberry.
- WESTBROOK Robert B. (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WEYL Walter (1912), *The New Democracy*, New York, Macmillan.

- WHEELER Marjorie Spruill (1993), *New Women of the New South : The Leaders of the Woman Suffrage Movement in the Southern States*, New York, Oxford University Press.
- WHIPPS Judy & Danielle LAKE (2020), « Pragmatist Feminism », in Edward N. Zalta (ed.), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (hiver 2020). En ligne : <https://plato.stanford.edu/archives/win2020/entries/femapproach-pragmatism/>.
- WHITAKER George (1911), *The Milk Supply of Chicago and Washington*, Washington D.C., U.S. Department of Agriculture/ Bureau of Animal Industry, Bulletin n° 138.
- WHITIN E. Stagg (1912), *Penal Servitude*, New York, National Committee on Prison Labor.
- WHITNEY Edson L. (1929), *The American Peace Society: A Centennial History*, Washington D.C., The American Peace Society.
- WILEY Harvey W. (1930), *Harvey W. Wiley: An Autobiography*, Indianapolis, The Bobbs-Merrill Company.
- WILLIAMS Chad (2018), « World War I in the Historical Imagination of W. E. B. Du Bois », *Modern American History*, 1, p. 3-22.
- WILSON Woodrow (1885), *Congressional Government*, Boston, Houghton, Mifflin.
- WILSON Woodrow (1893), *The State : Elements of Historical and Practical Politics*, Boston D. C. Heath & Co.
- WILSON Woodrow (1911), « The Social Center : A Means of Common Understanding » (décembre), *Bulletin of the University of Wisconsin*, n° 470, General Series 306, p. 3-15.
- WILSON Woodrow (1913), *The New Freedom : A Call for the Emancipation of the Generous Energies of a People*, Garden City, NY et Toronto, Doubleday, Page and Company
- WISE Stephen S. (1949), *The Challenging Years*, New York, G. Putnam and Sons.
- WITT John Fabian (2004), « Crystal Eastman and the Internationalist Beginnings of American Civil Liberties », *Duke Law Journal*, 54 (3), p. 705-763.
- WOLLSTONECRAFT Mary (1792), *A Vindication of the Rights of Woman with Strictures on Political and Moral Subjects*, Boston, Peter Edes pour Thomas & Andrews.
- WOMEN'S TRADE UNION LEAGUE (1911), « The Women's Trade Union League of Chicago », *The Official Report of the Strike Committee, Chicago Garment Workers' Strike, October 29, 1910-February 18, 1911*, Chicago, Women's Trade Union League.
- WOOD Mary I. & Percy V. PENNYBACKER (eds) (1914), « Civic Activities of Women's Clubs », numéro spécial *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*.
- WOODS Eleanor Howard Bush (1929), *Robert A. Woods : Champion of Democracy*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert A. (1891), *Social Movements*, New York, Charles Scribner's Sons.

- YELLIN Jean F. (1973), «Du Bois' *Crisis* and Woman's Suffrage», *Massachusetts Review: A Quarterly of Literature, the Arts and Public Affairs*, 14 (2), p.365-375.
- ZARET David (2000), *Origins of Democratic Culture: Printing, Petitions, and the Public Spere in Early-Modern England*, Princeton, Princeton University Press.
- ZUEBLIN Charles (1905), *A Decade of Civic Development*, Chicago, The University of Chicago Press.
- ZUEBLIN Charles (1916), *American Municipal Progress*, New York, The Macmillan Company.

Trois fils narratifs s'entrelacent dans ce texte. D'abord, l'histoire des mobilisations collectives de l'ère progressiste aux États-Unis, qui connaît un sommet juste avant la Grande Guerre : le moment de l'élection présidentielle de 1912, où se forme le Parti progressiste de Theodore Roosevelt est aussi celui de la fédération d'un grand nombre de mouvements sociaux et d'organisations civiques, qui franchissent le pas de la politique partisane. Nombre de problèmes jusque-là tenus pour privés, pourtant portés par des publics civiques, font leur entrée en politique. Un second fil narratif est celui de l'accélération du mouvement pour le suffrage féminin, contre-coup de la création du Parti progressiste. C'est un moment de réalignement, de multiplication et de transformation des engagements publics dans l'arène des *Votes for Women*. Les publications de Jane Addams autour de 1912 sont une caisse d'enregistrement de ces turbulences. Un troisième fil narratif est, enfin, celui de l'échec du mouvement noir à gagner la reconnaissance qu'il réclamait, auprès du mouvement suffragiste comme du Parti progressiste. Les articles de W. E. B. Du Bois, en contrepoint de ceux d'Addams, montrent les stratégies qu'ils adoptent pour faire avancer la cause des droits civiques et politiques des Noirs. Avec Addams et Du Bois, le pragmatisme s'ouvre aux questions de genre et de race.